

## CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16072 - 7 F

**SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996**

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBAN

La capitale afghane est tombée aux  
mains des islamistes qui ont nommé un  
gouvernement intérimaire. p. 4  
et notre éditorial page 18

Les députés japonais ont crié « Banzai ! » après l'annonce de la dissolution de la Chambre basse. p. 4

Le président de la République a enjoint aux députés RPR réunis au Havre de soutenir Alain Juppé. p. 8

La principale organisation de policiers en tenue, la FASP, a élu Jean-Louis Araïol secrétaire général. p. 11

Un ancien collaborateur d'Alain Carignon, Xavier Péneau, sous-préfet, a été arrêté dans le cadre de plusieurs enquêtes concernant des élus de l'Isère. p. 13

Retour chez les éleveurs de la Vienne  
après le triomphe de leur marche sur  
Paris. p. 15

Un point de vue d'Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel. p. 17

De l'AFP au Monde, il est peu de guerres que ce seigneur du reportage n'ait couvertes. p. 34

**La CGIP, holding de la famille Wendel, souhaite racheter l'équipementier automobile Valeo.** p. 20

La Réunion des musées nationaux (RMN) traverse une crise financière due à la baisse de la fréquentation des musées. p. 29

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche,  
 23 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN;  
 Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KR;  
 Espagne, 220 PTA; Grèce-Bretagne, 12; Grèce,  
 350 Dr; Irlande, 140 E; Italie, 2700 L; Luxembourg,  
 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas,  
 3 Fl.; Portugal CON, 220 PTE; Réunion, 9 F;  
 Sénégal, 850 F CFA; Suède, 10 KRS; Suisse, 2,50 S;  
 Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

MS 0147-928-7,00 F



## M. Nétanyahou ferme « provisoirement » le tunnel qui est à l'origine des affrontements

**L'ARMÉE ISRAÏÉLIENNE** a imposé un couvre-feu total, vendredi 27 septembre, sur Hébron, la seule grande ville de Cisjordanie encore sous occupation israélienne, pour prévenir une nouvelle vague de violences après la prière du vendredi. Pour tenter d'apaiser le conflit, le gouvernement a décidé la fermeture « provisoire » du tunnel sous la vieille ville de Jérusalem qui a déclenché, mercredi, la colère des Palestiniens.

Comme les autres grandes villes de Cisjordanie, Hébron a été le théâtre de violents affrontements entre manifestants palestiniens et soldats israéliens, mais aucune force de police palestinienne n'étant encore déployée dans la ville, la violence y a été moindre. Les combats ont fait, jeudi, 55 tués (44 Palestiniens et 11 militaires israéliens, qui s'ajoutent aux 5 morts de la veille), lors de la journée la plus sangnante dans les territoires depuis le début de l'occupation en 1967. Tsaal, qui a déployé des chars à Naplouse, à l'entrée de la ville de Ramallah et



à Gaza, a fait usage, jendi, de ses hélicoptères. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence sur les territoires palestiniens qui ne sont pas encore placés sous la responsabilité de l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat, c'est-à-dire les zones rurales de Cisjordanie.

Une rencontre tripartite au Caire entre le premier ministre israélien, Benjamin Néanyahu, et le dirigeant palestinien, Yasser Arafat, en présence du président égyptien, Hosni Moubarak, pour avoir lieu dimanche, selon une source proche de la présidence de la République égyptienne citée par l'AFP. Cette rencontre est souhaitée par les Etats-Unis et la France à condition qu'elle ne se réduise pas à une poignée de main. Réuni en urgence au retour d'Europe, jeudi soir, de M. Néanyahu, le cabinet restreint israélien, dit « de sécurité », a rejeté sur l'Autorité palestinienne la responsabilité des violences.

**Lire pages 2 et 3  
et les points de vue page 16**

**BUENOS AIRES**  
*notre correspondant*

Monté sur une vieille caselle en bois en guise d'estrade, le commissaire-priseur est resté sans voix. A chaque fois qu'il voulait abattre son marteau sur le pupitre, il s'empêchait son geste. Car 250 paysannes entonnaient alors l'hymne national, à pleins poumons. Ce jour-là, à Santa Rosa, la capitale de la province de La Pampa, en Argentine, les militantes du Mouvement des femmes d'agriculteurs en lutte (MML) ont fait échouer la vente aux enchères de la propriété des Cornelis, en banqueroute comme beaucoup d'autres petits paysans appauvris.

Lucy Cornelis, 49 ans, présidente du MML, a ainsi pu sauver les terres que sa famille cultivait depuis trois générations. C'est l'héritage d'un grand-père venu de France qui, comme d'autres immigrés au début du siècle, avait découvert la terre promise : 900 hectares dans la campagne argentine, ce « *vertige horizontal* » dont parlait fécrivain Drieu La Rochelle. Au fil des temps et des partages de la succession, l'exploitation s'est réduite à 150 hectares de plus de plus en plus difficiles à gérer. À la sé-

cheresse de ces quatre dernières années s'ajoutent l'absence de toute réforme agraire et les aléas économiques qui expliquent la crise du « campo ». « En 1970, un dèveleur avait une entreprise rentable avec 237 vaches. Aujourd'hui, il lui en faut 1 000 », explique un économiste de la région. Le recours aux prêts est périlleux car les banques appliquent des taux d'intérêt excessifs : 15 % l'an et jusqu'à 60 % en cas de découverts sur un compte courant. En dix ans, la dette des Cornelis s'est ainsi multipliée par sept.

Selon des chiffres de la Société rurale, qui regroupe les principaux propriétaires terriens l'endettement global des agriculteurs - près de 400 000 dans tout le pays - auprès des banques provinciales atteint cette année 8 milliards de dollars (environ 40 milliards de francs), soit une augmentation de 470 % par rapport à 1991. « Les grands propriétaires terriens obtiennent des crédits internationaux bien meilleur marché que les petits exploitants. Mais c'est comme cela, c'est la réalité de l'Argentine », estime le gouverneur de la province.

Défilant la résignation, mais aussi le pouvoir

essentiellement masculin du « campo », les femmes d'agriculteurs ont commencé leur lutte il y a un an. Elles sont aujourd'hui des milliers à se battre pour éviter les mises aux enchères et revendiquer un plan permettant de restructurer les dettes sur trente ans. Les militantes ont déjà obtenu que la banque de la province de Buenos Aires revise les conditions de crédits octroyés entre 1989 et 1993. Ce mouvement témoigne aussi de la combativité historique des femmes dans un pays traditionnellement « machiste ».

Au volant de tracteurs, plus de cinq cents femmes d'agriculteurs étaient venues manifester à Buenos Aires le 8 mars 1996, date de la Journée internationale de la femme, sur la place de Mai, en face du palais présidentiel. Le lieu même où, il y a cinquante ans, la légendaire Evita Peron défendait les pauvres et les opprimés et où, depuis vingt ans, mères et grands-mères réclament justice pour les 30 000 disparus de la dernière dictature militaire.

**Christine LeGrand**

**LES MINES** tuent à l'aveuglette. Femmes aux champs, enfants sur le chemin de l'école, elles s'éparpillent rien ni personne, au Cambodge et en Angola, en Afghanistan et au Salvador. Plus de soixante pays du tiers-monde en sont infectés. Mais les mines antipersonnel, affreuses, meurtrières, Bosnia, au cœur de l'Europe dite civilisée. Illustration des débris de la planète, elles tuent ou mutilent deux mille personnes par mois.

toires. Le mal n'a pas reculé. Il a même empiré. Mais les partisans d'un bannissement définitif des mines antipersonnel ont gagné du terrain.

On estime à 84 millions le nombre d'engins terrestres dispersés partout dans le monde. Chaque année, ça suffit à augmenter de deux à cinq millions le nombre de victimes, à cause du hasard des guerillas qui ravagent la planète, du Kurdistan au Libéria.

Concues à l'origine pour retarder

A la mémoire des morts et des amputés, victimes de cette calamité universelle, les Parisiens et les Lyonnais sont invités, samedi 28 septembre, à élever des pyramides de chaussures sur le parvis du Trocadéro et place Antonin-Bonnet.

Cette manifestation, la deuxième du genre, est destinée à faire connaître la guerre. Elle se trouve aussi de l'écho rencontré par les organisations non gouvernementales qui militent contre cette nouvelle « pandémie » : Handicap international (France), qui est à l'origine de cette démonstration, Mines Advisory Group (Grande-Bretagne), MédiCo international (Allemagne), Vietnam Veterans of American Foundation (États-Unis), etc.

Pour les organisations humanitaires, l'année écoulée a été marquée de défaites et de demi-victoires.

### Bertrand Le Gendre

Lire la suite page 18

**LE NOMBRE** des demandeurs d'emploi a brutalement augmenté en août. Selon les statistiques publiées, vendredi 27 septembre, par le ministère du travail, le nombre des chômeurs a progressé de 25 500 (1,3 %) au mois d'août. La France compte désormais 3 085 100 chômeurs, soit 5,3 % de plus qu'il y a un an. Quelques jours du goût de confiance demandé par le premier ministre à l'Assemblée nationale, il s'agit d'une très mauvaise nouvelle pour le gouvernement. Cette progression est sans précédent depuis 1993. Jacques Chirac est intervenu vendredi auprès des parlementaires du RPR pour leur enjoindre de soutenir Alain Juppé et leur interdire de se réclamer de lui pour critiquer le gouvernement. Par ailleurs, le commerce extérieur a dégagé un solde mensuel positif de 11 milliards de francs en juillet.

**LES DERNIERS MODÈLES** d'ordinateurs destinés à l'usage familial qui apparaissent sur le marché sont dotés des bons vieux boutons des débuts de la magie électrique. Il s'agit d'aider des utilisateurs peu familiers de l'informatique à circuler sans peine dans les programmes.

Pour faciliter le maniement des appareils, les constructeurs proposent donc d'appuyer sur une touche pour revenir au menu principal, lancer des opérations plus élaborées ou, tout simplement, monter le son. Cette nouvelle esthétique « électroménagère » s'accompagne d'une augmentation des prix et d'une réduction de volume des appareils.

**Live page 25**

**ANTOINE GRUMBACH**

**PHILOSOPHE** de l'urbanité devenu architecte et Grand Prix national d'urbanisme en 1992, Antoine Grumbach, âgé de cinquante-quatre ans, a été élu colaérateur d'un concours pour la réalisation d'un « pont-jardin » enjambant la Tamise. Son projet est présenté à Londres où, jusqu'au 18 décembre, se tient une exposition remarquable consacrée aux « ponts habités ».

**Live page 28**

International.....	2	Jess.....	26
France.....	8	Agenda.....	27
Société.....	11	Abonnements.....	27
Carnet.....	14	Météorologie.....	27
Horizons.....	15	Culture.....	28
Entreprises.....	20	Guide culturel.....	31
Finances/marchés.....	22	Communication.....	32
Aujourd'hui.....	24	Radio-Télévision.....	33



هكذا من الإهل

# INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996

**PROCHE-ORIENT** Au terme d'une réunion convoquée d'urgence par le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, jeudi soir 26 septembre à Jérusalem, le cabinet

dit « de sécurité » a rejeté sur l'Autorité palestinienne la responsabilité des violences dont les territoires palestiniens ont été le théâtre au cours des dernières quarante-huit heures.

● **LES AFFRONTEMENTS**, qui s'étaient étendus, jeudi, à Gaza, ont fait, selon les derniers bilans, cinquante-cinq morts, quarante-quatre Palestiniens et onze Israéliens. ● **LES**

**ETATS-UNIS** s'emploient à organiser une rencontre entre M. Nétanyahou et le chef de l'Autorité palestinienne, M. Arafat. Avec les quatre autres membres permanents du Conseil de

sécurité de l'ONU, ils ont, en outre, indirectement invité l'Etat juif à fermer l'accès au tunnel qui longe l'esplanade des Mosquées, et dont l'ouverture a mis le feu aux poudres.

## Washington tente de renouer le dialogue entre Israéliens et Palestiniens

Alors que Benyamin Nétanyahou rejette toute responsabilité dans les sanglants affrontements qui ont fait, jeudi 26 septembre, cinquante-cinq morts, dans les territoires palestiniens, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies invitent les deux parties à la « retenue »

### JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Et maintenant que fait-on ? Comment recoller les morceaux du processus de paix ? Est-ce même possible ? Comment va-t-on s'y prendre pour remettre le mauvais génie dans sa bouteille ? Sur le ton entendu de ceux qui savent la réponse si on la leur demande, ou sur celui de l'angoisse la plus sincère, telles sont bien les questions dont la classe politique israélienne tout entière débat avec passion depuis quarante-huit heures.

Retourné, jeudi 26 septembre, dans la soirée, à Tel Aviv, après n'avoir écouté sa première tournée européenne de quelques heures, puis qu'il devait rentrer dans la nuit, Benyamin Nétanyahou a réuni son cabinet restreint, dit « de sécurité ». A 3 heures, vendredi, « après avoir entendu [pendant quatre heures] les évolutions des chefs de l'armée, de la police et du Shin Bet [service de sécurité intérieure], les ministres les plus importants et leur chef ont publié un communiqué « concernant la situation dans les régions de Judée-Samarie [Cisjordanie], de

Gaza et de Jérusalem. » « Le gouvernement d'Israël exige que l'Autorité palestinienne restreigne et stoppe les activités violentes et la création de l'agitation de l'intérieur de son territoire contre les citoyens et les soldats d'Israël. (...) Les tirs de la police palestinienne et les incitations à la violence constituent une sévère violation des accords intérimaires [d'Oslo] qui, si elle continue, mettra le processus de paix en péril. » Après avoir rappelé l'article 15 des accords, selon lequel « chaque partie prendra toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes de terrorisme et d'hostilité contre l'une d'elle », le gouvernement « appelle à la reprise des négociations politiques de paix (...) sans condition préalable ».

### TROIS DEMANDES

Cette dernière précision vise à rejeter par avance les trois demandes posées, jeudi, au nom de l'Autorité palestinienne, par Fayçal Hussein, chef de l'OLP à Jérusalem-Est : blessé au cours des affrontements - et soutenues aussi bien par l'Egypte que par la Ligue arabe et par plusieurs pays européens : « Fermeture du tunnel » de

la Vieille Ville, c'est son ouverture qui a mis le feu aux poudres, « application immédiate des accords déjà conclus et signés par le précédent gouvernement, ouverture réelle des négociations concernant le statut définitif des territoires occupés, y compris Jérusalem-Est ». Ces discussions, formellement ouvertes, le 5 mai, entre l'OLP et le gouvernement travailliste, ont été depuis l'élection de M. Nétanyahou renvoyées aux calendes grecques.

Invité, jeudi, à deux reprises par téléphone, à reconstruire le premier ministre « aussi tôt que possible », c'est-à-dire dans la nuit de jeudi à vendredi, Yasser Arafat s'est étonné de ne pas avoir été appelé. Fort de sa relative victoire politique-diplomatique après quarante-huit heures d'affrontements - il a montré qu'il avait le pouvoir de créer beaucoup de problèmes à Israël si celui-ci se contentait de promesses médiatiques à son égard sans respecter ce qui a été conclu et il a reçu le soutien de la quasi-totalité des puissances du monde - le chef de l'OLP n'a apparemment pas voulu prendre le risque de se montrer avec « Bibi »

à la veille de la grande prière musulmane du vendredi. D'autant que cette journée, à très hauts risques, devait être aussi consacrée aux funérailles des trente-sept victimes palestiniennes. Une rencontre Nétanyahou-Arafat, vendredi, au Caire, paraissait, elle aussi, incertaine.

### LES COLONS COMME SUPPLÉMENTS

En l'absence de son chef, qui a pris tout son temps pour revenir au pays, le gouvernement avait paré au plus pressé. Depuis jeudi après-midi, l'état d'urgence a été décrété dans les territoires palestiniens occupés et autonomes. Outre que Tsahal a ouvert ses stocks d'armes aux colons juifs adhérents pour servir éventuellement de suppléments, la mesure signifie essentiellement deux choses. D'abord, l'armée est en état d'alerte rouge et des randonnées, ainsi que du matériel lourd (chars d'assaut), ont été acheminés dans tous les territoires occupés, y compris à Jérusalem-Est, où le nombre de policiers a été multiplié par trois en prévision de la journée de prières à la mosquée El Aqsa.

Deuxièmement, le bouclage des territoires, imposé depuis six mois, ne s'arrête plus à la « ligne verte » qui sépare jadis Israël proprement dit des régions palestiniennes. On ne passe plus entre les zones A, B et C délimitées par les accords d'Oslo. La mesure, qui avait été appliquée après les attentats-suicides de février-mars, signifie que, sauf exception pour les personnalités importantes, plus personne n'entre ou ne sort des sept enclaves autonomes contrôlées par l'OLP (6 % des territoires), même pour se rendre dans le reste de la Cisjordanie occupée.

Ces mesures ont-elles une chance de ramener le calme alors que, comme dit Ouzi Savir, l'ancien directeur du ministère des affaires étrangères, architecte israélien des accords d'Oslo, « il y a grave danger si l'on n'applique pas immédiatement les accords signés » ? Mais à supposer qu'il en ait le projet, comment M. Nétanyahou « le dur » pourrait-il maintenant annoncer qu'il va, par exemple, redéployer son armée hors d'Hébron sans paraître céder à la pression de M. Arafat ?

« Ce qui s'est passé ces dernières

quarante-huit heures, disait, jeudi, Tsahal Hanegbi, ministre de la santé, très proche de « Bibi », est conforme à ce que nous prédisions lorsque nous étions dans l'opposition : il ne fallait surtout pas laisser les Palestiniens autonomes s'armer, car au premier différend avec nous, ils utiliseraient leurs armes contre nos soldats. C'est fait. »

Ce qui est sûr, selon Ephraïm Sneh, ancien ministre d'Itzhak Rabin, « c'est que grâce à votre politique, il n'y a plus de processus de paix. Nous avons à la place un conflit militaire israélo-palestinien comme nous n'en avions plus connu depuis 1967 ». Alors, un gouvernement d'union nationale, peut-il sauver ce qui peut encore l'être ? « Avant d'évoquer ce genre de sujet, a rétorqué Shimon Pérès, encore faudrait-il, si l'on veut que le Parti travailliste s'identifie à ce gouvernement, que nous soyons associés à la prise de décision. » Quand on pense, regrette-t-on Ouzi Savir, « nous étions au seuil de la paix et [que] nous voici à l'orée d'une nouvelle Intifada. Et tout cela en quatre mois... »

Patrice Claude

## De l'« Intifada » à la « Mouwajaha »

**LES AFFRONTEMENTS** israélo-palestiniens dans les territoires palestiniens rappellent l'Intifada (soulèvement) contre l'occupation israélienne, qui a embrasé les territoires palestiniens de 1987 à 1993, à la différence près que la police palestinienne est, aujourd'hui, mêlée à ces affrontements.

Le 9 décembre 1987, au lendemain d'un grave accident au cours duquel quatre Palestiniens du camp de Jabalia meurent écrasés par un camion israélien, les huit camps de réfugiés de la bande de Gaza entrent en ébullition. C'est le début de l'Intifada, la « guerre des pierres », qui s'étend comme une traînée de poudre dans tous les territoires occupés.

### DE DIX À VINGT-CINQ ANS

Pour la première fois en quarante ans de conflit israélo-arabe, le peuple palestinien de Cisjordanie et de Gaza - un million et demi d'habitants - est en guerre contre Israël. Les rues des villes et des bourgades, les ruelles des camps de réfugiés, les terrasses, les minarets des mosquées servent de champ de bataille aux milliers de *shabab* - jeunes gens de dix à vingt-cinq ans - qui se battent à coups de pierres.

En six ans, 1 258 Palestiniens ont été tués par des militaires ou des colons israéliens, selon un bilan établi par l'Agence France-Presse à partir de sources palestiniennes. La majorité des victimes, dont près du quart étaient âgées de moins de seize ans, ont été tuées lors de la dispersion de manifestations. En 1994, le procureur général de l'armée, le général Ilan Schiff, indiquait que 97 000 dossiers d'accusation avaient été instruits contre des Palestiniens accusés d'avoir pris part à l'Intifada par les tribunaux militaires israéliens dans les territoires occupés. « Entre 120 000 et 140 000 Palestiniens sont passés par nos prisons » pendant l'Intifada, indiquait, à la même époque, le premier ministre israélien assassiné, Itzhak Rabin.

Le 13 septembre 1993, les accords d'Oslo, qui lancent l'autonomie palestinienne à Gaza et à Jéricho, sont signés à Washington. Le 24, les activistes armés de l'OLP reçoivent l'ordre du chef de la centrale palestinienne, Yasser Arafat, de cesser toutes les opérations militaires contre Tsahal. C'est la fin de l'Intifada. Les Palestiniens désignent les événements actuels par le terme *al Mouwajaha* : l'affrontement. - (AFP)

### NAPLOUSE

de notre envoyé spécial  
« Vous faites quoi, là ? Zone militaire fermée. Allez, demi-tour, ill-cin. » Derrière ses Ray-Ban, l'officier israélien de la police des frontières ne plaisante pas. Pistolet-mitrailleur Uzi en bandoulière sur un très seyant gilet pare-balles bleuté, poings sur les hanches et coup de menton agressif, le militaire est visiblement un cinéphile. Version Rambo. Derrière lui, deux chars d'assaut Merkava sont stationnés au milieu d'une centaine de soldats casqués et armés jusqu'aux dents.

Sombres indices des furieux combats qui ont eu lieu, ici, entre soldats israéliens et policiers palestiniens, deux colonnes de fumée noire s'élèvent au-dessus de la ville. Il est 16 h 30, jeudi 26 septembre, à l'entrée de Naplouse, et la grande cité arabe autonome, cernée et bouclée, paraît enfin calmée. Le colonel Ibril Rajoub, chef de la sécurité préventive palestinienne, vient d'y entrer avec ses dix gardes du corps.

La mission du cerbère moustachu le moins avenant et le plus craint des Palestiniens - en raison des tortures et brutalités dont son service s'est rendu coupable - est la même que celle qui l'avait conduit à Ramallah une heure plus tôt, laissant derrière lui un brasier encore fumant mais éteint. Le colonel Rajoub est directement chargé par Yasser Arafat de faire cesser le feu, et de négocier l'évacuation en douceur des quarante-deux Israéliens, soldats et colons juifs religieux, assiégés, depuis des heures, à l'intérieur de Naplouse.

Une opération de sauvetage a

## « La terre de Palestine transformée en champ de guerre »

bien été tentée, en début d'après-midi, par des unités spéciales, mais elle a lamentablement échoué. Deux transports de troupes blindés hérissés de soldats et de mitrailleuses ont foncé dans la ville, tirant sur tout ce qui bougeait. Mais les policiers palestiniens ont riposté, puissamment, et les rafales de leurs kalachnikovs ont fait reculer l'unité spéciale surarmée. « C'est une vraie bataille qui s'est déroulée là », commentera plus tard le général Ouzi Dayan, commandant en chef de la région Centre en Cisjordanie occupée.

Certains généraux israéliens ont affirmé que Yasser Arafat avait partiellement perdu le contrôle de ses trente mille à quarante mille hommes en armes. Ce n'est pas faux. Mais si l'opération de sauvetage à Naplouse a bien eu lieu, ce fut grâce à lui, par la négociation et à la faveur d'un couvre-feu général sur la ville que le chef de l'OLP a ordonné. Si les fameuses patrouilles conjointes israélo-palestiniennes dans les zones autonomes ont cessé depuis trois jours, la coopération n'a pas pour autant totalement cessé entre les deux parties.

Deux heures plus tôt, devant le camp retranché des Israéliens autour d'un site religieux dénommé « la tombe de Yousef » (Joseph) - personnage biblique révéralé par l'islam et le judaïsme, mais dont la tombe présumée est contrôlée par Israël à l'intérieur d'une ville autonome de cent quarante mille habitants arabes - n'a-t-on pas assisté à l'évacuation, par les soins d'un célèbre chef local du Fatah de M. Arafat, de deux soldats israéliens blessés ? Est-ce le signe que tout n'est

pas perdu pour le processus de paix ?

Car cette journée de feu et de sang du 26 septembre en Palestine laissera dans les consciences tant d'autres images. Par exemple, ce gamin de quinze ans tombé à Ramallah, sa dérisoire fronde en caoutchouc à la main. Ou ce cameraman palestinien tué d'une balle dans la poitrine tirée par un franc-tireur embusqué dans les collines et qui, deux secondes avant de sombrer dans le coma, nous assurait : « Ça va, ça va... »

Phil l'Intifada de papa, le souve-

**Face aux jets de pierres et aux armes automatiques légères, Tsahal a sorti les grands moyens : mitrailleuses lourdes, chars d'assaut et hélicoptères Cobra**

Ou encore ce jeune policier palestinien qui avait cru bon de se poster sur le toit d'un immeuble pour être à la hauteur des soldats israéliens qui avançaient dans les collines d'oliviers en tirant sur les jeteurs de pierres, et qui mourut haché menu sous le déluge de mitraille lâchée sans discontinuer, pendant dix minutes, d'un hélicoptère Cobra. Ou cette jeune fille aux cheveux soigneusement camouflés par le voile blanc islamique et qui ne pouvait pas arrêter de pleurer dans le fracas des détonations. Quelle image retient et transmettra de l'embrasement en cours ?

Le bilan des combats, si lourd soit-il, ne rend compte qu'imparfaitement de la déchirure des der-

nières quarante-huit heures entre Israël et les Palestiniens. Trente-sept Palestiniens tués parmi lesquels de nombreux civils, et onze soldats israéliens. Plus de quatre cents blessés côté arabe, dont plusieurs dizaines dans un état grave. Une cinquantaine côté israélien, dont quatre étaient, jeudi soir, entre la vie et la mort. Et puis les journalistes blessés, trois Palestiniens et un Français, Manoucher Deghath, photographe de l'Agence France-Presse.

Phil l'Intifada de papa, le souve-

ment de la jeunesse avec ses pierres. Mercredi, un nouveau concept est apparu dans le vocabulaire des médias et des dirigeants palestiniens : c'est la *Mouwajaha*, l'affrontement. Chars d'assaut, hélicoptères de guerre, mitrailleuses lourdes. Au deuxième jour des combats, sans précédent depuis la guerre de 1967, qui ont eu lieu, pendant une dizaine d'heures, dans l'ensemble des territoires palestiniens, Tsahal a sorti les grands moyens.

Face aux dérisoires jets de pierres, des milliers de jeunes émeutiers civils et aux armes automatiques légères employées à foison à Gaza, à Naplouse, à Ramallah, à Bethléem et ailleurs par

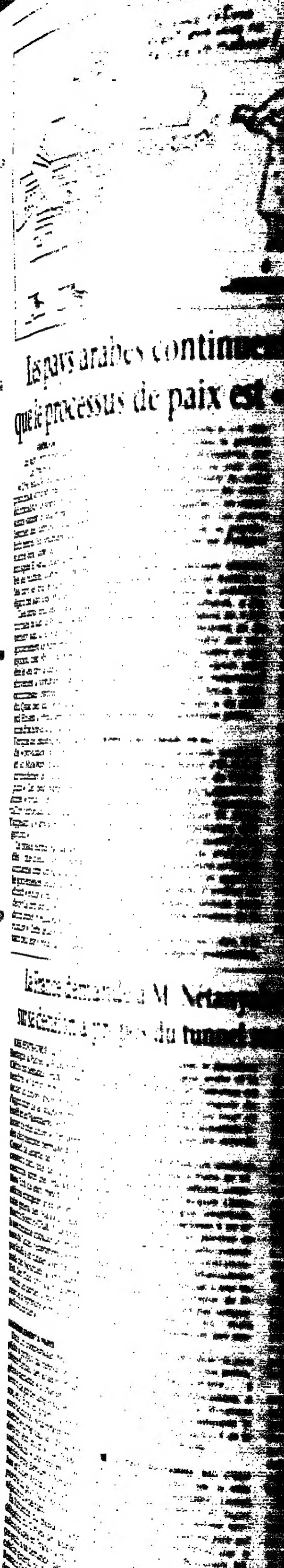
plusieurs centaines de Palestiniens en uniforme, Tsahal a frappé dur. Elle n'a pas utilisé toute sa force, mais elle l'a montrée. Déployés pour la première fois dans les territoires occupés - à Naplouse, à l'entrée de Ramallah et à Gaza - depuis leur conquête militaire par Israël en 1967, les chars d'assaut n'ont pas tiré. Les hélicoptères Cobra, oui. Un peu partout.

Les combats les plus durs, le plus grand nombre de morts (24) et de blessés (140) ont été relevés dans la bande de Gaza. Même scénario que la veille et le jour même à Ramallah, Naplouse et ailleurs. Des milliers de jeunes munis de pierres se jettent sur les barrières israéliennes. Il y a des morts, il y a la foule qui hurle sa rage et son impuissance et puis un, deux, vingt policiers palestiniens laissent éclater la leur et ouvrent le feu. M. Arafat, paraissant suivre plutôt que précéder le mouvement, a ordonné à sa police armée de « protéger le peuple, la nation et les acquis des Palestiniens ». Mais, pour autant que l'on sache, cet ordre est tombé tard en fin de matinée, bien après que les tirs de riposte de ses hommes eurent commencé.

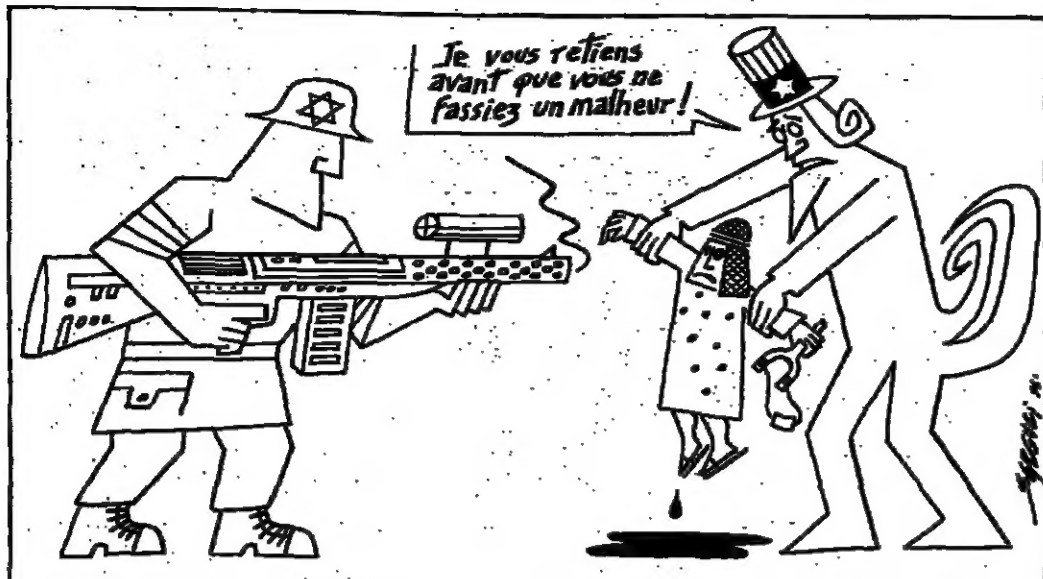
A Gaza, outre les barrières militaires, les gamins, puis les hommes en uniforme qui étaient jusqu'alors - tragique et inhumaine exigence des accords d'Oslo - chargés de les protéger, s'en sont pris aux colonies juives. Goush Katif, Netzarim, Kfar Dorom, Nitzanit. Noms qui sonnent aux oreilles palestiniennes comme autant de provocations, des flots de luxe fortifiés, où vivent quelques centaines d'ultras - cinq mille au total avec les femmes et les enfants - et qui occupent encore, avec les routes et les plages qui leur sont réservées, 40 % d'un territoire grand comme un mouchoir de poche (350 kilomètres carrés). Territoire partiellement autonome et qui, sur les 60 % de sa superficie restante, doit héberger un million d'Arabes, entassés pour moitié dans des camps de réfugiés sans eau potable, sans égout, sans travail et, surtout, sans la liberté de sortir de ce qu'ils appellent « la cage », depuis plus de six mois.

Le gouvernement israélien a transformé « la terre de Palestine en champ de guerre », a commenté jeudi Mohammad Sobel, le représentant de l'OLP à la Ligue arabe. Ce qui est sûr, c'est que la politique menée depuis cent jours par M. Nétanyahou a brisé ce qui fut le plus ardu à établir entre Israéliens et Palestiniens : la confiance minimale sans laquelle le processus de paix ne peut être conduit à son terme.

P. C.







## Les pays arabes continuent à affirmer que le processus de paix est « irréversible »

**AMMAN**  
de notre correspondant au Proche-Orient

« Une nouvelle infatigable. » L'appréciation revient chez tous les éditorialistes arabes, dont plusieurs saluent le soulèvement palestinien des dernières quarante-huit heures. En touchant au troisième lieu saint de l'islam, la mosquée El Aqsa, Israël a exacerbé les réactions arabes, et même les pays les plus modérés à son égard ont durci leur attitude.

Liée depuis deux ans à Israël par un traité de paix, la Jordanie a nettement haussé le ton contre le gouvernement de Benjamin Nétanyahou, dont elle avait pourtant été le seul pays arabe à saluer positivement la formation. Dans un communiqué commun avec l'émir du Qatar, chez qui il se trouvait, le roi Hussein a estimé que l'ouverture d'un nouvel accès au tunnel, à l'origine des émeutes, était un acte de « provocation envers les Arabes et les Musulmans et une action en contradiction avec les accords de paix ». Les deux parties ont, en outre, « refusé le gouvernement israélien responsable de l'escalade », l'appelant à « appliquer ses engagements ».

Le prince héritier Hassan avait, dès mercredi, sévèrement condamné cette action, alors que le gouvernement jordanien se déclarait « engagé à faire ce que son devoir lui dicte afin de préserver les droits arabes et musulmans sur Jérusalem ». Cette affaire est d'autant plus grave pour la Jordanie

que, comme l'a rappelé le roi, Amman « a un rôle (dans la gestion des lieux saints de Jérusalem) que lui reconnaît le traité de paix avec Israël, jusqu'au règlement du statut final de la ville sainte ». En outre, les autorités craignent « les répercussions inévitables de ces graves incidents » au sein de la population, dont la majorité est d'origine palestinienne.

Sollicité par le premier ministre israélien pour tenter de mettre un terme à la violence, le président égyptien, Hosni Moubarak, a demandé à M. Nétanyahou de « fermer » le tunnel contesté et de « commencer à prendre des mesures concrètes pour mettre en application les accords signés avec l'Autorité palestinienne, notamment le redéploiement des forces israéliennes à Hébron », qui a six mois de retard sur le calendrier prévu.

**APPELS AU « MARTYR »**

Personnalité pourtant modérée et tolérante, le cheikh d'El Azhar, la plus haute instance de l'islam sunnite, a, pour sa part, appelé les musulmans à défendre, « jusqu'au martyre », la mosquée El Aqsa. L'éditorialiste du quotidien officiel Al Ahram écrit, quant à lui, que « seule la force du droit et le sang des martyrs pourront arrêter la violence israélienne ». Cet appel au martyre, seul capable d'arrêter les actions israéliennes, revient dans de nombreux commentaires de la presse arabe.

Réunie en urgence au Caire, à la demande du délégué palestinien,

la Ligue arabe a vivement dénoncé « un complot sioniste israélien pour détruire la mosquée El Aqsa et bâtir à sa place le temple de Salomon ». Elle a appelé la communauté internationale et les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à « intervenir d'urgence pour obliger Israël à cesser toute action susceptible de porter atteinte aux lieux saints » de l'islam.

Les ministres arabes des affaires étrangères, qui se trouvent à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies, devraient se réunir, lundi, pour étudier les moyens d'agir auprès du Conseil de sécurité de l'ONU et surtout des Etats-Unis. Les délégués arabes à la Ligue n'ont toutefois pas suivi le représentant palestinien, qui leur a demandé de « punir » Israël.

Malgré la sévérité de leurs réactions, la plupart des pays arabes demeurent engagés dans le processus de paix. Ils ne veulent pas être les fossoyeurs d'une paix qui, selon le communiqué de la Ligue arabe, est un « choix stratégique irréversible ». Seules les organisations palestiniennes radicales, comme le Front populaire et le Front démocratique de libération de la Palestine - FPLP et FDLP - et le Djihad islamique en Palestine, ont appelé l'Autorité palestinienne à rompre les négociations avec Israël et ont demandé à leurs militants « d'accroître la lutte armée contre l'ennemi sioniste ».

Françoise Chépeaux

## Les critiques voilées des Etats-Unis à l'encontre de l'Etat juif

**WASHINGTON**  
de notre correspondant

La diplomatie américaine est intervenue en force, ces dernières quarante-huit heures, pour tenter de favoriser un retour au calme dans les territoires palestiniens et relancer le processus de paix que les Etats-Unis paralaient.

Ces efforts ont notamment porté sur l'organisation d'une rencontre entre Yasser Arafat et Benjamin Nétanyahou, qui pourrait avoir lieu au Caire, sous l'égide du président Hosni Moubarak. Bill Clinton a lancé un appel solennel aux deux parties pour qu'elles prennent des initiatives de nature à mettre fin à la violence. Il a toutefois rejeté implicitement la responsabilité de celle-ci sur les autorités israéliennes qui ont décidé d'ouvrir un nouvel accès à un tunnel sous l'esplanade des mosquées, à Jérusalem-Est.

C'est manifestement à cette initiative que M. Clinton a fait référence en soulignant qu'Israéliens et Palestiniens doivent « éviter toute action de nature à compromettre les progrès de la paix ». Refusant de se prononcer explicitement sur l'opportunité de fermer ce tunnel, dont l'ouverture a mis le feu aux poudres, M. Clinton a cependant souligné qu'il fallait « éviter des actions provocatrices sans nécessité ». Cette critique voilée, répétée à deux reprises par le président d'Etat : son porte-parole, Nicholas Burns, a insisté sur le fait que Washington n'avait pas été averti d'un projet dont chacun pouvait mesurer à l'avance le caractère provocant.

Le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, qui s'est entretenu à deux reprises, jeudi, avec le premier ministre israélien, a demandé à celui-ci d'ordonner la fermeture du tunnel, ce que M. Nétanyahou a refusé. La Maison Blanche a enfoncé le clou en

soulignant qu'Israéliens et Palestiniens ne devaient pas « soulever de nouveaux problèmes », comme celui que pose « de toute évidence » le percement du tunnel. L'administration américaine estime que la fin de la violence est prioritaire, sans être suffisante : les deux parties doivent « reprendre les négociations et appliquer les accords qu'elles ont conclus », a insisté M. Clinton.

Les Etats-Unis craignent que M. Nétanyahou cède aux « faucons » de son cabinet, et que Yasser Arafat se laisse déborder par les « ultras » de son mouvement, et par la surenchère des jeunes Palestiniens. Ils peuvent proposer leurs bons offices, mais ils n'ont aucune prise sur la spirale de la violence. Ils redoutent donc que des années d'efforts diplomatiques soient réduits à néant par quelques jours d'affrontements sanglants.

Pour M. Clinton, qui présente son rôle dans le processus de paix au Proche-Orient comme l'un des principaux succès diplomatiques de son mandat, ces événements tombent plutôt mal, à moins de six semaines de l'élection présidentielle.

Les Etats-Unis veulent cependant espérer qu'un mal pourra déboucher sur un bien : tel sera le cas si les émeutes provoquent une nouvelle rencontre entre M. Arafat et M. Nétanyahou, qui permettrait de relancer le dialogue israélo-palestinien.

M. Christopher, ainsi que Dennis Ross, le coordonnateur du processus de paix, sont disposés à faire une nouvelle mission dans la région, du moins si c'est un moyen de débloquer la situation : pour d'évidentes raisons électorales, M. Clinton ne prendra pas le risque d'un échec diplomatique.

Laurent Zecchini

## La France demande à M. Nétanyahou de revenir sur sa décision à propos du tunnel sous Jérusalem-Est

**LES ETATS-UNIS**, la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Chine ont demandé, jeudi 26 septembre, « l'arrêt immédiat de toutes les actions ayant entraîné l'aggravation de la situation [entre Israël et les Palestiniens] et l'annulation de telles actions ». Cet appel des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU est contenu dans une déclaration commune, après une rencontre à New York de leurs ministres des affaires étrangères avec le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. Il équivaut à une demande implicite de fermeture de l'accès, récemment ouvert par Israël, à un tunnel sous l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est. Les Cinq ont aussi appelé « toutes les parties à exercer de la retenue, à reprendre le processus de paix sans tarder ».

**RASSEMBLEMENT A PARIS**

Dans un communiqué plus explicite à propos du tunnel, le ministère français des affaires étrangères a demandé « à chacun, sur le terrain, de garder sang-froid et raison, et à faire les gestes d'apaisement nécessaires, notamment en remettant le tunnel sous la ville sainte dans son état initial ». La France souhaite aussi « une rencontre immédiate entre Benjamin Nétanyahou et Yasser Arafat, afin de reprendre au plus haut niveau les négociations » de paix.

En l'absence du ministre, une délégation du Conseil des ambassadeurs arabes en France a été reçue, jeudi, à sa demande, par le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq. Les ambassadeurs d'Egypte, d'Arabie saoudite,

du Maroc, de Jordanie, le directeur du Bureau de la Ligue arabe et la déléguée générale de Palestine en France ont exprimé l'espoir de « voir la France et l'Europe jouer un rôle » pour amener les autorités israéliennes à appliquer les accords conclus.

Ils ont été informés des résultats de la récente visite à Paris de M. Nétanyahou et des efforts conjugués du président Jacques Chirac et de son homologue américain, Bill Clinton, pour parvenir à un arrêt des violences et mettre en œuvre les accords israélo-palestiniens, notamment le redéploiement à Hébron. Les ambassadeurs arabes ont aussi expliqué à leur interlocuteur que la question de Jérusalem ne concernait pas uniquement les Palestiniens, mais l'ensemble des Arabes et des musulmans.

Un rassemblement « pour la paix et la justice en Palestine » est prévu, vendredi 27 septembre, à 18 heures, place du Trocadéro, à Paris, à l'initiative de diverses forces de gauche, notamment le PS, le PCF, les Verts, la CGT et le Mouvement des citoyens.

■ Le Parti socialiste, lors d'une conférence de presse, par la voix de son premier secrétaire, Lionel Jospin, a déploré que « de façon désormais brutale et même sanglante, c'est le processus de paix qui est mis en cause. Je pense que le gouvernement de M. Benjamin Nétanyahou porte véritablement la responsabilité de ce qui se passe aujourd'hui », a ajouté M. Jospin, pour qui toute autre approche que « la démarche de paix » des accords d'Oslo conduira à l'impasse.

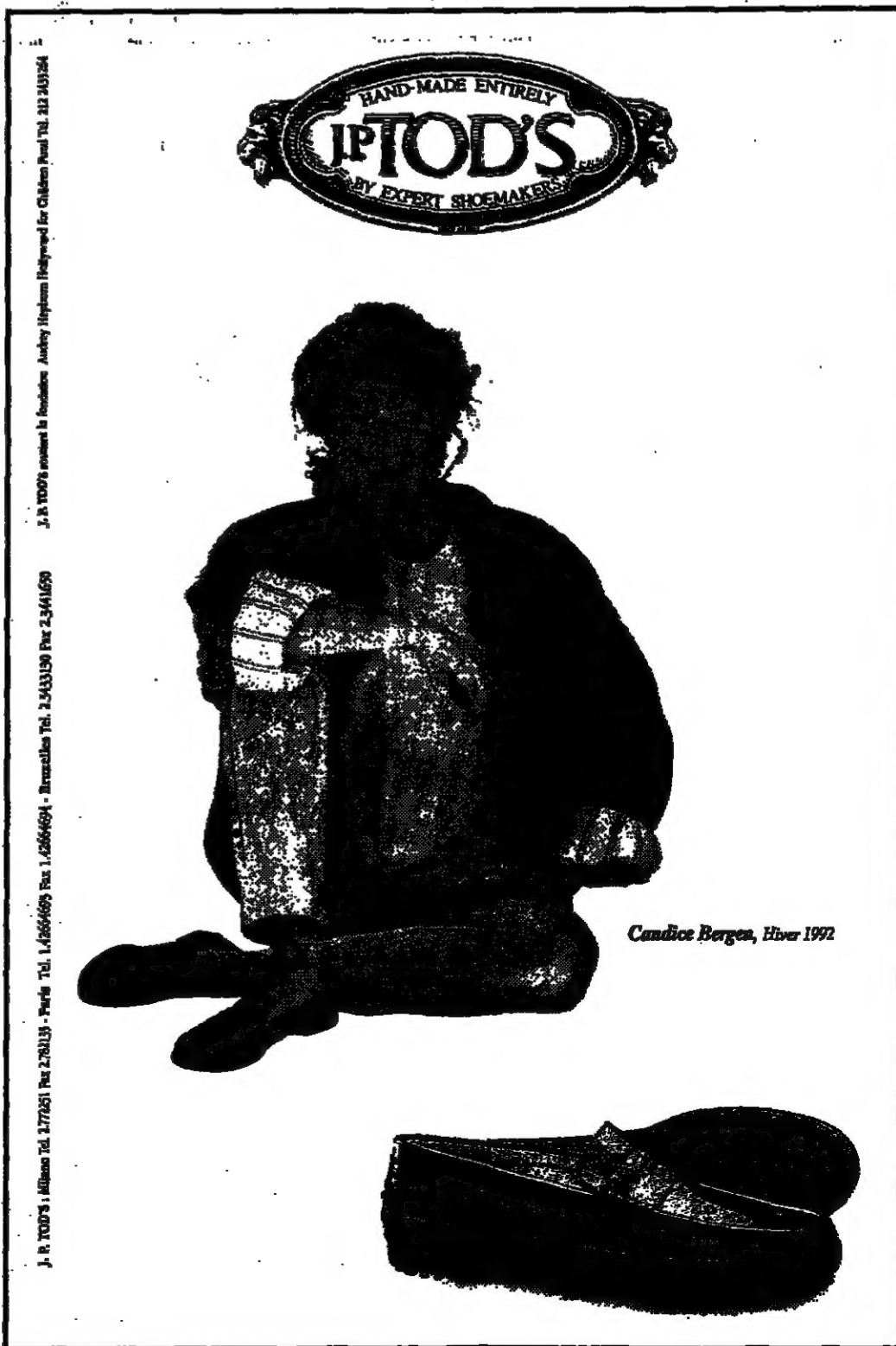
■ Les Verts ont dénoncé « l'attitude irresponsable et provocatrice » de M. Nétanyahou, qui a « délibérément pris le risque d'enflammer une situation déjà tendue en faisant creuser à Jérusalem un tunnel le long de l'esplanade des Mosquées ».

■ La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) juge qu'« il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient sans le respect des droits légitimes des populations palestiniennes ». Elle demande « la levée de l'état d'urgence et du blocage des territoires, le respect des accords conclus (...) et la reconnaissance du droit à l'existence d'un Etat palestinien indépendant ».

■ La CGDT a appelé le gouvernement à « saisir sans délai le Conseil de sécurité de l'ONU pour marquer la réprobation de la communauté internationale » et à « solliciter de ses partenaires européens une condamnation ferme de cette répression ».

■ La CGT dénonce « le double langage du premier ministre israélien (...) qui s'efforçait pour la paix lors de sa visite » à Paris « alors que dans le même temps il faisait tirer sur le peuple palestinien ». Elle réclame la reprise d'une « véritable négociation » entre Palestiniens et Israéliens.

■ Le Front national se dit « obligé de constater que le gouvernement Nétanyahou tourne le dos à un accord de paix ». « Tant qu'on ne respectera pas un partage juste de la Palestine, tant qu'on n'aura pas laissé une patrie aux juifs et une vraie patrie aux Palestiniens, a indiqué Jean-Marie Le Pen sur Radio-Monte-Carlo, (...) on ira vers une guerre continue et une aggravation de la situation. »



Candice Bergen, hiver 1992



## Les talibans nomment un gouvernement intérimaire après s'être emparés de Kaboul

Les forces du régime déchu se sont repliées dans le nord du pays

L'organisation politico-militaire des talibans (« étudiants en religion ») s'est emparée de Kaboul, dans la nuit de jeudi 26 à vendredi 27 septembre.

KABOUL est tombé aux mains des talibans, dans la nuit de jeudi 26 au vendredi 27 septembre. « La milice des talibans contrôle complètement Kaboul », a annoncé un porte-parole du mouvement à l'Agence islamique afghane. La capitale a été enlevée par les « étudiants en religion », militants musulmans ultra-orthodoxes, aussi facilement que l'avaient été avant elle les villes de Kandahar (sud), Herat (ouest) puis Djalalabad (est).

Kaboul, dont les lignes de défense se sont effondrées, n'a pas connu la réédition du scénario du printemps 1995, quand les forces de Massoud, le chef militaire du régime présidé par Burhanuddin Rabbani, avaient repoussé un premier assaut des talibans aux portes sud de la capitale.

Après avoir enfoncé les quartiers est, occupé la prison de Pul-e-Charid - célèbre centre de torture de l'ancien régime communiste - puis l'académie militaire, les « étudiants en religion » ont pénétré, vers 1 heure du matin (heure locale), dans un centre-ville désert. Ils ont pris possession sans difficulté du palais présidentiel. Selon le correspondant local de la BBC, ils se sont ensuite dirigés vers le quartier diplomatique de Wazir Akbar Khan, où était reclus, sous la protection des Nations unies, le

dernier président du régime communiste tombé en avril 1992, Najibullah, qui a été aussitôt assassiné. Son corps a été aperçu pendu à un réverbère. Les troupes gouvernementales n'ont opposé qu'une très faible résistance, a pu noter le correspondant de l'AFP A New York, le vice-ministre afghan des affaires étrangères, Abdul Rahim Ghafoorzai, a indiqué que le gouvernement « avait décidé temporairement de replier son siège au Nord », afin d'éviter « une catastrophe et un bain de sang ». Dans leur retraite, les forces du régime déchu ont détruit les stocks de munitions qu'elles ne pouvaient emporter dans leur débâcle.

### COMBATS MEURTURIERS

Les combats de mercredi et de jeudi avaient été toutefois très meurtriers. Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les hôpitaux de la capitale étaient saturés devant l'afflux des victimes, estimés à plusieurs centaines. Parmi les tués figurait un des chefs militaires des talibans, le mollah Borjan, qui commandait l'offensive sur Pul-e-Charid, selon la télévision pakistanaise, citant des sources afghanes. Le CICR a évacué par avion une cinquantaine de personnes, dont des membres d'organisations humanitaires et des diplomates. Parmi les représentations diplomatiques officielles ou officieuses à Kaboul - Iran, Inde, France, Indonésie et Turquie -, seuls les Iraniens seraient encore présents.

L'arrivée des talibans a été annoncée à la population par les haut-parleurs des mosquées. Leur présence n'était pas visible dans l'ancien quartier diplomatique de Wazir Akbar Khan mais plus sensible dans le reste de la ville. Vendredi en début de matinée, la capitale était calme, même si les passants et les voitures étaient plutôt moins nombreux qu'à l'accoutumée.

Dès leur installation dans la capitale, le mouvement des « étudiants en religion » a commencé à mettre en place ses nouvelles structures de pouvoir. Leur chef, Mohamed Omar, un mollah borgne âgé de trente-huit ans, basé dans l'ancienne capitale royale

Kandahar, a nommé un gouvernement intérimaire composé de six membres. Le mollah Mohamed Rabbani - à ne pas confondre avec le président déchu M. Burhanuddin Rabbani - a été nommé chef de ce gouvernement, qui comprend aussi Mohamed Hassan, ancien chef de la province de Kandahar, le mollah Abdul Razzaq, en charge des questions militaires au sein de la milice, Maulvi Ghyasuddin, un Ouzbek originaire de la province de Faryab (nord), le mollah Mohamed Fazli, en charge des affaires de sécurité du mouve-

### Six ans au pouvoir

M. Najibullah, l'ancien chef de la sécurité, qui a été assassiné, vendredi, par les Talibans dès leur entrée dans Kaboul, avait gouverné le pays jusqu'en 1992. Il était arrivé au pouvoir en 1986 après avoir renversé le régime de Babrak Karmal, installé par l'Union soviétique. M. Najibullah était plus modéré que M. Karmal, qui avait déclenché le mouvement de résistance islamique, mais il avait dû faire face à une résistance non moins forte des rebelles musulmans, qui cherchaient à chasser les communistes de la capitale. Après le retrait des troupes soviétiques en 1989, M. Najibullah avait continué de défendre, seul, Kaboul et l'est de l'Afghanistan. Il avait dû capituler, le 16 avril 1992, lors de la prise de la ville par les forces d'opposition. Bloqué à l'aéroport de Kaboul, il s'était alors placé sous la protection de l'ONU, et, du coup, le gouvernement de M. Rabbani avait hésité, jusqu'à aujourd'hui, à l'arrêter. - (AR)

ment et le mollah Mohamed Ghaus, en charge des affaires étrangères.

Le chef de cette nouvelle équipe a aussitôt annoncé que le pays était désormais régi par un « système totalement islamique » et a décrété la suspension de tous les ambassadeurs en poste à l'étranger. Il a aussi invité les habitants qui fuyaient les combats dans la capitale à rentrer, chez eux, le nouveau pouvoir leur garantissant « la sécurité complète et la protection des vies et des biens ».

Il est pour l'heure difficile de supputer les chances de survie de ce nouveau pouvoir. Dénué de toute expérience politique, tenus d'un islam ultra-orthodoxe qui les a conduits à prendre des mesures souvent impopulaires dans les régions qu'ils contrôlent - fermeture des écoles de filles pour des raisons de « sécurité » et port de la barbe obligatoire pour les hommes -, les talibans vont devoir faire preuve de souplesse à

Kaboul, où a toujours prévalu un minimum de libéralisme.

Une des explications de la percée des talibans tient incontestablement à la fâcheuse impopularité des factions moudjahidines qui ont ensanglanté la paix après l'effondrement du régime communiste en avril 1992. Lasse d'un conflit qui n'en finit pas, la population de Kaboul n'a apparemment pas cherché à attiser une résistance anti-taliban, même si ces citadins sont inquiets de la réputation d'archaïsme et d'intolérance qui entoure les nouveaux venus.

Des méthodes brutales de pouvoir contribueraient immanquablement à miner la légitimité du nouveau régime taliban.

L'autre incertitude tient à l'avenir des forces en fuite du président Rabbani et du premier ministre Gulbuddin Hekmatyar. Sauraient-elles se reconstruire afin d'organiser un front anti-taliban ? Des informations contradictoires circulent, vendredi matin, sur le sort de l'aéroport militaire stratégique de Bagram, situé à une cinquantaine de kilomètres de Kaboul. Chacun des camps affirme le contrôler. Quel qu'il en soit, le régime déchu n'a d'autre choix maintenant que de se replier vers le Nord. Le chef militaire Ahmed Shah Massoud aurait déjà gagné son quartier général de Jaboul si-Sari, qui commande l'accès à la vallée tadjike du Panjshir, endroit mythique de la résistance antioviétique où il avait bâti sa légende.

Frédéric Bobin

## Le premier ministre japonais prononce la dissolution de la Chambre basse

Des élections prévues pour le 20 octobre

TOKYO correspondance

Le premier ministre Ryutaro Hashimoto a prononcé, vendredi 27 septembre, la dissolution de la Chambre basse, réunie en session extraordinaire, comme il avait prévu de le faire, après s'être entretenu avec les dirigeants des deux autres partis de la coalition au pouvoir, le Parti socialiste-démocrate (PSD) de Tomichi Murayama et le Parti pionnier (PP) de Shioichi Ide. En chœur, les députés ont levé les bras et crié : « Ban-zai ! »

La date du 20 octobre, prévue pour de nouvelles élections législatives, devra être officiellement confirmée le 8 octobre, mais ne devrait pas être modifiée en raison d'un calendrier diplomatique serré, cet automne, et de l'état de mobilisation avancé des forces politiques.

### REPRISE STABLE

Le règlement du problème des bases américaines d'Okinawa (le gouvernement s'est assuré de la coopération des autorités locales après une longue période d'arbitrage), et la stabilité de la reprise économique, ont contribué à la décision du premier ministre. L'organisation d'un scrutin anticipé empêche le vote, dans l'immédiat, d'un nouveau collectif budgétaire de relance, comme l'an dernier.

M. Hashimoto peut donc procéder à une dissolution dont il garde le contrôle : la confrontation attendue avec la principale formation d'opposition, le Nouveau Parti du progrès (NPP-Shinshinto), sur le relèvement de la taxe à la consommation, aurait pu l'en priver. En outre, le nouveau rassemblement autour de Yukio Hatayama, ancien secrétaire général du PP, et de Naoto Kan, l'actuel ministre de la Santé, qui s'est illustré par sa détermination dans l'affaire du sang contaminé, menace de faire éclater la coalition actuelle : le Minshuto (Parti démocrate), dont la constitution officielle devait avoir lieu samedi, a été rejoint par une partie des membres du PSD et du PP.

Les élections législatives du 20 octobre seront les premières depuis celles de juillet 1993, qui

avaient vu le Parti libéral-démocrate (PLD) perdre momentanément le pouvoir après trente-sept ans de règne, au profit d'une coalition issue en partie de ses propres rangs. Quatre premiers ministres se sont succédé depuis. Ce sont aussi les premières à être organisées selon le nouveau système électoral, né de la réforme de 1994 et basé sur un mode de représentation semi-proportionnel.

Sur les cinq cents sièges de la Diète (qui en comptait 511 auparavant), trois cents seront dorénavant pourvus au scrutin majoritaire uninominal à un tour, et deux cents suivant la représentation proportionnelle au niveau régional.

Le nouveau découpage électoral devrait permettre de rééquilibrer la pondération des votes en faveur des zones urbaines, et limiter les dérives clientélistes du système précédent. A la merci des groupes d'intérêts, les politiciens japonais étaient réputés piètres réformateurs.

C'est principalement la réforme administrative, et l'une de ses modalités, le relèvement de 3 à 5 % de la taxe à la consommation - initialement prévu pour avril prochain -, qui vont dominer les débats à venir.

La préoccupation affichée par l'ensemble des partis pour une réforme de l'administration est motivée en partie par le discrédit qui frappe les bureaucrates depuis les récents scandales (débacle des jûsen et affaire du sang contaminé) et le gonflement alarmant de la dette publique, que le prochain budget devrait faire passer au-dessus de la barre des 60 % du PIB. Déjà, le PLD a annoncé son projet de réduire de moitié le nombre des ministères.

### NOUVELLE COALITION ?

La réforme du tout-puissant ministère des finances, symbole du règne de la bureaucratie, est au centre des débats. Les programmes électoraux du NPP et du Minshuto promettent de rivaliser d'ardeur réformatrice. Si les partis sont en faveur du relèvement de la taxe à la consommation, ils divergent sur le calendrier de mise en œuvre d'une mesure particulièrement impopulaire : le NPP, les communistes et le Minshuto souhaitent qu'elle soit repoussée après la réforme administrative.

La bataille électorale s'annonce rude, mais aucune formation, selon les analystes, ne serait capable de dominer la Chambre avec ses propres élus, ce qui laisse la porte ouverte à une nouvelle coalition. Aussi les partis devraient-ils se serrer en perspective d'éventuelles alliances.

Au PLD, Seiroku Kajiyama, secrétaire général et porte-parole du gouvernement, a même émis l'hypothèse d'un « gouvernement de salut national » formé avec des membres du NPP Ichiro Ozawa, secrétaire général du NPP, a réitéré son ambition de voir le Shinshinto dépasser les 250 sièges. Le Minshuto, devenu virtuellement le troisième parti de la Diète (il comptait jeudi 40 députés, devant le PSD, qui n'en avait plus que 37), risque de jouer un rôle de pivot dans toute coalition future. Au bord de l'éclatement, le PSD place ses espoirs dans Takako Doi, ancienne présidente du PSD et actuelle présidente de l'Assemblée, à qui M. Murayama a fait solennellement appel.

Un sondage du quotidien Nihon Keizai, réalisé récemment auprès de 3 000 personnes, montre que 49 % des électeurs sont encore indécis. Près de 57 % se prononceraient toutefois pour une alliance nouvelle. Le PLD recueille 22,4 % des intentions de vote, suivi par le Minshuto (6,7 %), devant le NPP. 31,6 % des personnes interrogées souhaitent que M. Hashimoto soit premier ministre. Très populaire chez les jeunes, Naoto Kan arrive en deuxième position, avec 16,3 % d'opinions favorables, suivi par Takako Doi (7,5 %).

Brice Pedroletti

### Une myriade de Nations unies et de groupes armés

Si leur volonté est de pacifier l'Afghanistan, les talibans vont néanmoins se trouver confrontés à la myriade de groupes et groupuscules armés - jourdelement armés - qui composent la mosaïque afghane.

Les talibans eux-mêmes sont divisés entre « durs » et « modérés ». Militants islamistes, apparus sur l'échiquier de la guerre en 1994, formés dans les écoles coraniques du Pakistan, ils disposent d'une direction composite à la structure quelque peu mystérieuse.

Ils seraient dirigés par des chouras, assemblées à la tête desquelles se trouverait un conseil formé de mollahs. Un borge, le mollah Omar, âgé de trente-huit ans, est officiellement le chef du mouvement. Ancien de la résistance contre les Soviétiques, il refuse de recevoir les étrangers. Selon des sources diplomatiques, les talibans disposent de l'appui du Pakistan, et notamment du ministre de l'Intérieur de ce pays, Nasrullah Babar. Les talibans disposent d'une armée comprenant une centaine de chars, des transports de troupes blindés, de l'artillerie lourde et des avions de combat et de transport.

Les autres partis islamiques : ● Le Hezb-e-Islami (Parti islamique) de Gulbuddin Hekmatyar. Extrémiste radical, sunnite, il a reçu une bonne part de l'aide américaine lors de la guerre contre les Soviétiques. Il passe pour être le mieux structuré et le plus « politique » des mouvements afghans.

● Plus modéré est le Jamiat-e-Islami (Société de l'islam) de Burhanuddin Rabbani, peut-être une des formations les mieux implantées dans le pays. C'est dans ses rangs que l'on trouve les plus prestigieux des chefs militaires de ce qui fut la résistance afghane, notamment les commandants Ahmed Shah Massoud et Ismael Khan. C'était la formation de l'ancien président Najibullah. Le Jamiat est le plus influent dans les populations tadjiques, ouzbèques et turkmènes du nord du pays.

● Le Majaz-e-Islami (Front national islamique) de Pir Sayyed Ahmad Gayani. Royaliste militant, conservateur, soutenu financièrement par l'Arabie saoudite, le Majaz représente l'aristocratie pachtoune.

**Du 30 Septembre au 4 Octobre**

**RTL vous offre l'Intégrale Vidéo des BEATLES**

**100 COFFRETS DE 8 K7 VHS**

**THE BEATLES ANTHOLOGY**

**8H20-10H30  
16H20-19H30**

**RTL**

**POUR JOUER APPELLEZ LE : 36 68 25 11\***





هكذا من الإهمال

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996 / 5

QUAND ON A 5 ANS, ON A QUAND MÊME  
MIEUX À FAIRE QUE DE JOUER AVEC DES BARILS  
DE LESSIVE ET DES BOÎTES DE SARDINES.

Même si certains continuent de prendre les enfants pour de  
profitables remplisseurs de chariots, nous, dans le mouvement  
E. Leclerc, nous avons une toute autre idée sur la question.  
Les enfants sont des enfants et c'est pour cela qu'avant la fin  
de cette année, une dizaine de nos centres pourront accueillir  
gratuitement les 3 à 8 ans dans un espace fait pour eux.  
Jouer, s'éveiller et découvrir mille activités pendant que  
les parents font leurs courses, à cet âge-là, c'est quand même  
plus enrichissant, vous ne trouvez pas ?

**E. LECLERC** 



## Un nouveau plan de réduction de la dette des pays les plus pauvres devrait être bientôt lancé

Le Fonds monétaire international écarte toute vente d'or à court terme

A quelques jours de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le directeur général du Fonds,

Michel Camdessus, a exclu la cession à court terme d'une partie du stock d'or de l'organisation multilatérale pour alléger le fardeau des

pays les plus endettés. Les discussions progressent parallèlement sur la réduction de la dette.

POUR VENIR en aide aux pays les plus endettés, les experts savent depuis longtemps qu'il convient d'alléger leurs remboursements, mais aussi de leur apporter des fonds susceptibles d'appuyer la restructuration de leurs économies.

Sur ce second objectif, le FMI dispose depuis dix ans d'une arme financière, appelée techniquement la facilité d'ajustement structurel renforcée (ESAF). Une quarantaine de pays bénéficient de ses concours sous forme de prêts à long terme pratiquement sans intérêt, mais le Fonds redoute que le programme ne se tarisse, faute de ressources suffisantes. C'est pourquoi la cession d'une petite partie des sommes d'or versées par quelque 180 pays membres au capital de l'organisation avait été envisagée. La vente de 5 % des réserves permettrait d'engranger 2 milliards de dollars (10 milliards de francs) environ. Le placement sur les marchés financiers du produit de la vente permettrait de constituer un fonds de roulement, utilisable par exemple pour alléger les dettes des pays éligibles. Certains des actionnaires, les États-Unis et la Grande-Bretagne en premier lieu, approuvaient chaudement ce schéma, tandis que l'Allemagne, par exemple, refusait radicalement de céder les « bijoux de famille ».

Pour le congrès américain, il est facile de choisir entre une vente d'or du FMI, neutre pour les finances publiques de Washington, et une contribution importante du premier actionnaire du Fonds en

faveur des pays lourdement endettés. Tout naturellement, le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, milite en faveur de la cession d'une partie des stocks d'or du Fonds. Il est allé jusqu'à organiser, jeudi 26 septembre, une conférence de presse sur le sujet, le jour même où le directeur général du FMI, Michel Camdessus, s'exprimait lui aussi. Les deux hommes ont tenté de

quant à savoir si les principaux actionnaires avaient accepté de verser des fonds, le directeur général s'est contenté d'affirmer que des restrictions budgétaires existent partout, mais que « la réponse de nos pays membres est extrêmement encourageante ».

A court terme, c'est-à-dire probablement d'ici à la fin du siècle, l'ESAF devrait donc continuer ses

autres organisations multilatérales ont toujours refusé d'en faire autant, estimant qu'il en allait de leur réputation. Courant 1996, un mécanisme fut imaginé selon lequel un fonds multilatéral serait créé et gèrerait les remises de dettes, tandis que le Club de Paris ferait un geste supplémentaire.

« STRESSÉS »

Depuis 1994, les « termes de Naples » autorisent déjà des annulations allant jusqu'à 67 % des dettes officielles, mais la Banque mondiale souhaite porter ce montant à 90 %. Jeudi 26 septembre, le ministre français de l'économie, Jean Arthuis, a répété qu'il était, pour sa part, favorable à une annulation allant jusqu'à 80 %, conformément aux discussions de la récente réunion des sept principaux pays industriels de Lyon. A Washington, Robert Rubin a annoncé que « le lancement d'une initiative multilatérale sur la dette est proche ».

Au cours des prochains jours, un nouveau plan de réduction de la dette pourrait donc être lancé à Washington. Il allierait de nouveaux efforts de la part des pays créanciers et, bien qu'indirectement, des remises de dette de la part des institutions multilatérales. Une vingtaine de pays « potentiellement stressés », selon le jargon financier multilatéral, devraient en bénéficier, dont la majorité se trouvent en Afrique subsaharienne.

Françoise Lazare

### La Banque mondiale veut devenir « plus efficace »

La Banque mondiale est, de loin, le premier prêteur au monde en développement. Au cours de son exercice 1996, elle a engagé 21,5 milliards de dollars (110 milliards de francs), contre 22,5 milliards au cours de l'exercice précédent, et a déposé un bénéfice net de 1,2 milliard. Globalement, la Chine reste le premier pays bénéficiaire des concours, devant la Russie et l'Argentine. Pékin reçoit à la fois des crédits ordinaires et ceux alloués aux États les plus pauvres par l'Agence internationale de développement (AID). L'avenir de l'agence, alimentée par les apports de pays industriels, est toujours menacé par les arriérés de certains pays, avant tout les États-Unis. Le budget administratif ayant diminué pour le troisième exercice consécutif, les programmes d'urgence s'étant multipliés (en Bosnie, en Cisjordanie et à Gaza), le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a affirmé sa détermination à faire de la Banque une institution « plus agile et plus efficace ».

concilier leurs positions, pourtant fort différentes. M. Rubin a reconnu qu'un renforcement de l'ESAF pourrait être envisagé, mais seulement en complément de la cession de métal précieux. M. Camdessus, lui, a déclaré que la cession d'or n'était pas nécessaire pour l'instant, car l'ESAF serait renforcée par des contributions bilatérales, et pourrait être utilisée pour la réduction de la dette.

opérations, avant que, s'ils le jugent encore nécessaire, les actionnaires du FMI décident de réaliser des ventes d'or. En attendant, États créanciers et organisations multilatérales tentent de concevoir un nouveau plan de réduction de la dette. Au fil des ans, les banques commerciales et les États réunis dans le Club de Paris ont consenti des allègements de créances, mais la Banque mondiale, le FMI ou les

## La polémique sur l'euro rebondit à Londres avant le congrès des conservateurs

LONDRES

La création d'une monnaie unique européenne, confirmée le week-end dernier en Irlande par le conseil des ministres des finances de l'Union, déclenche à nouveau les passions au sein du Parti conservateur britannique. Ces divisions profitent au Parti travailliste, dont le congrès s'ouvre la semaine prochaine pour préparer les prochaines élections. Un sondage publié jeudi 26 septembre crédite le Labour de 52 % des intentions de vote contre 29 % aux Tories.

La polémique au sein de la formation au pouvoir a été relancée à l'issue du conseil Ecofin par le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, qui a publiquement déclaré que la Grande-Bretagne devait à tout prix garder la possibilité d'une participation à l'Union monétaire. En qualifiant de « pathétique » l'attitude de ceux qui préconisent une adhésion éventuelle à l'euro, mais à une date ultérieure, le ministre des finances, qui préconise d'agir « après le scrutin [britannique],

quand les négociations seront terminées », n'y est pas allé de main-morte. Les eurosceptiques ont immédiatement exigé la démission du plus pro-européen des membres du cabinet, exigeant que le gouvernement s'engage par avance à écarter toute participation pour la durée du prochain Parlement. Dans cette croisade anti-Clarke, les ultras peuvent compter sur le soutien de la presse conservatrice à grand tirage et des députés dont le siège paraît vulnérable.

Alors que le congrès conservateur doit se tenir du 8 au 11 octobre, la marge de manœuvre du premier ministre, qui a tenté jeudi de calmer les choses, est réduite. Sur sa droite, le Referendum Party de Sir James Goldsmith, farouchement europhobe, et qui entend présenter des candidats contre les Tories lors du scrutin, taille des crouilles à John Major. Mais se séparer de celui qui passe pour l'artisan de la reprise économique, principal cheval de bataille de la majorité, équivaudrait à un suicide politique. M. Clarke est en pleine préparation d'un budget « électoral » qui devrait comprendre des largesses fiscales pour

comblent des classes moyennes actuellement dubitatives. Il dispose du soutien d'un bon tiers du groupe parlementaire, soit une centaine de députés favorables à Maastricht, inquiets du risque pour le pays d'être laissé au bord de la route par ses partenaires.

L'allié le plus résolu du chancelier de l'Échiquier reste la City, qui craint d'être un jour supplantée par Francfort, siège de l'Institut monétaire européen. D'après une étude récente du EMU City Working Group, les effets négatifs d'une non-participation immédiate de la Grande-Bretagne sur les marchés des changes ou des bons du Trésor, la gestion des capitaux et le secteur de l'assurance seraient limités. En revanche, le marché monétaire, le négoce d'actions et les produits dérivés, considérés comme une source d'importants revenus pour la première place financière européenne, subiraient un grave préjudice en cas de refus de se joindre à l'UEM.

Marc Roche

## L'Allemagne suggère des mesures modestes mais concrètes pour relancer la politique extérieure commune en Europe

A QUELQUES JOURS du séminaire franco-allemand du 2 octobre et du sommet européen informel de Dublin, le 5 octobre, les réflexions sur la relance de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) vont bon train. A Bonn, dans les milieux proches de la chancellerie, on a repris le problème à l'origine, c'est-à-dire à l'initiative Kohl-Mitterrand de décembre 1991, disparue dans le compromis de Maastricht avec les Britanniques. A partir de là, on avance quelques idées qui ne sont pas des propositions formelles, mais des suggestions se caractérisant par un grand pragmatisme, une approche évolutive et le refus des débats théologiques sur l'intergouvernemental ou la « communautarisation », l'humanité ou la majorité qualifiée.

Ces réflexions s'articulent autour de cinq points. Pour faciliter l'analyse commune de la situation internationale, le projet suggère d'abord la création à Bruxelles d'un groupe permanent auprès du secrétaire général du Conseil, composé de représentants des États membres, de la Commission et de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), chargée des questions de défense. Ce groupe alimenterait une coordination hebdoma-

daire des représentants permanents. La présidence de ces institutions serait assurée à tous les niveaux par le secrétariat général du Conseil.

SENS DE LA SYNTHÈSE

Deuxièmement, le groupe serait chargé de formuler les intérêts communs aux membres de l'Union européenne, qui ne se confondent pas avec la résultante de leurs intérêts particuliers, et de proposer des actions concrètes. Sur le modèle du droit d'initiative de la Commission pour la coopération économique, mais sans qu'il en ait le monopole, il soumettrait aux représentants permanents, aux ministres, voire aux chefs de l'exécutif, un seul texte reflétant l'opinion commune, et non la synthèse de quinze positions - c'est-à-dire le plus petit commun dénominateur -, voire seize textes différents comme c'est le cas actuellement (quinze des États plus un du secrétariat général). L'activité de ce groupe concernerait dans un premier temps des secteurs prioritaires déjà mentionnés dans l'initiative franco-allemande de 1991 (Europe centrale et orientale, Méditerranée, désarmement, ONU, relations transatlantiques).

La continuité et la « visibilité » de

la PESC seraient assurées par un secrétaire général politique, qui ne serait ni un exécutif ni un « M. PESC » comme le propose la France. Il ne serait pas là pour remplacer les ministres des affaires étrangères, mais pour représenter les intérêts communs à l'Union sur les sujets où des positions ont été arrêtées. Il devrait par sa personnalité, sa connaissance des dossiers, son sens de la synthèse - ce qui ne veut pas dire du compromis paresseux - favoriser l'expression d'une volonté commune.

La représentation extérieure de l'Union européenne reviendrait à une trilogie renouvelée (Le Monde du 21 septembre). A la place du ministre des affaires étrangères du pays assurant la présidence, de son prédécesseur et de son successeur, la trilogie comprendrait le président, le secrétaire général de la PESC et le commissaire chargé des relations extérieures (actuellement cinq commissaires ont de près ou de loin à voir avec la politique extérieure; dans cette hypothèse leur nombre devrait être ramené à un).

Pour le processus de décision, le vote à la majorité n'est plus une revendication prioritaire, dans les milieux proches du chancelier. Si c'est possible tant mieux; si ce n'est pas, il est tout à fait pensable, dit-

on, de passer par une étape où les décisions de principe seront prises à l'unanimité - avec peut-être un système d'abstention constructive - tandis que la mise en œuvre dépendra d'un vote majoritaire. C'est la formule contenue dans la proposition franco-allemande.

Cette formule est prématurée, admet-on enfin à Bonn, pour la politique commune de défense. En ce domaine, il faut tenir compte des statuts divers des États membres, dont certains appartiennent aussi à l'OTAN, d'autres non, d'autres encore ayant une tradition de neutralité. Le rapprochement entre l'UEO et l'UE doit donc être progressif. Le Conseil européen devrait donner des directives à l'UEO, tandis que les missions humanitaires, de maintien et de rétablissement de la paix seraient intégrées dans le traité de Maastricht, en même temps qu'une clause de solidarité politique.

Ces petits pas paraissent modestes par rapport aux ambitions affichées à Bonn, il y a quelques mois encore, mais ils devraient permettre, estime-t-on, de créer des habitudes, « une culture diplomatique européenne », promesse de progrès ultérieurs.

Daniel Vernet

## Prochaine levée des sanctions contre les Serbes

NEW YORK. Les ministres des affaires étrangères des cinq pays du « groupe de contact » (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie), réunis jeudi 26 septembre aux Nations unies en présence de Carl Bildt, ont décidé de lever prochainement les sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), qui n'étaient jusqu'à présent que « suspendues ». Le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a indiqué que cette levée de sanctions était une question « de jours et non de semaines ». Le président de Bosnie-Herzégovine, Alija Izetbegovic, qui s'est opposé à une telle décision tant que les conditions « n'étaient pas remplies », devait s'entretenir, vendredi à Zagreb, avec le président croate Franjo Tudjman. M. Izetbegovic a aussi annoncé qu'une première réunion de la présidence collégiale aura lieu lundi à Sarajevo, avec ses homologues croate et serbe. - (AFP, Reuters.)

## Le général Lebed dénonce le vide du pouvoir en Russie

MOSCOÛ. Évoquant une Russie « au bord de l'abîme », le général Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité, a dénoncé, jeudi 26 septembre, le vide du pouvoir à Moscou. « Les problèmes de santé (du président Eltsine, hospitalisé en attendant une opération du cœur) repoussent les décisions sur certaines questions cruciales. L'État n'a plus de volonté », a estimé Alexandre Lebed lors d'une conférence de presse à Moscou, à l'occasion du centième jour de sa nomination. - (Corresp.)

## Le Conseil de l'OTAN a reçu le ministre russe de la défense

BERGEN. Les ministres de la défense de l'OTAN, réunis à Bergen (Norvège), ont tenu, jeudi 26 septembre, une séance de travail avec leur homologue russe, Igor Rodionov, auquel ils ont confirmé leur offre d'un partenariat approfondi entre une Organisation atlantique renouvelée, ouverte à de nouveaux membres, et Moscou. Publiquement, M. Rodionov a maintenu une position intransigente contre tout élargissement de l'OTAN. Mais il a réaffirmé la volonté de coopération de la Russie. Le secrétaire américain à la défense, William Perry, a par ailleurs maintenu le refus de Washington de laisser à un Européen le commandement du flanc sud de l'Alliance. Il a indiqué qu'il avait eu avec Charles Millon, le ministre français, un échange « amical » mais « vigoureux ». - (AFP, Reuters.)

## Sept députés arrêtés en Arménie pour « tentative de coup d'État »

EREVAN. Après la violente manifestation de l'opposition nationaliste (48 blessés dont 23 hospitalisés), mercredi 25 septembre à Erevan, huit députés, accusés d'être les meneurs de l'émeute, ont été privés de leur immunité parlementaire, jeudi, par un vote du Parlement à une écrasante majorité. Tous, sauf le chef nationaliste, Vazgen Mkrtchyan, le candidat de l'opposition unitaire et principal adversaire du président sortant lors du scrutin de dimanche, ont été arrêtés pour « tentative de coup d'État ». Dénonçant la falsification des résultats, les partisans de M. Manoukian contestent la victoire de Levon Ter-Petrosian. La capitale était toujours sous haute surveillance militaire, vendredi matin, soldats en armes et blindés bloquant les principales artères du centre-ville, l'accès aux grandes places et les bâtiments administratifs. M. Ter-Petrosian a interdit toute manifestation. - (AFP.)

## Felipe Gonzalez nie « tout terrorisme d'Etat » dans l'affaire des GAL

MADRID. « Les incidents qui se sont produits en Espagne ont existé dans tous les pays où une activité terroriste a frappé la démocratie », a expliqué, jeudi 26 septembre, à une station de radio, l'ancien président du gouvernement, Felipe Gonzalez, en affirmant qu'il sera candidat au poste de chef de l'exécutif lors des prochaines législatives « si Dieu ne l'empêche pas ». Dans l'affaire des GAL (groupes antiterroristes de libération), l'ancien président dit avoir « la conscience absolument tranquille » et a nié l'existence de « tout terrorisme d'Etat » lorsqu'il était au pouvoir. Le Tribunal suprême doit prochainement se prononcer sur son éventuelle responsabilité. - (Corresp.)

## Les ministres algériens des finances et de l'industrie limogés

ALGER. Le président Liamine Zéroual a écarté, jeudi 26 septembre, le ministre des finances, Ahmed Benbitou, et celui de l'industrie et de la restructuration, Mourad Benachenhou. Si aucune explication à leur limogeage n'a été fournie, celui-ci intervient quelques jours après l'annonce officielle de résultats économiques médiocres (baisse de 7,4 % de la production industrielle au cours du premier semestre). « Appelé à d'autres fonctions », M. Benbitou a été remplacé par le ministre du commerce, Abdelkrim Hachachou, dont le portefeuille a été attribué à un haut fonctionnaire, Belaid Bakhti. Le président du Conseil national économique et social (CNES), Abdelassalam Bouchouareb, s'est vu confier le ministère de l'industrie et de la restructuration. Ces changements interviennent à la veille d'une conférence baptisée « Débat national sur le développement économique et la politique sociale ». - (AFP.)

## La croissance est revenue dans les pays de la zone franc

PARIS. Trois ans après la dévaluation de moitié du franc CFA, le bilan économique des quatorze pays de la zone franc est « largement positif » avec un retour de la croissance, une inflation maîtrisée, un développement des exportations et un assainissement des finances publiques, ont estimé les ministres de l'économie de ces pays réunis jeudi 26 septembre à Paris. Dans leur communiqué final, ils se sont félicités du « retour de la croissance [économique] » qui sera égale à 4,6 % « ou plus » en 1996, soit davantage que la croissance démographique (3 %). La hausse des prix devrait être de « moins de 5 % en 1996 », précise le communiqué. - (AFP.)



مكذومين لاجلهم

LE MONDE / SAMEDI 26 SEPTEMBRE 1996 / 7

(Publicité)



“Je n’envisage pas  
l’hypothèse  
d’un gouvernement  
à majorité noire.”

Le Président PW Botha, 1988.

The Economist. Parce que les erreurs peuvent coûter très cher.



## FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996

**GOUVERNEMENT** Les statistiques du ministère du travail sur le chômage au mois d'août, publiées vendredi 27 septembre, font apparaître une augmentation de 39 500 du

nombre des demandeurs d'emploi, qui porte à 3 085 100 le nombre des chômeurs, soit 5,3 % de plus par rapport à 1995. Ce chiffre doit être apprécié en tenant compte de la baisse

de juillet, mais il confirme néanmoins que l'économie est en panne. **● FACE AUX DIFFICULTÉS** rencontrées par le gouvernement et aux critiques qui s'expriment dans la majorité, Jacques

Chirac a apporté son soutien à Alain Juppé en exigeant des députés du RPR qu'ils se montrent solidaires du premier ministre. **● LES ANNONCES** faites par le gouvernement depuis

celle de la baisse de l'impôt sur le revenu, le 5 septembre, ont révélé un manque d'efficacité, tant dans la décision que dans la communication, qui inquiète plus d'un ministre.

## Le chômage a retrouvé en août son niveau d'augmentation de 1993

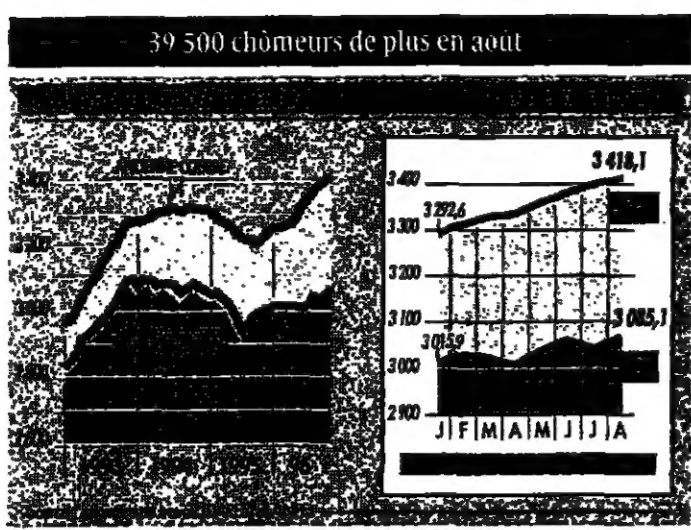
Avec près de 40 000 demandeurs d'emploi en plus, selon les nouveaux critères statistiques, l'augmentation aura été de 5,3 % sur un an. Cette mauvaise nouvelle vient confirmer la stagnation de l'économie et compliquer encore la tâche du premier ministre

CETTE NOUVELLE-LÀ ne pouvait pas plus mal tomber pour le gouvernement : alors que le climat social se détériore de nouveau, avec l'annonce de plusieurs mouvements de grèves dans la fonction publique et les transports, et que la majorité affiche son scepticisme, le chômage repart brutalement à la hausse.

Selon les statistiques publiées vendredi 27 septembre par le ministère du travail, le nombre des demandeurs d'emploi (catégorie 1, en données corrigées des variations saisonnières) a progressé de 39 500 en août (1,3 %). Au total, la France compte donc désormais 3 085 100 chômeurs, soit 5,3 % de plus qu'il y a un an.

Si l'on ajoute à ce chiffre les personnes qui ont eu une activité de plus de soixante-dix heures dans le mois (catégorie 6) mais qui, depuis un an, ne sont plus pris en compte dans le « baromètre » officiel, le nombre des demandeurs d'emploi atteint même 3 418 100, en hausse de 0,6 % sur un mois et de 6,8 % sur un an. De son côté, le taux de chômage s'élève à 12,6 %, en progression de 0,1 point sur le mois et de 1 point sur un an.

Quel que soit le chiffre de référence, le constat est donc le même : l'économie française est visiblement en panne, et les statistiques du chômage en font les frais. Certes, il faut interpréter celles-ci avec prudence, pour au moins deux raisons. D'abord, les chiffres de juillet avaient



Depuis un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi a atteint 5,3 %.

été exceptionnellement bons, avec une baisse de 20 000, ce qui explique sans doute que ceux d'août soient exceptionnellement mauvais, la tendance moyenne se situant vraisemblablement entre ces deux extrêmes. De plus, en cette période de l'année, de nombreux jeunes arrivent traditionnellement sur le marché du travail, et la tendance est toujours mal orientée. Cependant, à ce point-là, c'est rarissime. Le nombre des demandeurs d'emploi avait ainsi pro-

gressé, si l'on peut dire, de « seulement » 27 000 en août 1995.

### ATONIE DE L'ÉCONOMIE

Pour mesurer la gravité de ce chiffre, un seul rappel, d'ailleurs, suffit : il faut remonter à 1993, l'année de la récession, pour trouver des statistiques encore plus calamiteuses. En juin et en octobre de cette année-là, le nombre des demandeurs d'emploi avait ainsi accusé des hausses de 44 600 et de 40 300.

Il ne faut pas pousser la comparaison trop loin, bien sûr, car l'activité s'est effondrée de 1,5 % en 1993, ce qui était sans précédent depuis la guerre, alors qu'en 1996 elle devait progresser de près de 1 %. Et, pour importants qu'ils soient, les plans sociaux qui ont été annoncés ces derniers mois sont sans commune mesure avec la cascade de « charrettes » que l'on avait connues voilà trois ans. Il reste qu'actuellement la croissance de l'économie française est singulièrement faible (elle a même été négative de 0,4 % au deuxième trimestre) et que cette atonie se lit dans le détail des statistiques.

### PLANS SOCIAUX

Si le chômage progresse de manière aussi spectaculaire, ce n'est pas, en effet, parce que le nombre des personnes qui sont allées s'inscrire à l'ANPE progresse. C'est même l'inverse. Malgré 25 III licenciements économiques en août (plus 3,4 % depuis un an), le nombre global des inscriptions a reculé de 0,4 %. En revanche, les sorties de l'ANPE ont chuté de 4,3 % en août, parce que l'économie française est en quasi-léthargie et qu'elle ne crée pas d'emplois, ou presque pas. Le dernier bilan disponible, arrêté à la fin du mois de juin, fait ainsi apparaître qu'au deuxième trimestre, l'emploi salarié a connu une croissance zéro. Sur les douze derniers mois s'ache-

vant à la fin de ce même mois de juin, la progression a été infime : 0,1 %.

Plus grave encore, il est vraisemblable que de nombreuses entreprises et, singulièrement, les plus grandes, soient en passe de modifier leur politique de l'emploi, de même qu'elles révisent à la baisse leurs décisions d'investissement. Durant tout le début de l'année, une majorité d'experts tendaient, en effet, à considérer qu'une reprise économique pourrait intervenir au tout début du second semestre. Logiquement, les entreprises n'ont donc pas pris de mesures précipitées et hormis dans les cas de Moulins, du Crédit lyonnais, ou encore des arsenaux, il n'y a pas eu pléthore de plans sociaux.

La reprise n'étant toujours pas au rendez-vous, il risque d'en aller différemment à l'automne. Rien qu'au cours de ces derniers jours, on a appris, ainsi, que DMC va supprimer 1 500 emplois (dont une partie en Allemagne), et Pechiney 2 700. Dans le bâtiment et les travaux publics, où l'on escompte près de 20 000 suppressions d'emplois en 1996, la situation ne vaut guère mieux : Eiffage vient d'annoncer un peu plus de 2 000 suppressions, et l'on attend un plan social important chez Bouygues. De son côté, Renault annoncera, lui aussi, d'ici la fin de l'année, un nouveau plan social, qui pourrait concerner quelque 2 000 salariés. Enfin, Alcatel Télécom pré-

pare des mesures sociales qui devraient être spectaculaires.

Sur moyenne période, tous les experts font donc la même prévision : même si des raisons saisonnières expliquent partiellement le résultat exécrable d'août, la tendance restera très mal orientée, au moins d'ici la fin de l'année. Pour le gouvernement, qui a décidé de revoir à la baisse sa politique de l'emploi, notamment en faisant de fortes économies en 1997 sur les crédits consacrés aux aides à l'embauche, c'est pour le moins embarrassant. Toute sa politique économique repose sur un pari : le retour de la croissance. Pour l'instant, il est en passe de le perdre.

L. M.

## Jacques Chirac enjoint aux députés RPR de soutenir Alain Juppé

### LE HAVRE

de nos envoyés spéciaux  
Plus que jamais, la confiance est une figure imposée. Alors que, chacun à sa façon, les principaux responsables de la majorité ne cessent de vanter les mérites de la « diversité », le président de la République a pris le soin, jeudi 26 septembre, de câbler lui-même, au Havre, un message de soutien à son premier ministre. Au terme de la première des deux journées parlementaires du mouvement néogaulliste, Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, est en effet monté à la tribune pour adresser, après plusieurs rappels à l'ordre d'inspiration personnelle, cette ultime mise en garde présidentielle : « J'ai eu Jacques Chirac tout à l'heure au téléphone. Il m'a dit, d'abord, de vous rappeler son affection. Il m'a dit, aussi, qu'on ne peut pas à la fois se réclamer de lui et dire qu'on ne soutient pas la politique du gouvernement. »

C'est peu dire que cette intervention a surpris. Non pas tellement par sa teneur : peu auparavant, à 16 h 43, une dépêche de l'AFP avait déjà appris aux parlementaires

du RPR « l'indignation » du chef de l'Etat devant « les écarts de langage de certains ». M. Chirac a été ulcéré par les propos tenus, la veille, par l'un de ses amis de Loire-Atlantique, le député Etienne Garnier, mais surtout par les critiques adressées aussi à Alain Juppé, jeudi matin, par Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, accompagnées d'une manifestation de « soutien indéfectible » au chef de l'Etat (Le Monde du 27 septembre).

### SAVOUREUX LAPUS

Il a même pu s'interroger sur le sens exact de cette phrase de M. Péricard, selon laquelle il faut « soutenir le gouvernement, même si c'est difficile », et s'inquiéter d'une possible multiplication de mouvements d'humeurs dirigés contre son premier ministre. M. Chirac n'admet pas que l'on se serve de lui pour se démarquer de M. Juppé. Cette soudaine colère vaut aussi, bien sûr, pour tous ceux qui, comme Charles Pasqua, parlent « un peu fort » pour être entendus du seul président de la République.

Les députés et les sénateurs néogaullistes ont été interloqués par le caractère soudain et public de la réaction présidentielle. « C'est sans doute que Chirac veut reprendre la présidence du mouvement », plaisante Alain Marsaud, député de la Haute-Vienne, tandis qu'un balladurien s'interroge, plus gravement, sur la conformité à la Constitution de cette intrusion du chef de l'Etat dans le débat parlementaire. D'autres, parmi les responsables du RPR, reprochent à M. Péricard d'avoir rendu publique une consigne qui, selon eux, aurait dû rester confidentielle, ce dont le président du groupe RPR se défend. De fait, l'Élysée n'a pas démenti.

D'un côté, un rappel au règlement, un rien cavalier, de l'autre, un assent de civilités. En apparence, en effet, Edouard Balladur avait mené une subtile opération de rassemblement. Accueilli poliment en fin de matinée, l'ancien premier ministre a été très vite invité à siéger à la tribune aux côtés de M. Péricard, de Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, et du secrétaire général du RPR, Jean-François

Mancel. « Le président de la République élu en 1993... », a-t-il commencé, dans un savoureux lapsus, avant de se reprendre : « ... en 1995, est celui de tous les Français ». Il a ensuite fait écho à l'hostilité de ses collègues contre les projets de réforme du mode de scrutin et de législation antiracistes. Sur d'être entendu, le député de Paris a déclaré : « N'ayons pas peur de la diversité, même quand elle conduit à un certain bouillonnement ! », avant d'ajouter, en homme d'expérience, cette ultime leçon : « Soutenir le gouvernement, ne pas hésiter à prendre notre part d'impopularité (...), mais aussi [le] stimuler et, quand besoin est, le mettre en garde. »

La nouvelle tactique des balladuriens consiste, en effet, à l'approche des échéances de 1998, à préférer le poids des arguments au choc des « petites piques du dimanche ». M. Chirac et M. Balladur se retrouvent sur un point : les franc-tireurs d'aujourd'hui ont un temps de retard.

Jean-Baptiste de Montvalon et Jean-Louis Saux

### COMMENTAIRE DES ARMES ÉMOUSSÉES

A quelques jours du vote de confiance de la majorité parlementaire en faveur du premier ministre, la hausse spectaculaire du nombre des demandeurs d'emploi risque de faire débat. Jacques Chirac avait en effet promis d'accorder la priorité à la lutte contre la « fracture sociale ». On s'attendait donc à ce qu'Alain Juppé arrête une stratégie offensive pour faire refluer le chômage. Las ! La priorité ayant finalement été donnée à la lutte contre les déficits, le gouvernement en est revenu aux deux vieilles stratégies défensives expérimentées depuis des lustres et qui jouent tantôt sur des mesures d'aménagement du temps de travail, tantôt sur des mesures d'aide à l'emploi.

Il y est revenu, mais avec des armes émoussées. D'abord, même si le chef de l'Etat se montre moins opposé que par le passé à la réduction du temps de travail, ce projet n'est assurément pas au cœur de l'action du gouvernement. Ensuite, la rigueur budgétaire oblige, les aides à l'emploi sont les premières touchées par les économies prévues pour 1997. Faut-il donc, même, parler de stratégie ? Devant l'insurmontable montée du chômage, le gouvernement donne plutôt le sentiment de battre en retraite et, hormis le maître des dépenses, de ne pas avoir de véritable plan de bataille.

Laurent Mauduit

## Les trois semaines infernales de l'entreprise Matignon-Bercy et Associés

SEPTEMBRE devait jeter la colère dans les rues, arrêter les trains et fermer les portes des écoles. Rien, ou si peu, n'est venu. Il y a bien eu, pourtant, un mouvement social, mais pas celui que l'on attendait : manifestations de députés, menaces de grève de ministres, paralysie de la transmission

gouvernementale, panne des émetteurs politiques... **● Campagne de promotion désastreuse.** Dès le début, l'affaire est mal engagée. De la réforme fiscale, Alain Juppé a pourtant fait l'axe essentiel de sa rentrée politique. Il faut la vendre. Les slogans sont prêts : cette réforme est un message d'optimisme, le signe que le gouvernement agit, que la majorité tient ses promesses et qu'elle mérite donc la confiance de ses électeurs.

Le calendrier choisi est mauvais : deux jours après l'annonce de la baisse des impôts tombent les chiffres de la fiscalité locale qui viennent totalement brouiller le message gouvernemental. Et surtout, un grain de sable inattendu fait dérailler le système. Devant des responsables de la majorité, Alain Juppé soulève la question d'une réforme du mode de scrutin pour les élections législatives. Dans les états-majors des partis et au sein des groupes parlementaires, c'est la consternation. Réunie à La Baule, l'UDF ne comprend plus rien et le dit. Le président du groupe RPR, Michel Péricard, aussi. En quelques heures, la réforme fiscale est oubliée. La campagne de promotion est fichue et le message est inversé : baisser les impôts était un symbole de reconquête ; modifier le mode de scrutin est un signe de défiance.

● Protestations de la force de vente. Les députés, eux, ont parfaitement compris le message. De leurs circonscriptions, ils reviennent porteurs de la confusion de leurs électeurs. Réunis à Deauville pour

l'UDF, au Havre pour le RPR, ils manifestent leur rage : la communication gouvernementale, la politique de l'immigration, le projet de loi anticorruption de Jacques Toubon, la réforme du mode de scrutin, rien ne trouve grâce à leurs yeux. Ils ne se sentent pas écoutés et voilà qu'en plus, on leur demande de donner un blanc-seing à l'équipe de direction : Alain Juppé annonce qu'il posera aux députés la question de confiance dès l'ouverture de la session parlementaire.

● Rébellion au service comptabilité. Depuis l'été, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, n'a pas le moral. Début septembre, lors d'un tête-à-tête avec Alain Juppé pour mettre la dernière main à la réforme fiscale, il s'est opposé pied à pied à une baisse trop forte des impôts, face à un premier ministre soucieux, lui, d'un affichage politique fort. Entre les deux hommes, le ton est monté une fois de plus, et le ministre de l'économie a demandé sèchement au chef du gouvernement de le laisser travailler en paix.

Un autre dossier les a opposés, celui des fonds de pensions. Jean Arthuis, croyant respecter à la fois une promesse de campagne du candidat Jacques Chirac et un engagement personnel pris publiquement

à l'Assemblée nationale, à l'automne dernier, adresse un avant-projet de loi aux partenaires sociaux. Intervention de Matignon : le texte préparé par Bercy ne fait pas foi, Alain Juppé lui préfère la proposition rédigée par les députés UDF qu'il a dans ses tiroirs.

Manifestations de députés, menaces de grève de ministres, paralysie de la transmission gouvernementale, panne des émetteurs politiques... Désavoué, Jean Arthuis se bat, puis doit céder. Il ne peut même pas espérer de réconfort présidentiel. Au contraire. Les conseils des ministres sont régulièrement pour lui des moments difficiles, où le chef de l'Etat lui reproche de ne pas savoir s'imposer à son administration. « Le système ne peut pas continuer comme

ça. Il faudra que ça craque et ce n'est pas moi qui lâcherai », déclare Jacques Chirac, dans une menace à peine voilée. **● Courts-circuits ministériels.** L'appareil gouvernemental a des ratés. Franck Borotra, ministre de l'Industrie, en sait quelque chose. Le voilà contraint de gérer une situation absurde à EDF sur laquelle il n'a pas même été consulté. Début septembre, Edmond Alphandéry, président d'EDF rencontre Alain Juppé à Matignon et évoque avec lui le futur contrat de plan d'EDF. L'entretien est très bref, et le patron d'EDF obtient l'aval de Matignon sur ses projets de réforme. Sûr de son fait, il annonce le remaniement de son entreprise à son état-major. Le ministre de l'Industrie apprend la nouvelle quelques heures plus tard, et découvre que cette réorganisation est illégale. A l'intérieur de l'entreprise, les syndicats dénoncent un coup d'Etat. Dans l'état-major évincé, le directeur financier Emmanuel Hau porte plainte pour excès de pouvoir. La contestation menace de gagner. Edmond Alphandéry téléphone à Matignon, où il lui est conseillé sèchement de se retourner vers son ministère de tutelle, l'Industrie. Quelques jours plus tard, il est contraint de faire machine arrière et de renoncer à sa réforme.

« Edmond Alphandéry est passé au-dessus du ministère de l'Industrie comme il l'a déjà fait à plusieurs occasions avec l'aval de Matignon, explique un expert du dossier. Ce fut une fois de trop. »

● Coup de sang de la direction générale. Trois semaines de critiques ininterrompues dans la majorité, c'est trop. Jeudi 26 septembre, Alain Juppé explose. Il en a assez des petites phrases des matins radiophoniques qui succèdent aux petites piques des banquets du dimanche. Le premier ministre menace le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Michel Péricard, de ne pas assister, comme prévu, aux journées parlementaires organisées au Havre. Pendant que Michel Péricard soupèse la réalité de la menace avec Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Parlement, le premier ministre appelle l'Élysée pour se plaindre de sa majorité. Le chef de l'Etat est contraint d'intervenir lui-même pour calmer les ardeurs protestataires des députés. « On ne peut se réclamer de moi si on ne soutient pas le gouvernement », fait-il savoir. L'entreprise peut tanguer, il n'est pas question de changer de directeur général.

Récit du service Presse



هكذا من الإله

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996 / 7

**PRADA**

10 AVENUE MONTAIGNE PARIS

d'augmentation de 1993

Bernard et Associés



سكزا من الإمل

## Alain Bocquet donne un gage aux « durs » du PCF

QUELQUES HEURES avant la clôture, jeudi 26 septembre, des journées d'étude communistes d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), où les parlementaires avaient réservé un accueil courtis au discours d'ouverture de Robert Hue (Le Monde du 27 septembre), l'affrontement entre les orthodoxes et les refondateurs a finalement eu lieu. Alors que les députés communistes s'apprêtaient à remplacer Muguette Jacquinot, député de Seine-Saint-Denis, au poste de vice-président de l'Assemblée nationale, dévolu, depuis 1993, au groupe communiste, le président du groupe, Alain Bocquet (Nord), a imposé sans débat, avec le soutien de Georges Marchais (Val-de-Marne), la désignation de Daniel Collard (Seine-Maritime). Les refondateurs (Guy Hermier, Jean Tardito, François Asensi), mais aussi Jacques Brunhes, se sont élevés contre ce « coup de force », « éviter de méthodes staliniennes » et ont rappelé le pacte d'alternance entre les « sensibilités » que le groupe s'était fixé. Daniel Collard a finalement été élu, mais les refondateurs n'ont pas pris part au vote.

### DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : Jacques Chirac et Alain Juppé enregistrent une nette baisse de leur cote de confiance, selon la dernière enquête d'Ifop, réalisée les 20 et 21 septembre auprès de 950 personnes et publiée par Le Point (daté 28 septembre). Avec 36 % d'opinions favorables, le président de la République perd 5 points et recueille 58 % d'opinions défavorables. Le premier ministre enregistre 31 % d'opinions favorables (en baisse de 7 points), contre 63 % d'opinions négatives.

■ **CLIMAT SOCIAL** : près de neuf Français sur dix s'attendent à un automne social « chaud », selon un sondage réalisé par la Sofres les 13 et 14 septembre, auprès de 1 000 personnes et publié par Le Figaro magazine (daté 28 septembre). 86 % des personnes interrogées (contre 12 % d'avis contraire) estiment qu'il y a un grand risque de grèves dans les services publics, dans les semaines et les mois à venir.

■ **PERTURBATIONS** : les liaisons ferroviaires régionales sont encore perturbées, vendredi 27 septembre, dans le Sud-Est, sur les axes de banlieues et régionaux, où seul un TER sur cinq circule. En Basse et Haute-Normandie, à la suite d'un préavis de grève de l'intersyndicale des agents de train, le trafic est perturbé, même si le syndicat CGT des agents de conduite SNCF du dépôt de Sotteville-les-Rouen (Seine-Maritime) a levé son préavis. Jeudi, dans les arsenaux, près de 1 500 salariés ont manifesté à Brest et près de 1 200 à Lorient. A Cherbourg, plusieurs centaines de salariés ont participé à un pique-nique, dans l'enceinte de l'arsenal.

■ **UNEDIC** : la CFDT a proposé aux autres confédérations (CGT, CFTD, FO, CFE-CGC), dans un courrier en date du 26 septembre, une rencontre intersyndicale, lundi 30 septembre, pour « voir s'il existe une possibilité de déposer une proposition à faire au CNPF » pour la présidence de l'UNEDIC, alors que la CFDT, FO et la CFE-CGC présentent chacune un candidat. La CFDT « ne peut pas se résoudre à laisser la CFDT arbitrer entre les organisations le choix du président » qui doit être désigné, mardi 1<sup>er</sup> octobre.

■ **CONVOCACTION** : Philippe Schmit, maire (PS) de Longjumeau (Essonne), a été entendu par la police judiciaire de Versailles, mercredi 25 septembre, dans le cadre d'une enquête sur le fonctionnement financier d'une société d'économie mixte de la ville. Un conseiller municipal est mis en examen dans cette affaire pour avoir perçu un salaire mensuel de plus de 50 000 francs, et l'ancien directeur est soupçonné d'avoir détourné des fonds. M. Schmit a annoncé que l'ensemble des documents relatifs à la SEM seront accessibles aux habitants de Longjumeau du mercredi 2 au vendredi 4 octobre.

## Les partis de gauche donnent la priorité au combat politique contre le Front national

Ils annoncent la création d'un comité national de vigilance contre l'extrême droite

Le Parti socialiste, le Parti communiste le Parti radical-socialiste, le Mouvement des citoyens et les Verts ont décidé, jeudi 26 septembre, de

créer un comité national de vigilance contre l'extrême droite « chargé de conduire tout type d'action de nature à faire régresser le racisme et

la xénophobie ». Ils veulent « assécher le terrain » dans lequel l'extrême droite « prospère » et, pour cela, « réduire le chômage ».

LES DIRIGEANTS de la gauche - Parti socialiste, Parti communiste, Parti radical-socialiste, Mouvement des citoyens, Verts - affichaient presque tous une mine réjouie, jeudi 26 septembre, même si près de deux heures et demie ont été nécessaires pour créer un « comité national de vigilance contre l'extrême droite » (Le Monde du 27 septembre). A la sortie, Lionel Jospin a parlé d'un « échange dans l'harmonie », souligné de voir que les cinq partis avaient donné la priorité au « combat politique » contre l'extrême droite, de préférence au combat judiciaire. Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement avaient la mine plus sombre. Mais le maître des lieux, Jean-Michel Baylet, président du PRS, ne cachait pas sa satisfaction, notant qu'il était normal que les radicaux aient pris l'initiative de ces premières retrouvailles de

puis dix-neuf ans puisque, en septembre 1977, c'étaient eux qui avaient rompu les négociations sur l'actualisation du programme commun.

D'emblée, chaque dirigeant s'est exprimé pendant une vingtaine de minutes. M. Hue, un peu tendu, se référant à un texte écrit. M. Baylet a déposé la valeur symbolique d'une réunion qui, a-t-il dit, n'est pas un sommet de la gauche mais a pour but d'adopter une stratégie commune face à la montée du racisme. S'il a souligné que, pour ce faire, il fallait changer de politique et donc de majorité, il a ajouté aussitôt que ce n'était pas à l'ordre du jour. M. Hue a affirmé qu'il s'agissait essentiellement de relever le défi du Front national et du racisme, voyant dans la crise et les attitudes des radicaux la cause de la montée de l'extrême droite. Le secrétaire national du PCF s'est étonné de l'insuccès de sa proposition d'action commune en justice des partis de gauche contre Jean-Marie Le Pen dès lors qu'ils aspiraient à gouverner ensemble. Il a maintenu son idée d'organiser, le moment venu, une manifestation contre le FN.

national du PCF s'est étonné de l'insuccès de sa proposition d'action commune en justice des partis de gauche contre Jean-Marie Le Pen dès lors qu'ils aspiraient à gouverner ensemble. Il a maintenu son idée d'organiser, le moment venu, une manifestation contre le FN.

### UNION AFFICHÉE

M. Jospin a mis l'accent sur la nécessité de trouver une réponse adaptée face aux risques de corruption du corps électoral par le Front national. Pour le premier secrétaire du PS, la bataille est essentiellement politique. Il a jugé intéressant le signal donné à l'électorat par ce sommet, positive l'union ainsi affichée face à la division de la majorité, mais négative toute polarisation sur le Front national. M. Jospin a accepté, comme M. Hue, l'idée, avancée par le président du PRS, de créer un comité de vigilance contre l'extrême droite, ouvert ensuite à d'autres organisations de gauche.

Dominique Voynet a mis notamment en cause la perte de sens civique des politiques et a préconisé une stratégie cohérente de riposte. Jean-Pierre Chevènement a évoqué l'abandon de la notion républicaine, le chômage, la mondialisation, le peuple en déshérence, la logique de Maastricht, en soulignant qu'il ne fallait pas se contenter de déclarations vertueuses. Il a approuvé l'idée d'un comité de vigilance tout en invitant ses partenaires à se méfier des martyrs « au sens grec du terme » qui, hier, affrontaient les lions et qui, aujourd'hui, n'affrontent que les médias. Il a proposé de présenter, dès le premier tour, des candidats uniques de la gauche aux élections législatives, dans quarante-neuf circonscriptions. Au

même moment, la Gauche socialiste se prononçait aussi pour « des candidatures communes là où il y a le danger d'un second tour avec le FN et sans la gauche ».

M. Jospin a relevé des convergences d'analyse, mais s'est montré plus réservé sur l'idée de candidatures uniques au premier tour, jugeant qu'il fallait étudier les circonscriptions et savoir qui représenterait la gauche. M. Hue s'est déclaré en désaccord complet avec cette proposition.

M. Baylet a présenté un texte de deux pages prévoyant donc la création d'un comité national de vigilance contre le racisme, avec à la clef une dizaine de propositions d'actions, incluant la politique du gouvernement et évoquant l'attente d'une autre politique. M. Hue a plaidé pour un texte plus concis - il a été réduit de moitié - et a obtenu de M. Jospin une référence à la nécessité de « tirer les leçons du passé ». Le comité de vigilance contre le racisme est devenu un comité de vigilance contre l'extrême droite.

M. Baylet a précisé que d'autres organisations, comme, par exemple, la Ligue communiste révolutionnaire, pourraient rejoindre ce comité. Durant la réunion, Alain Krivine, non invité, avait tenté de forcer la porte mais avait été éconduit par Jean-Marc Sabatier, secrétaire général du PRS. L'encore de la déclaration commune était à peine sèche que ses partenaires ne lui paraissent guère prêts à « remettre en cause la politique de rigueur à perpétuité qui résulte du choix de la monnaie unique ». Un autre débat en perspective.

Michel Nabelecourt

### Des scientifiques et des historiens s'engagent

Plus de cinq cents scientifiques et historiens ont signé le texte suivant, rédigé par le professeur Albert Jacquard à la demande du MRAP : « Le président du Front national vient de révéler le fond de sa pensée en déclarant comme une évidence que les diverses races humaines sont inégales et que certaines sont meilleures que d'autres. Au nom de la rigueur scientifique, nous nous élevons contre de telles affirmations. Certes, tous les humains (à la seule exception des vrais jumeaux) reçoivent des dotations génétiques différentes. Ils sont donc génétiquement « non égaux », mais cette non-égalité n'est nullement synonyme de hiérarchie. »

« Le concept de race ne peut être défini qu'en sein d'espèces dont divers groupes ont été isolés les uns des autres suffisamment longtemps pour que leurs patrimoines génétiques se différencient. Il se trouve que, dans l'espèce humaine, cette différenciation est si peu marquée que le « concept de races humaines est non opérationnel » (François Jacob). Enfin, la supériorité attribuée à tel ou tel groupe humain n'est que le reflet des fantasmes de personnages qui ne trouvent leur confort intellectuel que dans le mépris de ceux qui ne leur ressemblent pas. Toutes les cultures ont contribué, chacune avec son génie propre, à la construction de notre humanité. »

## Bruno Mégret : « Ces gens-là n'ont plus rien à dire »

JEAN-MARIE LE PEN n'apprécie pas la décision de la gauche de créer un comité de vigilance contre l'extrême droite. Invité, jeudi 26 septembre, du « Forum RMC-Le Figaro », le président du Front national a comparé ce comité aux « comités de vigilance sous la Révolution ». Il a invité la gauche à « combattre le gouvernement » plutôt que son parti. Au même moment, Bruno Mégret, veau soutenu le candidat du FN au second tour de l'élection cantonale de Nice, affirmait que cette initiative de la gauche est « la démonstration emblématique que ces gens-là n'ont plus rien à dire aux Français » et que, n'ayant « plus de programme, plus de projet », ils « ne peuvent plus exister qu'en s'opposant au parti qui monte ».

### « ANTI-RAISONNEL ET CRIMINEL CONTRE L'HUMANITÉ »

Les commentaires de M. Le Pen sur l'avant-projet de loi contre le racisme (lire page 13) ont été encore plus violents. « Beaucoup de gens feraient bien de faire attention aux responsabilités qu'ils vont prendre », s'il soutient le texte, a-t-il dit. Le président du Front national en a profité pour livrer sa conception de la liberté d'expression, qui consiste à dire « tout ce [qu'il] pense, même quand ça déplaît ». « C'est mon devoir d'homme politique mandaté par les électeurs », a-t-il affirmé. L'initiateur du projet, le premier ministre lui-même,

n'a pas été épargné et a été doté par le représentant du parti d'extrême droite de nombreux qualificatifs dont ceux d'« affaiblé, antirational et criminel contre l'humanité ». « Criminel contre l'humanité » pour n'avoir pas usé de son droit de veto à l'ONU au moment du vote du blocus économique contre l'Irak, a précisé M. Le Pen.

Rappelant sa préférence pour un scrutin proportionnel intégral aux élections législatives, M. Le Pen a annoncé que le Front national « traitera ses adversaires comme ils le traitent eux-mêmes ». « Mon intention est de faire battre tous les sortants de droite et de gauche en laissant, peut-être, une espèce d'avantage à ceux qui n'ont pas encore l'occasion de mettre les mains dans la galette », a-t-il expliqué. Il exposera cette stratégie lors de la fête des Bleu-Blanc-Rouge, samedi 28 et dimanche 29 septembre à Paris.

Cette année encore, l'association Ras l'Front organisera une « contre-fête », celle des Black-Blanc-Bour, samedi, à 18 h 30, à La Cigale, à Paris. Après les interventions politiques, viendra un concert, donné notamment par les Rita Mitsouko et Les Garçons Bouchers. Les bénéfices iront en partie aux « sans-papiers » de Saint-Bernard.

Christiane Chombeau

## Le PCF, rival de Bernard Kouchner à Gardanne

### MARSEILLE

Quatorze candidats sont en lice, dans la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône, pour succéder à Bernard Tapie, déchu le 5 septembre de son mandat de député par le Conseil constitutionnel. Depuis sa création, en 1986, cette circonscription, située entre Marseille et Aix-en-Provence, a toujours voté socialiste. En 1993, elle a accueilli M. Tapie, précédemment élu dans les quartiers sud de Marseille.

L'annonce de la candidature de Bernard Kouchner, porte-parole du Parti radical-socialiste (PRS), le 22 septembre, a donné le coup d'envoi d'une campagne électorale qui sera relativement courte, le scrutin étant fixé aux 13 et 20 octobre. Malgré la bonne implantation de la gauche et l'investiture que lui a accordée la fédération du PS, M. Kouchner a beaucoup hésité à se lancer dans la bataille. L'ancien secrétaire d'Etat à l'action humanitaire pourrait faire jeu égal avec le maire de Gardanne, Roger Mei (PCF), qui, en 1993, avait obtenu plus de 19 % des voix, soit seu-

lement 6 points de moins que M. Tapie.

Les premiers sondages le plaçant devant le communiste, M. Kouchner s'est engagé dans une élection qu'il présente comme un « bon d'essai pour 1998 », avec l'ambition de « battre le candidat d'un gouvernement qui mène au désastre ».

### « CHOIX D'APPAREIL »

De son côté, M. Mei, déplorant ce « choix d'appareil », a réagi vivement. « Ce n'était pas facile, a-t-il dit, avec Bernard Tapie, que l'on a vu quinze jours et qui a été absent de la circonscription pendant trois ans. Ce sera plus facile avec Kouchner, car les électeurs ont déjà donné ».

Le Front national, représenté par Damien Barillet, conseiller régional et membre du bureau politique, ne devrait pas broutiller les cartes de ce scrutin, qui s'annonce comme un traditionnel affrontement droite-gauche. Avec 18,97 % des voix au premier tour, en 1993, M. Barillet s'était maintenu au second tour dans une triangulaire qui avait vu la victoire de M. Tapie (44,48 %) sur le candidat de la

droite, Hervé Fabre-Aubrespy (41,05 %).

Les fédérations départementales du RUDF et du RPR, qui n'avaient pas de candidat commun à présenter, se sont rangées aux recommandations de leurs instances nationales pour accorder leur soutien à M. Fabre-Aubrespy, transfuge du RPR élu député européen sur la liste de Philippe de Villiers. C'est donc à Paris, et non à Marseille, que ce proche de Charles Pasqua a obtenu son « ticket » pour l'élection partielle. Renaud Muselier, secrétaire départemental du RPR, plaint « les pauvres électeurs devant choisir entre des « parachutés » ».

Annulée en 1994, la fermeture, d'ici à 2005, des Houillères des bassins du Centre et du Midi, qui emploient mille trois cents mineurs à Gardanne, sera au cœur de la campagne. Avec l'usine de fabrication d'alumine Pechiney, M. Mei fait de la sauvegarde de l'extraction charbonnière un cheval de bataille dans sa commune, où le taux de chômage avoisine 17 %.

Luc Leroux

## POURQUOI FAUT-IL CONFIER LA RESTAURATION COLLECTIVE DES COMMUNES, DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS AUX SOCIÉTÉS DU S.N.R.C. ?

Les collectivités territoriales sont de plus en plus confrontées aux problèmes de la restauration. Satisfaire les aspirations et les attentes légitimes des convives, enfants scolarisés, personnes âgées, fonctionnaires territoriaux, est un métier qui ne s'improvise pas.

Les sociétés adhérentes au Syndicat National de la Restauration Collective, fondé en 1963, souhaitent faire bénéficier les collectivités territoriales de leur dynamisme économique et social, de leur faculté d'adaptation aux évolutions des goûts et habitudes alimentaires, de leur ouverture aux innovations, de leur capacité de motivation et de formation des personnels.

Dans chaque collectivité territoriale, la restauration exige de s'entourer des compétences de professionnels formés en permanence dans tous les domaines de leur responsabilité et résolument attachés à la mise en œuvre de la « QUALITÉ DE SERVICE ».

Restauteurs de métier, les hommes et les femmes des sociétés du S.N.R.C. se mobilisent et s'engagent, à tout instant, pour réaliser leur mission : satisfaire les personnes qui, chaque jour, se restaurent au sein d'une collectivité.

Acteurs d'un secteur d'activité en constante évolution, les sociétés membres du S.N.R.C. ont prouvé leur capacité d'intégrer les demandes des collectivités territoriales. Leur savoir-faire est reconnu et apprécié des responsables, élus et administratifs, qui leur font d'ores et déjà confiance.

La commune volonté des sociétés du S.N.R.C. est d'intervenir en partenaires des collectivités territoriales avec l'ambition de toujours mieux servir.



**SYNDICAT NATIONAL DE LA RESTAURATION COLLECTIVE**  
Le Privé au Service du Public  
12, rue Torricelli - 75017 PARIS  
Téléphone : 01 44 09 93 30 - Télécopie : 01 44 09 91 42

24 entreprises nationales et régionales s'engagent, chaque jour, à toujours mieux servir le public.



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996

**POLICE** Lors du congrès du Bourget, qui s'est tenu mercredi 25 et jeudi 26 septembre, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a finalement évité l'implosion.

Les tensions entre les principales composantes de la fédération restent cependant très vives. ● JEAN-LOUIS ARAJOL, qui avait été porté en juin à la tête de la fédération.

à la suite de la démission de Jacky Viallet, a été élu secrétaire général. Marqué à gauche, cet ancien militant des Jeunesses communistes et de l'UNEF, membre du PS jusqu'en

1982, veut imposer une ligne d'« autonomie syndicale ». ● LA CRISE FINANCIÈRE dans laquelle se débat la FASP depuis des années atteint de graves proportions. Selon le dernier

trésorier, Pascal Miche, un ancien OPJ en brigade financière, la fédération est quasiment en état de cessation de paiements. Le passif s'élève à 25 millions de francs.

# La Fédération autonome des syndicats de police évite l'implosion

Le congrès du Bourget, qui a élu Jean-Louis Arajol à la tête de la FASP, a mis en évidence l'importance des divergences entre ses composantes. Selon le dernier trésorier, démissionnaire, l'organisation serait « en état de cessation de paiements »

UN CONGRÈS houleux a finalement élu Jean-Louis Arajol à la tête de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), jeudi soir 26 septembre au Bourget. Arrachée au forceps et au prix de compromis incertains, cette élection constitue, pour M. Arajol, un succès d'étape. Le patron de la FASP, confirmé à ce poste où il a été porté en juin par une majorité des syndicats membres de la fédération après la démission de son prédécesseur, Jacky Viallet, aura cependant beaucoup à faire pour imposer la stratégie de rénovation syndicale qu'il veut appliquer à marche forcée.

« La FASP est-elle viable sur un plan financier et politique dans ses structures actuelles ? », a interrogé M. Arajol, en répondant par la négative. Fort du succès de la manifestation de milliers de policiers dans les rues de Paris, le 29 mai, il avait voulu que le congrès se prononce pour la dissolution de la FASP au sein d'une Centrale unitaire de la police, la CUP, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 (Le Monde du 26 septembre). « La FASP a vécu,

et tout le monde en convient. Les gabelles, les scandales, les audits financiers... la FASP en a pris un sérieux coup sur le museau. Elle brûlait de ses mille feux dans les années 80. Elle a aujourd'hui allumé ses signaux de détresse », a commenté, mercredi 25 septembre, Yvon Castel, le responsable du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT), qui avait travaillé ces derniers mois aux côtés de Jean-Louis Arajol afin d'élaborer les nouveaux statuts fédéraux proposés aux congressistes. Mais, jeudi 26 septembre, le même Yvon Castel a claqué la porte du congrès, déçu par le « revirement à 180 degrés » d'un homme qu'il découvre partisan « de statuts taillés pour un homme ».

### CRISE PERMANENTE

Une fois encore, malgré la crise permanente vécue par la FASP depuis 1990, les principales composantes fédérales - le SGP (les gardes et gardiens péjorés), dirigé par Jean-Louis Arajol, le SNPT (leurs collègues de province), emmené par André Tenfant, le SNIP-CRS (les policiers des compagnies républicaines de sécurité), de Joaquin Masanet - se sont néanmoins accordées pour empêcher l'implosion de la fédération. Perceptibles tout au long du congrès, les malentendus et les divergences demeurent pourtant grandes. « Permettez-moi de vous remercier pour la confiance que vous m'avez accordée en m'élevant secrétaire général de cette fédération rénovée, laquelle prérira le nom de Centrale unitaire de la police aux prochaines élections professionnelles de 1998 », a ainsi indiqué M. Arajol à l'issue de son élection.

Sur cette question de la rénovation syndicale, thème dominant du congrès, aucun accord de fond n'est acquis. Le SNPT, qui soutient M. Arajol, a répété qu'il voulait conserver le siège FASP jusqu'aux élections de décembre 1998. Se plaçant dans l'opposition, le SNIP-CRS s'est affirmé « prêt à batailler fermement à l'intérieur de la FASP pour éviter sa dissolution avant les élections ». Candidat unique, Jean-Louis Arajol a néanmoins été élu par la majorité des syndicats affiliés, contre une coalition formée par le SNIP, les personnels admi-



nistratifs et techniques du Smapat, ainsi que les inspecteurs du Snip. « Fédération archaïque et rétrograde », « dictat », « bolchevisme », « national-syndicalisme », « escroquerie », « malversations... Les accusations et les formules ont fleuri à la tribune, le 25 septembre, dans l'extrême tension qui a ca-

ractérisé la première journée de congrès, sous le coup d'une motion musclée concochée par le SGP de Jean-Louis Arajol (lire ci-contre). Les autres syndicats y ont vu un « coup de force », et M. Arajol a dû réviser à la baisse des projets de statuts qui, au final, reconnaissent toujours le pouvoir

décisif des différentes organisations affiliées dans la conduite de la fédération.

Les problèmes juridico-financiers dans lesquels se débat la FASP depuis des années - « une pétouillère dont nous ne sommes pas responsables », a déclaré M. Arajol, semblant rejeter la responsabilité de la gestion fédérale vers l'époque de Bernard Deleplace - ont lourdement pesé sur le climat du congrès. Mais leur contenu a été quasiment occulté. La commission de contrôle financier a seulement indiqué qu'elle « n'était pas en mesure, par manque de documents comptables essentiels, de dresser une analyse objective de la situation ». L'audit financier a été retiré de l'ordre du jour, au prétexte d'un retard pris dans l'avancée des travaux.

### AVENIR INCERTAIN

Le dernier trésorier, qui a démissionné début juillet, Pascal Miche, ancien OPJ en brigade financière, note qu'« il est difficile d'évoquer ce que tout le monde sait, à savoir que la FASP est quasiment en état de cessation de paiement ». Il attribue à la construction de l'immeuble fédéral - l'acquisition du siège de la FASP, rue du Départe-

ment, à Paris, par un bail emphytéotique signé avec la Ville de Paris en 1989, moyennant un loyer annuel de 890 000 francs - un « passif du bilan aujourd'hui de 25 millions de francs ». Alors que la plupart des syndicats membres ont quitté le siège fédéral - le SNIP des CRS l'a fait début septembre -, la gestion de l'immeuble reste « un gouffre » financier qui place la FASP en situation de faiblesse par rapport à la Mairie de Paris, propriétaire des murs jusqu'au terme du bail, et du ministère de l'Intérieur.

Au final, la confusion continue à dominer. Jean-Louis Arajol a certes été élu, mais il a fait des concessions sur la question des statuts : le congrès a maintenu le principe des décisions prises à la majorité des mandats possédés par chacun des syndicats affiliés à la FASP. Cette dernière est maintenue, le siège CUP a disparu des statuts. Chacun des chefs syndicaux de la fédération se dit d'accord sur la nécessité d'une rénovation syndicale, tout en s'opposant sur son rythme et sur son contenu. L'avenir de la FASP reste, on le voit, bien incertain.

Erich Inciyan

### « Une direction de fer »

Adressée à la veille du congrès du Bourget par Jean-Louis Arajol aux syndicats membres de la FASP, une motion a jeté un froid sur les débats. « Seul un pouvoir fort pourra tenir tête aux liquidateurs de la police nationale », peut-on lire dans ce texte, dont les objectifs affichés sont de « faire face » au Front national et de « défendre les policiers » en remplaçant la FASP par une Centrale unitaire de la police (CUP).

La direction de la CUP sera « investie de tous les pouvoirs », stipule la motion. Elle « ne sera pas la réunion des chefs de tribus [les syndicats affiliés à la FASP] qui se paralyseraient l'un et l'autre, mais une direction de fer dotée d'une capacité de réaction rapide ». Malgré l'émotion qu'elle a provoquée - « dictat », « bolchevisme », ont protesté les « chefs des tribus » concernées -, M. Arajol a finalement sa motion, permettant au congrès de poursuivre ses travaux.

## Le parcours politique d'un « vrai républicain »

NOUVEL HOMME FORT de la FASP incarnant une génération rémoine de militants syndicaux convaincus du rôle social des policiers, Jean-Louis Arajol a suivi le parcours politique d'un « vrai républicain », selon la définition qu'il donne de ses convictions. Son passé l'a nettement ancré à gauche par une filiation forte : un grand-père anarchiste espagnol condamné à mort par le régime franquiste et un père ouvrier et communiste. Par des débuts politiques également : ancien militant des Jeunesses communistes et de l'UNEF, il a ensuite été inscrit au Parti socialiste dans les années 1980, membre de la commission exécutive du PS dans l'Essonne.



Portrait

Jean-Louis Arajol a cependant démissionné du PS en 1992, quand il a pris la tête du SGP-FASP. Les « transgressions » d'un socialisme gouvernemental ayant renié ses idéaux - il cite, en vrac, le décret sur les policiers municipaux si-

gné par le ministre de l'Intérieur Paul Quilès, le financement de la cathédrale d'Evry par Jack Lang, la montée du Front national sous l'influence de gouvernements trompant les attentes du peuple de gauche - ont alors déçu ses convictions de laïc et de républicain.

### LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

A cette époque, il est donc devenu l'un des cinq membres fondateurs d'Initiative républicaine, présidée par Bernard Teper, ancien porte-parole du Grand Orient de France. Aujourd'hui, Jean-Louis Arajol ne nie pas être membre de cette organisation, mais il dit avoir démissionné de ses instances dirigeantes. « Mes appartenances politiques et philosophiques, je les oublie dès que je mets mon habit de dirigeant syndical, car il ne faut pas mélanger les rôles », a-t-il souligné devant le congrès du Bourget. Sa démarche est inspirée par « une ligne authentiquement républicaine, autonome des partis. C'est une ligne politique, qui passe par la défense du service public policier, de la laïcité et, surtout, du métier policier. »

Faisant de la lutte contre l'extrême droite, qu'il a toujours fortement combattue dans les commissariats, et contre son antenne dans les rangs policiers, le Front national-Police, l'une de ses priorités, les discours de M. Arajol décèlent plusieurs thèmes : les ravages du « turbo-capitalisme » français et de sa « traduction européenne » - le traité de Maastricht -, ainsi que la lutte contre la privatisation du service public, qui sont, il est vrai, aussi développés par Initiative républicaine. « On me prête périodiquement des arrière-pensées politiques, indique encore le dirigeant syndical. Sortir la FASP de l'UNSA pour rejoindre le Groupe des dB, tenant d'un syndicalisme plus dur, par exemple. » Mais il nie fermement toutes ces allégations.

Faute d'un autre dirigeant d'envergure, la FASP l'a placé sur un siège jusqu'alors éjectable - cinq secrétaires généraux en cinq ans -, pour conduire « un syndicalisme de revendication qui allie le rapport de forces et la négociation avec les pouvoirs publics ».

E. In.



## Paris-Bruxelles - 1h58 - Collation comprise.

### Un express s'il vous plaît !

Paris-Bruxelles en TGV Thalys.  
En 1h58, de centre à centre.  
14 fois par jour, soit un départ toutes les heures de 6h40 à 19h40.  
Service attentionné et collation à la place, offerte en Confort 1 pendant la semaine.

**THALYS. LE TRAIN-ECLAIR**  
Thalys est un service offert conjointement par les chemins de fer belges, français, néerlandais et allemands.

Info et réservations : 36.35.35.36. (2,23 FF la minute). Gares et agences de voyages accréditées. Informations sur Internet : <http://www.Thalys.com>.



هكذا من لا يمل



## FRAMATOME : UNE AFFAIRE D'ETAT

Le 30 août dernier est tombé un communiqué annonçant que l'Etat donnait son accord à l'étude du rapprochement par fusion entre GEC-Alsthom et Framatome.

Après quatre semaines, aucune explication n'a été donnée, ni sur les finalités, ni sur les conséquences de cette fusion.

Dans le paysage industriel français, Framatome (19.000 personnes, 18 milliards de chiffre d'affaires) ce n'est pas rien !

Framatome a largement porté le programme nucléaire civil qui est le programme de référence dans le monde. C'est une superbe entreprise qui prépare son avenir par des diversifications réussies. Ses compétences, ses moyens industriels et financiers, conditionnent l'indépendance énergétique du pays.

Nous ne sommes pas "propriétaires" de l'entreprise, mais nous avons fait son succès et nous avons le droit de comprendre ce qui se prépare dans le silence des cabinets.

Dans le torrent de commentaires qui ont salué l'opération de fusion projetée, on a oublié quelques questions de fond.

### • QUELS OBJECTIFS ?

Quels sont les véritables objectifs ?

Y a-t-il ou non un lien entre la décision d'apporter Framatome à Alcatel-Alsthom et GEC et la privatisation de Thomson ?

S'agit-il de leur apporter la trésorerie de notre entreprise et ses actifs réalisables ou de mettre en oeuvre un véritable projet industriel ?

S'il s'agit d'un projet industriel, pourquoi n'est-il pas exposé ?

### • QUELLES SYNERGIES ?

La demande de centrales sous la forme clés en main est devenue quasi-inexistante dans le monde. Pourquoi dès lors fusionner dans une offre unique l'îlot nucléaire et la partie conventionnelle des centrales ?

### • QUELS ARBITRAGES ?

L'avenir de l'industrie nucléaire civile impose une vision à long terme. Comment cet impératif pourra-t-il être pris en compte dans un conglomérat dont les préoccupations seront inévitablement influencées par ses objectifs de rentabilité financière à court terme ?

### • QUELLES GARANTIES ?

L'Etat reconnaît que les activités nucléaires nécessitent la mise en place de garanties spécifiques. Dans le même temps, il affiche son intention d'abaisser significativement sa participation. Comment, dans ces conditions, pourra-t-il exercer un contrôle réel ?

De quels moyens disposera-t-il en cas de désaccord avec les actionnaires privés ?

### • QUELLES ALLIANCES ?

Framatome est le premier du club très restreint des constructeurs nucléaires dans le monde. Il est présent à l'exportation. Il a noué des alliances internationales. Restera-t-il un acteur mondial, disposant des moyens de sa stratégie ? Quel est l'avenir de la coopération avec Siemens, alors que les métiers d'Alcatel-Alsthom et de Siemens sont concurrents ?

### • ET L'EMPLOI ?...

Il n'y a pas de fusion sans restructuration (moyens industriels, services communs,...)

Les activités non nucléaires de Framatome en font le premier employeur dans différents bassins d'emploi qui connaissent aujourd'hui un fort taux de chômage. GEC-Alsthom s'engage-t-il à maintenir ces activités ?

**Le personnel de Framatome, fier de son entreprise saine et prospère, constate avec effarement que sa disparition est programmée. Il demande maintenant qu'on apporte des réponses à ses questions.**

Ce texte a été voté par les représentants du personnel membres du Comité Central d'Entreprise de Framatome et diffusé le 26 septembre 1996 à l'ensemble des salariés.

## Acquisitions sévères contre les quatre accusés l'affaire Madrénas

demanded

Le 27 septembre 1996, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire Madrénas. Les quatre accusés, les sociétés d'investissement et de gestion, ont été condamnés à verser des dommages et intérêts à la société d'investissement et de gestion. Le tribunal a également ordonné la dissolution de la société d'investissement et de gestion. Les quatre accusés ont été condamnés à verser des dommages et intérêts à la société d'investissement et de gestion. Le tribunal a également ordonné la dissolution de la société d'investissement et de gestion.

## D'énormes quantités de

Le 27 septembre 1996, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire Madrénas. Les quatre accusés, les sociétés d'investissement et de gestion, ont été condamnés à verser des dommages et intérêts à la société d'investissement et de gestion. Le tribunal a également ordonné la dissolution de la société d'investissement et de gestion. Les quatre accusés ont été condamnés à verser des dommages et intérêts à la société d'investissement et de gestion. Le tribunal a également ordonné la dissolution de la société d'investissement et de gestion.

## Un proche d'Alain C

Le 27 septembre 1996, le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict dans l'affaire Madrénas. Les quatre accusés, les sociétés d'investissement et de gestion, ont été condamnés à verser des dommages et intérêts à la société d'investissement et de gestion. Le tribunal a également ordonné la dissolution de la société d'investissement et de gestion. Les quatre accusés ont été condamnés à verser des dommages et intérêts à la société d'investissement et de gestion. Le tribunal a également ordonné la dissolution de la société d'investissement et de gestion.



سكزاد من لامل

## Réquisitions sévères contre les quatre accusés de l'« affaire » Madrénas

Des peines de quinze à vingt ans demandées

**PERPIGNAN**  
de notre envoyé spécial  
Au terme de quatre jours de débats, l'avocat général Robert Chelle a demandé, jeudi 26 septembre, à la cour d'assises des Pyrénées-Orientales de condamner Jean Xatard et Fouad Maaref à vingt ans de réclusion criminelle pour avoir, selon l'accusation, commandité un attentat à la bombe commis contre Jean-Claude Madrénas. Le maire CDS de Bages avait perdu une jambe dans l'explosion de sa voiture, survenue le 5 février 1993 à Elbe. Le magistrat a fait une différence entre les deux auteurs de l'attentat, qui ont reconnu les faits : il a demandé quinze ans de réclusion criminelle pour Michel Paul et dix-sept à dix-huit ans pour François Turle.

« L'intime conviction ». En faisant appel à cette formule magique, l'avocat général entendait balayer le meilleur argument d'une partie de la défense, qui plaiderait vendredi 27 septembre. Celle-ci ne manquera pas de rappeler aux jurés des Pyrénées-Orientales l'absence d'éléments matériels permettant de retenir sans le moindre doute – et malgré leurs dénégations – la culpabilité de Jean Xatard et de Fouad Maaref dans l'attentat commis contre Jean-Claude Madrénas. Clair, apparemment logique et volontiers pédagogique, le magistrat a déroulé le fil de son raisonnement avec aisance, mais sans vraiment parvenir à cacher les faiblesses du dossier.

« Le mobile, c'est le contexte politique », a affirmé M. Chelle, en rappelant que l'attentat avait pour but d'éliminer Jean-Claude Madrénas, alors candidat de l'UPF aux élections législatives de 1993, de la scène politique. Mais il était moins facile de démontrer que le retrait forcé de M. Madrénas permettrait à Jean Xatard de bénéficier à son tour de l'investiture du PR et du RPR. « Ce n'est pas clair », a admis le magistrat.

« Ce n'est pas une affaire politique, mais une affaire criminelle dans un décor politique »

Malgré la langue de bois chère aux hommes politiques, le défilé des témoins qui ont participé de près ou de loin aux sombres tractations qui précèdent les déclarations d'investiture a confirmé que Jean Xatard ne pouvait compter sur aucun soutien, ni local ni national. Le plus clair d'entre eux, Louis Puig, directeur du cabinet du président du conseil général, avait d'ailleurs déclaré à la barre qu'il n'aurait « pas parlé un mot » sur l'investiture de Xatard. Ce dernier aurait-il donc été le seul à s'installer dans une « illusion », selon le mot du président Daniel Duchesmin ? L'avocat général a pris la barre au bon : « Xatard avait peu, voire aucune chance d'être élu, nous en sommes tous convaincus (...). Mais Xatard et Maaref s'illusionnaient (...). On prend visiblement le risque de s'illusionner en politique... »

Pour qu'un homme comme Xatard puisse atteindre un tel degré dans l'illusion, faut-il attribuer son aveuglement à l'importante dépression que provoqua la mort de son père, en octobre 1992. Ni les experts ni l'avocat général n'ont franchi ce pas, ce que le magistrat reconnaissait avec franchise : « Il reste un mystère. Je ne comprends pas encore très bien ce qui a pris à Jean Xatard pendant cette période. » Au début de son réquisitoire, M. Chelle avait d'ailleurs

dix : « Ce n'est pas une affaire politique, mais une affaire criminelle dans un décor politique. » Face au flou d'un tel mobile, ne résidant que sur un « contexte » ou un « décor », on comprend mieux pourquoi l'avocat général a fait appel à l'intime conviction.

Certes, François Turle et Michel Paul ont reconnu être les auteurs de l'attentat et d'une agression contre M. Madrénas, en désignant Jean Xatard et Fouad Maaref – son « conseiller politique » – comme les commanditaires. L'argument serait presque incontournable si les débats n'avaient fait apparaître de troublantes nuances.

Parmi celles-ci, le fait que François Turle ait désigné les deux hommes comme les instigateurs de l'agression commise le 19 décembre au domicile de M. Madrénas, qui fut roud de coups. Mais, pour l'attentat à la bombe, il avait d'abord déclaré que c'était Jean Xatard qui lui avait donné des ordres en lui précisant que Fouad Maaref était « derrière tout ça ». Plus tard, il a ajouté, afin d'être plus clair : « Pour Maaref, sa mise en cause est en quelque sorte indirecte, car c'est Xatard qui me l'a dit. Maaref ne m'a jamais demandé directement de faire pêter la voiture... »

L'avocat général n'est pas entré dans ce débat. En estimant, à l'issue de son réquisitoire, que, « par ambition ou par autre chose, ils ont cru que M. Madrénas se dressait sur leur chemin, ils ont lâché leurs sbires », le magistrat a réuni les deux hommes dans une même culpabilité, tout en laissant planer une interrogation sur leur mobile.

Maurice Peyrot

## La commission consultative veut une réécriture du projet Toubon

Elle en approuve le principe, estimant la législation antiraciste inadaptee

Par trente voix contre trois et six abstentions, la Commission nationale consultative des droits de l'homme a approuvé, jeudi 26 septembre, le principe d'une nouvelle loi

contre le racisme. Elle a en revanche estimé nécessaire une définition du délit de racisme différente de celle qui figure dans l'avant-projet de M. Toubon.

OUI à une nouvelle loi contre le racisme mais non au projet trop imprécis présenté par Jacques Toubon. Tel est, en substance le sens de l'avis rendu, jeudi 26 septembre, par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) présidée par Jean Kahn. S'il approuve le principe d'une nouvelle intervention législative, l'avis de compromis, adopté par trente voix contre trois et six abstentions, propose de modifier profondément le texte du garde des sceaux.

« Le racisme atteint aujourd'hui une gravité inquiétante caractérisée en particulier par des passages à l'acte violent », indique la Commission pour justifier la nécessité de légiférer, soulignant que les dispositions en vigueur « constituent aujourd'hui un arsenal devenu complexe dans sa mise en œuvre » et qui « s'avère inadaptee dans nombre de cas ».

Sur le principe central du projet, qui vise à faire du racisme un délit de droit commun et non plus une expression réprimée dans le cadre dérogatoire de la loi sur la presse de 1881, la CNCDH approuve le texte de la chancellerie. Au passage, la Commission contredit sur ce point précis l'avis qu'elle avait rendu en 1994 sous la présidence de Paul Bouchet et qui prônait le maintien des dispositions antiracistes dans le giron contraignant de la loi de 1881.

Si le racisme devient un délit de droit commun, comme le souhaite le ministre de la justice et, à présent, la CNCDH, la saisie des livres et les perquisitions chez les éditeurs deviendront possibles. De plus, le très court délai de prescription actuel (trois mois), qui rend inopérantes nombre de poursuites,

sera allongé. A ce sujet, la Commission souhaite l'adoption du délit de droit commun (trois ans) et non la demi-mesure proposée par le texte gouvernemental (un an).

L'essentiel de l'avis tient dans sa proposition de modifier la définition même du délit de racisme contenue dans l'article 2 du projet de loi. Jacques Toubon souhaite réprimer « le fait de diffuser (...) un message portant atteinte à la dignité, l'honneur ou la considération d'une personne ou d'un ou plusieurs groupes de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion qu'elle soit ou non déterminée ».

### DEFINITION PLUS LARGE

Très large, cette définition basée sur le simple « fait de diffuser » suscite les critiques de juristes et de professionnels de la presse, qui craignent qu'elle entrave la liberté d'expression. Un effet boomerang est aussi à craindre, avec l'utilisation perverse, par l'extrême droite, de la notion de « racisme anti-français ». Le garde des sceaux avait lui-même défendu son projet en soulignant qu'il permettrait aussi de poursuivre des messages « anti français » ou « anti-européens » « tels que ceux qui diffusent les islamistes (...) » (Le Monde du 27 septembre).

La Commission contourne ces critiques et ces craintes en proposant une définition totalement différente. Si son avis était suivi, le code pénal punirait « le fait de prêter publiquement ou de diffuser par quelque moyen que ce soit un propos ou un message à caractère raciste ». Les peines seraient aggravées « lorsque le propos ou le mes-

sage visé ont pour objet de provoquer à la discrimination à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un ou plusieurs groupes de personnes ». La nouvelle rédaction aboutirait donc à une simplification des textes actuels, qui manifestent une distinction complexe entre « injure », « diffamation » et « provocation » à la haine ou à la discrimination. « Nous faisons confiance aux magistrats en estimant qu'ils sont en mesure de définir ce qui est raciste et ce qui ne l'est pas », nous a déclaré Jean Kahn.

Alors que la rédaction de M. Toubon visait presque explicitement les récents propos de Jean-Marie Le Pen sur l'« inégalité des races », l'avis de la CNCDH apparaîtrait moins dicté par les circonstances. Il se réfère à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de l'ONU ratifiée par la France en 1969 et qui incite les États à incriminer un délit de racisme.

Soucieuse d'apaiser ses membres inquiets pour la liberté de la presse, la Commission souligne aussi que le législateur « ne saurait intervenir que pour permettre la protection de l'ordre public démocratique contre les manifestations de racisme et de xénophobie qui le mettent en péril ».

Dans l'entourage du garde des sceaux, vendredi 27 septembre, on interprétait l'avis de la CNCDH comme un « soutien positif » au texte défendu par M. Toubon. Il n'en reste pas moins que les critiques suscitées dans la majorité par l'initiative du garde des sceaux laissent prévoir un débat animé au parlement.

Philippe Bernard

## D'énormes quantités de farines animales sont en attente de destruction

LA CRISE de la « vache folle » ne cesse de déclencher des réactions en chaîne en face desquelles les réponses des pouvoirs publics apparaissent à la fois tardives et dangereusement inadaptees. Au mois de juin dernier, Alain Juppé annonçait une série de mesures visant à améliorer la prévention vis-à-vis du risque de transmission à l'homme et à l'animal de l'agent infectieux de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Le gouvernement décidait notamment de faire détruire une fraction importante des abats et des cadavres d'animaux qui étaient, jusqu'alors, transformés en farines, ces dernières étant ensuite incorporées aux produits industriels destinés à l'alimentation des animaux (Le Monde du 29 juin).

Trois mois plus tard, rien n'a, sur le terrain, permis d'avancer. Bien au contraire, au rythme hebdomadaire de 3 000 tonnes de farines animales inutilisables dans les circuits de l'alimentation des ruminants et qui devraient, depuis juin, être détruites, le système est au bord de l'implosion. Une circulaire émanant du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Environnement avait pourtant fixé, dès le 19 juin, un premier train de mesures sanitaires. « Il im-

porte d'incinérer sans tarder les farines de viande bovine retirées du marché en raison de l'encéphalopathie spongiforme bovine et de le faire dans les meilleures conditions possibles », écrivaient alors les directeurs généraux de l'alimentation (ministère de l'Agriculture) et de la prévention des pollutions et des risques (ministère de l'Environnement).

### LA PESTE DES CIMETIERS

Les deux ministères ont, depuis peu, pris contact avec les responsables de l'industrie cimentière. L'objectif est d'obtenir que ceux-ci acceptent, contre rémunération, de détruire par incinération ces farines dans leurs fours, les produits résiduels pouvant ensuite être incorporés dans le ciment. Aucun accord n'a toutefois encore pu être trouvé. Les pouvoirs publics ont, en liaison avec la profession, retenu quatre sites (notamment dans les Pays-de-Loire et le Poitou-Charentes), dans lesquels des tests d'incinération vont être entrepris. « Compte tenu des volumes considérables qui sont en jeu et de la nature même du produit, nous sommes confrontés à des problèmes techniques importants, faut-il en valoir auprès du Syndicat français de l'in-

dustrie cimentière. De plus il nous faut obtenir des garanties quant à la sécurité des travailleurs, au respect de l'environnement et à la qualité de nos produits. Notre métier consiste avant tout à produire du ciment, pas à incinérer des déchets... »

D'ores et déjà, certains responsables s'inquiètent localement des nuisances sanitaires dues au stockage de farines potentiellement contaminées en attente de destruction. C'est le cas, par exemple, du docteur Bernard Devalois, vice-président du conseil régional du Limousin, qui dénonce la situation de l'usine d'équarrissage de Dun-le-Palestel (Creuse), où la société Soprogira (filiale du groupe allemand Retzmann) a entreposé « un gigantesque tas de farines potentiellement contaminées à l'air libre ». « Aucune précaution n'est prise contre la dissémination dans le cours d'eau qui longe l'usine, a-t-il déclaré au Monde. Chiens, rongeurs, oiseaux ont accès à ces farines. Des bovins pâturent à proximité immédiate et le préfet ne semble rien pouvoir mettre en œuvre pour mettre un terme à cette situation... »

Jean-Yves Nau

## Un proche d'Alain Carignon a été placé en garde à vue à Grenoble

Xavier Péneau s'est aussi vu signifier sa mise en examen pour « recel d'abus de biens sociaux »

**GRENOBLE**  
de notre correspondant régional  
Un ancien collaborateur d'Alain Carignon, Xavier Péneau, sous-préfet de Montmorency (Val-d'Oise), a été interpellé, jeudi 27 septembre, et placé en garde à vue à l'hôtel de police de Grenoble, dans le cadre de plusieurs enquêtes préliminaires concernant des élus de l'Isère. Du temps d'Alain Carignon, Xavier Péneau occupait une position centrale dans le département de l'Isère. Directeur général des services du département de 1985 à 1994, il avait, à partir de 1990, exercé parallèlement la fonction de directeur de cabinet de M. Carignon. Le 7 septembre 1994, un mois après la mise en examen du maire de Grenoble dans l'affaire du Dauphiné News, il était devenu sous-préfet de Montmorency.

Aujourd'hui, la justice s'intéresse notamment à l'emploi, fictif ou non, de chargé de mission occupé en 1991, au conseil général de

l'Isère, par Yves Machefaux, alors conseiller municipal UDF de Grenoble. Devant le tribunal administratif, un élu écologiste, Raymond Avillier, qui contestait l'élection de M. Machefaux au conseil général, avait produit sa feuille de salaire. Sa présence au cabinet du président du conseil général de l'Isère six mois avant le scrutin rendait en effet illégale son élection comme conseiller général. Depuis, l'enquête de la police judiciaire a fait apparaître que ce document avait été anticiqué et que des faux avaient été produits.

Placé en garde à vue le 17 juillet, Yves Machefaux a reconnu qu'il y a eu « une altération de la vérité », à propos des dates de sa mission et qu'on « contraindrait plus présentable » avait été établi par le conseil général après la requête en annulation de M. Avillier. Directeur de cabinet d'Alain Carignon et directeur général des services du département, Xavier Péneau ne pouvait sans doute pas ignorer ce contrat

concernant un membre du cabinet. L'enquête devra établir s'il a participé directement à sa rédaction.

### MAJORÉS FACTIFS

D'autres faits pourraient être reprochés à M. Péneau, notamment la tentative de sauvetage d'une entreprise de constructions métalliques dirigée par Bernard Quercy (RPR), candidat aux élections cantonales de 1992. Sa société, qui était au bord du dépôt de bilan, avait été mise « sous perfusion » pendant les quatre mois précédant le scrutin afin d'éviter au candidat de licencier une centaine de personnes. Par « nécessité politique », à la demande d'Alain Carignon et de Xavier Péneau, les banques et les commissaires aux comptes avaient accepté de ne pas engager de procédure devant le tribunal de commerce. Des marchés fictifs avaient été attribués à ces sociétés par l'intermédiaire, notamment, d'une société d'économie mixte

départementale. Après l'élection du conseiller général, ses sociétés avaient été mises en règlement judiciaire et liquidées un an plus tard. Leur passif a été estimé à 60 millions de francs.

Xavier Péneau a, en outre, été mis en examen par courriel, au début du mois de septembre, pour « recel d'abus de biens sociaux ». Des voyages et des parties de chasse auraient été offertes à des élus par des entreprises du bâtiment et des travaux publics. Jeudi 27 septembre, le juge d'instruction grenoblois Christian Blaes a entendu M. Péneau pendant près de deux heures. Xavier Péneau est la troisième personne à être mise en examen pour ces voyages, après le vice-président (RPR) du conseil général de l'Isère Jean-Guy Capiat, et un conseiller général RPR du département, Jean-Yves Poirier (RPR).

Claude Francillon  
(avec Nicole Gabret)



6 H 40



7 H 04



7 H 40



8 H 40



9 H 40



10 H 40



11 H 40



12 H 40



14 H 40



15 H 40



16 H 37



17 H 37



18 H 40



19 H 40



THALYS

Horaires valables à partir du 29 septembre 1996



## Les syndicats et le Comité anti-amiante de Jussieu lancent un appel à la grève

Une manifestation est prévue le 1<sup>er</sup> octobre. La rentrée des étudiants pourrait être reportée

Au cours d'une assemblée générale, jeudi 26 septembre, l'intersyndicale des enseignants, des étudiants, des chercheurs et des personnels

LE TON s'est durci sur le campus parisien de Jussieu. Au cours d'une assemblée générale convoquée, jeudi 26 septembre, par l'intersyndicale des enseignants, des étudiants, des chercheurs et des personnels, avec le comité anti-amianté, près de cinq cents personnes ont voté un appel à la grève à partir du lundi 30 septembre. La motion, adoptée à l'unanimité, est assortie de l'organisation d'une manifestation le lendemain, date à laquelle sera réunie au ministère la « mission Jussieu », et du blocage général du site, le 3 octobre, date de l'annonce du plan de désamiantage des 220 000 mètres carrés de locaux floqués.

De son côté, le conseil d'administration de l'université Paris-VII, l'un des trois établissements du campus, devait se prononcer, vendredi en début d'après-midi, en faveur du report de la rentrée des étudiants,

ainsi que le comité anti-amianté de Jussieu ont appelé à la grève à partir du lundi 30 septembre. Le conseil d'administration de Paris-VII, l'un des

trois établissements du campus, devait se prononcer, vendredi, en faveur du report de la rentrée des étudiants, au moins jusqu'au 7 octobre. « A l'évidence, nous n'avons pas obtenu de réponses suffisantes », nous a précisé Jean-Pierre Dedonder, son président. Il envisage de réunir un nouveau conseil d'administration, le 4 octobre, pour examiner les propositions de François Bayrou.

Ce changement d'attitude traduit l'exaspération des « usagers » de Jussieu face au gouvernement. Les déclarations du président de la République, le 14 juillet – « avant la fin de l'année, il n'y aura plus aucun étudiant parce qu'il y a un risque » lié à l'amianté –, avaient pu faire croire que ce dossier complexe avait bénéficié d'un « coup d'accélérateur » et que l'impératif de santé publique avait enfin prévalu. Selon eux, il n'en est rien. La motion adoptée par les personnels reprend des revendications formulées dès le printemps : un engagement ferme et écrit en faveur du désamiantage,

l'adoption d'un plan de financement pluriannuel doté d'une ligne budgétaire précise, le lancement d'une première tranche de 30 000 mètres carrés dès 1997, la mise en place de locaux provisoires sur place et le rejet de toute restructuration des établissements.

« On nous balade depuis trop longtemps. Il faut cesser de nous faire croire qu'il est dangereux de travailler à Jussieu et continuer comme si de rien n'était », résume un technicien peu convaincu par l'efficacité des travaux d'urgence réalisés durant l'été. De son côté, Michel Parigot, président du comité anti-amianté, continue de croire que « le désamiantage de Jussieu cache des arrière-pensées » : « C'est devenu un prétexte pour engager une restructuration impensable en temps normal ».

Cette restructuration reste bel et bien présente dans les esprits. Se

nécessité aurait été clairement évoquée par Vincent Courtillot, responsable de l'Institut de physique du globe. De son côté, les responsables de Paris-VII poursuivent leurs réunions d'information sur le projet de transfert de l'université vers la ZAC Paris-Rive gauche. Reçu et courtois avec Faval de la société d'aménagement Semapa, cette hypothèse présente toutes les apparences de la faisabilité avec, notamment, la transformation en treize mois du bâtiment des Grands Moulins de Paris, soit 20 000 mètres carrés utilisables, en locaux provisoires durant les opérations de décloque. La seule incertitude, et elle est de taille, concerne le financement de ce programme prévoyant 100 000 mètres carrés de constructions neuves, qui est évalué à 1 milliard et demi de francs.

Michel Delberghe

## Condamnations pour avoir facilité l'assassinat d'opposants iraniens

LA 12<sup>e</sup> CHAMBRE CORRECTIONNELLE de Paris a condamné Mohd. Mashhady, un Français d'origine iranienne de trente-neuf ans, naturalisé en 1993, à sept ans de prison, en le maintenant en détention, jeudi 26 septembre. Il était accusé d'avoir « surveillé, contrôlé, réprimé et fourni des renseignements » sur des opposants iraniens en France en vue de faciliter leur assassinat. Hossein Yadsenetsa, un Iranien de trente-six ans, a été condamné à trois ans de prison pour les mêmes motifs.

Le représentant du ministère public avait requis dix ans de prison contre M. Mashhady, contre qui pesait un faisceau d'« éléments concordants à charge ». Selon lui, M. Mashhady a bien fourni des renseignements à l'Iran sur les adresses, les habitudes, les modes de vie, les occupations d'opposants iraniens, dont M. Faridoloh Sekandary, proche collaborateur de Manoushehr Ganji, ancien ministre de l'éducation du shah, et Ghadir Skroun, interprète dans le procès des assassins de Chahpour Bakhtian. L'avocat de SOS-Attentats, M. Jean-Paul Lévy, a rappelé que 82 opposants iraniens ont été assassinés dans le monde depuis 1979, dont 8 sur le territoire français.

### DÉPÊCHES

■ **AFFAIRE ELI** : le parquet de Paris a délivré un nouveau réquisitoire suppléant pour des faits d'« abus de biens sociaux et recel » au juge d'instruction Eva Joly, à la suite d'une dénonciation fiscale. En 1992 et 1993, sous la présidence de M. Le Floch-Prigent, le groupe Eli aurait versé 15,5 millions de francs d'avances sur commissions à la société civile Cabinet Matignon. L'argent aurait ensuite été retiré, au profit de destinataires inconnus.

■ **FN PÉNITENTIAIRE** : le ministère de la Justice a indiqué, jeudi 26 septembre, que « le garde des sceaux, Jacques Douyon, prendra toutes ses responsabilités quant à la création du FN pénitentiaire », une fois qu'il aura pris connaissance de l'avis du Conseil d'Etat à ce sujet. Le 11 septembre, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, avait demandé à cette instance de se prononcer sur l'attitude à tenir face à la création de divers syndicats, émanations du Front national, parmi lesquels un Front national pénitentiaire (FNP). Le Conseil d'Etat doit rendre son avis de manière immédiate.

### CARNET

#### DISPARITIONS

#### Nicu Ceausescu

Le fils honni de la dictature

AVEC NICU CEASESCU, décédé jeudi 26 septembre à l'hôpital central de Vienne (Le Monde du 27 septembre), c'est un témoin important des événements, confus, de décembre 1989 et de la dictature qui disparaît avant d'avoir révélé ses secrets.

Né le 1<sup>er</sup> septembre 1951 à Bucarest, Nicolae, pour l'état civil, était le plus jeune des enfants du couple Ceausescu et le seul à s'être engagé politiquement : son frère Valentin est spécialiste en physique atomique et sa sœur Zola docteur en mathématiques. Officiellement docteur en physique, Nicu devient rapidement secrétaire général du comité central de l'Union des jeunes communistes, puis ministre de la Jeunesse à l'âge de trente-deux ans.

#### INVESTIGATION AU MEURTRE

Lors des troubles qui aboutirent au procès sommaire et à l'exécution expéditive de ses parents, il est premier secrétaire du PC à Sibiu (centre du pays). Intercepté par des « patriotes » en décembre 1989 à un barrage routier, il est emprisonné puis jugé pour son rôle dans la répression des manifestations à Sibiu, qui s'était soldée par la mort de 91 personnes. Condamné, en 1990, à vingt-cinq ans d'emprisonnement pour « investigation au meurtre », sa peine est ramenée à cinq ans. Finalement, Nicu Ceausescu sera libéré après trente mois pour raisons médicales, le prisonnier souffrant d'une cirrhose du foie. Son avocat, M. Paula Iacob, affirme alors que ce gaillard de 1,90 mètre ne pèse plus que 43 kilos. La presse avait interprété ce geste de clémence comme un acte de solidarité de la part des anciens amis de son père – dont une bonne partie hantent toujours les couloirs du pouvoir à Bucarest – et dont ont bénéficié, après 1989, la quasi-totalité des responsables compromis avec la dictature.

Mais Nicu Ceausescu restera avant tout dans les mémoires comme un impitoyable coureur de jupons, amateur de voitures de sport et gros consommateur d'alcool, qui flambait des sommes astronomiques sur les tables de jeu de Las Vegas à une époque où le pays s'enfonçait dans la misère. Ce qui lui valut d'être appelé « le fils le plus hait du génie des Carpates » et d'apparaître comme l'un des personnages les plus controversés de cette période.

Christophe Chatelot

#### AU CARNET DU « MONDE »

##### Naissances

Danielle et Michaël PONSONNET-AULAGNON, naissent à Clément le 10 septembre 1996.

Azelle, le 22 septembre 1996.

39, avenue René-Coty, 75014 Paris.

Sandra et David MARCHAL, naissent à Baptiste et Thomas, ont la joie d'annoncer la naissance de

Lucie, le 21 septembre 1996, à Paris.

8, rue Soléil, 75020 Paris.

Pascal BERNHEIM, Alvaro YANEZ, et leur fils Raphaël, sont heureux d'annoncer la naissance de

Noémi, le 17 septembre 1996.

##### Anniversaires de naissance

De Berlin où tu es né, De Beyrouth où tu as aimé, De Nice où tu es engagé, Rejoins,

Jean-Yves, un joyeux anniversaire.

M. Ange, Florence, Yves-Alexandre.

– Joyeux anniversaire, Joëlle.

Sarah, Flora, Loana, Jord, Jules.

##### Mariages

M. et M. Shaoou KALLINIKOS, M. et M. Ralf BACK, M. et M. Florent CACELLER, M. et M. Florent CACELLER,

sont heureux d'annoncer le mariage de leur petite-fille et de leurs enfants,

Chloé et Christian, qui sera célébré le 5 octobre 1996, à 16 h 30, à la mairie de L'Isle-sur-Sorgue (Vaucluse).

Anne-Marie, Pierrette, Michel et Jean-Charles,

sont heureux de faire part du mariage de

Valérie et Jipé, et leur adressent tous leurs vœux de bonheur.

– Félicitations et meilleurs vœux à Valérie et Jipé,

Corinne, Christelle, Nénette et Gilles.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

#### Brigitte GODELIER et Bernard ETLICHER,

sont heureux d'annoncer leur mariage célébré le samedi 28 septembre 1996.

– 28 septembre 1946, Martine et Jean LALLIER,

avec l'affection de leurs enfants et petits-enfants.

– M. Suzanne Boidier, sa mère, Annie, son épouse, Sophie, Benjamin, Cécilia et Cyril, ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques BOUCHAUD, survenue à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 1<sup>er</sup> octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Hilaire, 105, boulevard de la Marne, à La Varenne-Saint-Hilaire-Saint-Mandé-Fosses.

Cet avis tient lieu de faire-part.

43 ter, rue Saint-Hilaire, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire.

– Bernard Laitier, président, Patrick Bézier, délégué général de l'ANDCP (Association nationale des dirigeants et cadres de la fonction publique),

Le comité directeur, Le collège des conseillers, Le conseil d'administration, Les présidents des groupes locaux et d'unités régionales,

ont la profonde douleur de faire part du décès de leur ancien président national et ami,

Jacques BOUCHAUD, qui les a quittés à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 1<sup>er</sup> octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Hilaire, 105, boulevard de la Marne, à La Varenne-Saint-Hilaire-Saint-Mandé-Fosses.

Cet avis tient lieu de faire-part.

29, avenue Hoche, 75008 Paris.

– François Allier, président, Bruno Gentil, directeur général d'Entreprise et Personnel,

Le bureau, Les adhérents, Les collaborateurs de l'association,

ont l'immense tristesse de faire part de la disparition de

Jacques BOUCHAUD, ancien membre du bureau.

La cérémonie religieuse sera célébrée mardi 1<sup>er</sup> octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Hilaire, 105, boulevard de la Marne, à La Varenne-Saint-Hilaire.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Entreprise et Personnel, 69, quai de Grenelle, 75015 Paris.

– M. Julie Bornin et ses enfants, Toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Baptiste BORRUT, agrégé de l'université, ancien professeur aux lycées Condorcet et Saint-Louis,

survenue le 25 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

29, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

15 bis, rue Jobbé-Duval, 75015 Paris.

– M. et M. Suzanne Boidier, sa mère, Annie, son épouse, Sophie, Benjamin, Cécilia et Cyril, ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. le docteur Claude FRANCE, professeur à la faculté de médecine, recteur d'académie honoraire, officier de la Légion d'honneur,

survenue le 24 septembre 1996. Selon sa volonté, ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. et M. Leclerc, ses parents, Sa sœur, ses frères, sa famille, Ses amis,

ont la tristesse de faire part de la mort de

Jean-Pierre LECLERC, survenue le 21 septembre, dans sa quarante-cinquième année.

Selon sa volonté, ses obsèques ont été dispersées sur son étag.

La cérémonie, 72340 Lhomme.

– André-Jeanne et Pierre Baudrier, Marie-Thérèse et Philippe Lacroix, Pierre et Catherine Souire, Leurs enfants et petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Marie MULLER, agrégée de l'université, survenue le 23 septembre 1996.

26, rue du Capitaine-Ferber, 75020 Paris.

3, route de Gennevilliers, 25660 Sadois.

80, les Hauts-de-l'Aspe, 83700 Saint-Raphaël.

– M. et M. Leclerc, ses parents, Sa sœur, ses frères, sa famille, Ses amis,

ont la tristesse de faire part de la mort de

Jean-Pierre LECLERC, survenue le 21 septembre, dans sa quarante-cinquième année.

Selon sa volonté, ses obsèques ont été dispersées sur son étag.

La cérémonie, 72340 Lhomme.

– André-Jeanne et Pierre Baudrier, Marie-Thérèse et Philippe Lacroix, Pierre et Catherine Souire, Leurs enfants et petits-enfants,

– Le docteur Jean-Claude Tarnas, M. et M. Marie-Louise Tarnas-Cerna, Louis enfants Samuel et Sacha, Mathieu Tarnas,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Robert TARTAS, lieutenant-colonel de l'armée de l'air,

survenue à l'âge de soixante-dix-neuf ans, après une longue agonie qu'il a traversée avec courage et dignité.

L'inhumation a eu lieu le 18 septembre 1996, auprès des siens à Prayssas (Lozère-Clermont).

Docteur J.-C. Tarnas, 14, rue Michy, 33000 Bordeaux.

– M. et M. Marie-Louise Tarnas, Louis enfants Samuel et Sacha, Mathieu Tarnas,

ont la tristesse de faire part du décès de

Georges VINCENT, survenue à Neuilly, le 23 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

123, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

– M. et M. Marie-Louise Tarnas, Louis enfants Samuel et Sacha, Mathieu Tarnas,

ont la tristesse de faire part du décès de

Georges VINCENT, survenue à Neuilly, le 23 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

123, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

– M. et M. Marie-Louise Tarnas, Louis enfants Samuel et Sacha, Mathieu Tarnas,

ont la tristesse de faire part du décès de

Georges VINCENT, survenue à Neuilly, le 23 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

123, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

– M. et M. Marie-Louise Tarnas, Louis enfants Samuel et Sacha, Mathieu Tarnas,

ont la tristesse de faire part du décès de

Georges VINCENT, survenue à Neuilly, le 23 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

123, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

– M. et M. Marie-Louise Tarnas, Louis enfants Samuel et Sacha, Mathieu Tarnas,

ont la tristesse de faire part du décès de

Georges VINCENT, survenue à Neuilly, le 23 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

123, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

– M. et M. Marie-Louise Tarnas, Louis enfants Samuel et Sacha, Mathieu Tarnas,

ont la tristesse de faire part du décès de

Georges VINCENT, survenue à Neuilly, le 23 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

– Il y a dix ans, M. Bernard MANCREAU, ancien député du Maine-et-Loire,

vous quitte.

Que ceux qui l'ont aimé aient pour lui une pensée affectueuse.

Pascal,

trois ans défilé.

de Guedes, Goma, New York, Paris.

Nos pensées vont vers toi.

Colloques

Centre International de Recherche sur les Juifs du Maroc (CRJM)

Président fondateur : Robert Assaraf

189, boulevard Saint-Germain

Tél. : 45-48-61-40

Fax : 45-48-24-83

MONOTHÉISME ET TOLÉRANCE

Echanges et interactions entre judaïsme, christianisme et islam

TABLE RONDE

le 1<sup>er</sup> et le 2 octobre 1996 à Paris, avec la participation de :

Robert Assaraf (président du CRJM), Michel Abitbol (directeur scientifique du CRJM), David Ayalon (Université hébraïque de Jérusalem), Miryem Ayalon (Université hébraïque de Jérusalem), Ella Benari (Université de Tel-Aviv), Paul Brague (Université Paris-IV), Jamal ed-Din Bencheikh (Université de Tel-Aviv), Louis Bardaile (Université de Montpellier), Abdel Wahab Meddeb (Université Paris-X), Ruth Gorrachard (Centre d'études arabes de Casablanca), Jean Janczky (Institut catholique de Paris), Claude Klein (Université hébraïque de Jérusalem), Moshe Shalom (Université Mohamed-V de Rabat), Fouad Stail (École normale supérieure de Rabat), Guy Surcouff (Université hébraïque de Jérusalem), Sarah Surcouff (Université hébraïque de Jérusalem), Gilles Weinstein (HESS, Paris), Haim Zafraï (Université Paris-VII).

Places strictement limitées, entrée sur invitation.

Big Bang, Genève et autres récits

Récits de commémorations, questions d'actualité, avec J. Boudon, géologue, J.-C. Carrière, écrivain, S. B. Digne, philosophe, Y. Masquelier, historien, T. Römer, théologien, Trinh Xuan Thuan, astrophysicien, Samedi 5 octobre, 10 heures-18 heures. Tous publics. Sorbonne, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris. Inscriptions : GLACS, 10, square Adamson, 75005 Paris. Tél. : (1) 47-07-57-16. Fax : (1) 45-35-12-92. <http://clinfo.in2p3.fr/commemoration.html>

CAHEN & C

Pompes Funèbres - Marbriers

Le premier site funéraire, français et indépendant sur Internet.

POUR UN DEVIS PRÉVISIONNEL :

[www.cahen-cie.fr](http://www.cahen-cie.fr)

24, boulevard Edgar-Quinet

75014 PARIS - Tél. 43 20 74 52

– M. et M. Marie-Louise Tarnas, Louis enfants Samuel et Sacha, Mathieu Tarnas,

ont la tristesse de faire part du décès de

Georges VINCENT, survenue à Neuilly, le 23 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.



## HORIZONS

REPORTAGE



**Après le triomphe de la marche sur Paris, les éleveurs de la Vienne ont retrouvé la crise au quotidien : bêtes vendues à bas prix, échéances qui tombent, angoisse de la vache qui tremble. Explications autour des livres de comptes**

# Les mousquetaires de Charroux

**A**LBERT COHEN les avait appelés ses « valeureux ». Alexandre Du-mas ses « mousquetaires ». Comme il se doit, ils sont trois qui font quatre : Pierre, Olivier, Wilhelm, plus un jeune, Sébastien. Quatre éleveurs, quatre copains de Charroux, un petit bourg paumé au fin fond du Poitou, que rien ne prédestinait à devenir des héros. Pourtant, ils ont fait l'actualité tout l'été, en marchant jusqu'à Paris avec leurs vaches, leurs tracteurs et leur tonne à em, acclamés par la foule et finalement repus par Jacques Chirac, le 30 août. La marche des éleveurs est leur triomphe. Wilhelm l'a imaginée, Pierre, le battant, l'a conduite, Olivier, toujours calme, l'a organisée, Sébastien a aidé avec la fougue de ses vingt ans. Tous pour un... et l'audace pour tous. Il en fallait beaucoup : personne avant eux n'avait essayé de faire parcourir à des vaches 400 kilomètres de bûche. Le vétérinaire n'en est pas revenu. Pas une patte cassée, pas un incident. Eux-mêmes s'en étonnent encore. « J'en rêve toutes les nuits », dit Pierre.

Dimanche 15 septembre, ils ont fêté par un banquet leur retour à Charroux. Dans un pré baigné de soleil, d'immenses tables étaient dressées. Le curé, le député, les gendarmes étaient conviés, comme la Confédération paysanne et tous les éleveurs qui, dans la Vienne et au-delà, s'étaient relayés pour les accompagner jusqu'à Paris. Viande cassée, gros rouge et haricots, cinq cents personnes se régalaient. L'atmosphère pourtant hésitait entre joie et déprime, ce morne abattement qui saisit l'artiste après le spectacle. Tout avait bien marché. Et après ?

Le triomphe passé, reste le quotidien. Et leur quotidien, depuis six mois, c'est la crise : les bêtes qu'on ne vend plus, les échéances qui tombent et l'angoisse de la vache qui tremble, de la terrible maladie qui pourrait d'un coup anéantir le troupeau. Ils ont fait de leur mieux. La marche sur Paris, leur a assuré le ministre de l'Agriculture, a contribué à relancer la consommation, totalement bloquée depuis mars. Les cours sont remontés depuis l'été de 1 à 2 francs le kilo. Mais on est encore loin du compte.

Avant leur équipée, nos mousquetaires avaient commandé une

étude au Centre d'économie rurale de la Vienne. Elle est formelle : à 16 F le kilo de jeune bovin, même avec des aides, un couple d'éleveurs moyens (60 vaches, 80 hectares) perd 70 000 F de revenu par rapport à la situation précédente immédiatement la crise. Il gagne à peine de quoi nourrir ses bêtes et entretenir sa ferme. Si on rajoute un salaire et les annuités d'emprunts, ça ne passe plus. Un éleveur bien établi, peu endetté, peut tenir à condition de se passer de salaire. Un jeune éleveur tout juste installé, donc très endetté, perd 142 000 F par an (2 300 F par vache !). Même en se privant, il ne peut pas faire face à ses échéances, sauf à s'endetter un peu plus.

Dans le canton, l'étude a donné le frisson. On savait que ça allait mal, mais à ce point-là ! Chacun a refait ses propres comptes avec plus ou moins de bonheur. Pierre a découvert qu'il ne couvrirait même pas ses frais. Olivier a respiré : la crise mange ses bénéfices, mais il passe. Wilhelm s'est serré la ceinture : il lui manquera 100 000 F pour équilibrer avec les salaires. Quant à Sébastien, il a renoncé : pour l'heure, il aide sa mère, qui parvient tout juste à vivre. Alors s'installer ! Il faudrait racheter l'exploitation à ses parents. S'endetter. Une folie, même au taux le plus favorable.

Autant d'exploitations, autant de cas particuliers. Il suffit de quelques hectares de plus, d'un enfant de moins, d'un investissement judicieux ou au contraire d'une imprudence, pour faire basculer la fragile équilibre. S'il n'avait pas récemment installé son fils et construit un nouveau bâtiment, Pierre s'en serait peut-être tiré. Mais ce n'est pas son genre, la pusillanimité. Hâbleur, fonceur et généreux, il ne calcule pas, il avance : « On est sûr l'autoroute, on file », dit-il de sa voix éraillée. Il a choisi d'élever des vaches salers parce qu'elles lui « avaient tapé dans l'œil ». Elles font peut-être de la viande moyenne, mais elles ont une bonne nature. « Et puis elles sont belles, avec leurs grandes cornes », ajoute-t-il, un tremolo dans la voix.

Hélas ! Elles ne paient plus. En deux ans, les cours ont chuté de plus d'un tiers : un taureau qui valait 9 000 F n'en vaut plus que 6 000. Les comptes sont vite faits. Il vend bon an mal an « une petite centaine de bestiaux ». Recettes : 720 000 F, avec les primes. Dé-

penses : 750 000 F, dont un tiers pour l'alimentation du bétail, un tiers pour les taxes et les frais divers, un tiers pour le remboursement des emprunts. Incompréhensible. Même sans salaire, il n'y arrivera pas. Si ça dure ? Il ne sait pas. Changer de race, monter en qualité ? Trop long, trop cher : « C'est comme vendre des 2 CV pour acheter des Lagunas », plaisante son ami Wilhelm. Se reconverter aux céréales ? Impossible à deux (son fils et lui) sur 90 hectares. Il faudrait que l'un des deux se retire de l'affaire. Pierre a cinquante-trois ans, un peu jeune pour prendre sa retraite. Son fils en a vingt. « Un paysan qui fait faillite, ça ne se dit pas », dit-il tristement : « Une exploitation en agrandissant une autre... » Il y a

des bêtes qu'il achète, maigres, dans le Lot-et-Garonne. Sur celles-là, la perte n'est que transitoire : la baisse des prix d'achat compense le manque à gagner à la vente.

Avec la crise, oubliés les bénéfices mais, malgré un endettement énorme, ils pourront se verser un salaire : 7 200 F par mois pour Olivier, dont la femme, Frida, participe à la gestion de l'exploitation ; 6 000 F pour son frère. « C'est beaucoup d'argent brulé, beaucoup de risques, pour vivre un peu chichement », constate Frida. Mais elle ne se plaint pas. Fille d'ouvriers, elle sait que la qualité de vie, dans cette ferme bien tenue, qui sent le bœuf et la paille propre, est incomparablement meilleure que celle des cités de banlieue.

Olivier est une heureuse exception. Il a eu la chance de reprendre une exploitation déjà prospère, mise en valeur par son père, un de ces « migrants », pour la plupart venus de l'Ouest (Vendée, Deux-Sèvres, Mayenne), qui, dans les années 50, sont venus s'installer ici en masse. Profitant du bas prix des terres, ils ont complètement transformé la région. Avant eux, le bas Poitou était un pays de « brandes », de terres humides infestées d'ajoncs et de genêts, mal entretenues par des fermiers qui ne connaissaient pas encore le tracteur. Les migrants ont drainé, défriché, assaini. Aujourd'hui, il ne reste plus un hectare en friche. « On ne pourrait plus le faire », dit le père d'Olivier : « à l'époque on avait des prés à 1 %. Avec l'inflation, on n'a pas pu passer les traites. Aujourd'hui, un jeune qui emprunte à 6 %, comment voulez-vous qu'il rembourse avec des prix qui baissent ? »

Wilhelm n'a pas eu la même chance. Ses parents sont venus des Pays-Bas, en janvier 1955. Il avait huit ans. C'est de cette traversée de l'Europe, sous la neige, avec camions, vaches et enfants, que lui est venue l'idée de la ferme. « Si mes parents ont pu le faire... » Ils étaient onze frères et sœurs. Pas

question de reprendre l'exploitation familiale. Wilhelm a commencé à dix-sept ans et demi avec un fermage, puis il s'est agrandi petit à petit en rachetant des terres. Au début, il élevait des vaches laitières. « Je suis d'origine à faire le lait », dit-il, l'œil pétillant. Il s'est reconverti à l'élevage il y a quatre ans. Il peine, avec son troupeau de vaches limousines, encore croisées de laldères et d'autant plus difficiles à vendre. La crise tombe mal. Il s'en tirera grâce aux à-côtés : les céréales (un peu), quelques moutons et des chevaux « pour le plaisir ». Heureusement, il est seul avec sa femme sur l'exploitation. Mais il a déjà pris sa décision. « S'il n'y a pas d'aides directes, le réduirai le cheptel. Je ferai des céréales, c'est mieux défendu. Je n'aime pas ça. Je préfère les vaches, mais personne ne peut produire à perte. »

En attendant, Wilhelm compte ses sous, comme tout le monde à Charroux. La crise de la vache folle, ici, « ce n'est pas un problème, c'est une catastrophe », explique le député Arnaud Lepercq. A l'exception d'une fabrique de matelas en difficulté et d'une laiterie qui ne l'est pas moins, le canton ne vit que de l'agriculture. De plus en plus mal. Depuis vingt ans, le bourg se dépeuple. « J'aurais peine à citer quelque chose en expansion », dit le maire. Le collège comptait 380 élèves, il n'en a plus que 170. Vingt cafés jadis, cinq aujourd'hui. L'hôtel-restaurant ne survit que grâce aux Anglais, qui rachètent en masse les plus belles maisons.

Commerçants, artisans, coopératives, tous s'angoissent. Le vétérinaire « serre les fesses », dit-il : « Si un troupeau était abattu, ils arrêteraient l'élevage. » Jusqu'ici, aucun cas de vache folle n'a été signalé sur le canton. Mais les farines animales, responsables de la maladie, étaient moins chères que les autres compléments alimentaires. Tout le monde ou presque en a utilisé. Sur-tout les producteurs de lait, contraints, pour assurer la régularité de la traite, de « complémentar » en permanence l'alimentation, alors que les éleveurs ne le font qu'en fin de course pour engraisser les bêtes. Les « laitiers », pour l'heure moins touchés - la viande n'est pour eux qu'un sous-produit -, font le gros dos en priant pour que le lait, à son tour, ne soit pas suspecté.

Malgré les apparences, les mar-

chands de bestiaux ne s'y retrouvent pas non plus. Logiquement ils devraient profiter de la crise : le prix du steak n'a pas diminué... Ce n'est pas si simple, explique Frank, un petit négociant du coin. D'abord le « cinquième quartier » (cuirs, abats, carcasses), qui jadis payait le transport et les frais d'abattage, a perdu les trois quarts de sa valeur. Ensuite, la baisse des ventes a gonflé les charges par bête vendue. Avec quatre salariés, un bureau et un camion, il ne peut guère compresser ses coûts. Enfin, la crise a exacerbé la différence entre les bas morceaux (l'avant des vaches) peu prisés du public, et les parties nobles, l'arrière, dont on fait les rôts.

« Un boucher moyen, explique-t-il, n'achète pas deux bêtes entières. Il prend une demi-carrosse, deux arrières et un alouau. Il me reste deux avant sur les bras. » Ces avant, il les vendait aux groupes industriels, qui les transformaient en produits finis. Mais personne n'en veut plus. Résultat : les prix des morceaux nobles compensent tous les manques à gagner. A quelque chose malheur est bon. Frank est le moins pessimiste. Depuis quelques semaines, les choses se débloquent, dit-il. Et la crise aura servi. « J'ai mis en place un système d'étiquetage. Sur chaque carcasse, une vignette identifie le pedigree de la bête, le nom de l'éleveur, son adresse, la date d'abattage et mes références. Ça m'occupe une demi-journée par semaine, mais ça marche : nous avons récupéré des clients qui faisaient de l'importation... »

Around d'une précieuse bouteille sans étiquette, les mousquetaires hochent la tête. Les labels, l'étiquette, la vertu retrouvée du négoce et des bouchers, ils n'y croient guère. « Il y aura une viande de riches et une viande de pauvres », grogne Pierre. La prime à la qualité les laisse sceptiques, sauf pour la « très, très bonne » viande : 3 % de la production. « J'ai vendu cinq vaches de qualité très inégales, à 20 centimes près, c'était le même prix », dit Wilhelm. Olivier ne répond pas. Il rêve. « Ce qu'il faudrait, c'est se rapprocher des consommateurs, les convaincre de manger du bourguignon. » Sébastien soupire. « J'y crois encore, dit-il, songeur. On m'a dit : c'est quand ça va mal qu'il faut se lancer... »

Véronique Maurus  
Dessin Ivan Sigg



هكذا من لاجل

# Faut-il désespérer d'Israël ? par Georges Kiejman

**R** IEN de ce qui se passe en Israël ne peut nous laisser indifférents.

Je n'ai jamais pensé qu'un juif de la diaspora, qu'un Français juif, était particulièrement qualifié pour donner des leçons aux dirigeants et aux habitants d'un pays qui fut longtemps menacé de disparaître. Mais aujourd'hui que, pour la première fois, ce pays est menacé par lui-même, pouvons-nous rester silencieux devant l'angoisse qui nous étreint ?

Dans ces mêmes colonnes, j'avais souligné il y a quatorze ans la dette de tout juif à l'égard de l'Etat d'Israël et appelé à la reconnaissance de l'Olp, à la réconciliation entre deux peuples martyrisés par l'histoire.

Il faut encore bien des années et le courage extraordinaire de trois hommes, Itzhak Rabin, Shi-

mon Pérès et Yasser Arafat pour que l'espoir s'installe enfin au Proche-Orient.

Le premier de ces hommes, le général Rabin, celui qui avait lucidement, héroïquement, sacrifié ses préjugés initiaux, a payé de sa vie son combat le plus glorieux, un combat pour la paix. Il fut assassiné par un extrémiste, comme l'avait été Sadate en Egypte en menant ce même combat.

Lors des dernières élections et contre toute attente, une majorité d'Israéliens a rejeté le message de Rabin et a préféré à Shimon Pérès, M. Nétanyahou et le Likoud. Si l'on peut regretter la médiocre campagne du Parti travailliste et l'insolite détestable du Liban qui a conduit les électeurs arabes israéliens à s'abstenir, il n'en reste pas moins que ce vote fut acquis démocratiquement. Personne ne le conteste. Reste à examiner le ré-

sultat. Il se confirme, hélas, que loin d'assurer la sécurité d'Israël, la victoire du Likoud compromet son avenir en l'isolant comme jamais il ne l'a été au cours des dernières années. Un isolement qui se renforcera chaque jour pour des raisons géopolitiques, économiques et morales, évidentes à qui veut bien s'y attarder.

Raisons géopolitiques : les liens de confiance établis par Rabin et Pérès non seulement avec la nouvelle autorité palestinienne, mais avec tous les Etats arabes de la région, à l'exception de la Syrie, sont rompus. Même la Jordanie et l'Egypte ne peuvent plus coopérer avec Israël.

Quant à la Syrie, l'attitude du gouvernement israélien légitime a posteriori son intransigence et lui redonne crédit auprès de tous ceux qu'exaspèrent le front du refus animé par le président Hafez El Assad. Demain, la Syrie laissera les hezbollahs provoquer au Liban sud, voire dans la Bekaa, une nouvelle intervention israélienne qui la contraindra à intervenir et, après l'interposition des grandes puissances, elle en tirera, seule, le profit diplomatique, sinon militaire.

Faut-il encore souligner qu'en Turquie est arrivé au pouvoir un gouvernement islamiste qui vient, en quelque sorte, de remplacer par un accord avec l'Iran les liens de coopération que la République

turque laïque entretenait jusqu'à présent avec Israël ?

Il n'est pas jusqu'aux Etats-Unis sur lesquels, désormais, Israël ne peut plus compter vraiment. Des Etats-Unis que les pays du Golfe n'ont suivi qu'avec réticence dans leur nouveau combat contre l'Irak et qui, au lendemain de l'élection

étaient enfin sur la voie d'une réconciliation sincère, tout cela avait conduit à une situation très profitable à Israël : chômage réduit malgré l'afflux de nouveaux immigrants russes, tourisme en expansion, exportation accrue de produits hautement technologiques. Tout cela s'est inversé au-

jourd'hui. Mais venons-en aux raisons les plus graves de l'isolement inévitable d'Israël : les raisons morales.

Comment accepter que le nouveau gouvernement d'Israël ne respecte pas l'esprit et la lettre des accords internationaux nés à Oslo, confirmés à Washington et en voie de réalisation sur le terrain ? Comment accepter les nouvelles implantations de colons juifs sur des terres qui venaient d'être restituées aux Palestiniens ? Comment accepter ces nouvelles routes ségrégationnistes que seuls

**Comment accepter que le nouveau gouvernement d'Israël ne respecte pas l'esprit et la lettre des accords internationaux nés à Oslo, confirmés à Washington et en voie de réalisation sur le terrain ?**

les Israéliens pourraient emprunter ? Comment accepter que l'armée israélienne ne se retire pas d'Hébron, où quelques centaines de colons juifs imposent leur volonté à cent cinquante mille Palestiniens qui avaient retrouvé l'espoir de vivre, en toute autonomie, sinon en toute indépendance ?

Et peut-être plus grave que tout : comment accepter cette arrogance retrouvée, ce ton de mépris utilisé à l'égard des Palestiniens ? Ne le supportant de personne, comment le supportons-nous du gouvernement d'un pays qui nous est cher entre tous ? Le gouvernement israélien se croit-il assez puissant qu'il puisse renoncer au soutien qui lui ont toujours accordé, sans réserve, dans le monde entier, tant d'hommes, de femmes et d'Etats qui admettent et respectent le fait que les Israéliens, dans les pires circonstances, avaient, tant bien que mal, toujours fait prévaloir le règne du droit ? Croit-on que, aujourd'hui, si Israël était menacé, on retrouverait cette ferveur qui l'a accompagné lors de la guerre de six jours ?

Faut-il désespérer d'Israël ? De tout mon cœur, je veux croire que non. Mais c'est d'abord aux Israéliens de nous en convaincre.

*Georges Kiejman est avocat, ancien ministre.*

## Rétablir le dialogue à tout prix

*par Ilan Greilsammer*

**C** E n'est pas sans une infinie tristesse, et le cœur déchiré, que nous assistons, près d'un an après l'assassinat d'Itzhak Rabin, à l'effacement rapide de son œuvre de paix. Dans un mois, nous commémorerons la disparition de l'homme d'Etat, et quel spectacle ! La négociation avec les Palestiniens et avec les Syriens au point mort, la Cisjordanie à feu et à sang, l'état d'urgence, des soldats israéliens et des policiers palestiniens qui se tiennent les uns sur les autres... Quel gâchis !

Amateurisme, manque d'intelligence politique, absence de vision à long terme, vaines hésitations, mais surtout une mort propre à caractériser un gouvernement israélien qui paissait, gaspillant avec application les acquis de l'équipe Rabin-Pérès.

**Pourquoi les Israéliens ont-ils porté au pouvoir un politicien de droite dépourvu de qualités d'homme d'Etat ? Parce qu'ils ne faisaient pas confiance aux Palestiniens et aux Syriens**

Il ne s'agit certes pas d'exonérer les Arabes de toute culpabilité dans cette détérioration brutale. Loin de là. Les Palestiniens portent une très, très lourde responsabilité dans l'échec tragique de Shimon Pérès aux dernières élections : attitude suspecte quant à la modification de la Charte palestinienne, conduite ambivalente à l'égard des organisations islamistes extrémistes, déclarations peu claires à l'égard des terribles attentats de Jérusalem et de Tel Aviv.

Il faut dire les choses comme elles sont : c'est parce qu'ils ne fai-

saient pas confiance aux Palestiniens et aux Syriens que les Israéliens ont, le 29 mai, donné leurs voix à un politicien de droite dépourvu de qualités d'homme d'Etat et mis Shimon Pérès à la retraite. Qui donc, parmi les Palestiniens ou les Arabes israéliens, pouvait croire que le Likoud serait mieux que le Parti travailliste ?

Il reste que les « cent jours » de la droite au pouvoir ont été désastreux : le refus d'adhérer à la lettre les engagements d'Oslo, et en premier lieu le refus de redéployer Tzahal à Hébron, a créé une atmosphère empoisonnée.

Le processus de paix s'effrite lentement mais sûrement. Que, dans un climat détérioré, notre premier ministre ait pu trouver que c'était le meilleur moment pour améliorer la situation du tourisme à Jérusalem en ouvrant à l'air libre le tunnel hammonien, c'est vraiment à s'arracher les cheveux.

Bien entendu, l'Etat juif a parfaitement le droit d'ouvrir ce boyau - sans aucun danger pour les lieux saints islamiques - et de faire des fouilles archéologiques dans ce qui est sa capitale, et surtout le berceau du peuple juif. Et Itzhak Rabin lui-même avait encouragé ces travaux avec enthousiasme, et exprimé son émotion en parcourant les tunnels qui passent sous le mur des Lamentations et la vieille ville.

Mais Rabin et Pérès, hommes d'Etat expérimentés et subtils, connaissant tous les pièges, rompus à la politique moyen-orientale, savaient aussi quand agir et ne pas agir. Ils savaient qu'il ne suffit pas d'avoir un droit, il faut surtout savoir quand et comment l'exercer.

Il est temps que le gouvernement Nétanyahou se ressaisisse s'il en est capable. Il est temps que l'Autorité palestinienne reprenne en main ses troupes sans jouer double jeu, et que les deux parties fassent tout, vraiment tout, pour calmer les esprits et rétablir une atmosphère de bonne volonté et de dialogue. Cela commence certainement par un respect scrupuleux et immédiat de tous les engagements pris par Itzhak Rabin dans le cadre des accords d'Oslo.

*Ilan Greilsammer est professeur de science politique à l'université Bar Ilan (Israël).*

*Avec son système d'antiblocage et d'antipatinage, le crissement du cuir sera la seule émotion qui...*



**NOUVELLE LEGEND**

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### UN POISSON NOMMÉ « MÉDIA »

Il est grand temps de dénoncer la « mécanique Le Pen » et le rôle joué par les médias. Car cela fait plusieurs années déjà que le leader du Front national agit de la sorte pour gagner complaisamment son match de voix.

Et ça marche ! (...) Comment les médias peuvent-ils encore tomber, tête baissée, dans le panneau ? Le Parti socialiste aussi s'y précipite régulièrement, mais c'est à se demander s'il n'agit pas, lui, par « mécanique électorale ».

Le stratagème est pourtant désormais bien rodé. Le plus souvent, à

l'occasion des journées d'été du Front national ou de proches débats audiovisuels, le pêcheur Le Pen prépare soigneusement et méthodiquement ses appâts (« le point de détail » ; « Durafour crématoire » ; « Inégalité des races » ; etc.), (...) quelques mots ignobles et provocateurs à l'intérieur d'un discours d'une vacuité exemplaire par ailleurs. La ligne est lancée. Il n'y a plus qu'à attendre.

Le poisson nommé « média » mord goulûment à l'hameçon, s'agitte frénétiquement et relaie abondamment l'information. La prise est bonne et le pêcheur Le Pen repart toujours avec sa nasse pleine. Et voilà ! (...)

*Philippe Paicas, Paris*



# Violence et télévision par Hervé Bourges

**M**EUKIRES gratuits ou braquages pour quatre sous... Quatre faits divers tragiques, dont les auteurs - et la plupart des victimes - sont des adolescents, envoient aux oubliettes les soucis ordinaires des rentrées scolaires. La France a peur des enfants qui tuent.

D'où viennent-ils ? Des banlieues ghettos ? Des cités sans âme ? Chacun a conscience que ces adolescents sont d'abord des enfants comme les autres. Comme tous les autres. Et que Marseille, Montreuil, Villejuif ou Stains ne sont pas des foyers de violence au cœur d'une France paisible.

Il est dès lors légitime et urgent que les responsables publics recherchent les origines de ces drames, et entreprennent de proposer des remèdes. Un enfant qui tue, un enfant qui braque, un enfant qui n'a pas le respect d'autrui, c'est un échec. Un échec des parents. Un échec des éducateurs. Un échec de la société.

Peut-on les corriger en éduquant les programmes de télévision ? La question est posée. Une fois de plus. Parce qu'il occupe une place considérable dans tous les foyers modernes, le petit écran cristallise immédiatement les soupçons.

Ne suffit-il pas d'appuyer sur la télécommande pour le prendre en flagrant délit de massacre ? On

tue, on bousille, on casse, on explose, on désintègre, c'est l'Apocalypse à jet continu, à longueur de matins et de mercredis, aussi bien dans les dessins animés américains et japonais que dans les films, séries et téléfilms *made in Hollywood*. Bons contre méchants. Profils de justiciers contre sales gueules de truands. Uxis contre kalachnikovs.

A l'heure du dîner, le journal télévisé met à sa « une » toutes les misères, les horreurs du monde et de ses banlieues. Guerres civiles, guerres de religion, guerres ethniques, guerres des gangs. Arrive le prime time. Et le fracas continue.

Impuissants devant ce déluge de feu, comme des chefs sioux face aux winchesters des conquérants de l'Ouest, les parents lèvent les yeux au ciel. Beaucoup baissent les bras. Bien sûr, au passage, ils oublient - un peu vite peut-être ? - les exploits pétaradants de Buck Danny, Kit Carson ou autres Fu Man Chu, qui ont peuplé leur univers d'adolescents.

Les uns demandent l'interdiction des programmes violents. D'autres, plus confiants dans les technologies, imaginent que des puces électroniques seront en mesure de séparer le bon grain de l'ivraie audiovisuelle et zapperont automatiquement pour le plus grand bien des têtes blondes.

La fin des années 80 a été marquée par un déferlement de vio-

lence au petit écran, alors que le monopole jouait jusque-là un rôle régulateur ; c'est le développement rapide de la télévision privée qui a conduit à une surenchère dans le domaine des programmes d'action.

Dès 1989, le CSA publiait une directive jeunesse, fixant les horaires

tés qu'en exerçant un contrôle a priori sur les programmations des chaînes françaises, le CSA violerait la loi. Il restaurerait la censure, d'une certaine manière.

Il nous appartient donc - faute de disposer d'un pouvoir de réglementation - de faire évoluer les politiques des programmes par la

La télévision n'est ni la seule cause des maux de la société moderne ni le seul antidote. Elle en est d'abord le reflet

de programmation des films interdits aux moins de douze ans et aux moins de dix-huit ans.

De nombreuses sanctions - et l'arrêt de la Cinq - devaient permettre de figer la tendance, à défaut de la renverser. Sans doute cela n'était-il pas suffisant, puisque, aujourd'hui encore, plus de huit téléscripteurs sur dix considèrent que les programmes sont trop violents.

Existe-t-il des moyens plus efficaces ? L'opinion ne comprend pas toujours qu'une autorité publique doit être la première à respecter la légalité. Pourtant, tel est le cas : dans ce domaine, le CSA n'a pas le droit d'interdire. Son action de prévention est d'autant plus limi-

concentration et par la négociation.

Au terme d'une réflexion engagée dès l'automne 1995, le CSA et les chaînes de télévision sont parvenues à un résultat essentiel : ils sont convenus de mettre en place un système de classification des programmes, établissant cinq degrés d'acceptabilité pour le jeune public.

De telles mesures, plus fines que le carré blanc de papa, qui entreront en application le 15 novembre prochain, présentent aux yeux du CSA un double avantage, de caractère pédagogique essentiellement.

En premier lieu, elles sont un appel à la responsabilité des téléscripteurs : elles doivent permettre aux parents et aux éduca-

teurs d'orienter les choix des enfants et adolescents en connaissance de cause.

Mais à plus longue échéance, elles doivent servir de garde-fous aux diffuseurs. Ceux-ci en effet seront conduits à mesurer le degré de violence réel de leurs programmes. Le CSA sera particulièrement attentif à ces indicateurs et à leur véracité. En cas de non-respect, un système complet de sanctions a été inscrit dans les conventions.

D'autres initiatives sont nécessaires pour faciliter l'action des parents. Des encouragements à la production de fictions familiales pour les horaires de grande écoute, par exemple. Un soutien sélectif à la production de dessins animés plus conformes à notre culture et à notre vision du monde.

Dans l'immédiat, une importante campagne multimédia contre la violence pourrait contribuer à catalyser la résistance de l'opinion. Nul doute que les diffuseurs seraient disposés à mettre de l'espace à disposition d'une telle campagne d'intérêt général.

Il conviendrait enfin que les responsables politiques et éducatifs prennent conscience du fait que la télévision n'est ni la seule cause des maux de la société moderne ni le seul antidote. Elle en est d'abord le reflet.

Dans l'univers des loisirs, par

exemple, peut-on longtemps continuer à sous-estimer le poids d'un secteur comme celui de la vidéo, dont le chiffre d'affaires annuel global est équivalent à celui des chaînes en clair, TF 1, M 6, France 2 et France 3 réunies ? Ne trouvait-on pas *Teuvers nés* en vente libre ? Dans les vidéoclubs, tous les programmes à l'exception du « X » ne sont-ils pas offerts à la location sans aucun contrôle de l'âge des clients ?

Sans oublier les jeux vidéo, qui sont aussi presque tous des jeux de massacre. Et la vente en kiosque des BD violentes, tolérée par l'autorité administrative en charge des publications pour la jeunesse...

La télévision française, quelles que soient les critiques légitimes que l'on peut formuler à son encontre, est - toutes chaînes confondues - une télévision d'une qualité et d'une diversité que l'on trouve difficilement ailleurs. Il suffit de parcourir le monde pour s'en convaincre. Elle ne doit pas servir de bon émissaire. Surtout à l'heure où les médias sans frontières se jouent des réglementations nationales pour tenter de s'emparer des marchés. Par tous les moyens.

**Hervé Bourges** est président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

## Latin : « cultiver l'authentique » ?

par Jacques Gaillard

**L**e dernier document ministériel soumis à la « consultation nationale » sur les programmes de latin en classe de cinquième prescrit, sous forme d'assertion dogmatique, que les textes latins soumis aux débutants seraient « authentiques ». On nous annonce (*Le Monde* du 25 septembre) des prescriptions adoucies. L'usage de phrases ou de courts textes « fabriqués » pour rendre aisément et méthodiquement accessibles les structures de la langue reste, semble-t-il, implicitement frappé d'anathème. Toutefois, le scepticisme de la grande majorité des enseignants interdit de clore le débat.

Peut-on apprendre le latin par immersion brutale dans sa réalité, qui est de nous apparaître sous la forme d'une collection de textes littéraires ou épigraphiques ? On compte, depuis le début du siècle, une vingtaine de méthodes reposant sur ce postulat, qui régulièrement ont fait long feu. Car ni les fables de Phèdre ni les discours de Cicéron n'ont été écrits pour des enfants, mais pour des *compatriotes raffinés de la langue*. Et quand l'abbé Lhomond (considéré par les auteurs d'un document ministériel comme un auteur « authentique ») jugea urgent de simplifier les historiens à l'usage des classes de sixième (en 1779), c'était pour les rendre lisibles à des enfants qui déjà pratiquaient le latin depuis au moins trois ans, puisque les cours étaient donnés dans cette langue... C'est tout dire. Existerait-il, dans la littérature latine, une vertu spécifique, irradieuse, pour ne pas dire magique, grâce à laquelle, par simple contemplation, l'âme de l'élève s'emplirait à la fois d'une morphologie et d'une syntaxe ? Les langues classiques n'ont aucune divine vertu, pas plus que les littératures antiques ne sont transcendantes. On y trouve un système linguistique, un système de pensée, une esthétique bien éloignés des nôtres. On ne voit pas pourquoi tout cela serait immédiatement intelligible.

Aucun texte de la littérature latine n'est « simple », et c'est justement ce qui fait problème : pour lire la plus « simple » des fables de Phèdre, *Le Loup et l'Agneau*, il faut connaître quatre déclinaisons, les deux classes morphologiques d'adjectifs, soixante-quatorze mots de vocabulaire, et des notions syntaxiques sur lesquelles un licencié moyen resterait hésitant. Or toute pédagogie va du simple au complexe ; et quand le simple n'existe pas, il faut bien le fabriquer.

En fait, c'est un abus de langage que de prétendre que des débutants vont « lire » quoi que ce soit du texte « authentique » qu'on leur livre, si on ne l'a pas mis à leur portée. Touchant sans cesse sur des mots, des formes, des tours qu'ils ne connaissent pas

encore, ils seront durablement dans l'état de quelqu'un qui connaît les quatre premières lettres de l'alphabet, et pas les autres. Il est vrai que s'appuyer sur des textes originaux peut stimuler l'intérêt des élèves ; cette idée est en outre, pour reprendre les mots d'un collègue, « intellectuellement séduisante » ; elle peut faciliter l'accès à la civilisation. Encore faut-il faire en sorte qu'elle se révèle pédagogiquement honnête pour les élèves comme pour les professeurs, et rechercher le meilleur parti qu'on puisse en tirer, avec sérieux et lucidité.

**Aucun texte de cette littérature n'est « simple », c'est ce qui fait problème**

En tenant compte du jeune âge des élèves, de la minceur de l'horaire, et de la nécessaire liberté pédagogique de l'enseignant, qui « sent » sa classe et doit pouvoir pondérer au mieux, s'il le juge utile, travail sur des textes et apprentissage méthodique. Un objectif raisonnable est de trouver un équilibre - ou d'imaginer des passerelles - entre une approche intuitive (le repérage des faits de langue dans un texte d'auteur latin) et une étude ordonnée, progressive et rendue « digeste » de la morphologie, de la syntaxe, du vocabulaire.

Il faudrait également enseigner le latin les yeux ouverts, c'est-à-dire sans se dissimuler la difficulté qu'ont ces jeunes élèves à maîtriser des notions élémentaires de la grammaire française. A l'expérience, on se rend vite compte qu'une simple métaphore peut dangereusement perturber la compréhension d'une phrase, pour ne point parler de son analyse grammaticale. Or tous nos auteurs latins sont rivaux et stylistes. On ne peut donc guère faire l'économie d'énoncés « fabriqués », certes, mais fonctionnels, dans lesquels les structures apparaissent nettement. En regard du texte, ils offrent les clés de sa compréhension et permettent une étude raisonnée de la langue.

Le latin optionnel en classe de cinquième est un village à ne pas manquer : si l'on va dans le fossé, les effets de latinistes au collège, après cette embellie, seront pitoyables en l'an 2000, et simplement justifiés par le souci d'être dans la « bonne » classe. Ne nous voilons pas la face, c'est déjà largement le cas.

**Jacques Gaillard** est maître de conférences de latin à l'université de Strasbourg.

des roues, sublera vos voyages.

Dans la nouvelle Legend, le confort ne se résume pas seulement à un exceptionnel plaisir de conduire, il vous apporte également un étonnant sentiment de sécurité. Double coussin gonflable de sécurité, antipatinage électronique des roues pour garder de la motricité même sur route glissante, ABS, témoin d'ouverture des portières et du coffre... Rien ne manque à la nouvelle Legend pour apporter calme et sérénité à ses occupants.

Même la transmission automatique, pour une plus grande douceur de fonctionnement, est entièrement pilotée par un ordinateur intégrant des paramètres aussi variés que la vitesse, l'accélération, la charge et même l'altitude.

Au volant de la nouvelle Legend, il est normal que vous ressentiez un peu d'émotion devant tant de perfection.

**HONDA**



هكذا من لايمل

Le Monde

ÉDITORIAL

Ombre  
obscurantiste  
sur Kaboul

**K**ABOUL vient une fois encore de défrayer la chronique militaire. La capitale est tombée aux mains d'une organisation politico-militaire mystérieuse, le mouvement des talibans (« étudiants en religion »), dont on sait peu de choses et impose le port de la barbe aux hommes dans ses bastions. Aussi ne peut-on que s'inquiéter de voir l'Afghanistan désormais sous la coupe de ces soldats semi-archaïques et brutaux. Leur premier geste n'a-t-il pas été de pendre Najibullah, le dernier président de l'ancien régime communiste ?

A défaut d'être populaires, ces nouveaux venus ont incontestablement tiré parti du discrédit général qui frappait les factions moudjahidines de l'ancienne résistance antioviétique, qui se sont cyniquement entre-déchirées après la débâcle communiste de 1992. L'assaut de la guerre, la population de Kaboul n'a pas cherché à résister à leur avance. Il y a - hélas ! - fort à parier qu'une chape de plomb d'intolérance s'abattra prochainement sur une ville qui jusqu'alors était un relatif havre de liberté. C'est la conception d'un islam moderne et ouvert qui est la grande victime des derniers rebondissements de la scène afghane.

Le second enseignement de la prise de Kaboul tient dans une recomposition radicale de la carte ethnique du pays. La victoire des talibans consacre en effet le retour triomphal du groupe pashtoun qui avait été dépossédé du pouvoir par les Tadjiks à la faveur de la guerre antioviétique.

An-déjà de ras-le-bol anti-moudjahidins, la solidarité pashtounne a joué un rôle décisif dans la percée des talibans. Mais là aussi réside ses limites : le nouveau pouvoir aura les pires difficultés à s'imposer dans le Nord tadjik et ouzbek. La troisième leçon de l'événement est diplomatique. La victoire des talibans est une divine surprise pour le Pakistan

voisin qui les avait initialement encouragés. Dans cette affaire, la stratégie d'Islamabad était triple : installer à Kaboul des chefs pashtouns loyaux afin de mieux désamorcer les velléités séparatistes des Pashtouns pakistanais (appelés Pathans) ; éviter que Kaboul ne flirt avec New Dehli ; ouvrir une voie commerciale vers les marchés émergents d'Asie centrale. A priori, Islamabad a tout lieu de penser que le nouveau pouvoir exaucera ce triple souhait. Si tel est le cas, ce sera la première fois depuis sa fondation que le Pakistan disposera à Kaboul d'un régime allié.

Simultanément, la chute de Kaboul fait un grand perdant : Téhéran. Les Iraniens avaient en effet fait cause commune avec l'ancien régime face à la menace taliban, derrière laquelle ils croyaient déceler des manœuvres pakistanaises, saoudiennes et, surtout, américaines. L'influence à Kaboul de Téhéran était devenue telle que Washington s'en était ému.

Dans ce contexte, il ne fait guère de doute que les récents événements ont soulagé les Américains. Mais pour combien de temps, quand on sait l'absence avec laquelle les Afghans se sont toujours affranchis de leurs tuteurs ? Et à quel prix pour une population qui, depuis 1979, n'en finit pas de souffrir ?

REVUE DE PRESSE

THE NEW YORK TIMES

Le gouvernement de M. Nétanyahou est en droit de s'opposer à toute proposition visant à diviser à nouveau Jérusalem, ou à y diluer la souveraineté israélienne. Mais il ne devrait pas changer brusquement, au milieu de la nuit et sans discussion préalable, les règles de base en vigueur dans le périmètre de la mosquée Al-Aqsa, au moment où existent déjà une vive tension et une grande méfiance entre Israéliens et Palestiniens.

Les accords de paix soigneusement élaborés entre Israël et les Palestiniens se défont rapidement si M. Nétanyahou et Arafat ne calment pas la tension montante et n'empêchent pas la violence de se répandre. Ce n'est pas le moment, pour un camp ou pour l'autre, de se livrer à des actes de provocation.

FINANCIAL TIMES

M. Nétanyahou a raison de chercher à rencontrer immédiatement M. Arafat. Ils ont besoin de discuter la remise d'Hébron, et l'assouplissement du blocage des territoires palestiniens. Quelle que soit la position qu'Israël compte adopter à propos de Jérusalem, il devrait renoncer à des actions susceptibles d'être considérées comme des tentatives pour anticiper la conclusion de conversations qui n'ont même pas encore commencé. Dans le cas contraire, il risque d'enflammer les passions religieuses à travers le monde arabe, dont beaucoup de leaders, comme Israël, font face au défi des islamistes.

Vitesse par Guy Billout



L'Allemagne, Le Pen, la Shoah...

régionales dans le sud-ouest de l'Allemagne, elle n'a pas de leader capable de galvaniser les énergies et de la faire entrer au Bundestag.

Cinquante ans après l'effondrement du III<sup>e</sup> Reich, l'opinion reste très sensible à tout ce qui pourrait rappeler le passé. La violence contre les étrangers a suscité une riposte immédiate des mouvements civiques, sous des formes qui, de ce côté-ci du Rhin, peuvent prêter à sourire ; les Allemands aiment les processions nocturnes à la lumière des bougies.

Cette sensibilité au passé avait joué un grand rôle dans la révolte des soixante-huitards allemands demandant à leurs pères où ils étaient pendant le nazisme ; elle n'a pas diminué dans la jeune génération et réapparaît à cause d'un acte de violence ou de la publication d'un livre un peu provocateur. L'ouvrage de David Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners* (« Les exécutants consentants de Hitler »), dont l'édition allemande connaît un énorme succès, est de ceux-là. Ce jeune sociologue de Harvard soutient que la majorité du peuple allemand a accepté la li-

quidation des Juifs, à cause d'un antisémitisme « culturel » ancré dans la mentalité allemande depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Des historiens peu suspects de vouloir banaliser les crimes du nazisme ont eu beau mettre en garde contre une conception qui semble ressusciter l'idée d'une culpabilité collective, au mépris des travaux scientifiques soulignant la grande complexité des sociétés et des comportements individuels, David Goldhagen a fait une tournée triomphale en Allemagne. Il attire les foules, note l'hebdomadaire *Die Zeit*, parce qu'il met le doigt sur « la plaie toujours ouverte de notre histoire nationale : pourquoi le crime monstrueux de la Shoah a-t-il été possible justement en Allemagne et pas ailleurs ? ».

IL Y AVAIT AINSI LES COMPLICES

Faut-il voir dans cette interrogation sans cesse renouvelée une preuve de maturité de la démocratie allemande ? Une tendance encore typiquement allemande à confesser ses péchés et à battre sa coulpe ? Ou considérer le succès de Goldhagen une comme une manifestation de bonne

conscience, car l'auteur ne manque pas une occasion de proclamer sa sympathie pour les Allemands de l'après-guerre qui « ont montré une grande capacité à apprendre de la démocratie » ? A propos de ces ventes records, un critique a parlé de « maladie allemande » : ce qui a donné l'occasion au responsable culturel de la Frankfurter Allgemeine Zeitung de porter un diagnostic : « Nombre de ceux qui se sont précipités pour entendre Goldhagen, écrit-il, ne savent sans doute pas grand-chose de la maladie. Mais ils savent tous qu'ils veulent être guéris. »

En observant Le Pen, ses scores électoraux, l'écho que ses thèses rencontrent dans l'opinion (selon les sondages), on serait tenté de renverser la proposition : les Français ne cherchent pas à être guéris parce qu'ils ne savent même pas qu'ils sont malades.

Les Allemands d'aujourd'hui ne sont pas immunisés contre les thèses racistes - on a vu au contraire dans l'ex-RDA que quarante ans d'antifascisme de commande pouvait avoir des effets dévastateurs -, mais ils sont vigilants, parce que l'histoire est

toujours là qui sert de rappel à l'ordre. La *Vergangenheitsbewältigung* (le travail sur le passé) est terminée et interminable. Quand on la croit finie, il y a toujours quelque chose pour montrer qu'elle est inachevée.

Aux yeux des Allemands, les Français apparaissent beaucoup trop tolérants, collectivement, à l'égard de Le Pen. Loin de mûrir au chef du Front national, ses outrances qui donnent une expression politique aux sentiments les plus vulgaires le servent parce que les Français ne sont pas affectés par la même plaie que leurs voisins d'outre-Rhin. Ils sont sortis de la guerre et de l'Occupation sans véritable traumatisme et ressentent à l'égard de leur histoire une certaine légèreté. Ils ont par rapport au national-socialisme cette innocence que professent les peuples victimes par rapport à l'oppression.

Peut-être sera-ce aussi un des mérites du procès Rapon de rappeler une évidence refoulée : entre les bourreaux et les victimes, il y avait aussi les complices.

Daniel Vernet

La « pandémie »  
des mines

Suite de la première page

Neuf cents personnes meurent chaque mois d'avoir trebuché sur ces sentinelles éternelles et aveugles. L'équivalent tous les sept ans d'une bombe nucléaire de la puissance de celle d'Hiroshima. A un coût dérisoire. Une mine antipersonnel revient à 20 francs environ. Une opération de déminage à quelque 4 000 francs par engin. Au rythme où avancent ces opérations, il faudrait plus de mille ans et 165 milliards de francs pour les neutraliser toutes.

L'enjeu n'est pas seulement humanitaire. La prolifération des mines menace aussi l'environnement. Dispersées le long des axes routiers, polluantes de vastes étendues cultivables, elles sont un frein au développement pour des millions de paysans qui vivent du seul travail de la terre.

Les discussions engagées l'année dernière, sous la bannière des Nations unies, en réaction à ce désastre, ont suscité une déception compréhensible dans le tiers-monde. Ces négociations visaient à améliorer une convention qui, depuis 1980, limite l'utilisation des mines antipersonnel. Au mois de mai, à Genève, cinquante-cinq pays sont tombés d'accord pour que ces engins soient exclus à l'avenir des théâtres de guerre civile. Ce n'était pas le cas jusqu'à présent. La nouvelle mouture de la convention prévoit également l'interdiction, à terme, des mines indétectables, les plus pernicieuses. Mais en contrepartie l'accord officialise l'usage de mines « intelligentes » - qui sont loin d'être inoffensives.

DEMI-VICTOIRE

On entend par mines « intelligentes » des engins qui comportent un mécanisme d'autodestruction ou d'autoneutralisation. Dans le premier cas, l'engin saute de lui-même s'il n'a pas servi. Dans le second, il est rendu inopérant. Dans les deux hypothèses, la mine ne constitue plus un danger passé un certain délai.

Cette demi-victoire, remportée après des mois de palabres, pourrait s'avérer illusoire. Autoriser les mines intelligentes, c'est en effet favoriser leur production au détriment des engins indétectables et pousser les industriels de l'armement à mettre sur le marché des mines de plus en plus sophistiquées. Ainsi le jour approche où l'on pourra intégrer à une mine antipersonnel un allumeur à capteur sismique, capable de distinguer un animal d'un être humain de manière à frapper celui-ci à coup sûr.

Les négociations internationales ont toujours un temps de retard sur les découvertes des chercheurs. A peine une arme a-t-elle été mise hors la loi qu'une autre voit le jour. Pour sortir de ce cercle vicieux, les organisations humanitaires qui luttent contre le fléau des mines exigent aujourd'hui leur interdiction définitive plutôt qu'une réglementation passoire, sinon pousse-à-crime. Cette position est de moins en moins isolée. Une quarantaine de pays la partagent désormais, dont les représentants se retrouvent à partir du 3 octobre à Ottawa, au

RECTIFICATIF

VANCOUVER

La capitale de la province canadienne de Colombie-Britannique est Victoria, et non Vancouver comme nous l'avons écrit par erreur dans la rubrique « Carnet du voyageur » du 17 septembre.

Canada, pour tenter une nouvelle fois de faire prévaloir leur point de vue.

La France est du nombre. Au printemps, Jacques Chirac a indiqué que l'interdiction totale des mines antipersonnel était son « objectif ». Jusque-là, la France s'était seulement engagée à ne plus exporter de tels engins, à ne plus en produire et à réduire ses stocks. Autrement dit, elle ne s'interdit pas, à l'heure actuelle, d'en utiliser.

Impossible de savoir si la destruction des stocks, annoncée solennellement il y a un an par le gouvernement français, est devenue effective. Le ministère de la défense se réfugie officiellement derrière un laconique « pas de commentaire ». D'autres sources, internes au même ministère et souhaitant garder l'anonymat, assurent que cette décision n'a pas encore reçu d'application. Il est clair que la détermination à combattre le fléau des mines, affichée par la France dans les forums internationaux, se heurte à de fortes réticences chez les militaires. Aujourd'hui chef d'état-major de l'armée de terre, le général Philippe Mercier était de ceux, il y a un an, qui cherchaient à convaincre le gouvernement de « l'intérêt opérationnel » des mines antipersonnel et plaidaient pour un statu quo.

PAS DE COMMENTAIRE

La corporation militaire est divisée. Le vainqueur de la guerre du Golfe, le général à la retraite Norman Schwarzkopf, estime désormais que les mines antipersonnel ne sont « plus indispensables » à la sécurité des forces américaines. Le chef d'état-major interarmes, le général John Shalikashvili, se dit lui aussi favorable à « l'élimination de toutes les mines antipersonnel ». Ces prises de position montrent que les adversaires du statu quo ont marqué des points ces derniers mois aux Etats-Unis, qui, en matière de désarmement, donnent souvent le la. Pas au point, cependant, de convaincre de l'innocuité des mines antipersonnel les pays qui en exportent le plus, la Chine ou la Russie. Malgré tout, l'espoir luit, faiblement. Il a fallu sept ans de négociations, dans les années 20, pour parvenir à un accord interdisant l'utilisation des armes chimiques et soixante-dix ans supplémentaires pour qu'il soit enfin défendu d'en posséder.

Bertrand Le Gendre

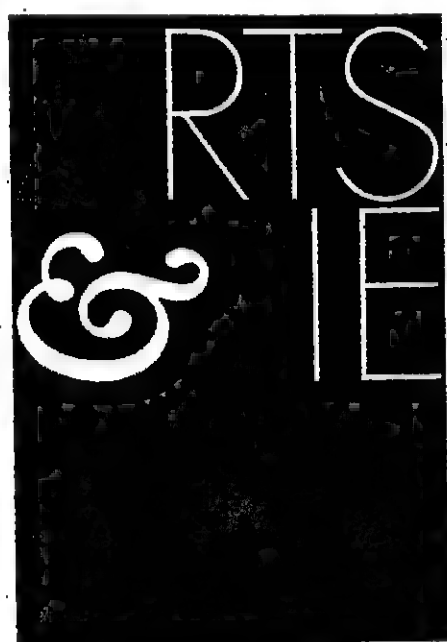


هكذا من الإهمال

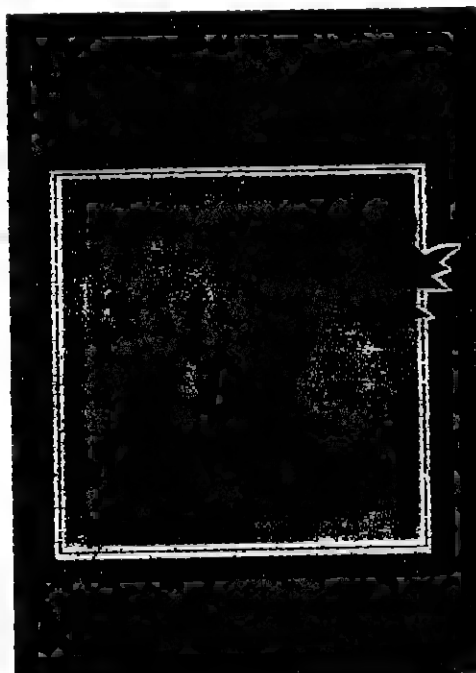
LE MONDE / SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996 / 19

(Publicité)

# VOYAGES 1996-1997



**ARTS ET VIE, PREMIÈRE ASSOCIATION CULTURELLE DE VOYAGES À L'ÉTRANGER, OUVERTE À TOUS. SPÉCIALISTE DES FORUMS ART-CIVILISATIONS.**  
Réception : 251, rue de Valenciennes, Paris XVI.  
Tél. : 40.43.20.21. Minitel 3614 ARVIE  
Et délégations régionales à Grenoble, Lyon, Marseille, Nice.



Avec IKHAR, découvrez 107 des 469 sites culturels ou naturels classés sur la liste du Patrimoine Mondial par l'UNESCO !  
**ORIENT, ASIE, AMÉRIQUE LATINE, AFRIQUE AUSTRALE, AUSTRALIE.**  
IKHAR, 32 rue du Laos, 75015 Paris, Tél. : 43 06 73 13

AVANT-PROGRAMME 1997

**EXPLORATOR**  
VOYAGES-EXPÉDITIONS

ÉDITION SPÉCIALE AUTOMNE-NOËL 1996

**Clio**



**Voyages culturels d'automne-hiver 96/97**  
Tél. : 01 53 68 82 82 - Fax : 01 53 68 82 60  
128 rue Bossuet - 69006 Lyon Tél. : 04 78 52 61 42  
45 rue de la Paix - 13001 Marseille Tél. : 04 91 54 02 15

**Aventure  
êtes-vous  
ou**

**Déserts**



**Déserts d'Aventure**  
Voyages courts ou longs périples, il y a des déserts pour toutes les séries et tous les budgets. 29 randonnées de tous niveaux en Espagne, au Maroc, en Tunisie, en Mauritanie, en Libye, au Niger, au Tibét, en Égypte, au Yémen, à Oman, en Jordanie, en Israël.

**Neiges**



**Neiges d'Aventure**  
Randonnées en raquettes, ski de fond, randonnées nordiques, ski de montagne, traineau à chiens, alpinisme. Séjours et raids en France, Europe, Iran, Maroc, Japon, Canada.

**Terres d'Aventure  
LE VOYAGE À PIED**

6, rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. (1) 53 73 77 77 Minitel 3615 Tardav

**SERVICE LECTEURS  
«BROCHURES 1996/97»**

COMMANDEZ GRATUITEMENT  
ET RECEVEZ CHEZ VOUS LES BROCHURES  
DE VOS PROCHAINES VACANCES

Je désire recevoir les brochures suivantes :

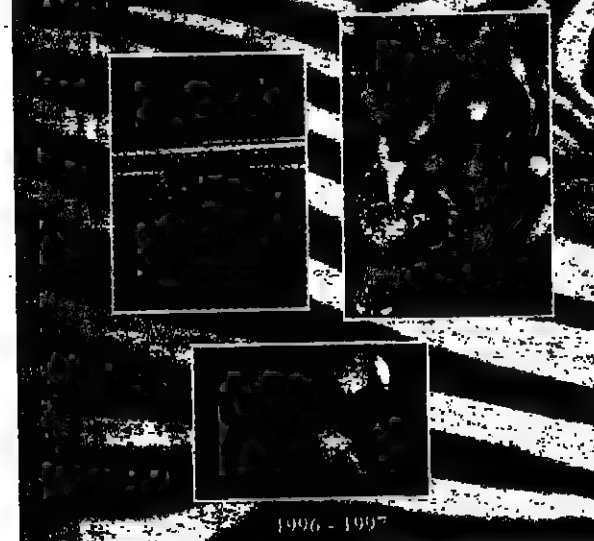
Arts & Vie .....	<input type="checkbox"/>	Terre d'aventure :	<input type="checkbox"/>
Ikhar .....	<input type="checkbox"/>	Desert d'aventure .....	<input type="checkbox"/>
Explorator .....	<input type="checkbox"/>	Neige d'aventure .....	<input type="checkbox"/>
Clio .....	<input type="checkbox"/>	Vie Sauvage .....	<input type="checkbox"/>
		FRAM .....	<input type="checkbox"/>

**BON À DÉCOUPER ET À RETOURNER À :**

Odile Nollet  
Le Monde Publicité  
133, avenue des Champs Élysées  
75409 Paris Cedex 08

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code Postal : .....  
Ville : .....

**Vie Sauvage**



Spécialiste des Voyages Nature et d'Aventure, Vie Sauvage présente :  
"Expéditions Africaines" brochure de voyages en camping en Afrique de l'Est, Australe, Centrale et Madagascar.  
"Safaris et Voyages Naturalistes" brochure de voyages en lodge en Afrique de l'Est, Australe et Centrale, Pérou, Équateur, Brésil, Inde et Malaisie.

**VIE SAUVAGE** 24 rue Vignon 75009 Paris  
Tél. : 44-51-00-00 Fax : 44-51-00-09

Nom et Adresse :

**FRAM**



Depuis bientôt un demi-siècle, FRAM parcourt le monde, du Bassin Méditerranéen à l'Océan Indien, de l'Amérique à l'Asie. Pour répondre à vos attentes, FRAM privilégie l'accueil, assure aux plus justes prix des vacances de qualité, offre un large choix de formule adaptées à tous les goûts et budgets.

• Séjours en résidence, hôtels de loisirs à la neige et au soleil, Framissima, dont le dernier-né au Maroc : le Framissima Azghor \*\*\*\* à Ouarzazate : à partir de 3 050 F de Paris.

• Formules à la carte, auto-tours, week-ends.

• Circuits découverte libres ou accompagnés.

• Circuits aventure à Bali, à l'île de la Réunion...

**NOUVEAUTÉ :**

• Safari en Kenya 9 jours/7 nuits pension complète : à partir de 8 600 F de Paris.

Brochure sur demande  
FRAM à Toulouse : 05 62 15 16 17  
à Paris : 01 40 26 30 31  
et dans toutes les agences agréées

Nos prochains rendez-vous «le Monde Voyages»

Le supplément Terres d'Asies : le vendredi 18 octobre daté samedi 19 - Le supplément Terre d'hiver : le vendredi 22 novembre daté samedi 23  
Contacts : Stéphane Moullé-Berteaux : 44.43.76.38 - Guillaume Drouillet : 44.43.77.36



هكذا من لامل

## ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996

**ACQUISITION** La CGIP, holding des héritiers Wendel, va vendre la moitié de sa participation de 20 % dans le leader mondial de l'emballage Crown Cork and Seal. Cette opé-

ration, qui sera finalisée fin octobre, devrait lui rapporter environ 3 milliards de francs. La CGIP se désengage partiellement d'un secteur moins porteur et d'une entreprise où

son rôle s'annule. La holding vendra ainsi au prix fort sa participation. L'américain TRW, numéro un mondial des cousins gon-

flables de sécurité (les airbags), était prêt à payer plus cher que la CGIP avant de réviser ses évaluations à la baisse : les menaces des constructeurs français de couper leurs commandes à Valeo (37 % de son chiffre d'affaires) ont réduit la valeur de Valeo.

Pour dégager des synergies entre les usines Valeo et les siennes, un industriel aurait lancé une offre publique d'achat sur 100 % des titres. M. Seillière se limitera aux 28 % de Cerus. Ne franchissant pas le seuil de 33 %, il n'aura pas à réaliser d'OPA. Les actionnaires minoritaires ne pourront pas vendre leurs titres au prix offert par la CGIP. Un tel schéma va conforter l'idée que la place de Paris n'autorise pas le jeu des fusions et des acquisitions à se dérouler normalement. « Si j'étais un petit actionnaire, je ferais un pro-

posé à Jacques Calvet », proteste un banquier d'affaires. Quelle sera l'attitude de la CGIP vis-à-vis de Valeo ? Les héritiers Wendel ont besoin de

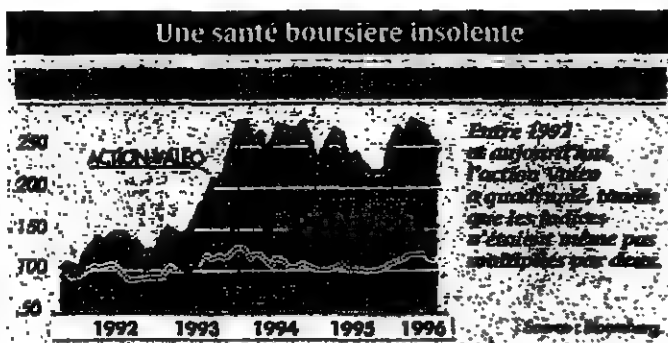
toucher chaque année des revenus, ne serait-ce que pour s'acquitter de leur impôt de solidarité sur la fortune. Lorsqu'elle est entrée au capital de Crown Cork, la CGIP l'a forcée à verser des dividendes, ce qu'elle ne faisait pas depuis les années 50. Elle devrait faire de même avec l'équipementier, qui consacrait jusqu'à 80 % de ses bénéfices à son propre développement.

# La CGIP s'apprête à prendre le contrôle de Valeo

La Compagnie générale d'industrie et de participations, holding de la famille Wendel, va se désengager partiellement du numéro un mondial de l'emballage Crown Cork and Seal pour reprendre les 28 % de Carlo De Benedetti dans l'équipementier français

**HOLDING** familiale des héritiers Wendel, la Compagnie générale d'industrie et de participations (CGIP), a annoncé, suite à son conseil d'administration du 26 septembre, la cession prochaine de la moitié des 20 % qu'elle détient dans le groupe américain Crown Cork and Seal, leader mondial de l'emballage. Les sommes ainsi récoltées permettront au groupe présidé par Ernest-Antoine Seillière, de racheter la participation de 28 % que Cerus, holding française de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, détient dans l'équipementier automobile français Valeo.

Prévue fin octobre, la vente en bourse des actions Crown Cork and Seal devrait rapporter 3 milliards de dollars (près de 3 milliards de francs). Les 28 % de Valeo coûteraient à la CGIP 6,4 milliards de francs, sur la base d'un cours de bourse de 350 francs, somme que M. Seillière semble prêt à investir. Il attend d'avoir réalisé la vente de Crown



Cork pour préciser le prix de son offre.

M. Seillière, qui a apporté en 1995 sa filiale Carimultimétaux à Crown Cork en échange d'une participation de 20 %, renonce à en « être un actionnaire de long terme ». L'emballage, qui croît moins que dans les années 80 et exige de lourds investissements, représente un peu trop importante des actifs de la CGIP.

De plus, M. Seillière a beau être premier actionnaire de Crown Cork et président de son comité stratégique, il pèse moins qu'avant sur l'évolution du groupe, les centres de pouvoirs ayant clairement basculé outre-Atlantique.

### CERUS LÈVE ?

Le dossier Valeo est donc sur le point de connaître une « solution française ». « L'opération avec la CGIP a deux chances sur trois d'aboutir », confie plusieurs proches du dossier. La mise en vente de Valeo par M. De Benedetti en novembre 1995, avait provoqué une levée de bouillottes des constructeurs et du gouvernement français. Les seuls candidats au rachat étaient des industriels étrangers, américains pour les plus sérieux,

avec lesquels Valeo aurait pu être fusionné. Les centres de décision et de recherche risquaient de quitter la France, l'emploi national d'être réduit. Valeo aurait été noyée dans un géant de l'équipement automobile, trop puissant au goût des constructeurs français, PSA Peugeot Citroën et Renault.

La solution CGIP, si elle satisfait constructeurs et gouvernement,

risque de léser Cerus, qui aurait souhaité vendre au prix fort sa participation. L'américain TRW, numéro un mondial des cousins gonflables de sécurité (les airbags), était prêt à payer plus cher que la CGIP avant de réviser ses évaluations à la baisse : les menaces des constructeurs français de couper leurs commandes à Valeo (37 % de son chiffre d'affaires) ont réduit la valeur de Valeo.

Pour dégager des synergies entre les usines Valeo et les siennes, un industriel aurait lancé une offre publique d'achat sur 100 % des titres. M. Seillière se limitera aux 28 % de Cerus. Ne franchissant pas le seuil de 33 %, il n'aura pas à réaliser d'OPA. Les actionnaires minoritaires ne pourront pas vendre leurs titres au prix offert par la CGIP. Un tel schéma va conforter l'idée que la place de Paris n'autorise pas le jeu des fusions et des acquisitions à se dérouler normalement. « Si j'étais un petit actionnaire, je ferais un pro-

posé à Jacques Calvet », proteste un banquier d'affaires. Quelle sera l'attitude de la CGIP vis-à-vis de Valeo ? Les héritiers Wendel ont besoin de toucher chaque année des revenus, ne serait-ce que pour s'acquitter de leur impôt de solidarité sur la fortune. Lorsqu'elle est entrée au capital de Crown Cork, la CGIP l'a forcée à verser des dividendes, ce qu'elle ne faisait pas depuis les années 50. Elle devrait faire de même avec l'équipementier, qui consacrait jusqu'à 80 % de ses bénéfices à son propre développement.

### TROP GROS

« L'investissement de la CGIP n'est pas de l'argent intelligent », critique un spécialiste du secteur qui craint que la holding de la famille Wendel ne soit pas un actionnaire aussi efficace que Cerus, qui a beaucoup investi le titre. Jusqu'à présent, le savoir-faire de la CGIP a été de faire grandir des petites entreprises pour les marier. Elle ne s'est jamais in-

teressée à de très grands groupes comme Valeo... dont M. Seillière confiait en privé, il y a quelques mois, qu'il était trop gros pour lui.

La mission de M. Seillière sera de ne pas faire manquer à Valeo le train des regroupements industriels qui ont lieu dans le secteur des équipements automobiles. Valeo, fleuron industriel français, peut vivre seul au cours des prochaines années, mais il ne se situe qu'au sixième rang mondial des équipementiers. Un rachat par l'américain TRW, système équipementier mondial, aura obéi à une logique industrielle : produits, clients et implantations des deux groupes sont complémentaires. Mais, avec la CGIP, le fleuron industriel qu'est devenu Valeo reste français, conformément aux vœux des constructeurs Renault et Peugeot, et du gouvernement.

Arnaud Leparmentier et Virginie Malingre

### Les chiffres clés

- Valeo
- Chiffre d'affaires : 25,2 milliards de francs (1995), 23 milliards (1994), 20,2 milliards (1993).
- Résultat d'exploitation : 1,3 milliard de francs (1995), 1,5 milliard (1994), 1,5 milliard (1993).
- Résultat net : 1 milliard de francs (1995), 990 millions de francs (1994), 705 millions (1993).
- Effectifs : 29 600 personnes.
- Capitalisation boursière : 19,5 milliards de francs.
- Actionnaires : Cerus 28 %, Caisse des dépôts 4 %, Crédit agricole 2 %, UAP 2 %, BNP 1 %, le reste (65 %) réparti dans le public.

## La prime qualité automobile ne sera pas reconduite

LA « JUPPETTE », la prime qualité automobile offerte par le gouvernement à tout acheteur d'un véhicule neuf qui abandonne en échange un véhicule de plus de huit ans (entre 5 000 et 7 000 francs selon la cylindrée), ne sera pas reconduite après le 30 septembre, a annoncé le gouvernement jeudi. Après dix-sept mois de « prime à la casse » du gouvernement Balladur et un an pour celle du gouvernement Juppé, le marché automobile va devoir vivre sans subvention.

L'abandon de cette mesure suscite la satisfaction du ministère des finances, qui, dans une note confidentielle du service de la législation fiscale, critique le « subventionnement fiscal de la consommation des ménages » (Le Monde du 26 avril). Le coût budgétaire de la « juppette » se serait ainsi élevé à 3,8 milliards de francs, après

les 4,4 milliards de la « balladurette ». A la satisfaction aussi de Louis Schweitzer, le PDG de Renault, qui dans un entretien au Monde (le 12 septembre) qualifie l'aide publique de « dopage provisoire » et regrette qu'elle ait avantage les petits modèles.

Jacques Calvet, le PDG de Peugeot, et Franck Borotra, le ministre de l'Industrie, étaient, quant à eux, partisans d'un prolongement des aides. Depuis octobre 1995, plus de 600 000 véhicules vendus auraient bénéficié de la « juppette », dont un tiers auraient constitué des ventes supplémentaires. Le relatif dynamisme du marché automobile explique une grande partie du rebond de la consommation des ménages en août (3 % selon l'Insee). Pour le seul mois de septembre, dernier mois de l'aide, les ventes auto-

mobile pourraient atteindre 200 000 véhicules, soit une hausse de 75 % par rapport à l'an dernier. Le mois d'octobre devrait accuser un fort recul.

La direction de l'établissement de Peugeot-Socma, qui fabrique principalement les 406, a annoncé jeudi 26 septembre que les ouvriers devraient connaître cinq journées de chômage technique en octobre et autant en novembre.

M. Schweitzer estime que « la tendance du marché est désormais meilleure » pour pouvoir encaisser le contrecoup de la disparition du soutien étatique. Mercredi 26 septembre, Renault a révisé sa politique tarifaire en annonçant une baisse des prix sur toute sa gamme du 1<sup>er</sup> octobre. Avec ou sans prime, les consommateurs exigent des réductions.

## La compagnie Air Liberté obtient six mois de sursis

AIR LIBERTÉ a déposé son bilan jeudi 26 septembre à 14 h 30. Placée sous administration judiciaire, la compagnie aérienne pourra continuer son activité pendant six mois dits « d'observation », au terme desquels le tribunal de commerce de Créteil devra décider de son sort.

Après une semaine de réflexion, les actionnaires d'Air Liberté (dont le groupe Rivaud avec 32,4 % des actions, Indosuez avec 13 %, le loueur d'avions américain ILFC avec 12 %, Buralair avec 10 %, Club Méditerranée avec 8,5 %) ont finalement décidé de ne pas remettre d'argent dans la compagnie, qui a perdu 650 millions de francs entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 juillet. L'officier Belhassine, le PDG d'Air Liberté, leur avait proposé deux plans de redressement. Le premier prévoyait une réorganisation des lignes, avec la fermeture des lignes Toulouse-Londres, Bordeaux-Londres et Paris-Montréal ainsi que la diminution en rythme des vols sur les Antilles et la Réunion, une réorganisation de la flotte et un plan social de 285 personnes (sur 1 325 titulaires), accompagné de la non-reconduction des quelque 600 contrats à durée déterminée du groupe. Le second, plus sévère, envisageait de surcroît la fermeture des lignes sur les Antilles et la Réunion ainsi qu'une augmentation des tarifs de 15 % en moyenne. Couplé à un apport d'argent frais de 250 millions de francs, ce dernier plan aurait permis, selon M. Belhassine, de revenir à l'équilibre dès 1997.

Mais seul le groupe Rivaud était prêt à « remettre au pot », à condition, toutefois, de ne pas aller au-delà de son niveau actuel de participation. ILFC et Indosuez, pour leur part, souhaitaient se désengager. Dans ces conditions, le patron d'Air Liberté n'avait plus qu'à aller déposer son bilan. La compagnie, avec des capitaux propres de 43 millions de francs, était dans une situation financière dramatique. Incapable de faire face à ses dépenses d'exploitation, elle n'honorait plus les

échéances de remboursement de trois avions, financés par un pool bancaire conduit par Indosuez. Elle ne payait pas non plus ses autres créanciers, comme Aéroports de Paris, Servair (service de restauration), ou les pétroliers. Jeudi après-midi, d'ailleurs, ces derniers ont refusé pendant quelques heures de faire le plein d'un avion à Nice.

### Certains fournisseurs réfléchissent à la possibilité de se retourner contre Rivaud, l'actionnaire principal

Selon M. Belhassine, ses anciens fournisseurs s'élèvent à 270 millions de francs, mais selon des proches du dossier la somme serait plus élevée. Certains de ses fournisseurs réfléchissent actuellement à la possibilité de se retourner contre Rivaud, l'actionnaire principal, pour « gestion de fait » et « soutien abusif ». Rivaud avait demandé à Lotfi Belhassine de rembourser d'ici au 18 novembre un découvert bancaire de 377 millions de francs. Sans argent frais, la compagnie aérienne n'avait aucune chance de s'en sortir.

Air Liberté paye ainsi sa recherche éperdue de parts de marché : trop d'ouvertures de lignes (on en compte onze pour cette année) et trop de promotions. La concurrence du groupe Air France, qui, depuis cet été, a repris l'initiative en matière de prix sur ses destinations domestiques, y compris sur les Antilles, n'a pas arrangé les affaires de Lotfi Belhassine. Celui-ci accuse le transporteur national d'avoir utilisé sa recapitalisation - de 20 milliards de francs - pour

casser les prix. Christian Blanc, le PDG d'Air France, avait publiquement déclaré, en janvier 1996, qu'il souhaitait « sortir » Air Liberté du marché.

De surcroît, la gestion d'Air Liberté a parfois pu sembler proche de l'amateurisme. Exemple : pendant plusieurs semaines, le tour-opérateur d'Air Liberté, Nouvelle Liberté, n'a pas introduit dans son ordinateur l'existence d'un vol Air Liberté sur Paris-Toronto.

M. Belhassine, qui a été maintenu dans ses fonctions de PDG, a finalement choisi d'appliquer son premier plan de restructuration, le moins sévère. Il y a même ajouté une touche personnellement, sans en avoir préalablement informé ses administrateurs et le tribunal de commerce : Air Liberté va réaliser une augmentation de capital de 100 millions de francs, qui sera souscrite à hauteur de 60 millions par ses salariés et de 40 millions par lui-même et des partenaires extérieurs. Certains de ses actionnaires n'ont pas apprécié d'apprendre par la presse l'existence de la possibilité de ce RES à moindres frais.

Ce montage de dernière minute

ne devrait toutefois pas suffire à ramener Air Liberté à l'équilibre, même si ILFC, qui louait quatre Airbus à Air Liberté, lui donne un coup de pouce en acceptant de les reprendre sans délai. Or, à la veille de la libéralisation du ciel européen, le gouvernement français souhaite voir se rapprocher Air Liberté et AOM, filiale du Consortium de réhabilitation (CDR), l'organisme chargé de vendre les actifs du Crédit lyonnais. Il faudrait, dans ces conditions, qu'il trouve un repreneur pour les deux compagnies, le CDR ayant pour vocation de vendre AOM et non pas de le gérer, et encore moins de lui faire racheter une entreprise en dépôt de bilan. Une solution française semble dans ce cas plus difficile à envisager qu'une reprise par un groupe étranger.

Sera-t-il possible, dans ces conditions, de créer le second pôle aérien français que le gouvernement souhaite voir prendre place aux côtés d'Air France ? Le tribunal de commerce de Créteil, qui doit décider de l'avenir d'Air Liberté, aura peut-être d'autres schémas à explorer.

V. M.

## Les laboratoires donnent leur accord sous condition aux génériques

LA VOLONTÉ du gouvernement de promouvoir les médicaments génériques et la parution d'un premier guide de ces produits pour le grand public (Le Monde du 27 septembre) suscitent de nombreuses réactions. Les génériques sont des copies de médicaments dont les molécules ne sont plus protégées par des brevets. Leurs prix sont inférieurs de 20 % à 40 % à ceux des médicaments de marque, entraînant une baisse des marges pour les pharmaciens.

Face à l'accélération voulue par les pouvoirs publics, l'Union nationale des pharmaciens de France (UNPF) estime qu'une « introduction massive et non contrôlée des génériques représente un risque économique très important ». De son côté, le président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), Bernard Mesuré, souhaite « éviter tout débat polémique ou corporatiste inutile » concernant le projet d'autoriser les pharmaciens à substituer des génériques aux médicaments de

marque prescrits par les médecins. Favorable au développement de ces copies, le SNIP revendique, en contrepartie, une hausse des tarifs des médicaments innovants.

Rhône-Poulenc Rorer, numéro un français du secteur des génériques, avec 120 millions de francs de chiffre d'affaires, soit un tiers du chiffre d'affaires de GNR Pharma, leader avec 45 % des parts. Pour cette jeune société, « toute information sur le sujet est bonne, nous voulons que le patient adhère au générique », affirme la directrice du marketing, Caroline Duros.

Ces copies de médicaments sont commercialisées sous le nom de leur molécule : acide acétylsalicylique au lieu d'Aspirine, par exemple. Apparus il y a un an, ils représentent 4,6 millions de francs de chiffre d'affaires. GNR Pharma, filiale de l'allemand Gehe, en est le leader, avec 45 % des parts. Pour cette jeune société, « toute information sur le sujet est bonne, nous voulons que le patient adhère au générique », affirme la directrice du marketing, Caroline Duros.

D. G.

## Paribas supprime les frais d'achats sur les titres Paribas.

Directement à Réserve aux Actionnaires de Paribas

appelez le N° Vert 05 04 05 03

PARIBAS ACTIONNAIRE DIRECT

## Le Trésor américain des obligations ind

Le Trésor américain des obligations ind... (Texte très flou et partiellement coupé, difficile à lire avec précision. Apparaissent des mots comme "obligations", "américain", "ind").



E D'ETAT

## Le Trésor américain émettra en 1997 des obligations indexées sur l'inflation

M. Clinton souhaite faire de ce produit un argument électoral à la veille du scrutin présidentiel

Le Trésor américain procédera, le 15 janvier 1997, à la première émission d'obligations indexées sur l'indice des prix à la consommation observé

aux États-Unis. Ces emprunts, qui existent déjà au Canada et au Royaume-Uni, permettront aux ménages américains qui les achèteront de se

prémunir contre une éventuelle accélération de l'inflation au cours des prochaines années, en leur assurant un rendement réel fixe.

AFIN DE MIEUX marquer l'importance de l'événement, c'est le président Bill Clinton qui a lui-même tenu à présenter, mercredi 25 septembre, lors d'une intervention au Robert Morris College de Pittsburgh (Pennsylvanie), le détail du programme d'emprunts indexés sur l'inflation que le Trésor des États-Unis va prochainement émettre. Ce nouveau type d'obligations, dont le lancement avait été annoncé au mois de mai par le secrétaire d'État au Trésor, James Rubin (Le Monde du 18 mai), marque une date importante dans l'histoire du mode de financement de l'État américain.

Les obligations indexées seront émises chaque trimestre à partir du 15 janvier. Les emprunts posséderont une durée de dix ans, d'autres titres à deux et à cinq ans devant être émis ultérieurement. Leur valeur, comme celle du coupon semestriel qui leur sera attaché, sera fonction de l'indice des prix à la consommation observé aux États-Unis. Les flux d'intérêt versés dépendront ainsi directement de l'évolution de l'inflation, et le rendement réel des titres se trouvera de cette façon assuré.

Les obligations classiques à taux fixe ne présentent pas ce genre de protection contre l'inflation. La valeur réelle des titres diminue au fur et à mesure que le rythme des prix progresse, lézant les épargnants qui les possèdent. L'idée d'émettre des emprunts indexés sur l'inflation est chère aux économistes de l'école monétariste, qui y voient un moyen efficace de combattre l'inflation. Avec ce type de produits, en effet, un État ne peut plus compter sur l'inflation pour réduire son endettement. De son côté, le capital de l'épargnant se retrouve à

l'abri d'une hausse des prix. « La loyauté et l'honnêteté envers les citoyens, de la part de leur gouvernement, exigeraient l'introduction de clauses d'indexation sur l'inflation pour leurs emprunts à long terme », expliquait, il y a quelques années, Milton Friedman, prix Nobel d'économie. Ses vœux se trouvent aujourd'hui exaucés.

### RENDEMENT INFÉRIEUR

Bill Clinton n'a pas manqué de souligner les avantages que pourront tirer les ménages américains d'un tel produit, faisant de cette réforme financière un argument électoral à deux mois du scrutin présidentiel. « Pour les investisseurs qui choisissent ces obligations, il n'y aura pas de gains en papier mais des gains réels », a déclaré le candidat démocrate à la Maison Blanche. « C'est une vraie incitation pour les familles à épargner pour l'achat de leurs maisons et pour leurs enfants », a-t-il ajouté. Les investisseurs institutionnels devraient également s'intéresser à ces obligations. Les fonds de pension, qui gèrent les capitaux destinés aux retraites et qui ont des engagements à long terme, pourront les utiliser pour fixer, dès l'origine, une rémunération. Certains intervenants se montrent moins enthousiastes, estimant qu'ils n'ont pas besoin de ces instruments financiers qui limitent potentiellement les rendements en éliminant le facteur risque.

Car l'assurance contre l'inflation aura un coût : les titres indexés présenteront un rendement inférieur à celui aujourd'hui proposé par des obligations classiques. Le Trésor américain pourra ainsi trouver un avantage financier à émettre des obligations indexées, à la condition, bien sûr, que les prix

ne dépassent pas au cours des prochaines années. A cet égard, cette réforme témoigne de sa confiance dans le fait que l'inflation restera durablement faible au cours des prochaines années aux États-Unis. Il estime également que, par ce moyen, il diminuera le coût de sa dette et considère que le taux d'inflation actuellement anticipé par les investisseurs, reflété par les rendements observés sur les obligations classiques, est trop élevé.

Les États-Unis ne sont pas le premier pays à mettre en place ce type d'emprunts. Des obligations indexées sur l'inflation existent d'ores et déjà au Canada, en Australie, en Suède et au Royaume-Uni. Outre-Manche, le Trésor offre depuis 1981 des *index-linked gilts*. Aujourd'hui, ces derniers représentent environ 20 % du total de la dette publique britannique. L'opération financière, pour le Royaume-Uni, a été particulièrement rentable puisque en 1981 l'indice des prix à la consommation se situait à 11 % et qu'il est aujourd'hui revenu à environ 2 %.

Si Paris avait adopté, à cette époque, la même solution que Londres, soulignent les analystes, les finances publiques de la France seraient aujourd'hui dans un bien meilleur état qu'elles ne le sont. Le montant des intérêts à verser par l'État sur ses emprunts serait moins élevé (il représentera, en 1997, 232,6 milliards de francs), comme le niveau de sa dette (56 %

du produit intérieur brut). « La France n'aurait pas de difficultés à respecter les critères de Maastricht. Des obligations à rendement réel sont un moyen idéal et naturel pour stabiliser le ratio dette/produit intérieur brut », souligne un économiste.

### EMPRUNT GISCARD

Si la direction du Trésor a étudié le dossier, divers obstacles, tant d'ordre juridique que « philosophique », se sont jusqu'à présent opposés au lancement d'obligations de ce type. Depuis 1959, une loi interdit en France les clauses d'indexation pour les emprunts (une exception avait toutefois été faite pour l'emprunt Giscard, lancé en 1973, référencé sur l'or). Les milieux politiques se sont également montrés réticents à l'idée d'indexer l'épargne et le capital alors qu'on s'efforçait de désindexer les revenus du travail. De surcroît, le moment semble peu propice au lancement en France d'obligations indexées sur l'inflation dans la mesure où cette dernière se situe aujourd'hui à un niveau historiquement bas. L'État ne peut guère espérer, dans ces conditions, tirer d'avantages financiers importants d'un tel projet et peut craindre, au contraire, une accélération de l'inflation qui obligerait à verser dans le futur des coupons de plus en plus élevés.

Pierre-Antoine Delhomme

## DMC va supprimer 1 500 emplois en France et en Allemagne

LE LEADER français du textile, également numéro un mondial des tissus imprimés, a annoncé jeudi 26 septembre, qu'il allait supprimer 1 500 emplois sur la période allant de janvier 1996 à juin 1997 (sur un effectif total de 9 124 personnes fin 1995), soit 1 000 de plus qu'initialement prévu. Un ou deux sites supplémentaires seront fermés en France et en Allemagne, a annoncé le groupe, qui n'a pas voulu être plus explicite mais a indiqué que la majeure partie des suppressions d'emplois toucheraient l'Allemagne. Au cours du premier semestre, le chiffre d'affaires (3 336 milliards de francs) est en baisse de 13,8 %, le résultat courant est en perte de 107 millions et le résultat net consolidé est négatif de 145 millions de francs.

### DÉPÊCHES

■ **CRÉDIT FONCIER** : le tribunal de commerce de Paris statuera lundi 30 septembre sur la requête déposée par la direction du Foncier de reporter l'assemblée générale extraordinaire (AGE), prévue pour le 28 octobre. Près de 2 000 salariés du Foncier (sur 3 300 employés) ont manifesté jeudi 26 septembre à Paris pour rejeter le plan gouvernemental qui prévoit à terme la disparition de l'institution.

■ **VALUJET** : la compagnie aérienne américaine a été autorisée à reprendre ses activités, a annoncé jeudi 26 septembre le département américain des transports. Les vols reprendront dès le 30 septembre. Spécialisée dans les vols à bon marché, ValuJet avait été interdite d'opérations après l'accident en Floride, le 11 mai, qui avait fait 110 morts.

■ **LORAL** : le groupe américain a annoncé le 25 septembre le rachat du service de télédiffusion satellitaire d'AT&T, SkyNet, pour 712,5 millions de dollars (plus de 9,5 milliards de francs) en liquide, se posant en concurrent direct de Hughes Electronics, qui vient d'acquiescer PanAmSat.

■ **TOSHIBA** : le groupe électronique japonais a annoncé le 26 septembre que ses premiers lecteurs de vidéodisques numériques (DVD) seront disponibles le 1<sup>er</sup> novembre au Japon, comme ceux de Matsushita. Sony a repoussé au printemps 1997 le lancement de ses produits.

■ **NOMINATION** : Bernard Attali quitte la Banque Arjil, filiale du groupe Lagardère, pour rejoindre la structure française de la banque américaine Bankers Trust. Il y remplace Philippe Souviron, nommé président de Bankers Trust International, basée à Londres.

■ **SNECMA** : le nouveau patron du motoriste français, Jean-Paul Béchat, a déclaré aux Echos, le 27 septembre, que « le groupe devrait approcher de l'équilibre cette année ». Le groupe Snecma a perdu 1,24 milliard de francs en 1995.

■ **PEPSICO** : le groupe américain a annoncé jeudi 26 septembre une « restructuration majeure » de ses activités internationales, un mois après s'être vu refiler par Coca-Cola le marché du Venezuela. Le groupe va « réduire à l'essentiel » ses opérations, notamment dans les boissons gazeuses internationales.

■ **GÉNÉRALE DES EAUX** : l'opérateur britannique BT va investir 8,87 milliards de francs dans Cegedel, dans le cadre de l'alliance conclue le 26 septembre avec le groupe français dans les télécoms (Le Monde du 27 septembre). Mannesmann, qui prend 10 % de Cegedel, n'a pas souhaité révéler le montant exact de son investissement, estimé à quelque 4 milliards.

## En patron modèle, Edmond Maire abaisse la durée du travail

PRÉSIDENT depuis 1989 de Villages Vacances Familiales (VVF), numéro un français du tourisme associatif, l'homme qui fut secrétaire général de la CFDT de 1971 à 1988 a décidé de mettre un terme au devoir de réserve qu'il s'imposait. Vingt-quatre heures avant la conférence de presse de rentrée que doit tenir Nicole Notat, actuellement à la tête de la CFDT, Edmond Maire a décidé d'effectuer son retour sur la scène publique... en tant que patron. Et même patron modèle. Dans la matinée du jeudi 26 septembre, il a présenté à la presse un accord « extraordinaire ». « Je n'ai jamais vu de moi un accord aussi riche, aussi novateur, ayant une telle portée, assure-t-il. Nous sommes devant une innovation sociale majeure, la plus importante sans doute, en ce qui concerne le temps libre et payé, depuis l'instauration des congés payés de 1936. »

### UNE LOI « GÉNIALE »

De quoi s'agit-il ? Malgré un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs et 78 équipements de vacances en Europe, VVF - « une entreprise comme les autres » - n'échappe pas à la morosité ambiante. « La consommation stagne ou baisse. Les équilibres économiques s'en ressentent », analyse Edmond Maire. Cette année, « le résultat sera tout juste équilibré ». S'il avait été un chef d'entreprise comme les autres, il aurait, sans doute, licencié du personnel. Mais, grâce à la loi Robien, qui est « géniale » car elle permet de financer la réduction du temps de travail, la direction de VVF vient de signer avec deux syndicats (la CFDT et la CFTC, majoritaires) un accord qui annualise et réduit de 10 % le temps de travail des 1 700 salariés. En contrepartie, 10 % d'emplois supplémentaires (soit 170 équivalents temps plein) sont créés et 300 saisonniers en situation précaire se voient offrir un contrat, toujours à temps partiel mais désormais à durée indéterminée. Seule concession des employés : une baisse de salaire de 1 % en no-

vembre prochain et un gel des rémunérations jusqu'en novembre 1997. Mais, pour le père du « donant-donnant », cela n'est rien, à côté de la véritable innovation de l'accord : la création d'un capital-temps permettant une gestion très personnalisée du temps libre. La réduction du temps de travail représentait l'équivalent de 23,5 jours non travaillés mais payés, chaque salarié est libre, « dans les limites évidemment des nécessités du service », d'utiliser à sa guise ces 4,7 semaines de congés supplémentaires. Sortir plus tôt le soir, travailler un peu moins chaque semaine ou chaque mois, tout regrouper pour « réaliser son rêve de partir plus longtemps dans un pays lointain », tout est possible.

Edmond Maire a décidé de se mettre en avant parce qu'il est convaincu que d'autres patrons peuvent en faire autant. Jacques Chirac, à qui l'accord fut présenté début septembre, a estimé, selon Edmond Maire, que « c'est exactement ce dont la France a besoin ». L'ancien dirigeant syndical est bien décidé à « ressortir du bois » pour convaincre les chefs d'entreprise de suivre son exemple.

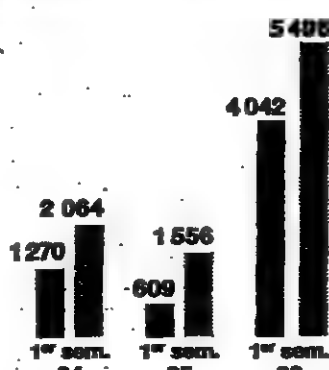
Il va prochainement écrire à Jean Gandois, président du patronat français, pour que celui-ci adopte un point de vue plus positif sur la loi Robien. « Bien des chefs d'entreprise hésitent à appliquer la loi Robien et manifestent un certain attentisme. Il serait très dommage que la morosité ambiante, ou le scepticisme érigé en principe, conduise nombre de responsables à manquer leur chance d'un nouveau départ. On n'affronte pas l'avenir en déformant la tête quand un tel atout est à votre portée », explique-t-il. Edmond Maire en est convaincu : si cette innovation se diffuse, de nouveaux besoins apparaîtront dans le domaine des loisirs, des sports, de la formation et de la culture. L'ancien syndicaliste poursuit voir le chômage baisser, et le président de VVF, ses centres encore davantage occupés.

Frédéric Lemaitre

## GROUPE PARIBAS

Résultat net au 30 juin : 4 milliards de francs.

Le retour à une dynamique de rentabilité et de développement.



### Résultats nets

(en millions de francs)

du 1<sup>er</sup> sem. 94

■ Très bonne performance des activités de Banque d'affaires internationale (Banque Paribas et Paribas Affaires Industrielles).

■ Consolidation des résultats des activités de Services financiers de détail (Crédit du Nord, Compagnie Bancaire).

■ Des plus-values latentes reconstruites après la réalisation d'importantes cessions.

Le premier semestre est caractérisé à la fois par l'amélioration des résultats des activités bancaires et par la réalisation de plus-values importantes sur le portefeuille de Paribas Affaires Industrielles. Ainsi :

- la rentabilité des activités opérationnelles de la Banque Paribas atteint, sur une base annuelle, près de 18 % avant impôt,
- les plus-values latentes au sein du portefeuille de Paribas Affaires Industrielles sont supérieures à 10 milliards de francs, après 3 milliards de plus-values réalisées au cours du premier semestre,
- le Crédit du Nord démontre sa capacité bénéficiaire,
- les objectifs de cession d'actifs fixés en début d'année ont été atteints et les éléments particuliers provisionnés en 1995 (Compagnie de Navigation Mixte, recentrage du Crédit du Nord, sortie de crise de Cogedim) ne pèsent plus sur les comptes.

### Consolidation des résultats du pôle Services financiers de détail

La Compagnie Bancaire contribue pour 145 millions de francs aux résultats. Tous les secteurs d'activité à l'exception des financements immobiliers améliorent leur performance. Le Crédit du Nord confirme son retour à la rentabilité avec une contribution de 110 millions de francs.

### Très bonne performance du pôle Banque d'affaires internationale

La contribution de la Banque Paribas est en forte croissance à 1 043 millions de francs contre 57 millions au premier semestre 1995. Les recettes de tous les métiers sont en croissance, les provisions sont stables et les frais généraux sont maîtrisés. Paribas Affaires Industrielles augmente significativement sa contribution à 2 644 millions de francs contre 913 millions de francs au premier semestre 1995. Si les plus-values réalisées sont importantes (3 milliards de francs) le montant des plus-values latentes est supérieur à 10 milliards de francs.

### Une stratégie confirmée

Centré autour de ses deux métiers de Banque d'affaires internationale et de services financiers de détail, le Groupe Paribas vise des positions de leadership au niveau européen ou mondial sur les marchés où il opère. Il dispose de fonds propres à l'égal des grandes banques internationales et d'une marge de manœuvre tactique et financière retrouvée qui lui donne les moyens de ses ambitions.

PARIBAS ASSOCIÉS

3, rue d'Antin, 75002 Paris Tél. vert : 05 06 17 88 3016 code GRN (2,19 F le minute) Internet : www.paribas.com



■ LA BOURSE DE TOKYO a, pour la quatrième séance consécutive, gagné du terrain. Vendredi, le Nikkei a terminé en hausse de 0,40 %, engrangeant 85,65 points, à 21 547,02 points.

■ L'OR a ouvert en baisse vendredi sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 381,00-381,30 dollars contre 382,10-382,40 dollars la veille en clôture.

■ LES RÉSERVES DE CHANGES de la Banque de France ont diminué de 190 millions de francs dans la semaine du 12 au 19 septembre, à 121,82 milliards de francs, selon le Crédit lyonnais.

■ LA CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale) a lancé jeudi un emprunt obligataire de 12 milliards de francs, doté d'un coupon de 6 % à échéance du 25 juillet 2005.

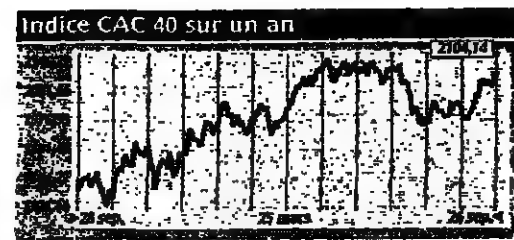
■ LES LIQUIDITÉS NETTES investies en août dans les fonds de placements américains en actions ont plus que triplé par rapport à juillet, à 17,93 milliards de dollars (contre 5,76 milliards).

## LES PLACES BOURSIÈRES



## Bonne orientation à Paris

LA BOURSE DE PARIS restait bien orientée vendredi dans un marché actif en raison de l'opération financière portant sur Valeo, Ceres et la CGIP. En recul de 0,40 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une hausse d'un quart plus tard un gain de 0,20 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises affichaient un gain moyen de 0,13 % à 21 065,95 points. Le volume des échanges s'élevait sur le marché à règlement mensuel à 1,8 milliard de francs. Selon le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, les perspectives économiques en Europe et au Japon se sont améliorées, même si la croissance reste très modérée. Un sentiment qui partage le FMI, qui estime que l'inflation est vaincue dans les pays industrialisés.



Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 sur 40 jours

## L'Air liquide, valeur du jour

DES RÉSULTATS semestriels jugés décevants ont pesé sur le cours de l'action L'Air liquide jeudi 26 septembre à la Bourse de Paris. Le titre a terminé la séance sur un recul de 3,2 %, à 818 francs. Les transactions ont porté sur 253 000 pièces.

Cela étant, les intervenants ne sont pas inquiets. Selon eux, le titre devrait vite se stabiliser, compte tenu de la qualité du groupe, les intermédiaires restant généralement à l'achat (Cholet



Air Liquide sur 1 mois

## Nouvelle hausse à Tokyo

LA BOURSE DE Tokyo a encore progressé vendredi, enregistrant sa quatrième séance de hausse consécutive. Cette avancée, bien que limitée, confirme aux yeux des boursiers la fermeté de la tendance haussière du marché, qui a réussi à surmonter ses pertes initiales. L'indice Nikkei a gagné 85,65 points, à 21 547,02 points, soit une avance de 0,40 %.

La veille, Wall Street a légèrement reculé jeudi, à l'issue d'une séance irrégulière, marquée par des opérations de mise à jour avant la fin du mois et le début de la publication des résultats financiers des sociétés au troisième trimestre. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 8,51 points, soit 0,14 %, à 5 868,85 points. Wall Street avait progressé à l'ouverture, grâce à la baisse des taux d'intérêt à long terme et d'un

INDICES MONDIAUX

	Cours au 26/09	Cours au 27/09	Var. en %
Paris CAC 40	21065,95	21065,95	+0,20
New-York DJIA	5868,85	5868,85	+0,14
Tokyo Nikkei	21461,40	21547,02	+0,40
Londres FT100	3907,50	3907,50	+0,28
Frankfurt Dax 30	2666,55	2666,55	+0,28
Bruxelles C20	1932,52	1932,52	+0,34
Amsterdam AEX	2115,97	2115,97	+0,34
Stuttgart DAX	1775,38	1775,38	+0,34
Milan MIB 30	965,98	965,98	+0,41
Madrid IBEX 35	367,76	367,76	+0,18
Barcelone IBEX 35	367,76	367,76	+0,18
Osaka Nikkei	1810,66	1810,66	+0,08
Hong Kong Hang Seng	11695,59	11695,59	+0,28
Singapore Straits	2172,48	2172,48	+0,34

## LES TAUX

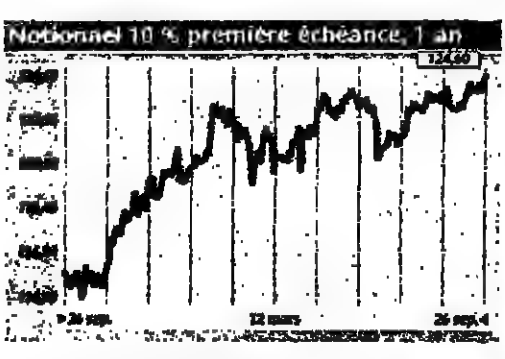


## Stabilité du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert sur une note stable, vendredi 27 septembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre s'inscrivait à 124,78 points, inchangée par rapport à son cours de clôture de la veille. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 6,10 %, soit 0,04 % au-dessus du taux de l'emprunt d'Etat allemand

de même échéance. Jeudi, le marché obligataire avait terminé la séance en hausse, soutenu par l'annonce d'une baisse plus forte que prévu (-3,1 %) des commandes de biens durables aux Etats-Unis au mois d'août. Le rendement du titre d'Etat à trente ans s'était replié à 6,89 %.

La Banque de France a laissé inchangé, vendredi matin, à 3,44 %, le taux de l'argent au jour le jour.



Matif 10 % première échéance 1 an

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 26/09	Taux au 27/09	Indice des prix
France	3,37	3,37	6,92
Allemagne	3,04	3,04	6,89
Grande-Bretagne	5,69	5,69	6,12
Italie	8,12	8,12	5,46
Japon	0,47	0,47	0,30
Etats-Unis	5,44	5,44	6,93

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT

	Taux au 26/09	Taux au 27/09	Indice
Fonds d'Etat à 3 ans	4,91	4,91	101,47
Fonds d'Etat à 7 ans	5,36	5,36	102,99
Fonds d'Etat à 10 ans	5,94	5,94	103,87
Fonds d'Etat à 15 ans	6,24	6,24	105,90
Fonds d'Etat à 20 ans	6,81	6,81	109,75
Obligations françaises	6,28	6,31	104
Fonds d'Etat à TME	2,07	2,04	101,45
Fonds d'Etat à TRE	1,61	1,63	101,19
Obligat. franc. à TME	1,36	1,31	100,25
Obligat. franc. à TRE	0,10	0,10	100,42

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	338,3200	338,3200	338,3200	338,3200
Euro (1000 fr)	6,4385	6,4385	6,4385	6,4385
Etats-Unis (100 \$)	5,1325	5,1325	5,1325	5,1325
Belgique (100 f)	16,4300	16,4300	16,4300	16,4300
France (100 f)	301,5500	301,5500	301,5500	301,5500
Italie (1000 li)	3,3885	3,3885	3,3885	3,3885
Danemark (100 kr)	6,0200	6,0200	6,0200	6,0200
Irlande (100 p)	8,2445	8,2445	8,2445	8,2445
Grèce-Bresque (100 dr)	8,0420	8,0420	8,0420	8,0420
Grèce-Lyon (100 dr)	2,1435	2,1435	2,1435	2,1435
Suède (100 kr)	77,4900	77,4900	77,4900	77,4900
Suisse (100 f)	411,2200	411,2200	411,2200	411,2200
Norvège (100 kr)	79,2800	79,2800	79,2800	79,2800
Autriche (100 sch)	48,0870	48,0870	48,0870	48,0870
Espagne (100 pes)	4,0230	4,0230	4,0230	4,0230
Portugal (100 esc)	3,3250	3,3250	3,3250	3,3250
Canada 1 dollar ca	3,7662	3,7662	3,7662	3,7662
Japon (100 yen)	4,4608	4,4608	4,4608	4,4608
Finlande (100 mk)	112,7500	112,7500	112,7500	112,7500

MATIF

	échéance 26/09	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %						
Dec. 96	175105	124,60	124,98	124,98	124,78	124,78
Mars 97	239	124,50	124,78	124,78	124,44	124,44
Jan 97	258	123,42	123,70	123,42	123,56	123,56
Sept. 97						
PIBOR 3 MOIS						
Dec. 96	2708	96,27	96,31	96,31	96,29	96,29
Mars 97	7028	96,27	96,25	96,25	96,24	96,24
Jan 97	2519	96,10	96,11	96,11	96,10	96,10
Sept. 97	1219	95,95	95,95	95,95	95,97	95,97
BCU LONG TERME						
Dec. 96	2621	99,58	99,58	99,58	99,58	99,58
Mars 97						
CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40						
échéance 26/09						
Sept. 96	20617	2107	2113	2098	2105	2105
Oct. 96	7729	2113	2116,50	2104	2110	2110
Nov. 96	718	2120,50	2124,50	2115,50	2120,50	2120,50
Dec. 96	1530	2124	2129	2124	2121	2121

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2709	2609	31/12
Ceres Europ.Rain	131	+0,58	+116,52
Falgaudi Medas	1058	+0,09	+34,94
Rue Imperiale(Ly)	440	+0,01	+24,61
UWAT Micro Vision	1109	+0,29	+8,13
Falgaudi SA	457	+0,08	+42,87
Danart	3750	+0,02	+3,69
Ingenico	69,50	+0,02	+18,81
Imperial France	337	+0,01	+14,14
Alcatel Alsthom	424	+0,02	+0,42
De Dietrich	167	+0,02	+14,54
BAISSES, 12h30			
DMC (Dorville Mo)	147	-0,01	-26,46
Credit Lyonnais CI	131	-0,01	-44,25
Camsonet P	347	-0,01	+10,15
Aume	350	-0,01	+4,48
Metropole Inter	13,90	-0,01	+3,73
Sommer-Miller	134,50	-0,01	+3,54
Sir Communication	465	-0,01	+1,56
OLPAP	90,50	-0,01	-71,89
Renault	124	-0,01	-12,05
Degremont	390	-0,01	-7,25

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE 12h30

	Cours au 26/09	Var. %
Salomon (Ly)	40781	+0,01
Alcatel Alsthom	380294	+0,01
Eau (Cle des)	258127	+0,01
UWAT Micro Vision	36274	+0,01
Alcatel	117123	+0,01
Christian Dior	157132	+0,01
Axa	229396	+0,01
Revue Financière	411058	+0,01
Ceres Europ.Rain	481738	+0,01
Paribas	172715	+0,01

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2709	2609	31/12
Alcatel	366	+0,01	+24,06
Water	139	+0,01	+10,39
Alcatel Techno. 8	1397	+0,01	+19,53
INRIA + s	29,40	+0,01	+19,75
APF	509	+0,01	+41,78
BAISSES, 12h30			
Grande Paroche P	446	-0,01	+43,87
Ceres Finance SA	338,10	-0,01	+19,82
Moulinex P.Cat.	713	-0,01	+46,70
Unilog	460	-0,01	+48,58
Alcatel (Ny)	77	-0,01	+1,55

## INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Ind. p.m. SBF 120	1472,29	+0,01	-0,05
Ind. p.m. SBF 250	1472,29	+0,01	-0,15
Ind. Second Marché	201,74	+0,01	-0,45
Ind. MidCAC	1207,59	+0,01	-0,02
Valeurs Index	168,61	+0,01	-0,10
1 - Energie	168,66	+0,01	+0,14
2 - Produits de base	157,69	+0,01	-0,08
3 - Conso. ind.	147,07	+0,01	+0,66
4 - Bénéf. ind.	166,47	+0,01	+0,72
5 - Automobile	1747,38	+0,01	+0,57
6 - Bénéf. ind.	278,16	+0,01	-0,34
7 - Ind. agro-alim.	140,51	+0,01	-1,10
8 - Services	161,56	+0,01	+0,07
9 - Conso. ind.	166,55	+0,01	+0,34
10 - Autres services	106,57	+0,01	-0,09
Sociétés financières	101,67	+0,01	-0,38
11 - Immobilier	676,51	+0,01	+0,21
12 - Services financ.	101,21	+0,01	-0,31
13 - Sociétés invest.	1287,49	+0,01	-0,01

## LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	Cours au 26/09	Var. %
Allied Lyons	4,50	4,54
Barclays Bank	9,28	9,34
B.A.T. Industries	4,58	4,44
British Aerospace	10,52	10,81
British Airways	5,82	5,87
British Gas	2,01	2,08
British Petroleum	6,48	6,39
British Telecom	3,63	3,63
B.T.I.C.	2,71	2,71
Carbury Schweppes	8,14	8,15
Cardinal	1,14	1,12
Chico	9,76	9,68
Grand Metropolitan	4,76	4,76
Guinness	4,48	4,57
Hanson Plc	1,54	1,50
Greiff	6,46	6,47
H.S.B.C.	11,75	11,80
Imperial Chemical	8,26	8,18
Legal	7,80	7,95
Marley and Spencer	4,97	5,02
National Westminster	6,79	6,81
Perimeter Office	6,08	5,95
Reiters	7,42	7,54
Sandwich and Scotch	1,18	1,21
Shell Transport	9,72	9,81
Tate and Lyle	4,76	4,79
Unilever Ltd	13,48	13,48
Zeneca	15,47	15,50

## FRANCKFURT Les valeurs du DAX 30

	Cours au 26/09	Var. %
Allianz Holding N	2715	2719
Bayer AG	48,50	48,57
Bayer AG	56,77	56,58
Boehringer Ingelheim	44,65	44,69
Boehringer Ingelheim	53,80	53,68
BMW	876	877,50
Commerzbank	945,70	946
Daimler-Benz AG	84,50	84,42
Deutsche Bank AG	359	349,50
Deutsche Bank AG	72,13	72,4



## +0.18%

+0.18%

Orteil Local Pcs	465,30	-0,89
Crestil Lyonnais C	109,39	-0,25
Orteil National	267,20	-0,44
Orteil Regional	21,11	-0,01
Danart	368,80	+4,02
Dancore	745	+0,66
Dancore-Avalon	931,15	+0,11
Dancourt Electro	246	+0,25
Dancourt Systemes	211,80	+1,95
De Dietrich	162,30	+3,68
Degremont	128,30	+2,30
Deu-B.N-P&C Li e	-37,95	-0,13
DMC (France M)	168	-0,81
Dynasol	125	-0,18
Emax (Gle des)	128,30	+1,61
Erffm	290	+1,19
ET Asphalte	318,30	-0,25
Eridania Beghin	794	-0,15
Emilor Int	1325	+0,25
Emilor Int ADP	989	+0,20
Eso	385	-0,42
Barrafrance	285	-2,08
Bary Danier	11,10	-0,44
Bary	9,25	-2,46
Bernardini	9,25	-
Bilpach Modem	7088	+4,75
Bimac SA	49	+0,10
Bisac	16	-
Biv-Lila	459	+0,22
Bromageries Bel	409	+0,8
Catelles Lafayette	1480	+2,55
C&M	414	+0,14
Catogone (7)	490	-
Cement e	367	+0,34
Cet et Bant	309	+0,34
Cesat e	309	+0,34
C.F.C.	405	-
Chen	309	-1,22
Groupe Andre S.A.	874,80	-
Gr-Zanetti (Ly e)	91	-0,25
G.T.A. Argence	714	+0,38
Gulbert	181,30	-0,8
Guyenne Guercoux	181,30	-0,81
Haves	349,30	-0,64
Hiscox Advertising	290	+0,61
Imatol	290	+0,61
Immatel France	320,10	+3,66
Ingenio	629	+0,16
Intersol	301,50	+0,6
Intercontinental 1	629	+0,16
Jacq Lebevre	629	+0,16
Jegou	875	-0,37
Jeliber	875	-0,37
Jeliber	295,30	+0,69
Lafarge	128	+0,28
Lafarge	246	-1,28
Lafarge	875	-
Lafarge ADP	545	-0,75
Legrand Indus	196,50	-
Lockides	695	-0,25
Lycore	1715	+0,29
LMRT Mont Veltone	1181	-0,25

Lynnette Elms	467	-0.87
Marlene Winfield	440	+0.02
Melanie Kemp	51	+0.77
Melodie Taylor	14,645	-3.15
Mickelthorpe	265.30	-
Monaghan	92	-2.17
Nord-Cast	1,725.00	+0.25
Nord-Cast (N/A)	30	-0.01
NR1	626	+2.25
OLIPAR	63	-0.28
Park	3,055.30	+0.59
Pathe	1,934	+0.53
Pedley	223.10	-0.49
Perceps-Hickins	379	-0.26
Perceps-Hickins (N/A)	379	-0.26
Plaschke-Pitts Road	1,098	+0.72
Plaschke-Oman (N/A)	434.58	+1.26
Polkman	354	+0.14
Polkman	354	+0.14
Publicis	443	+1.32
Remy Coulamann	138	-1.30
Remy	1,238.00	-0.21
Rhodes Pauline A.	14,461	-0.20
Rhodes Pauline A.	24,140	+2.48
Rose (N/A)	438	-0.20
Rose Impedance (N/A)	438	+2.51
Sale (N/A)	30	+0.82
Sagen SA	3,038	-2.15
Saint-Catharine	676	+0.30
Saint-Louis	1,227	+0.65
Salmanson (N/A)	457.9	-0.52
Salmanson (N/A)	457.9	+0.38
Sarraf	391.30	-0.23
Savoy (N/A)	714	+1.40
Schneider SA	244.20	-0.32
SCOT	1,040.00	-0.32
S.E.R.	196	+0.11
Seeford	367	-0.92
SETA	285	+0.25
Severance	82.10	-0.11
SFRM	1,076	-0.20
SIGE	91.30	-1.31
SIGL	308.80	+0.98
Silva	414	+0.18
S.I.T.A.	1,030	+0.76
Skib Incapable	1,515	+1.25
Sigco	455.50	+0.42
Sisco General	300	+0.72
Soderho	2,885	+0.67
Sommer Affinity	1,780.80	-3.80
Sophia	474.90	+0.18
Spl. Communication	474.90	-2.77
Stratford Piccon	409.90	-1.34
Suez	263.50	-1.26
Synchroline	432	+0.52
Tachy	444.50	+0.18
Tachy (N/A)	1,510	-0.69
Tachy (N/A)	402.90	-0.69
UAF	149.70	+0.69
UAF Local	257	+1.26
UAC DA (N/A)	37	-
UAC	37	-

	404	152	231	-0,67
Unibell	208	231	231	-0,65
Union Assurance Féd.	60,21	60,21	60,21	-0,00
Unistar Sackler	620	620	620	-0,00
Valco	278,90	282	282	+1,11
Valcor	341	341	341	+0,43
Vie Banque	144	144	144	-0,00
Vitamins & Cie	253	253	253	-1,10
Zodiac Inc. div. d'ind.	1315	1315	1315	+0,38
Zif Cabot	1155	1155	1155	-

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours préfé.	Derniers cours	% +/-	N
ABN Amro Nieuw	284,50	285,50	+0,35	
Adelco AG	1400	1400	+0,65	
Adidas AG	451,48	452	+0,57	
AEG AG	20,00	20,00	-0,50	
Anglo American #	313	313,50	+0,15	
Angloil	490	490	+4,41	
Arjo Wiggins App.	1413	1413	-	
AT&T	255,00	255,00	+1,58	
Banco Santander	264,50	265	+0,18	
Barcliff Gold #	131,50	132	+0,88	
BASF #	161	162,50	+1,51	
Bayer	190,70	191,50	+0,45	
Benetton Group	33,65	33,65	-	
Comcast PLC	9,40	9,45	+1,59	
Crown Cork and	251,50	252	+1,59	
Crown Cork PF CY	225,10	225,50	+0,82	
De Beers #	248,91	249,50	+0,66	
De Beers #	139	139,50	+0,31	
Deutsche Bank #	342	342,50	+0,57	
Dresdner Bank #	135,50	135,50	+0,55	
Drifontein #	36,50	36,50	+2,12	
Du Pont Nemours #	453,40	454	+0,27	
Eastman Kodak #	394,50	395	+1,11	
East German	2,71	2,71	-	
Echo Ray Models #	47	47,50	+0,21	
Electrolux #	295	295	-1,01	
Enron #	127	128,50	+1,25	
General Motors #	466,60	466,60	-	
Ford Motor #	160	160	-	
Freegold #	31	31,50	+0,96	
Gencor Limited #	18	18	+0,24	
General Motors #	475	475	+1,68	
Georgel #	495	495	-	
Gil Belgique #	402,60	403,00	+0,05	
Gint Metropolitan	57,60	58	+0,66	
Guinness Plc #	365	365,50	+1,49	
Hewlett #	12,50	12,50	-	
Harmony Gold #	44,40	44,50	+1,35	

10	Hizachi #	49,30	1.070,50	+1,31	95
10	Hoechst #	188,30	3.000	-0,52	-5
10	ILAH #	641	248	-1,38	-5
10	I.G.T. #	68	164,60	+0,15	95
10	Ito Yakoku #	285	288	+0,35	90
10	Maruchini #	86	18	+2,32	90
10	McC Donald's #	249,60	240,50	-0,36	95
10	March and Co #	365,60	365,20	-0,03	90
10	Microbil Corp. #	65	650,25	+1,92	90
10	Mobilil Corporate #	600	—	—	—
10	Mitsubishi #	658,90	—	—	—
10	Nestlé SA, Neuch. #	5720	3.000	-0,34	10
10	Nipp. Mats.Facade #	72,30	71	+1,79	95
10	Norfin #	223	228	—	—
10	Nord. Hydro #	247,50	248,30	-0,24	95
10	Pedrolia #	1.591	1.591	+0,06	95
10	Philip Morris #	668,90	667,80	-0,34	-7
10	Philip N.M.T. #	116,50	116,40	-0,48	-10
10	Plecar Delta Inc #	120	120,10	-0,52	95
10	Prater Gamble #	300,20	300,10	+0,09	95
10	Quintus #	485	—	—	—
10	SandRhoten #	33,30	33,40	-0,15	95
10	Rhone Poulenc #	333,30	332,40	+1,28	95
10	Royal Dutch #	800	799	+0,52	95
10	R.T.Z. #	76	79,40	+1,17	95
10	Société Synthes #	22,60	22,50	+0,58	95
10	Saint-Helena #	39	34,50	-0,54	95
10	SCHS Berger #	490	522,60	+1,57	95
10	Scoti Thompson Micro. #	256,50	257,18	-0,56	10
10	Sci. Transport #	65	64,90	-0,58	95
10	Siemens #	273,80	274,90	+0,40	5
10	Sony Corp. #	326,90	325,30	+0,35	90
10	Sushimoto Bank #	93,30	93,95	+0,69	95
10	T.T.I. #	7,13	7,13	+1,27	95
10	Tokaido #	96,35	96,30	+0,57	90
10	Tonlines #	34,45	35,70	+0,69	90
10	Uniflex #	817	817	-0,16	95
10	United Technol. #	66	66	-0,11	95
10	Van Raaij #	499	495	-0,91	90
10	Vollhard A.G. #	1.950	1.965	-0,35	90
10	Yamauchi #	118,40	118	-0,35	95
10	Yokohama #	192	192	-1,27	95
10	Yuzo Jindochi #	108	109,30	+0,18	90
10	Zambia Copper	4,30	4,35	—	—

Une sélection Cours relevés à 12h30  
**VENDREDI 27 SEPTEMBRE**

OBLIGATIONS	%	%
-------------	---	---

	au tertia	au coupon
BFCE 9% 91-02		105,41
CEPMIE 8,5% 88-97CA		111,81
CEPMIE 9% 89-99 CA		128,70
CEPMIE 9% 92-06 TSN		131,75
CIF 6,7% 92-99 CA		109,60
CDF 6,6% 92-97 CA		118,59
CFF 10% 88-96 CA		104,70
CFF 9% 88-97 CA		112,98
CIF 10,25% 90-01 CA		113,96
CLF 8,5% 88-90 CA		112,98
CLF 9% 88-92 CA		108,24
CMA 9% 49-02 CA		120,20
CRI 8,6% 92/94-08		115,25
EDF 8,5% 10/87-88		109,34
EDF 8,6% 88-89 CA		111,68
EDF 8,6% 92-04 CA		116,77
Emp. Ect. 67/89-97 R		101,67

Porto 720.50-50W	113.50
DAT 8.5% 02-57C6A	100.41
DAT 9.50625-57 CAA	100.42
DAT 58-50 THB 19	105.19
DAT 365.50 CAA	100.04
DAT 9.50585-58 CAA	99.80
DAT THB 8299 CAA	100.26
DAT 8.1275-59-59 F	112
DAT 9.50585-59 CAA	106.34
DAT 8300 TRA CAA	113.70
DAT 10695-18 CAA	105.84
DAT 85-19 THB CAA	117.51
DAT 8.5% 02-58 CAA	120.96
DAT 8.50% 02-58 F	121.15
DAT 4.50625-59 CAA	992.30
FINANCIAL 5.75-57-58 CAA	992.30
you.Bank 4.50625C	

26

FRANCHISES	Cours par sé.	Derniers cours
Arbel	147.00	
B&B	557	
B.N.P. Monaco	457	
Edimaran Int.	119	
S.T.P. (a dé.)	750	

—(Public)—

Champion (NY)	♦	19.50	3,300	Patou-Marmont	♦	232	232
C.I.T.R.A.M. (Cv)	♦	379	1,071	Sa. Chivard (Ny)	♦	1,291	1,291
C.I.T.R.A.M. (R)	♦	1,801	9,891	Parfance	♦	206	206
Concorde-Aes Rio	♦	859	859	Paris Orleans	♦	250	250
Darby	♦	475	475	Piper Heidelberg	1720		
Dixie Lines	♦	420	420	Prosser (CT)	♦	989	913
East. Steam Vidy	3,400			PSB Industrie Ly	♦	330	814.30
Ecia	♦	630	507	Rougher I	♦	376	381
Ent. Mag. Paris	♦	1,110	9,110	Saga	♦	90	90
F&P	29.03		3,590	Salins du Midi	♦	427.13	430
Fid. P.	♦	109.50	1,095	Sic	♦	690	690
Founders (Ck)	♦	109.50	1,095	S.L.P.H.	♦	21,970	
Founders Earls	♦	310	3,305	Sofia	♦	14	14
Founders Earls	♦	217	2,171	Sofing	♦	3,900	3,900
Founders Earls	♦	450.10	4,501	Sorobal	♦	229.40	229.40
France S.A.R.D.	♦	1,006	1,006	Taininger	♦	1,565	1,565
France S.A.R.	♦	1,440	1,440	Tour Eiffel	♦	270	270
France. Paul-Ramard	♦	3,300	3,300	Vicar	♦	406	406
Gacelin	♦	139	139				
Gecotel	♦	95	95				
G.T.J. (Transport)	♦	319.30	3,193				
Immobiel	♦	99.05	990				
Industriequipa	♦	544	544				
Luch	♦	59	59				
Monoprix	♦	130	1,300				
Mobile Displays	♦	365.20	3,652				
Mors I	♦	9.25	925				
Neocentris (Ck)	♦	70	70				

## SECOND MARCHÉ

**VENDREDI 27 SEPTEMBRE**

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (%) s.....	20,25	20,25
AFF s.....	485	485
Aigle s.....	166	165
Albert SA (%) s.....	132,30	132,30
Alcan Techniq. s.....	1286	1287
Monographies P.Gest.	750	750
Assystem s.....	485	485
Dapne Picardie (L.D.)	364	364
Drape Termacoil (WJ)	220,90	220,90
Dupont Vermeas s.....	350	350
Enochex s.....	340	339
ETIM P.....	60	60
Eurolan (Lyl) s.....	386	386
Reinsox (Lyl) s.....	253,90	253,90
But SA.....	240	240
Comp USA.....	722	722
C.E.E s.....	212,10	212,10

[illegible][illegible]

Cours		Cours précédents	
985	100		
118	100		
1091	100		
1165	100		
336	100		
76	100		
94,80	100		
485	100		
89,05	100		
132,30	100		
680	100		
308	100		
76	100		
556	100		
180	100		
580	100		
265,30	100		
70	100		
479	100		
115	100		
470	100		
580	100		

## NOUVEAU MAR

Cours relevés à 12 h 30

Vendredi 27 septembre

VALEURS	Cours précédents
Appligence Oncor	112
Call	290
Electrolux DI	465
FDW Pharma R	200
Genetec	265,90
High Cal	210
Intraline	197
Jules-Régar	100
M&E Amis	102,40
Novartis	140
Proactiv	58
Stetor	4,48

# **ARCHÉ** **HORS-COTE** Une sélection. Cours relevés à 12h30 **VENDREDI 27 SEPTEMBRE**

Derniers cours	VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
1172	Bridiane Séghin Cl.	700	700
928	Crédit Cendal	29	
485	Cinéfilm Duddell	56	56
229	Murphy	1440	
229	Néel	155	1295
205	Six joueurs du Monde	189	
180		155	
160		155	
140			
50			
40			

## **ABRÉVIATIONS** B = Bordeaux; U = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

## **SYMBOLES** en 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ♦ = cours précédent; ♦ coupon démarré; ♦ droit de suite; o = offert; d = demandé; p offre réduite; d demande réduite; c = contrat d'annulation.

## SICAV et FCP

Une sélection

Cours de clôture le 26 septembre	
Financier	Recherché

	Franchising Fees Inc.	Net
<b>AGPI</b>		
Agip Arabisation (Nas)	121.48	115.63
<b>BANQUES POPULAIRES</b>		
Valparaiso	2457.27	2415.91
<b>BANQUE TRANSATLANTIQUE</b>		
Arbitre, Court Témoin	5537.69	5502.48
Arbitre, Président	5502.59	5438.53
Arbitre, Secrétaire	1703.82	1759.44
<b>BNP</b>		
Antenne Telservice	3629.95	3629.95
Natio Court Témoin	13457	13007
Natio Court Témoin	3569	3469
Natio Exp. Crépissant C/D	2213.55	2191.69
Natio Exp. Crépissant	14066.27	13907.25
Natio Exp. C/D	2499.25	2451.91
Natio Expresse Rurale	137.41	134.72
Natio Expresse Trifon	10036.61	10013.48
Natio Expresse Valleur	539.79	548.12
Natio Exp. C/D	1171.50	1157.13
Natio Immobilier	1191.50	1166.14
Natio Invest	1889.71	1836.06
Natio Immobilier C/D	582.26	582.26
	157.28	155.61

[illegible]

154,62  
11899,37  
11677,24  
12,65  
100,58  
de placements  
115,405  
11635,52  
1214,86  
ORCA  
177046,56  
139,76  
90,93  
66,45  
57,93  
1866,77  
1886,19  
50813,31  
169,89  
1872,32  
132,64  
17205,94  
17705,94  
511,54  
17205,94  
121,46  
107,87  
164,09  
121,03  
672,64  
729,88  
1409,93  
154,64  
389,39  
287,69  
189,54

1992  
1993  
1994  
1995  
1996  
1997  
1998  
1999  
2000  
2001  
2002  
2003  
2004  
2005  
2006  
2007  
2008  
2009  
2010  
2011  
2012  
2013  
2014  
2015  
2016  
2017  
2018  
2019  
2020  
2021  
2022  
2023  
2024  
2025  
2026  
2027  
2028  
2029  
2030  
2031  
2032  
2033  
2034  
2035  
2036  
2037  
2038  
2039  
2040  
2041  
2042  
2043  
2044  
2045  
2046  
2047  
2048  
2049  
2050  
2051  
2052  
2053  
2054  
2055  
2056  
2057  
2058  
2059  
2060  
2061  
2062  
2063  
2064  
2065  
2066  
2067  
2068  
2069  
2070  
2071  
2072  
2073  
2074  
2075  
2076  
2077  
2078  
2079  
2080  
2081  
2082  
2083  
2084  
2085  
2086  
2087  
2088  
2089  
2090  
2091  
2092  
2093  
2094  
2095  
2096  
2097  
2098  
2099  
2100

1992  
1993  
1994  
1995  
1996  
1997  
1998  
1999  
2000  
2001  
2002  
2003  
2004  
2005  
2006  
2007  
2008  
2009  
2010  
2011  
2012  
2013  
2014  
2015  
2016  
2017  
2018  
2019  
2020  
2021  
2022  
2023  
2024  
2025  
2026  
2027  
2028  
2029  
2030  
2031  
2032  
2033  
2034  
2035  
2036  
2037  
2038  
2039  
2040  
2041  
2042  
2043  
2044  
2045  
2046  
2047  
2048  
2049  
2050  
2051  
2052  
2053  
2054  
2055  
2056  
2057  
2058  
2059  
2060  
2061  
2062  
2063  
2064  
2065  
2066  
2067  
2068  
2069  
2070  
2071  
2072  
2073  
2074  
2075  
2076  
2077  
2078  
2079  
2080  
2081  
2082  
2083  
2084  
2085  
2086  
2087  
2088  
2089  
2090  
2091  
2092  
2093  
2094  
2095  
2096  
2097  
2098  
2099  
2100

1992  
1993  
1994  
1995  
1996  
1997  
1998  
1999  
2000  
2001  
2002  
2003  
2004  
2005  
2006  
2007  
2008  
2009  
2010  
2011  
2012  
2013  
2014  
2015  
2016  
2017  
2018  
2019  
2020  
2021  
2022  
2023  
2024  
2025  
2026  
2027  
2028  
2029  
2030  
2031  
2032  
2033  
2034  
2035  
2036  
2037  
2038  
2039  
2040  
2041  
2042  
2043  
2044  
2045  
2046  
2047  
2048  
2049  
2050  
2051  
2052  
2053  
2054  
2055  
2056  
2057  
2058  
2059  
2060  
2061  
2062  
2063  
2064  
2065  
2066  
2067  
2068  
2069  
2070  
2071  
2072  
2073  
2074  
2075  
2076  
2077  
2078  
2079  
2080  
2081  
2082  
2083  
2084  
2085  
2086  
2087  
2088  
2089  
2090  
2091  
2092  
2093  
2094  
2095  
2096  
2097  
2098  
2099  
2100

1992  
1993  
1994  
1995  
1996  
1997  
1998  
1999  
2000  
2001  
2002  
2003  
2004  
2005  
2006  
2007  
2008  
2009  
2010  
2011  
2012  
2013  
2014  
2015  
2016  
2017  
2018  
2019  
2020  
2021  
2022  
2023  
2024  
2025  
2026  
2027  
2028  
2029  
2030  
2031  
2032  
2033  
2034  
2035  
2036  
2037  
2038  
2039  
2040  
2041  
2042  
2043  
2044  
2045  
2046  
2047  
2048  
2049  
2050  
2051  
2052  
2053  
2054  
2055  
2056  
2057  
2058  
2059  
2060  
2061  
2062  
2063  
2064  
2065  
2066  
2067  
2068  
2069  
2070  
2071  
2072  
2073  
2074  
2075  
2076  
2077  
2078  
2079  
2080  
2081  
2082  
2083  
2084  
2085  
2086  
2087  
2088  
2089  
2090  
2091  
2092  
2093  
2094  
2095  
2096  
2097  
2098  
2099  
2100

1992  
1993  
1994  
1995  
1996  
1997  
1998  
1999  
2000  
2001  
2002  
2003  
2004  
2005  
2006  
2007  
2008  
2009  
2010  
2011  
2012  
2013  
2014  
2015  
2016  
2017  
2018  
2019  
2020  
2021  
2022  
2023  
2024  
2025  
2026  
2027  
2028  
2029  
2030  
2031  
2032  
2033  
2034  
2035  
2036  
2037  
2038  
2039  
2040  
2041  
2042  
2043  
2044  
2045  
2046  
2047  
2048  
2049  
2050  
2051  
2052  
2053  
2054  
2055  
2056  
2057  
2058  
2059  
2060  
2061  
2062  
2063  
2064  
2065  
2066  
2067  
2068  
2069  
2070  
2071  
2072  
2073  
2074  
2075  
2076  
2077  
2078  
2079  
2080  
2081  
2082  
2083  
2084  
2085  
2086  
2087  
2088  
2089  
2090  
2091  
2092  
2093  
2094  
2095  
2096  
2097  
2098  
2099  
2100

1992  
1993  
1994  
1995  
1996  
1997  
1998  
1999  
2000  
2001  
2002  
2003  
2004  
2005  
2006  
2007  
2008  
2009  
2010  
2011  
2012  
2013  
2014  
2015  
2016  
2017  
2018  
2019  
2020  
2021  
2022  
2023  
2024  
2025  
2026  
2027  
2028  
2029  
2030  
2031  
2032  
2033  
2034  
2035  
2036  
2037  
2038  
2039  
2040  
2041  
2042  
2043  
2044  
2045  
2046  
2047  
2048  
2049  
2050  
2051  
2052  
2053  
2054  
2055  
2056  
2057  
2058  
2059  
2060  
2061  
2062  
2063  
2064  
2065  
2066  
2067  
2068  
2069  
2070  
2071  
2072  
2073  
2074  
2075  
207

BANQUES			
565.68	578.90	Credit Mut. Ep. Long T.	238.1
115.10	111.72	Crdit Mut. Ep. Monde	128.1
182.25	181.72	Crdit Mut. Ep. Obéq.	116.7
		Crd. Mut. Ep. Quatre	110.2
		L.C.F. E. DE ROTHSCHILD BANQUE	
		Ast. 2000	70.4
		Saint-Honore Capital	185.1
		St-Honore Marché, Bmo	118.2
		St-Honore Pacific	70.4
		LEGAL & GENERAL BANK	
139.82	755.99	Sécurité	1882
335.73	360.67	Strategic Actions	957.57
1448.13	1448.13	Strategic Rendement	185.9
3399.61	3448.32		
1161.51	1044.94		
266.76			
1394.06	1393.79	Amplitude Monde C.	802.7
16652.50	16822.50	Amplitude Monde D.	115.3
11594.66	11594.66	Amplitude Monde F.	115.3
1456.78	1448.22	Amplitude Europe C/D	113.1
2048.18	2045.94	Blancal D.	113.1
1864.33	1864.33	Emergence Phase D.	113.1
520.37	520.37	Globyris C.	61.7
978.31	978.31	Globyris D.	99.8
483.27	483.27	Innovate C.	115.3
232.39	247.67	Intaride D.	115.3
690.75	577.17	Lafayette C.	118.2
5236.36	5957.91	Offshore D.	199.3
		Pleinville D.	236.1
		Posta Capital C.	639.7
2717.74	2045.33	Renaissance Trimestr. D.	520.3
126.26	126.26	Solexus D.	85.2
881.57	881.57	Thésora C.	95.2
186.19	186.18	Viderra D.	82.1

GÉNÉRALE			
1207,65	Automobile C	37254,57	37225,57
1375,95	Automobiles D	31770,18	31706,08
1375,95	Cadence 1 D	1097,28	1097,28
1375,95	Cadence 3 D	1051,47	1052,05
1375,95	Capitaine C	403,26	402,86
1375,95	Capitaine D	374,68	374,31
1375,95	Chevrolet C	8820,80	8819,25
1375,95	Miniarity C	6586,73	6582,51
1375,95	Intermedition France D	583,88	579,61
1375,95	S.C. France export. C	1667,56	1628,86
1375,95	S.C. France export. D	1628,89	1575,54
1375,95	Sogerfinance C	1508,13	1473,66
1375,95	Sogerfinance D	1387,22	1347,02
1375,95	Sogerfin D	316,39	315,24
1375,95	Sophia C	1797	1791,75
Fonds communaux de placements			
1375,95	Fawet D	1175,25	1152,21
1375,95	Sogerfinance D	1646,97	1609,66
1375,95	Sogerfinance Tempo D	145,36	145,36
SYMBOLES			
o cours du jour; ♦ cours précédent.			
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT			
3615 LEMONDE			
Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26			







## Les fabricants d'ordinateurs domestiques multiplient les modèles équipés de touches simplifiées

De banals boutons permettent d'accéder directement à diverses fonctions

Les derniers modèles d'ordinateurs destinés à l'usage familial réservent quelques surprises. Les fabricants ont en effet choisi de réhabiliter

les bons vieux boutons des débuts de la magie électrique. Fini, les ouvertures successives de fenêtres et les appels au logiciel. Afin de faciliter

le maniement des appareils, les constructeurs proposent tout simplement d'appuyer sur une touche pour revenir au menu principal.

SERAIT-CE le signe révélateur de l'adolescence ? Voilà l'ordinateur familial qui se couvre de boutons. Lui qui semblait largement pourvu, avec les dizaines de touches de son clavier et les deux clics de sa souris, se laisse maintenant envahir par le plus banal des systèmes de commande. L'information se voit ainsi ravalée au niveau de la chaîne hi-fi, de la télévision, voire du simple interrupteur électrique ou de la plus vulgaire porte.

Mais c'est justement ce que cherchent les fabricants. Désespérément. Faire enfin oublier l'ordinateur. Le rendre dans le décor familial. Qu'il ne se fasse pas plus remarquer qu'une machine à laver, un grille-pain ou un four à micro-ondes. Et lui ouvrir, du même coup, la porte de tous les foyers. Le calcul est habile, même si le stratagème peut sembler grossier.

Alors que l'on attendait, qu'on le rousse ou le craignasse, l'avènement de la synthèse de la parole et de la reconnaissance vocale, alors que l'on imaginait déjà un ordinateur invisible mais omniprésent obéissant au doigt et à l'œil, voilà que ce sont les boutons qui font leur apparition. Des

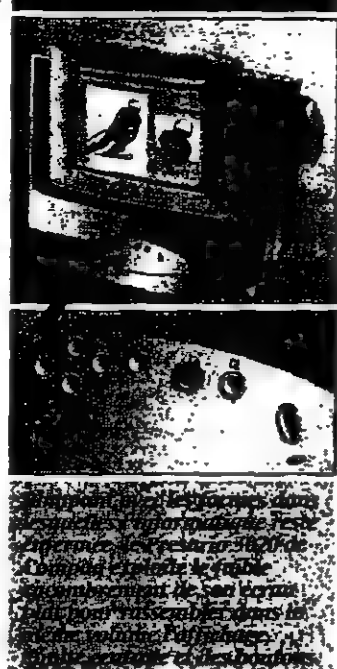
commandes à l'ancienne, des indications simples pour une machine intelligente.

La nouvelle gamme multimédia Presario que lance, fin septembre, le numéro un mondial de la micro-informatique, l'américain Compaq répond à un seul mot d'ordre : « La simplicité d'utilisation ». Pour téléphoner, il suffit d'appuyer sur le bouton « téléphone ». Même manœuvre pour actionner le lecteur de disque compact, envoyer une télécopie, ou pour mettre l'ordinateur en veille. Le réglage du volume sonore, lui, bénéficie du nez plus ultra : un gros bouton rond que l'on tourne exactement comme celui d'un amplificateur de hi-fi.

### CONNAÎTRE LES RÉCÉPTEURS

Jusqu'à présent, l'accès à toutes ces fonctions imposait un plongeon dans les méandres des logiciels multimédias de l'ordinateur. Cela revenait souvent à ouvrir quatre ou cinq « fenêtres » pour effectuer une application, même la plus simple. En introduisant ce qu'il nomme modestement des « touches de génie » sur la face avant de l'ordinateur, Compaq simplifie effectivement le maniement de ses appareils. La touche

### Nouvelles formes



SmartQ, qui permet de revenir d'un coup au menu principal, sera appréciée par ceux qui avaient tendance à s'égarer.

Aux huit boutons de Compaq, Packard Bell répond avec les quatorze touches du boîtier Media Select intégré au socle de l'écran de ses modèles. Outre les fonctions simples, une opération plus élaborée comme l'envoi d'un document entre le numériseur et la télécopie répond également à la simple pression sur un bouton.

Une telle éclosion suffit-elle à convaincre les ménages encore réticents à l'informatique ? Compaq ne semble pas convaincu, puisqu'il se penche également sur le design d'ensemble de ses ordinateurs. Le Presario 3 020 innove avec son écran plat, jusqu'alors réservé aux modèles portables, et la position de l'unité centrale. En position verticale, elle sert de support à l'écran plat et accueille les haut-parleurs. Soit, selon Compaq, une réduction de 40 % de la surface de bureau occupée. Le prix semble, lui, suivre l'évolution inverse.

A 24 990 francs, le Presario 3 020 reste un produit de luxe. Même s'il est doté d'une poignée pour transporter son poids plume de 10 kg d'une pièce à l'autre.

Michel Alberganti

## Au Groenland, un radar européen doit faciliter l'étude des aurores boréales

L'antenne saisira l'impact du vent solaire

UN CONQUÉRANT viking s'apprête à explorer des territoires encore vierges. Son nom : Eiscat Svalbard Radar (ESR). Son domaine d'exploration : les confins de la haute atmosphère et, plus précisément, les couches de l'ionosphère dans les régions polaires. En son cœur, des couches d'air peu denses situées à environ 70 kilomètres d'altitude, le nouveau radar de l'association scientifique internationale Eiscat, inauguré le 22 août, permettra peut-être aux spécialistes de l'atmosphère de répondre à deux grandes questions : quelles sont la composition et la structure des couches supérieures de l'atmosphère ? de quelle manière le vent solaire interagit-il avec le champ magnétique de notre planète ?

Construit sur l'île du Spitzberg, dans l'archipel de Svalbard, au nord-est du Groenland, l'ESR consiste en une antenne parabolique de 32 mètres de diamètre associée à un émetteur-récepteur. Ce dernier envoie des ondes de haute fréquence (500 mégahertz) dans les hautes couches de l'atmosphère, qui les réfléchissent, portées d'informations. Les géophysiciens espèrent ainsi « découper l'ionosphère en tranches » entre 70 et 2 000 kilomètres d'altitude dans la région qui s'étend du pôle Nord à l'Islande.

Is observeront essentiellement les protagonistes de ces spectaculaires phénomènes visuels et magnétiques que sont les aurores boréales. Ces halos de lumière verte, rougeâtre ou bleutée, appelés aurores australes au sud, trahissent les collisions entre les particules terrestres - essentiellement de l'azote et de l'oxygène - et celles émises et « soufflées » par le Soleil. Lorsque les particules du vent solaire, qui traversent l'espace à la vitesse de 400 kilomètres par seconde, sont accélérées dans la magnétosphère par un mécanisme encore mal connu, elles viennent heurter le bouclier magnétique qui entoure la Terre.

Il en résulte la formation d'une sorte d'onde de choc struée côté jour à une quinzaine de rayons terrestres (96 000 kilomètres) de notre planète. Une partie des particules du vent solaire sont alors repoussées et contourment la Terre, allant former, côté nuit, une queue

magnétique longue de plusieurs millions de kilomètres. Parfois, après avoir été déviées, certaines de ces particules parviennent quand même à s'enfoncer dans une zone, située près des pôles, où les lignes de force du champ magnétique terrestre sont « ouvertes ». Le radar Eiscat sera aux premières loges pour mesurer l'énergie, la vitesse, et déterminer la composition des atomes et des ions bousculés par le passage du vent solaire dans l'ionosphère.

### TÉLÉCOMMUNICATIONS PERTURBÉES

Etant donné que ces phénomènes magnétiques perturbent les télécommunications, les chercheurs envisagent de les modéliser pour anticiper leurs fâcheux effets. Par ailleurs, le système sophistiqué de mesure qui, selon Wlodek Kofman, directeur de recherche au CNRS, « fait du radar Eiscat l'équipement le plus perfectionné de sa catégorie », devrait aussi permettre de recueillir des connaissances inédites sur la manière dont les champs magnétiques terrestres et interplanétaires interagissent.

Alimenté par un budget annuel de fonctionnement d'environ 25 millions de francs (dont 6 millions de francs apportés par la France), cette installation devrait recevoir durant une dizaine d'années une centaine de chercheurs de six pays (l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, la Finlande, la Norvège et la Suède). Normalement, leurs travaux auraient dû s'enrichir des résultats obtenus par les quatre satellites Cluster, que l'Agence spatiale européenne (ESA) avait prévu de faire mettre en orbite par Ariane-5. Malheureusement, l'explosion le 4 juin de la fusée européenne a détruit sa charge utile.

Tout n'est peut-être pas perdu, car l'ESA envisage de récupérer certains éléments du programme Cluster pour refaire un satellite. En attendant, les responsables du programme Eiscat se réjouissent de l'arrivée dans leur club de chercheurs japonais, ce qui laisse espérer la mise en place, à une date encore inconnue, d'une antenne supplémentaire. De quoi grossir l'arsenal impressionnant des pays scandinaves, déjà riche de cinq stations.

## Ariane-5 ne volera pas avant le printemps 1997

MI-AVRIL 1997. Juste un peu plus de six mois pour tout régler. Les ingénieurs et les promoteurs du lanceur lourd européen Ariane-5, dont le premier exemplaire avait explosé le 4 juin dans le ciel de Kourou (Guyane), n'auront pas trop de temps pour préparer le prochain tir et remédier aux erreurs qui avaient conduit à la destruction de la fusée.

« Cette date de la mi-avril n'est qu'un objectif, pas une nécessité », a d'ailleurs rappelé, jeudi 26 septembre, Jean-Marie Luton, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA) qui a précisé que « si tout allait bien », le début de la campagne de ce « vol 502 » commencerait « au mois de février » ce qui conduirait à un tir au mois d'avril.

En cas de succès, une autre Ariane-5, la troisième, serait tirée à la mi-septembre. Contrairement à ce qui avait été prévu avant l'échec de juin, le vol 503 devait à l'origine assurer une mission commerciale pour le compte de la société ArianeSpace - les deux vols d'avril et de septembre seront « totalement consacrés à la qualification du [nouveau] lanceur ».

Ces petits problèmes d'intendance ne sont pas de nature à distraire tous ceux qui, de près ou de loin, ont à voir avec ce programme de 38 milliards de francs qui mobilise en Europe 6 000 personnes appartenant à 250 firmes industrielles. Le temps n'est plus à la recherche des causes du mauvais fonctionnement du logiciel des centrales inertielles à l'origine de l'échec, mais plus prosaïquement à la reprise

en main des équipes pour que pareille bétise - car c'en était une - ne se reproduise pas (Le Monde du 25 juillet).

Jeudi 26 septembre, sous les propos courtois de Jean-Marie Luton et d'Alain Bensoussan, président du Centre national d'études spatiales (CNES), pointait une fermeté dont les Etats-membres de l'ESA, soucieux de leurs deniers - l'affaire va coûter quelque 288 millions d'Euros (1,860 milliard de francs) -, n'auraient pas compris qu'elle ne se manifestait pas. La mise en place d'un directeur de trois personnes chargées de garantir la « bonne fin de qualification » du lanceur, le renforcement des équipes du CNES et de celles de l'aérospatiale architecte industriel du lanceur mais aussi maintenant de tous les logiciels de l'engin, la création d'un comité de suivi de plan et l'installation de groupes d'experts spécialisés en témoignent.

### LES LEÇONS DE L'ÉCHEC

Sur le seul dossier des modifications à apporter au lanceur pour remédier aux causes de l'accident, 14 recommandations ont été faites et 40 actions entreprises. Mais cela ne suffit pas. Les responsables d'Ariane-5 ont décidé d'aller plus loin encore pour vérifier les marges de sécurité du lanceur, les renforcer dans certains cas, tirer des enseignements du vol trop court (40 secondes) du premier Ariane-5 et réexaminer dans sa totalité la procédure de qualification de cette nouvelle fusée, y compris

dans des situations aux paramètres de vol formellement dégradés.

La réussite du futur tir de l'Europe spatiale est à ce prix. Charles Bigot, PDG de la société ArianeSpace chargée de promouvoir le nouveau lanceur européen, n'a pas manqué de le souligner. S'il s'est déclaré confiant sur les capacités des équipes européennes à redresser la barre et rassuré par les propos du directeur des lanceurs au CNES, Daniel Mugnier, affirmant qu'« aucune anomalie autre que celle ayant conduit à l'accident » n'avait été « découverte » depuis le mois de juin, il a aussi rappelé, qu'en bon bon commerçant, il réfléchissait à la manière d'assurer les arrières de sa société.

Aujourd'hui, Ariane-4 est le seul lanceur que l'Europe est en mesure de proposer aux opérateurs de satellites. Le premier vol commercial d'Ariane-5 (vol 504) n'aura pas lieu au mieux avant le début de 1998. Dans ces conditions, même si Charles Bigot annonce qu'il commandera quand même, « à des prix plus compétitifs », une nouvelle série d'Ariane-5 à la fin de 1997, il réfléchit aussi à la possibilité d'acquiescer bientôt cinq à six exemplaires de la bonne vieille Ariane-4. De quoi se prémunir contre les conséquences d'un nouveau retard toujours possible d'Ariane-5 qui bouleverserait alors le calendrier de lancement déjà très serré de la société en 1999.

Jean-François Augereau

## Shannon Lucid recordwoman involontaire du plus long séjour dans l'espace

CENT VINGT millions de kilomètres : l'équivalent de 157 aller-retour de la Terre à la Lune. C'est la distance que Shannon Lucid avait parcourue dans l'espace quand, après 188 jours passés en orbite, elle a atterri, jeudi 26 septembre à 14 h 13 (heure de Paris) avec les six membres d'équipage de la navette Atlantis, sur la piste du centre spatial Kennedy à cap Canaveral (Floride).

L'Américaine, qui la même navette Atlantis avait déposée à bord de la station russe Mir en mars, restera dans l'histoire comme la détentriche involontaire du record féminin de séjour dans l'espace. Des problèmes techniques sur la navette, puis le passage de cy-

clones au large de la Floride ont retardé le départ d'Atlantis d'un mois et demi, ce qui l'a conduit à détrôner la Russe Elena Kondakova, restée 169 jours à bord de Mir en 1995. Pourtant, l'astronaute américaine « n'a jamais flanché », a tenu à préciser Daniel Goldin, le patron de la NASA, qui l'attendait à cap Canaveral.

Elle aurait eu, pourtant, toutes les raisons de le faire. Passer six mois en orbite, à quelque 400 kilomètres d'altitude, n'a rien d'une sinécure. L'inconfort est d'abord physique. Dans l'espace, l'absence de pesanteur dérange sérieusement de nombreuses fonctions vitales du corps humain qui, sur Terre, est habitué, à être attiré « vers le

bas ». Les désordres neuro-sensoriels (mal de l'espace) et les déséquilibres posturaux des premiers jours disparaissent généralement assez vite, mais il n'en est pas de même d'autres effets physiologiques, beaucoup plus gênants.

Le système cardio-vasculaire est profondément perturbé et le sang afflue vers le haut du corps. Les os - notamment ceux des jambes et les vertèbres lombaires - se décalcifient. La masse musculaire fond, surtout au niveau des membres inférieurs.

Tous ces phénomènes s'aggravent avec la durée du séjour, mais semblent se stabiliser au bout de six mois en orbite. L'expérience aidant, les Russes ont appris à les combattre de manière assez efficace. Un régime alimentaire et, surtout, deux à quatre heures d'exercice physique quotidien suffisent pour supprimer presque complètement la décalcification et pour combattre la fonte musculaire. Les perturbations cardio-vasculaires sont contrecarrées par des séjours réguliers dans un appareil qui enfonce la partie inférieure du corps pour y attirer le sang. Mais des inconnues subsistent. Comme ses prédécesseurs, Shannon Lucid subira des examens pour tester de ses effets. Comme eux, elle aura sans doute quelques difficultés à réapprendre à vivre

avec la pesanteur. Mais plus encore que ces inconvénients physiques, les problèmes psychologiques sont difficiles à gérer. Le travail scientifique, les exercices et l'entretien de la station ne parviennent pas à occuper suffisamment les astronautes pour leur éviter l'ennui et le « mal du pays ». Norman Thagard - premier Américain à séjourner plusieurs mois dans l'espace - et Shannon Lucid, qui l'a remplacé à bord de Mir, n'ont pas caché le « blues » qu'ils ressentaient parfois. Les commentaires de John Blaha, affirmant que la station russe était très spacieuse et ne sentait pas le renfermé, montrent bien l'appréhension qui était la sienne quand il a relevé sa collègue.

Après Blaha, Jerry Linenger (en janvier 1997), puis trois autres astronautes américains séjourneront plusieurs mois à bord de Mir. La NASA entend ainsi préparer au mieux les longs séjours à bord de la station internationale Alpha dont la construction doit commencer en décembre 1997. Le manque de crédits ayant diminué ou retardé l'installation de nombreux équipements scientifiques, les futurs occupants d'Alpha risquent, eux aussi, de trouver le temps long en orbite.

Jean-Paul Dufour

EN AVANT PREMIERE DU MONDIAL 97

découvrez

LA NOUVELLE MONDEO



- Sécurité globale
- Tenue de route exemplaire
- équipement incomparable

47.39.71.13

Ford SADEVA PARIS OUEST - 129 bd. Jean-Jaures - 92 CLICHY

"GRAND JURY"  
RTL-Le Monde

HERVÉ  
DE CHARETTE

ANIMÉ PAR  
JEAN-PIERRE DEFRAIN  
AVEC  
ALAIN FRACHON (LE MONDE)  
ET  
ISABELLE DATH (RTL)

DIMANCHE  
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9



هكذا من الجمل

# JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

■ SOS, Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapes SOS (2,23 F/min).

## MOTS CROISÉS

N° 935

### HORIZONTALEMENT

1. On note celles des grenouilles, des cloportes, et de Kafka. - 2. Donne la pièce. Sort poétique du bibelot. - 3. On fait ce qu'il dit. Flambeau, selon lui-même. - 4. Enchanter le jardin. Assimilé. - 5. Amoureuse jusqu'à sa fin. Toujours sur nos têtes. - 6. Pronom. Douce, dit-on. Esquive. - 7. Le lot moderne de la course au trésor. Il sait vous parler. Coule de source. - 8. Plus vulgaire aujourd'hui que sous Roosevelt. Sautent aux yeux. - 9. On n'y a rien retranché. S'alonge pour un comble de glace. - 10. Ajournements.

### VERTICALEMENT

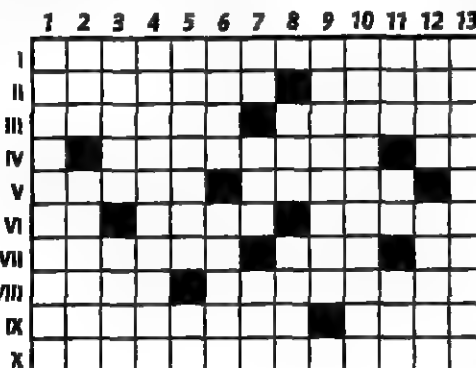
1. La dernière mode en communication. - 2. Direction. Travaillent pour l'avenir. - 3. Trois étages pour Jean-Paul. Il ne faut pas en abuser, même si elle est bonne. - 4. Les

bois nous indiquent son âge. - 5. Dirige. Au Club Med. - 6. C'est un goinfre. Indispensable à l'idole. - 7. Note. Ne coule pas dans ce sens-là. Placé lumineux. - 8. Rassemble les factieux. Donne l'envergure. - 9. Se posera. - 10. Pratique. - 11. Fend le sol. Voyelles. Possessif. - 12. Nos truchements. En Angleterre. - 13. Les confitures, soit, mais les musiques !

### SOLUTION DU N° 934

**Horizontalement**  
1. Guillaume Tell. - 2. Annuaire. Etal. - 3. Cfr. Méandre. - 4. Nae. - 5. Narguât. - 6. V. Etienne. Ailé. - 7. Pédal. Sauter. - 8. Engha. Es. - 9. Tôle. Lier. Fl. - 10. Iule. Désossée. - 11. Théaurseurs.  
**Verticalement**  
1. Gagne-petit. - 2. Unilat. Ouh. - 3. Interpelle. - 4. Lu. Vénées. - 5. Laminage. - 6. Ale. Nil. Dû. - 7. Urane. Uter. - 8. Mena. Sals. - 9. Draa. EOS. - 10. Tergiverse. - 11. Reules. Su. - 12. La. Au. Fer. - 13. Littérales.

François Dorier



## SCRABBLE (R)

N° 307

### CAHIER ROSE

#### OU CAHIER BLEU ?

La traditionnelle sortie du Petit Larousse illustré de l'année (suivante) a eu une résonance particulière à cause de la publication concomitante d'un nouveau rival, le Masdico, vendu 100 francs au lieu de 250 pour son aîné. Larousse ayant l'intention de poursuivre son concurrent pour plagiat, nous avons comparé un échantillon des deux ouvrages, à savoir les entrées commençant par NA-, en nous limitant aux quelques 150 mots, de huit lettres au plus, jouables au Scrabble. Le PLI en comporte 114, et le « Masdi » 103. Voici les onze entrées manquantes. NABATEEN, d'un peuple du nord de l'Arabie - NAHUA, (Amérindien) émigré vers le Mexique - NARSE, maréchal du Massif central - NASTIE, réaction rapide d'un végétal - NATICE, mot-lusque - NATRÉE, (sels de sodium dans le sang) - NAZCA, (culture) pré-colombienne - NAMIBIEN - NANCÉIEN - NANTAIS - NAURUAN, de l'Etat de Nauru (Océanie). Les quatre derniers adjectifs figurent néanmoins dans les « pages bleues » du Masdi, qui recensent les gentils ; donc, le déficit de ce dernier peut être ramené de onze mots à sept. Notons par ailleurs une étrange erreur de catégorisation : le participe passé NANTI, dans l'exemple forgé « nanti d'un billet », est recensé

comme adjectif. Il apparaît que le Masdi se contente de marquer le PLI à la crotte, car il n'inclut, dans notre échantillon, tout au moins, aucune entrée ignorée du PLI, excepté « nazarde », variante de NASARDE, coup sur le nez. En revanche, il prend l'avantage sur le listing du Petit Robert grâce à NAHAHA, ou NAGUAT, dialecte azèque - NAIRA, unité monétaire du Nigeria - NAPHTA, distillat du pétrole, et enfin NAVAJA, long couteau espagnol, dont l'absence au PR surprendra les lecteurs de Théophile Gautier. Le PR, de son côté, ne renferme qu'un mot absent du PLI et du Masdi : NABLA, opérateur différentiel (math).

Les définitions du Masdi sont originales et encyclopédiques. A l'instar du PR, mais à la différence du PLI, elles incluent, pour toutes les entrées, étymologie, datation du mot et prononciation : se voulant à la fois dictionnaire encyclopédique et dictionnaire de langue, le Masdi rattache large. L'accusation de plagiat n'est pourtant pas infondée. Ce n'est pas par hasard que le Masdi est constitué d'une première partie « noms communs » et d'une deuxième « noms propres », séparées par des pages bleues. Y figurent derniers adjectifs figurent néanmoins dans les « pages bleues » du Masdi, qui recensent les gentils ; donc, le déficit de ce dernier peut être ramené de onze mots à sept. Notons par ailleurs une étrange erreur de catégorisation : le participe passé NANTI, dans l'exemple forgé « nanti d'un billet », est recensé

Michel Charlemagne

Club de Basançon, 38, rue de l'Observatoire, 10 juin 1996.

Un sac en cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est L'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	MNEEULS	MENSUEL	H 4	70
2	ENNUIT	ENNUI	F 6	62
3	ENNUIT	ENNUI	F 6	62
4	AILOVSO	INDIGNEE (a)	A 4	72
5	Q-BAUMOT	VIOLETS	A 4	42
6	AECUSZ	ATOMIQUE (b)	D 1	84
7	EUS-RVTT	ACTEZ	B 8	72
8	R-RAYECO	VEUTISTE	K 5	40
9	BDEFNGO	CHARYTE	C 8	92
10	DGO-AAO	BENEF	L 8	36
11	DGO-AAP	KOLA	F 10	33
12	DGO-AAP	PIE	A 15	38
13	DO-APEER	ALICURA	J 1	27
14	DE-AUXM	PROJET	M 1	30
15	DLM-EIOT	EXPIA	K 1	78
16	ABEFRSS	DOLOMITE (c)	L 2	72
17	STURIW?	BAFRASSE	O 4	66
18	RWA-HILLD	PIELTAHS	L 15	39
19	WILD-H	HALER	L 19	22
		HI	L 15	75
				990

(a) INDIGÈNE, K1, 68 ; DINGUET, 8 D, 61. (b) Ou MOQUETTA en M1. (c) MODALITE ou MODALIT, sur la rangée Sud, 61. 1. Denise De Moro, 897 ; 2. Frédéric Barthe, 890 ; 3. Guillaume Henrion, 867.

## ANACROISÉS (R)

N° 936

### HORIZONTALEMENT

1. ABEORRUTU. - 2. AINOSS. - 3. AEMORUX (+1). - 4. CDEELLO. - 5. BCEERT. - 6. AAEISSI. - 7. AACEER. - 8. EILMTU (+1). - 9. EPGISTU. - 10. EIRSS (+1). - 11. IIOSTTU. - 12. EFINNST. - 13. ILMNOST (+1). - 14. BEFFIOR. - 15. EEMNSU (+1). - 16. EILNORS (+1). - 17. AAEOMORT. - 18. EMINOTY. - 19. AELMMSU. - 20. EIRSSU (+4). - 21. EIORRST.

### VERTICALEMENT

1. BDEORUTU. - 2. ABEERS (+2). - 3. EILMTU. - 4. EILMTU. - 5. ALMTUU. - 6. EEFILNRS (+2). - 7. EIRSSU (+2). - 8. AEFIST (+3). - 9. EEMORT. - 10. ABEESU (+2). - 11. EMORSU (+4). - 12. EINNOO. - 13. CEEFILRU (+1). - 14. AEFIRSU (+1). - 15. AEEISSST. - 16. AAEERT (+1). - 17. AAEIRRT (+1). - 18. DEIOT. - 19. AEGINNOT. - 20. AAELOT. - 21. AAEELMS (+1). - 22. AAEORSSU (+5). - 23. AAEELMS.

### SOLUTION DU N° 935

1. CHIEUSE. - 2. FIBROME. - 3. HALECRET. - 4. AREAGES (AREAGES). - 5. OURAGANS. - 6. SIPHONNE. - 7. AFFINOIR. - 8. QUELQUE. - 9. STYLES. - 10.

## ÉCHECS

N° 1708

### MÉMORIAL DONNER

(Amsterdam, 1996)  
Blancs : J. Hodgson.  
Noirs : J. Granda Zuniga.  
Attaque Trompovsky.

1. f4	g5	h4	h4
2. f5	g6	h5	h5
3. f6	g7	h6	h6
4. f7	g8	h7	h7
5. f8	g9	h8	h8
6. f9	g10	h9	h9
7. f10	g11	h10	h10
8. f11	g12	h11	h11
9. f12	g13	h12	h12
10. f13	g14	h13	h13
11. f14	g15	h14	h14
12. f15	g16	h15	h15
13. f16	g17	h16	h16
14. f17	g18	h17	h17
15. f18	g19	h18	h18
16. f19	g20	h19	h19
17. f20	g21	h20	h20

### NOTES

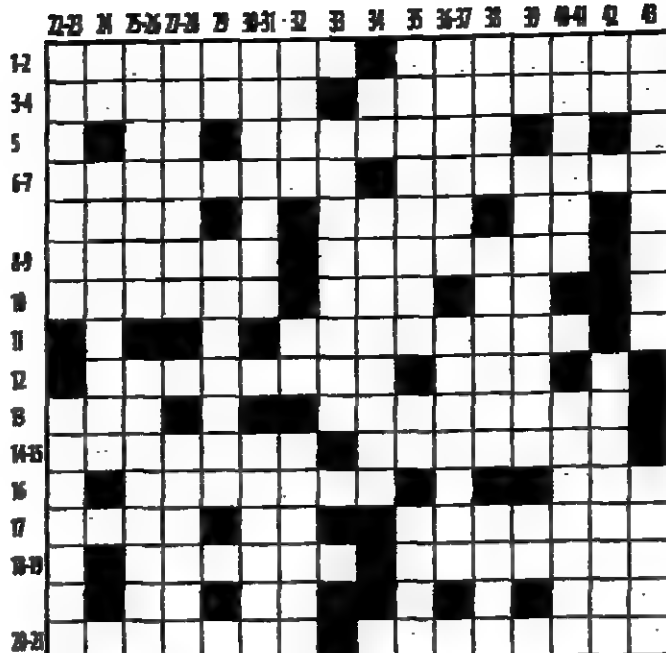
a) Face à l'attaque Trompovsky, les Noirs disposent de plusieurs réponses : 2... C44 ; 3... F44 (cf. n° 1698, J. Hodgson - M. Tseidim, Ischia, juin 1996) ; ou 2... C44 ; 3... b4, 5... d5 ; ou bien 2... C5 ; 3... f6, g6 ; 4... d5, D6 ; 5... Dc1 ; ou 2... d5 ; 3... d5.  
b) Testant l'adversaire. 3... d6 est un peu passif mais solide : 4... Cc3, f7 ; 5... Cc3, 0-0 ; 6... Dd2, Cc6 ; 7... f5, f7 ; 8... 0-0, 26 ; 9... f6, f6 ; 10... Th-61, h61 ; 11... f6, f6 ; 12... d5, d5 ; 13... Cc5, T6 ; 14... g4, 25 (Piket-Oil, Wilk aan Zee, 1993).  
c) Et non 4... f4, g5 qui coûte le pion à aux Blancs.  
d) Ou 5... Cc3, d5 (comme 5... g6 ; 5... b6 ; 5... d6) ; 6... d5, Dd8 ; 7... f5, g5 ; 8... Cc3, Cc6 ; 9... d5, f5 ; 10... 0-0, 0-0 ; 11... Cb-d2, f6.  
e) Après 5... d6 ; 6... Dd2, g5 (forcé sinon 7... f6 ; 8... 0-0, f7 ; 9... g5, g4 ; 9... h5 ; 10... h6, h6 ; 11... Td8, f6 ; 12... d5, d5 ; 13... d5, D6 ; 14... f6, g6 ; 15... Cc3, f7 ; 16... Cc4, f7 ; 17... Cc4, f6 ; 18... Df6, f7 ; 19... Dc7, D8 ; 20... Df6, Cc6 ; 21... f5, a6 ; 22... Th1, C67 ; 23... Th8, Cg8 ; 24... Dg5, les Noirs abandonnent (Greenfield-Stall, Moscou, 1994).  
f) La conquête de la case e5 est un des nombreux atouts des Blancs dans cette configuration.  
g) Une réaction assez connue, à double tranchant et douteuse lorsque le F-R est déjà développé sur l'aile-D. Par exemple, 5... Cc3, d6 ; 6... Dd2, g6 ; 7... f4, g5 ; 8... Cc3, g4 ; 9... Cd4, h5 ; 10... 0-0-0, f6 ; 11... g3, Cc6 (et non 11... e5 ; 12... Cc-d5) ; 12... f5, f7 ; 13... e5.

## VOYAGES

Vols, séjours et circuits  
Guides touristiques

Votre agence 24 h/24

3615 LEMONDE



BUTTEURS. - 11. TURBEHS. - 12. BATAILLE. - 13. ETAGEAIT. - 14. ATTIBUIT (BITTURA). - 15. LISIERE (RESILITE). - 16. SINUSIEN (INSINUES). - 17. AGREGAT (TAGGERA). - 18. DOCLIE. - 19. EVINCES (CENSIVE). - 20. URANATE. - 21. GRESEES. - 22. CHAMANS. - 23. TUILLEAU. - 24. HANAFITE. - 25. TITRIAS. - 26. PERSIFLE. - 27. ECHINEES. - 28. UROPODE. - 29.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

## BRIDGE

N° 1704

PASSION ET AGONIE  
Appelé « passion coup » en anglais et « coup de l'agonie » en français, voici un coup rare qui a permis à un jeune universitaire américain de réussir un chelem contre et qui aurait chuté sur une autre entame que Trèfle.

♠ RDV	♠ A1082
♥ A	♥ 1098
♦ 982	♦ AV53
♣ RV9653	♣ D8
♠ 97643	♠ N
♥ V7532	♥ O
♦ 1074	♦ S
	♠ RD64
	♠ RD10764
	♠ A2

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
10	passé	2	passé
2	passé	2	passé
3	passé	4	passé
5	passé	6	contre...

Ouest a entamé le 10 de Trèfle convert par le Valet et la Dame de Trèfle. Comment Toby Strite a-t-il gagné le PETIT CHELEM À CARREAU contre toute défense ?

Réponse  
Après l'As de Trèfle, le déclarant joue deux Trèfles maîtres (9 et 10). Si Est ne coupe pas, Sud défait son singleton à Pique, puis il joue le 9 de Carreau, fait l'impasse au Valet et finit par ne perdre que l'As de Carreau. Est avait donc intérêt à couper avec le 3 de Carreau. Le déclarant a surcoupé, puis il est remonté au mort par l'As de Cœur et a continué Trèfle, qu'est encore imité à couper (avec le 5 de Carreau). Sud surcoupe et retourne en Nord en coupant le 6 de Cœur afin de continuer Trèfle coupé par le Valet de Carreau et surcoupé par la Dame. Mais l'As d'atout est maintenant sec, et quand Toby Strite, après avoir coupé la Dame de Cœur, joue encore Trèfle, l'agonie s'achève puisque Est ne peut plus empêcher la défausse du 3 de Pique, qu'en coupant avec l'As d'atout, la seule levée de la défense !

Le chelem pouvait-il être battu après l'entame du 10 de Trèfle ? Non, car, si Est ne couvre pas le Valet de Trèfle, Sud prendra quand même avec l'As de Trèfle pour jouer le Roi de Trèfle.

### LA VALEUR N'ATTEND PAS...

Y a-t-il un âge minimum pour participer aux Olympiades ? Une telle mesure serait illogique. Aux précédentes Olympiades, à Salao Maggiore, les Hongrois avaient dans leur équipe un joueur de seize ans, Gabor Winkler, dont la valeur n'a pas attendu le nombre des années. Voici un contrat qu'il a bien réussi. Mettez-vous à sa place en Sud en cachant les mains d'Est-Ouest.

♠ A4	♠ RV95
♥ A854	♥ V1097653
♦ 4	♦ 65
♣ RD9743	♣ D83
	♣ DV7632
	♣ D2
	♣ A10

Ann. : S. don. Toos. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
3	passé	1	3
3	passé	4	contre
surc.	passé	5	passé...

(4) = BW romain spécial.

Ouest a entamé le Roi de Carreau pour le 3 d'Est, et il a contre-attaqué le 6 de Figue (son troisième Pique). Comment Winkler, en Sud, a-t-il gagné CINQ COEURS contre toute défense ?

Note sur les enchères  
Curieusement, « 4 Piques » n'était pas un splinter mais un Blackwood spécial, et l'enchère de « 5 Cœurs » sur le surcoteur de « 4 Piques » était sans doute un azet.

Philippe Brugnon

CINÉMA

A la recherche du film perdu

3615 LEMONDE

24 h/24

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien

Le temps assez bien



## Un temps assez bien ensoleillé

**SAMEDI MATIN**, les nuages sont nombreux sur les côtes de la Manche. Le vent de sud-ouest soufflera à 60 km/h en rafales. Des Ardennes au Nord-Est jusqu'à la Franche-Comté et aux Alpes du Nord, les nuages et les éclaircies alternent. Dans les Pyrénées, les nuages bas persisteront dans les vallées, mais le soleil sera plus présent en altitude. Sur le pourtour méditerranéen, ce sera le grand soleil avec un vent de nord-

ouest soufflant à 60 km/h en rafales.

Dans le reste du pays, les brumes ou brouillards matinaux seront fréquents, et ne se dissiperont qu'en cours de matinée, laissant place peu à peu au soleil. L'après-midi, dans l'ensemble des régions au nord de la Loire jusqu'au Nord-Est, nuages et belles éclaircies alternent. Dans le sud de la France, il fera beau. Quelques nuages se développeront dans les Pyrénées, laissant une impression agréable.

Les températures minimales iront de 6 à 10 degrés au Nord et de 10 à 15 degrés au Sud. L'après-midi, le thermomètre marquera 17 à 20 degrés au Nord et 21 à 25 degrés au Sud.

Dimanche matin, de la Bretagne à la Normandie jusqu'au Nord-Pas-de-Calais, il pleuvra faiblement. Le vent de sud-ouest sera modéré en Manche.

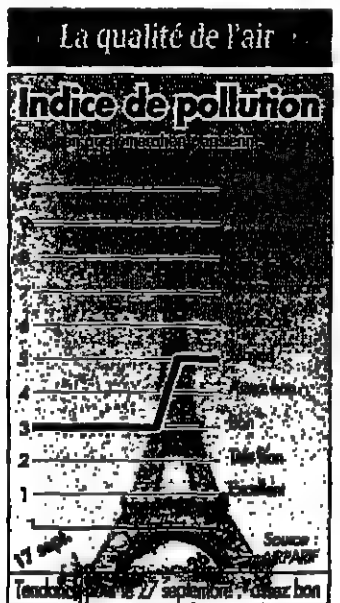
Des Pays de Loire au Centre jusqu'à l'Île-de-France et aux Ardennes, les nuages seront nombreux. Dans le reste du pays, après dissipation des brouillards matinaux, le soleil sera au rendez-vous. L'après-midi, il pleuvra faiblement au nord de la Loire. Le ciel deviendra très nuageux du Poitou à la Bourgogne jusqu'au Nord-Est. Plus au sud, le soleil sera prédominant.

Les températures minimales avoisineront 6 à 8 degrés sur l'est du pays, 9 à 12 degrés à l'Ouest et sur l'extrême Sud. L'après-midi il fera doux, avec 18 à 21 degrés au Nord et 22 à 25 degrés au Sud.

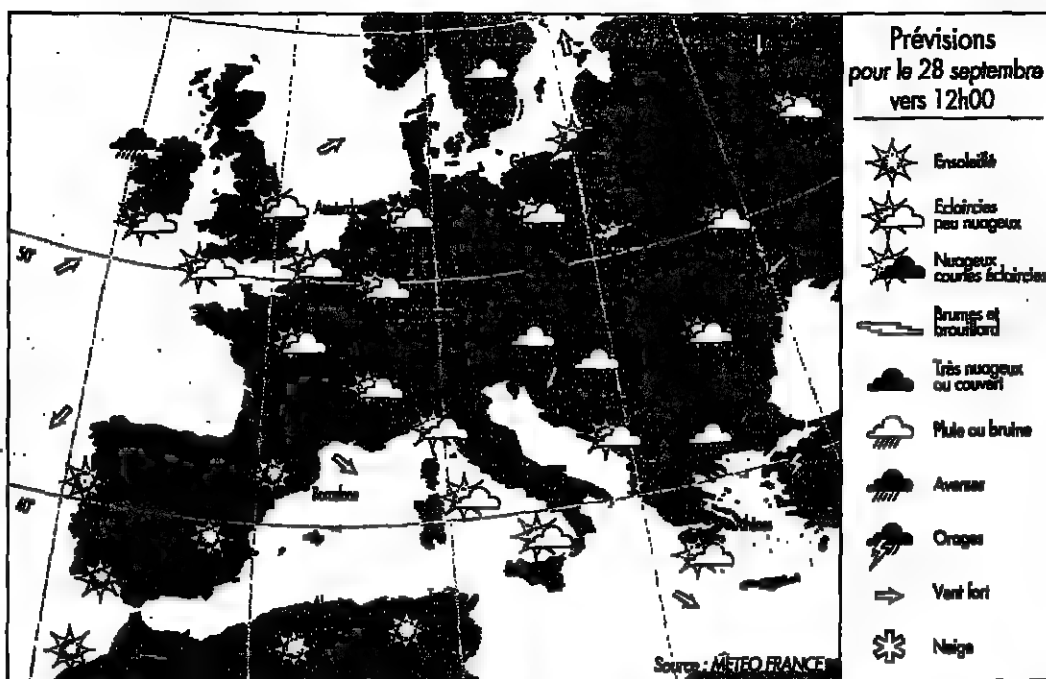
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 28 septembre vers 12h00



Tendances pour le 27 septembre - 28 septembre



Prévisions pour le 28 septembre vers 12h00

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	21/8	TOURS	19/3	CHICAGO	16/4	LISSONNE	26/9	PRETORIA	28/1
du 26 septembre	LILLE	19/3	STRASBOURG	20/3	NEW YORK	19/3	PARIS	20/3	JOHANNESBURG	28/1
max/min	LYONS	20/3	ALGER	25/1	LOS ANGELES	20/7	BOULOGNE	20/3	CAIRO	28/1
	MARSEILLE	22/2	AMSTERDAM	18/3	DUBAI	32/7	MADRID	25/2	SAN FRANCISCO	14/1
	NANTES	20/3	ATHÈNES	27/3	DUBLIN	20/3	MARRAKECH	33/8	SANTIAGO	15/5
	PARIS	20/3	BANGKOK	34/25	FRANCOFORT	19/7	MEXICO	26/24	SEVILLE	30/3
	STRASBOURG	20/3	BARCELONE	24/14	GENEVE	17/6	MILAN	20/6	ST-PETERSBURG	14/5
	TOULOUSE	20/3	BERGAMO	16/7	HANOI	32/25	MONTREAL	14/5	STOCKHOLM	14/0
			BERLIN	13/6	HELSINKI	6/2	MOSCOW	13/6	SYDNEY	25/3
			BRUXELLES	13/6	HONGKONG	30/23	MUMBAI	14/1	TOKYO	22/16
			BOMBEY	32/26	KHAROF	24/18	NEW DELHI	27/23	TUNIS	25/18
			BUENOS AIRES	18/12	LE CAIRE	31/19	PRAGUE	12/2		



Situation le 27 septembre, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 29 septembre, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### Pilotes de guerre et pilotes de ligne

AU MOMENT de la Libération, la situation de nos liaisons aériennes commerciales était difficile : alors que, en 1938, nous disposions de 125 avions ou hydravions, nous n'avions plus en 1944 que 32 appareils de transport moyen et 40 bimoteurs légers. Cependant, le nombre de kilomètres parcourus mensuellement, de 880 000 en 1938, s'élevait à 1 500 000 à la fin de 1945. Ce rapide développement a posé, en même temps que la question du matériel, un problème de personnel. Lorsque la société nationale Air France, il y a un an, assumait le contrôle des lignes aériennes françaises, elle ne put disposer que d'environ 80 équipages entraînés. Il en faudrait actuellement au moins 300.

Où trouver rapidement les 220 équipages nécessaires ? Une seule source de recrutement, mais pleine de promesses : les pilotes de guerre, anciens de Normandie-Niemen, des escadrilles d'Angleterre et d'Afrique du Nord, spécialistes des missions aériennes clandestines en France occupée. Encore faut-il adapter à un travail entièrement nouveau ces hommes qui ont fait la preuve de leur courage et de leur compétence : c'est le but du centre préparatoire du personnel navigant qui fonctionne depuis un an au Bourget.

Ce centre doit transformer des as de notre aviation militaire en pilotes éprouvés de « paquebots aériens » qui savent que la protection de chacune des vies qui leur sont confiées vaut mieux que le plus spectaculaire des exploits. Mais il faut songer à l'avenir. L'aviation militaire ne fournira pas toujours des pilotes entraînés par cinq années de guerre. La nécessité d'une école nationale aéronautique, dont le centre de préparation du personnel navigant peut être l'embryon, apparaît bien.

Jean Planchard (28 septembre 1946.)

## PHILATÉLIE

### Héros de romans policiers

UNE SÉRIE de six timbres à 3 F + 0,60 F - la surtaxe étant destinée à la Croix-Rouge - consacrée à six héros français de romans policiers, sera mise en vente générale lundi 7 octobre.

Rocamboles, Arsène Lupin, Rouletabille, Fantômas, Maigret et Nestor Burma prennent le pas sur leurs créateurs, Ponson du Terrail (1829-1871), Maurice Leblanc (1864-1941), Gaston Leroux (1868-1927), Pierre Souvestre (1874-1914) et Marcel Allain (1885-1969). Georges Simenon (1903-1989) et Léo Malet (1909-1996). Manquent notamment à l'appel le père Tabaret, alias Tiraucourt, de Frédéric Dard. Seul Simenon a déjà été le sujet d'une émission commune à la France, à la Belgique et à la Suisse, en 1994, et auparavant de timbres du Nicaragua (1973) et de Saint-Martin (1979).

Les timbres, au format vertical 22 x 36 mm, dessinés par Marc Taraskoff, sont imprimés en héliogravure en feuilles de cinquante, et en carnets réunissant les six personnages, plus deux vignettes sans valeur (prix de vente : 21,60 F).

★ Ventes anticipées : - A Paris, les 5 et 6 octobre, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la Bibliothèque des littératures policières (Bilpo), 48-50, rue du Cardinal-Lemoine, 5<sup>e</sup>. Marc Taraskoff sera présent pour une séance de dédicaces le 5 octobre, de 10 heures à 12 heures à la Bilpo et, de 15 heures à 17 heures, au Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 5<sup>e</sup>. - A Saint-Nazaire, les 5 et 6 octobre, au bureau de poste temporaire doté d'un timbre à date sans mention « premier jour », au Centre culturel, 33, boulevard Victor-Hugo.

## EN FILIGRANE

■ **Combattants français en Afrique du Nord.** Oublié dans le programme publié par Le Monde du 7 septembre, le timbre en hommage aux combattants français en Afrique du Nord (1952-1962) « ne commémorera ni le cessez-le-feu en Algérie ni la date du 19 mars 1962 », souligne François Pilon, le ministre délégué à la Poste, aux télécommunications et à l'espace.

■ **Ventes.** Vente à prix nets Behr (tél. : (1) 42-97-42-62 et Email : BehrPhilatelie@msn.com) : plus de 3 000 lots ; sélection de « vermillons » (65 000 à 135 000 F) ; colonies, dont un bel ensemble de plus de 200 lots sur la Guadeloupe ayant servi à la rédaction d'une étude de Pascal Behr publiée dans le catalogue Yvert et Tellier 1996. - Ventes sur offres Roumet (tél. : (1) 47-70-00-56) clôture les 1<sup>er</sup> et 15 octobre : près de 4 000 lots dont « vermillons » (départ 80 000 F) ; guerre de 1870 et affranchissements composés de septembre 1871 ; nombreux lots « à fortes cotes à petits prix ».

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ESPAGNE.** La compagnie espagnole Iberia vient de recevoir son troisième Airbus A-340. L'arrivée de cet avion baptisé *Rosa Chacel* permettra à la compagnie de desservir quotidiennement la ligne Madrid-Mexico avec ce type d'appareil à partir du 30 septembre.

■ **FRANCE.** La compagnie aérienne TAT, filiale de British Airways, va assurer, à raison de deux rotations quotidiennes, la liaison

Paris-Toulon, qu'Air France Europe a décidé d'abandonner. - (AFR)

■ **ITALIE.** Dès dimanche 29 septembre, des trains à grande vitesse français et italiens desserviront les lignes Paris-Turin-Milan et Lyon-Turin-Milan. Ce nouveau service mettra Paris à 5 h 20 de Turin (6 h 45 actuellement) et à 6 h 40 de Milan (au lieu de 7 h 40). La ville de Lyon ne se trouvera plus qu'à 3 h 50 de Turin (au lieu de 4 h 15) et à 5 heures de Milan (au lieu de 5 h 55). - (AFR)

■ **BELGIQUE.** Air France et la

compagnie belge Sabena ont renoncé à effectuer des vols conjoints sur la ligne Paris-Bruxelles. Les deux compagnies opéreront séparément dès cet hiver. - (AR)

■ **MAROC.** 918 496 touristes étrangers ont séjourné au Maroc au cours des sept premiers mois de l'année, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport à la même période de 1995. Ils venaient principalement de France (303 401), d'Allemagne (120 353), d'Espagne (107 977) et de Grande-Bretagne (56 970).

## PARIS EN VISITE

### Dimanche 29 septembre

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **MARAIS :** le quartier juif (50 F), 10 h 30 et 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul côté escalier roulant (Palmodi).

■ **MONTMARTRE** (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Anvers (Paris passé, présent).

■ **MARAIS :** le quartier Saint-Paul (50 F), 11 heures, place de l'Hôtel-de-Ville face à la poste (Claude Marti).

■ **LE QUARTIER SUFFREN-CARLADI** (50 F), 11 heures, sortie du métro Ségur (La Parisienne).

■ **D'ODÉON** à Saint-André-des-Arts, dans les pas de Danton, Marat, Desmoulins (50 F), 14 h 30, sortie du métro Odéon devant la statue de Danton (Découvrir Paris).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** et l'Île Saint-Louis (50 F), 14 h 30, Pont Neuf devant la statue d'Henri IV (Commissaire de Paris).

■ **MONTMARTRE**, 14 h 30 (60 F), sortie du métro Abbesses (Isabelle Hauller) ; 15 h 30 (50 F), en haut du funiculaire sortie côté gauche (Claude Marti).

■ **LES PONTS DE PARIS**, de la Cité au pont des Arts (45 F), 14 h 30, sortie du métro Cité (Paris capitale historique).

■ **LE QUARTIER CHINOIS**, 14 h 30 (55 F), sortie du métro Porte d'Ivry (Art et Histoire) ; 14 h 30 (55 F), sortie du métro Maison-Blanche côté impair (Europ expro).

■ **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 15 heures, devant l'entrée côté par-

vis de Notre-Dame (Paris autrefois).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 15 heures, sortie du métro Pont-Marie (Institut culturel de Paris).

■ **MUSÉE MAILLOL** (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 61, rue de Grenelle (Monuments historiques).

■ **LE PARC ANDRÉ-CITROËN :** exposition sur les épices (35 F), 15 heures, entrée angle des rues Balard et Saint-Charles (Ville de Paris).

■ **LE QUARTIER DE LA MOUZAIA** (45 F), 15 heures, sortie du métro Botzaris (Monuments historiques).

■ **LE VIEUX VILLAGE DE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS** (50 F), 15 heures, sortie du métro Louvre-Rivoli (Résurrection du passé).

■ **LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS** (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, place du Puits de l'Ermitte (Tourisme culturel).

### Lundi 30 septembre

■ **PASSAGES COUVERTS** (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Palais-Royal devant les grilles du Conseil d'Etat (Paris passé, présent).

■ **DU JARDIN DU LUXEMBOURG** à Montparnasse (50 F), 11 heures, sortie du métro Luxembourg (La Parisienne).

■ **MONTMARTRE** (60 F), 11 heures, sortie du métro Abbesses (Vincent de Langlade).

■ **MUSÉE JACQUES-ANDRÉ** (50 F + prix d'entrée), 11 heures, 58, boulevard Haussmann (Tourisme culturel).

■ **DES THERMES AUX ARÈNES** (40 F + prix d'entrée), 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Sauvegarde du Paris historique).

■ **L'HÔPITAL DE LA SALPÊ-**

## JEUX

Loto 6/49		RÉSULTATS OFFICIELS	
1	104 480 F	2	12 600 F
3	117	4	24 F
5	117	6	24 F
7	117	8	24 F
9	117	10	24 F
11	117	12	24 F
13	117	14	24 F
15	117	16	24 F
17	117	18	24 F
19	117	20	24 F
21	117	22	24 F
23	117	24	24 F
25	117	26	24 F
27	117	28	24 F
29	117	30	24 F
31	117	32	24 F
33	117	34	24 F
35	117	36	24 F
37	117	38	24 F
39	117	40	24 F
41	117	42	24 F
43	117	44	24 F
45	117	46	24 F
47	117	48	24 F
49	117	50	24 F

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Léclerc - 69646 Chambéry Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-80

Le monde	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0014-1801) is published daily for \$ 82 per year. LE MONDE - 21 bis, rue Claude-Bernard 75002 Paris Cedex 05, France, publishes postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 21 bis, rue Claude-Bernard, N.Y. 10019-4333. Pour les abonnements étrangers aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 350 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach VA 23061-2903 USA Tel.: (800) 433-3643

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_ 601 MQ 001

Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

Remarques : \_\_\_\_\_

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Remarques : \_\_\_\_\_

● Tarif autres pays étrangers : Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 42-17-32-80 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Guesbroux, 94052 Ivry-Cedex, FRANCE

Président-directeur général : Dominique Alduy

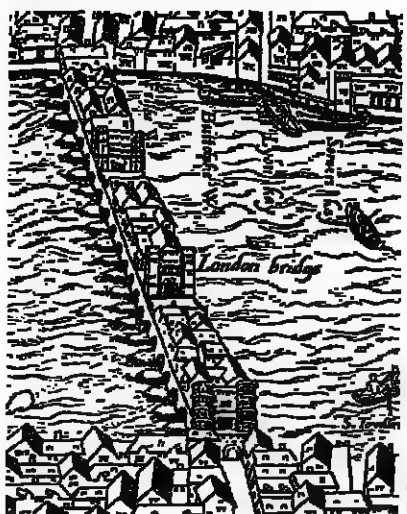
Directeur général : Gérard Morvan

133, avenue des Champs-Élysées

75009 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30





**ARCHITECTURE** Les « ponts habités » sont le thème de la nouvelle exposition de la Royal Academy, à Londres, inaugurée le 24 septembre. Conçue à l'origine pour le

Centre Georges-Pompidou, elle est devenue une manifestation franco-anglaise marquée, côté français, par la personnalité de Jean Dethier, « architecte d'exposition ».

● L'EXPOSITION londonienne est couplée avec un concours. Sept architectes ont été conviés à proposer un nouveau pont pour la capitale anglaise. ● JOHN GUMMER, secrétaire d'État

à l'environnement, a annoncé les résultats du concours. Restent en lice Zaha Hadid, une Irakienne installée à Londres, et le Français Antoine Grumbach.

## Londres renoue avec la saga des ponts habités

La Royal Academy of Arts, en collaboration avec le Centre Georges-Pompidou, présente une exposition et les résultats d'un concours qui illustrent les avatars d'un archétype riche de ses réalisations et de ses utopies

**LIVING BRIDGES** - Le pont habité, passé, présent et futur. Royal Academy of Arts, Piccadilly, Londres W1. Tél. : (19-44-171) 494-56-125. Tous les jours de 10 heures à 16 heures. 5 livres (40 F). Jusqu'au 18 décembre. Catalogue en anglais, éd. Prestel, 160 p., 175 F.

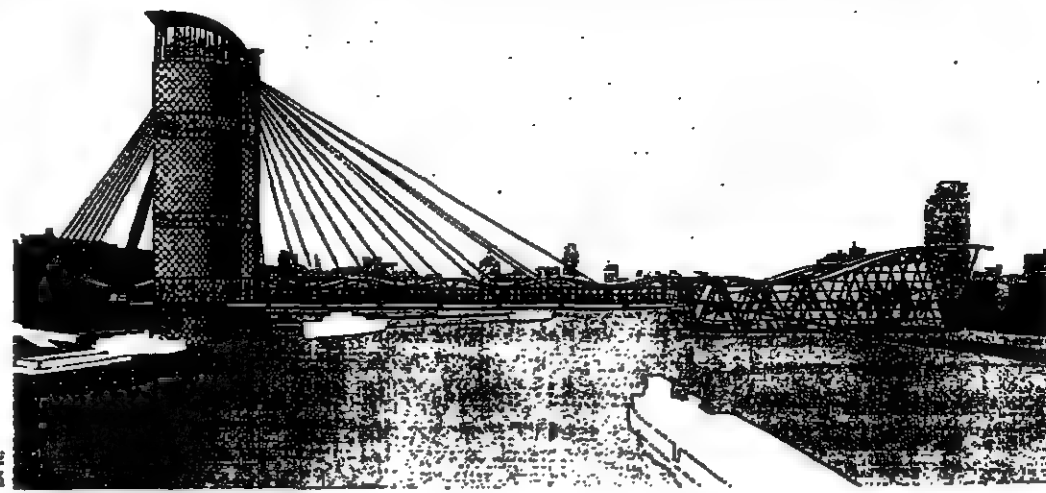
### LONDRES

Dans les très respectables salles de la Royal Academy of Arts s'étire le long ruban d'un fleuve aux eaux grises, de la couleur des fleuves qui traversent les villes, lourdes de pollution et de promesses non tenues, à Londres comme à Paris. Ces fleuves malmenés ont pourtant été à la source même des cités et de leur prospérité, points de passage obligés parce que s'y trouvaient un gué, un passeur et son bac, ou mieux encore un pont. On a oublié comment l'eau fractionnait le territoire. Comment, par exemple, l'Ardeche et la Drôme s'ignoraient de part et d'autre du Rhône. Comment, dans les villes, chacune des deux rives pouvait ignorer l'autre des lors qu'on s'éloignait des ponts. Passages stratégiques, commerciaux, religieux et festifs, aujourd'hui réduits à une double fonction, porteurs de trafics et balcons d'amoureux, ils restent cependant dans la mémoire collective comme des lieux

symboliquement forts, quelquefois essentiels. Dans les villes, il fallait faire des détours pour atteindre le pont. A la Royal Academy aussi. Un fleuve factice imaginé par Branson Coates porte les maquettes d'une bonne trentaine de ponts. L'exposition parle d'elle-même et fait partie de ces rares réussites de la muséographie lorsqu'elle s'attache à vouloir montrer l'architecture. Car ce n'est pas un pont banal qu'on s'efforce de faire revivre ici. Cela aurait été du reste surprenant dès lors que Jean Dethier, « architecte d'exposition » et serviteur ordinaire du Centre Pompidou, se révèle être le premier inspirateur de cette manifestation londonienne. Dethier a associé son nom à des expositions comme « Le Temps des gares », « Architectures de terre » ou « Châteaux-Bordeaux ».

L'idée des ponts habités lui est très banalement venue de voyages à Venise et à Florence. Restait à convertir cette idée, croisement hybride d'architecture pure et de réflexion urbaine, en propos exposable. Le Centre Pompidou affirmant complet d'ici à la fin, en l'an 2000, de sa prochaine rénovation, Dethier a été encouragé à se tourner vers nos partenaires européens d'Outre-Manche. Il a apporté son projet à Londres, avec l'aide de l'historienne Ruth Eaton, mais a passé naturellement la main à ses homologues anglais, Peter

Murray et Mary Anne Stevens. Mais qu'est qu'un pont habité, selon Dethier et ses coreligionnaires ? C'est un pont habité parfois pour des raisons militaires, comme celui de Valentré à Cahors, parfois par un édifice religieux, comme le pont Bénézet à Avignon, ou d'autres raisons encore, que fait découvrir le catalogue. Ce n'est pourtant pas là l'aventure principale de l'exposition : le propos en est surtout celui du pont urbain, véritable rue qui va jusqu'à faire disparaître le fleuve de l'horizon du passant. Là où l'eau est davantage respectée, voire honorée, à Venise ou à Florence, au Rialto et au Ponte Vecchio, devenus l'un et l'autre de véritables lieux de pèlerinage pour touristes, sont aménagées des places et des arches pour rêver, pour souffler, pour taquiner les deux des rivières et canaux, pour assister aux joutes des marins.



Projet d'Antoine Grumbach pour un pont-jardin à Londres, co-lauréat du concours présenté à l'Academy of Arts. Dessin en haut, à gauche : représentation ancienne du Old London Bridge, démolit en 1823.

Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, ces ponts habités vont jouer un rôle majeur dans les cités. Ce qui a survécu à Florence et Venise, on le trouve aussi à Paris : le Pont-au-Change (démoli en 1786), successeur du Grand-Pont (1298-1621), le pont Notre-Dame (1414-1786), le Pont-Marie (mis en œuvre seulement en 1614, et démolit lui aussi en 1786), seront de véritables rues posées sur l'eau, à l'architecture ordonnée, même si viennent s'y greffer les ajouts naturels du temps.

L'histoire de Paris est l'occasion de faire une première halte sur l'un des thèmes les plus passionnants de l'exposition, celui des projets imaginés mais non réalisés. Ainsi découvre-t-on, dans une réalité à échelle réduite, l'étrange Pont-Neuf dessiné par Androuet du Cerceau en 1578, qui restera finalement vierge de construction (excepté la Samaritaine, édifice abritant alors une pompe à eau). Les amoureux de Paris doivent se rendre à Londres, ne serait-ce que pour voir ces maquettes. Elles viendront sans doute en France, mais on ne sait quand, faute de lieu.

La capitale britannique est bien servie dans cette section historique. Il faut dire que la Tamise se révèle plus large, près de trois cents mètres, plus musclée que la Seine. Dès lors, l'histoire de l'Old London Bridge, segment de ville longtemps solitaire et donc plus essentiel pour Londres que les ponts de Paris, devient une vaste

fréquence qui va de 1209 à 1758, un véritable roman architectural, avec ses différentes phases de construction, ses incendies, ses drames, ses quartiers, ses péripéties saisonnières.

On retient les visions de la Tamise glacée, où le vieux London Bridge perd son utilité sans pour autant rapprocher les villages des deux rives. Les arches en étaient singulièrement resserrées, formant comme une sorte de grille, comme s'il fallait non seulement franchir, mais aussi organiser le trafic du grand fleuve. Le problème trouve une autre solution avec la construction, au tournant du siècle (1894), du Tower Bridge, dont le dessin pseudo-médiéval laisse loin derrière lui tous nos Viollet-le-Duc.

### On a oublié comment l'eau fractionnait le territoire

C'est un dessin de Palladio (1554) qui va devenir, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le modèle et la référence des projets architecturaux, alors même que presque partout les anciens ponts sont débarrassés de leurs habitations. Cette inspiration n'est pas directe, dans le seul ouvrage construit de quelque en-

vergure, le Putney Bridge (1770), à Bath. Mais le néoclassicisme palladien est bien à l'œuvre dans cet édifice symétrique à trois arches de Robert Adam, et si les constructions réelles obéissent désormais la place à l'utopie, c'est pour faire faillir de l'eau d'admirables batteries d'arches, surmontées de forêts de colonnes et, troisième élément obligé de ces rêves architecturaux, de coupes ou de temples à vocation triomphale.

Le temps des ponts modernes est par essence celui d'une mégalomanie, ou tout au moins d'une vision grandiose, en accord parfait avec l'efficacité des ingénieurs. On ne s'étonne pas alors de rencontrer un Balard aux abords encore classiques à Lyon (1828) ou encore un Eiffel aussi métallique qu'il se doit, pour le projet de pont d'Iéna (1878). Les années 20, telles que les font émerger les maquettes de la Royal Academy, sont elles aussi fertiles et bien en accord avec les visions futuristes d'alors, à Chicago, New York, San Francisco, ou même Londres et Paris. A Paris, le pont habité prend d'ailleurs un sens curieux sous la plume du Russe Constantin Melnikov. Son « Pont sur la Seine » abrite un immense garage dont le dessin n'a rien à envier aux « deconstructivistes » d'aujourd'hui. L'idée d'en avoir fait réaliser un modèle montre comment on peut encore flirter avec la réalité durant l'entre-deux-guerres, à l'inverse des années 60, où l'on croit s'en-

voler pour mieux sombrer dans un univers déconnecté de l'homme, des fleuves et des ponts.

Le bel aujourd'hui est quasi intégralement dévolu aux seuls projets londoniens, réalistes ou non. Remarquable mise en scène des tendances récentes ou contemporaines, de leur sérieux et de leurs névroses, cette exposition fleuve aboutit au rituel concours qu'aime à organiser Jean Dethier pour ne pas laisser ses expositions vouées aux seuls dieux de l'abstraction et de la spéculation historique. Le concours, limité à sept architectes, dont quatre Anglais et un Français, proposait un nouveau pont habité sur la Tamise, entre ceux de Waterloo et de Blackfriars. En sont sortis sept projets radicalement hétérogènes et diversement constructibles.

Dans sa grande sagesse, le jury a élu deux finalistes. L'un français, Antoine Grumbach, l'autre irakienne établie à Londres, Zaha Hadid, le projet du premier restant sur le sol britannique, ce qui constituait une première, les suites du concours ne manqueraient pas de passionner les foules.

Frédéric Edelmann

### Une histoire européenne

● 1177 : à Florence, le prédécesseur du Ponte Vecchio, en bois, est emporté par une inondation. Il portera ce nom à partir de 1218 mais l'actuel date de 1345, construit en pierre avec quarante-sept boutiques, dédiées depuis 1593 aux orfèvres et aux changeurs.

● 1201 : sur le premier Old London Bridge en pierre - qui restera seul à traverser la Tamise jusqu'en 1739 - on construit des maisons, ainsi qu'une chapelle. Un incendie en 1212, des piles arrachées par les glaces en 1282, le feu ravageant une quarantaine de maisons en 1632, puis le Grand Incendie en 1666, avant un nouveau sinistre en 1725, aboutiront à son remplacement, en 1823, par un pont moderne à cinq arches de pierre. Sans maisons.

● 1414 : première édification du pont Notre-Dame avec une succession de façades identiques. Effondrement accidentel de plusieurs maisons en 1499. Reconstruction avec deux rangées de trente-quatre maisons avec magasins. Entrée royale de l'épouse de François I<sup>er</sup> puis de Louis XIV et de Marie-Thérèse. Démolition des bâtiments à partir de 1786.

● 1643 : à Paris, le Pont-Marie est bordé de maisons, mais sur un seul côté, comme condition au lotissement de l'île Saint-Louis.

● 1639 : le Pont-au-Change remplace en 1639 le Grand Pont, entre la rive droite et l'île de la Cité. Bordé de maisons de trois étages et de boutiques, il sera démolit en 1786.

## Zaha Hadid et Antoine Grumbach, deux lauréats sur les rives opposées de la création

### LONDRES

de notre envoyé spécial

Le Jean Nouvel des Anglais est une femme. Zaha Hadid, âgée de quarante-six ans, architecte et symbole de l'avant-garde britannique, est l'auteur de plus de projets controversés que de bâtiments.

### PROFITS

construits. Son énergie artistique habite une silhouette puissante, drapée dans les plissés noirs et mats d'Issey Miyake. Autorité et dynamique créative, c'est une jeune qui aurait volé la foudre à Jupiter.

Irakienne née à Bagdad dans une famille où l'on considérait l'éducation des filles autant que des garçons comme une condition de la liberté, elle a d'abord fréquenté une institution de religieuses françaises où se côtoyaient toutes les confessions. Attribuée par les mathématiques et par l'architecture, elle choisira à Londres la fameuse école de l'Architectural Association. Diplômée en 1977, elle travaille dans l'équipe de Rem Koolhaas mais devient rapidement autonome et enseigne à son tour.

A trente-deux ans, en 1982, elle projette une météorite sur la scène internationale en remportant le premier prix d'un concours à Hongkong. Un centre de loisirs sur le « Peak », qui ne sera pas construit mais dont le dessin stupéfiant, anamorphose aiguë de lignes brisées et de perspectives sidérales, devient immédiatement un projet-phare de la tendance « deconstructiviste ».

Quand le patron de Vitra, fabricant suisse de sièges de bureau, lui fait réaliser une caserne de pompiers près de son usine à Bâle, là où interviendront d'autres ventes comme Frank Gehry et Tadao Ando, elle donne une démonstration magistrale, oblique et désaxée, de sa vision de la géométrie dans l'espace.

La position de Zaha Hadid dans son pays d'adoption est évidemment moins confortable : lauréat acclamé du concours pour l'Opéra de Cardiff, elle est en butte à l'hostilité des autorités locales et à des cabales contre le « coiffeur de verre » qu'elle proposait de nouer autour de la baie et qui lui est refusé. En la déclarant co-lauréate du concours pour le nouveau pont, le jury londonien, où siégeait le secrétaire d'État à l'environnement,

a sans doute voulu exprimer plus un hommage à l'artiste qu'un désir sincère de lancer un jour à travers la Tamise ce faisceau de poutres et de tubes en porte-à-faux, reliés par une passerelle que seul le Plexiglas de la maquette permet de croire un instant transparente.

### MÉMOIRE DES LIEUX

Présenté par le Centre Georges-Pompidou comme seul architecte français de la compétition, Antoine Grumbach vient d'être célébré par la même institution avec une exposition et un catalogue, à l'occasion de la donation qu'il a faite au musée de cent cinquante dessins et documents. Ce Grand Prix national d'urbanisme en 1992 est un architecte soudeux de l'urbanité, de la mémoire des lieux, des réseaux et des échanges émotionnels, et des relations qu'il convient de « tisser » pour « bâtir la ville sur la ville ».

De propos généreux, ce philosophe de l'urbanité issu de la « révolution » de 1968 aux Beaux-Arts a d'abord traduit sa pensée en message d'enseignement, tout en lui donnant dans les villes nouvelles de la région parisienne un début d'application. Ouvert aux cultures autres que celle de l'architecture, il est, à l'âge de cinquante-quatre

ans, de ceux qui ont rétabli un « sens de l'histoire » dans un enseignement qui avait perdu toute référence au passé et beaucoup de ses repères. Loin de briser, il cherche à reconstruire : les monuments et la cité (direction de l'équipement et hôtel de région à Poitiers), les artistes et l'architecture (maison Sugar à Paris), l'ancien et le nouveau (réhabilitation d'un quartier à Ménilmontant), la mémoire et la création (université de Versailles à Saint-Quentin-en-Yvelines).

Tandis que ses confrères et concurrents alimentaient avec leurs projets la chronique des utopies architecturales, Antoine Grumbach a donné pour Londres un projet raisonnable et raisonné. La consigne de réserver une portée libre de 160 mètres de long pour d'hypothétiques convois fluviaux l'a conduit à reporter dans une tour de 100 mètres les logements et les bureaux du programme, et le pont est devenu une promenade suspendue avec boutiques et passages couverts, conduisant, sur la rive sud, à une serre tropicale, et justifiant l'appellation générale de « pont-jardin ».

Michèle Champenois

THEATRE DU PALAIS ROYAL

# LE QUATUOR

il pleut des cordes

LOCATION 42.97.59.81

France Inter

## Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20

Le photographe du siècle des années 20



## Umbo, le photographe bohème des années 20

Rétrospective à Paris de cet artiste allemand proche des surréalistes

UMBO. Centre national de la photographie, Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8<sup>e</sup>. Jusqu'au 21 octobre. Tél. : 53-76-12-32. Photo Poche, 61 photos, 54 F.

Un artiste, un grand, qui se retrouve un an avant sa mort caissier d'un musée prestigieux dans lequel ses photographies sont exposées à côté de Man Ray, est un personnage dont le parcours fut à l'évidence tumultueux. Le photographe en question s'appelle Umbo : né en 1902 à Düsseldorf ; célèbre dans les années 20 pour ses images modernistes imprégnées de ses études à l'école du Bauhaus ; complètement oublié dans les années allant de 1940 à 1970 ; mort à Hanovre en 1980 au moment où les musées le redécouvrent.

Sa vie est extravagante, une vie de bohème - avant guerre, on lui écrit au Romanischen Café de Berlin -, rebelle à toute compromission, vivant retiré dans un appartement « indescriptible » à Hanovre, survivant grâce à quelques amis qui l'invitaient à dîner, accumulant les petits boulots : em-

ployé de bureau, préposé à l'emballage, manutentionnaire chez un grossiste d'appareils photos...

Une exposition montée à Düsseldorf, et reprise actuellement au Centre national de la photographie, vient rappeler l'œuvre d'Umbo, de son vrai nom Otto Molderings, qui a passé dix ans à renouer les fils de l'œuvre. Ce dernier se souvient d'un petit monsieur souriant qui s'est présenté à lui, lors d'un vernissage en 1974 : « Bonsoir, je m'appelle Umbo ! ». A l'époque, le photographe ne possédait plus un seul négatif et pas la moindre épreuve, ses archives ayant disparu dans le bombardement de son atelier, à Berlin en 1943.

Comment prouver que Umbo était grand ? En interrogeant la mémoire du photographe, en repérant et retrouvant des épreuves, une à une, dans le monde entier, que des amis, collectionneurs, assistants, musées, avaient conservées avant la guerre et dont la seule trace restait les multiples publications dans la presse de l'époque. Ce sera le travail, minutieux et exemplaire, de Molderings : 450 épreuves originales réalisées avant la guerre, souvent uniques, ont ainsi été identifiées. Cent cinquante sont réunies à l'hôtel de Rothschild.

Les deux premières salles de l'exposition témoignent d'une créativité époustouflante dans les années 1926-1930. Moins ensuite. Il faut aller savourer ces originaux, rarement accessibles. D'abord sa douzaine de portraits, d'amis ou de rencontres, comme l'actrice Ruth Landshoff, « star des salons mondains berlinois » et qui apparaît glamour ou insolente, distante ou fragile. Mais aussi le « visage guerrier » de son ami Paul Citroën, ou le sien, dans trois autoportraits formidables.

Umbo a inventé le portrait en gros plan, réalisé à cinquante centimètres, centré sur le regard et la bouche. « Je défie quiconque d'effrayer le contraire », dit Molderings qui montre combien Umbo a digéré une double influence : celle de la Nouvelle Vision enseignée au Bauhaus et celle de l'expressionnisme



Mystère de la rue, 1928.

avec ombres et lumière, qui rappellent les plans cinématographiques d'un Eisenstein. Il en résulte des visages non pas distants et stéréotypés mais qui s'offrent, rient parfois, vivent.

Une double influence : celle de la Nouvelle Vision enseignée au Bauhaus et celle de l'expressionnisme

La seconde salle contient ses études étranges de mannequins de bois - les deux jambes coupées dans des chaussons douillets - et des chefs-d'œuvre que sont ses vues d'eau-dessus, notamment sa célèbre Rue inquiétante (1928) qui devient vertigineuse en étant accrochée verticalement au mur au point de se transformer en mur abstrait maculé de graffiti, on sa saisi comme Cour de récréation d'une école maternelle (1928) dans laquelle une religieuse s'apparente

à une apparition merveilleuse au milieu d'enfants.

Umbo propose une alternative sensible à l'œuvre plus formaliste de Moholy-Nagy, gourou du Bauhaus et théoricien de la Nouvelle Vision et du constructivisme, mouvements-clés qui, à coups d'images déconstruites, de plongées et de contre-plongées, ont inventé une autre façon de regarder le monde. « Umbo était tout le contraire, au sens où les partis pris esthétiques de la Nouvelle Vision ne l'intéressaient pas en soi, mais devaient être en prise avec le monde dans lequel il était plongé, celui de l'émotion et du rêve », explique Herbert Molderings.

Umbo est plus proche des surréalistes. Il avait vu des peintures de Chirico. Cette façon de vouloir toujours « plonger dans la vie » l'a poussé vers le reportage photographique. Ce qu'il fit en créant l'Agence Dephot avec Simon Guttmann, en 1928. Là encore, il n'a jamais su se plier aux exigences des magazines, refusant neuf commandes sur dix, balayant, après-guerre, alors que son attitude antiautoritaire lui ouvrait toutes les portes, les propositions de la presse. « Je suis là pour vivre, pas pour travailler », disait-il.

Michel Guerrin

## DANS LES THÉÂTRES

### TITE ET BÉRÉNICE

de Pierre Corneille. Mise en scène : Patrick Guinand. Avec Claude Mathieu, Michel Favory, Eric Génovèse, Coralie Zahonero... THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Sulpice et Sévres-Babylone. Tél. : 44-39-87-00. Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30. Jeudi à 19 heures. Dimanche à 16 heures. 160 F et 110 F. Jusqu'au 3 novembre.

■ Événement : la Comédie-Française reprend une pièce de Pierre Corneille qui n'a pas été jouée depuis 1683, quoiqu'elle soit très souvent citée, parce que cette *Tite et Bérénice* avait été créée exactement sept jours après la *Bérénice* de Racine. Les deux protagonistes, et le propos essentiel - la séparation des amants - sont les mêmes chez les deux auteurs. Corneille, qui veut que l'on « regarde l'amour comme un lâche attentat/Dès qu'il veut prévaloir sur la raison d'Etat », compose une pièce qui est, en grande part, « politique » : les lois, les votes du Sénat, les calculs de l'opposition, sont partie intégrante de l'œuvre. Racine cernait avant tout la conscience des amants. Mais, à l'écoute des deux pièces, la différence est aussi que ces passions, la poésie de Racine nous donne à les entendre, les toucher, les partager, alors que Corneille nous surprend, nous suspend, par son art de les écrire.

Il est étrange que la Comédie-Française ait relégué cette reprise dans la « seconde salle » qu'est le Vieux-Colombier. L'espace de la scène, déjà bien petit pour ce grand poème dramatique, est réduit encore par une sorte de cône tronqué noir. Ni le décor (un parterre de roses verticales) ni les costumes ne sont marquants. La Bérénice de Claude Mathieu est une idole d'or avec un côté Mimi Pinson, inattendu. L'empereur Tite de Michel Favory est comme un Christ paisible, quand le Tite de l'Histoire avait détruit Jérusalem, massacré quantité de juifs, et était tenu pour un nouveau Néron. La mise en scène de Patrick Guinand est doucement attentive à son petit monde. Michel Cournot

### LE CHANTEUR D'OPÉRA

de Frank Wedekind. Mise en scène : Louis-Do de Lencquesaing. Avec Thibaut de Montalembert, Cécile Garcia-Fogel, Jean-Pierre Dognac, Emille Lafarge, Pascal Willemen, Benoît Nguyen-Tat... THÉÂTRE DE LA BASTILLE, 76, rue de la Roquette, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille et Voltaire. Tél. : 43-57-42-14. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 17 heures. 100 F. Jusqu'au 20 octobre.

■ Une pièce inédite de Frank Wedekind - précédée d'une interview fictive de Don Juan par Wedekind -, cela augure, sur le papier, d'une soirée gothique. Sur la scène, il en va autrement. Louis-Do de Lencquesaing, qui a monté avec finesse *Anatole*, de Schmitzler, enlève Wedekind dans la grisaille. Le Chanteur d'opéra est un wagnérien imbu de son importance, dérangé dans son travail par un vieux compositeur, une jeune admiratrice, une maîtresse. Trois personnages, trois âges, trois miroirs du désir : on comprend que Louis-Do de Lencquesaing ait voulu offrir, en prologue de ces variations sur la séduction, un rendez-vous fouillis avec Don Juan. On s'interroge, en revanche, sur le parti pris de la mise en scène. Le chanteur de Wedekind est un monstre, que Thibaut de Montalembert joue comme s'il s'agissait d'un être frêle - une ombre sur le plateau. Cette façon pourrait être déstabilisatrice. Elle ne l'est pas, parce que Wedekind a tendu un piège terrible à qui s'approche de son Chanteur d'opéra : une forme de perfection contre laquelle il est vain de lutter. Brigitte Salino

### GUSTAVE ET EUGÈNE

d'après la correspondance de Gustave Flaubert. Adaptation et mise en scène : Arnaud Bédouet. Avec Jacques Weber. THÉÂTRE HEBERTOT, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris-17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rome et Villiers. Tél. : 43-87-23-23. Du mardi au vendredi à 21 heures. Samedi à 18 heures et 21 heures. Dimanche à 15 heures. 90 F à 200 F.

■ Le monologue établi par Arnaud Bédouet en scotchant des miettes des lettres de Flaubert aligne bêtises, rodomontades, vantardises, provocations, gros mots, que Flaubert, dans le courant d'une *Correspondance* superbe, se permettait devant ses intimes, de loin en loin, histoire de faire le Jacques pour aérer les choses. Le public qui entend cela écoute plastronner un balourd, obscène, sans cœur. Or Flaubert était réservé, délicat et généreux au point d'empoisonner les dernières années de sa vie à seule fin de secourir une parente. Grand acteur, metteur en scène captivant, Jacques Weber s'est laissé surprendre dans cette méprise, semble-t-il par amitié pour Arnaud Bédouet, qui sait être, *Gustave et Eugène* mis à part, un excellent acteur et un auteur d'avenir (sa prochaine pièce, *Kinkall*, va être mise en scène par Philippe Adrien au Théâtre de la Colline en janvier 1997). Jacques Weber donne d'ailleurs très bien, avec sa stature, sa classe et son côté faux beau ténébreux habituels, cette caricature de Flaubert que les règles du jeu, ici, lui imposent. M. C.

### QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ?

d'Edward Albee. Mise en scène : John Berry. Avec Myriam Boyer, Niels Arestrup, Nathalie Hugon, Hugues Boucher. THÉÂTRE DE LA GAITÉ-MONTAPARNASSE, 24, rue de la Gaîté, Paris-14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gaîté et Edgar-Quinet. Tél. : 43-22-16-18. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. 110 F à 220 F.

■ Qui a peur de Virginia Woolf ? fut créée, il y a trente-quatre ans, à New York, par Liz Taylor et Richard Burton. Cette longue scène de ménage, sordide, sans plus, de deux alcooliques, fut un triomphe : qui ne brûlait de voir de si près, physiquement, les deux monstres sacrés ? Pour cette seule raison que le couple Taylor-Burton l'avait créée, car cela suffisait à appâter le monde. La pièce fut reprise plusieurs fois en France. Aujourd'hui, ce rendez-vous fait vieux jeu. L'alcoolisme n'amuse plus - il ne peut être attachant que s'il est traité avec intelligence et soin, comme dans la série américaine sur la chaîne câblée Canal Jimmy : *New York Police Blues*. Les insultes sordides d'un couple ne nous touchent pas davantage. Mais, interprétée par les deux as que sont Myriam Boyer et Niels Arestrup, la méchante chose d'Edward Albee fait de nouvelles recettes, au pluriel. M. C.

## Perspectives optimistes pour le cinéma français

L'ASSOCIATION Auteurs-réalisateurs-producteurs (ARP) a commandé au Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques (BIPE) une étude sur l'avenir du cinéma français à l'horizon 2005, dont les résultats devaient être rendus publics, vendredi 27 septembre.

Partant de la situation de 1995, où l'équilibre du secteur repose sur l'apport des chaînes de télévision hertziennes et de Canal Plus (la moitié des 2,8 milliards de francs de recettes des producteurs, quand les salles génèrent 317 millions de francs), le BIPE a procédé à des projections liées à l'évolution de la chaîne à péage, à la part de marché du film français, au paysage audiovisuel, à l'organisation de la production, des multiplexes, à l'impact des nouvelles technologies et aux possibilités à l'exportation. Sur cette base, quatre scénarios, soumis à l'appréciation d'un groupe d'experts, ont été élaborés. Surprise, ce sont les deux modèles les plus optimistes qui sont considérés comme les plus probables, dans un secteur où il est d'usage de

décrier le présent et de maudire l'avenir. Le premier modèle parie sur le développement d'une politique européenne dans le domaine des images. Il devrait permettre une croissance de plus de 30 % en dix ans. Le deuxième scénario, par ordre de probabilité, table sur un cumul des facteurs positifs en France même : il aboutit à un essor de 55 %. Considérée comme peu probable, une libéralisation totale du secteur le livrant aux lois du marché mondial donne une croissance de 25 %.

### LE RÔLE MINORITAIRE DES SALLES

Alors que seul le scénario catastrophe (abandon des politiques publiques...), écarté par les experts, produit une chute sensible. Au-delà des apports particuliers des chiffres paramétrés par paramètre, cette étude est riche de plusieurs enseignements. D'abord, quel soit le scénario retenu, le maintien des salles à un rôle économiquement minoritaire (compris entre 10,5 % et 8,1 %, alors qu'il est aujourd'hui de

11 %). Ensuite, la prééminence du rôle crucial des chaînes généralistes et de Canal Plus (qui pèseraient, selon les hypothèses, de 38,8 % à 47,1 % du financement total de la production). Enfin, et surtout, de la place prépondérante accordée aux choix politiques concernant le cinéma, ou plus généralement le domaine culturel et audiovisuel.

Les choix de l'ultralibéralisme ou de l'économie mixte, le protectionnisme ou l'ouverture, le rythme de la construction européenne sont les facteurs les plus déterminants. Plus que les logiques financières et techniques, ce sont les grandes orientations (à l'élysée, à Matignon, rue de Valois et à Bruxelles) qui semblent conditionner le futur du cinéma. Autant qu'une étude économique, ce rapport traduit la « psychologie » d'un secteur moins pessimiste qu'on aurait cru, mais qui se considère comme plus dépendant que jamais du pouvoir.

Jean-Michel Frodon

## La Réunion des musées nationaux est confrontée à une crise financière

L'IMMEUBLE de la Réunion des musées nationaux (RMN), rue Etienne-Marcel, est en ébullition. On sait que 1996 se soldera pour la deuxième année consécutive par un lourd déficit. Les plus pessimistes parlent de plan social, voire de démantèlement. Au ministère de la culture, on est moins alarmiste : « On fait une analyse des causes de la crise traversée par la RMN », indique Alain Seban, chargé de ce dossier au cabinet de Philippe Douste-Blazy. On cherche des remèdes. Mais il n'est pas question de démanteler un établissement qui assure la solidité du système des musées français. On espère pouvoir éviter un plan social. Mais, en attendant une décision du ministère, il devrait y avoir des changements importants dans la direction éditoriale et commerciale de la RMN.

L'établissement a parqué la récente euphorie des musées français.

Mais, depuis trois ans, la fréquentation des musées diminue, et la RMN déprime. En juin 1996, le comité d'entreprise a déclenché une procédure d'alerte. Les comptes bénéficiaires en 1993 (+10 millions de francs), équilibrés en 1994, sont dans le rouge en 1995 (-39 millions de francs). La perte d'exploitation de 1996 devrait être de 10 millions de francs. Les réserves accumulées pendant les années d'opulence ont totalement fondu fin 1995.

Créée en 1991 pour centraliser les droits d'entrée des musées, la RMN accumule des fonds qui servent à acquérir des œuvres d'art et à assurer l'organisation matérielle des expositions (DMF), dont le directeur préside le conseil d'administration de la RMN. Sa seule ambition commerciale s'est longtemps bornée aux cartes postales. A partir des années 70, avec l'arrivée d'Hubert

Landaï à la tête de la DMF, la RMN édite ses premières copies de bijoux anciens. Elle reste néanmoins une petite entreprise. Tout change avec l'ouverture du Musée d'Orsay, en 1986. Le chiffre d'affaires de la RMN atteint, en 1985, 85 millions de francs. Onze ans plus tard, il est de 400 millions de francs.

### LA FONCTION DE L'ÉTAT

Entre-temps, elle est devenue (en 1991) un établissement public industriel et commercial (EPIC) qui emploie 860 permanents et environ 300 personnes à temps partiel. Elle a développé une politique commerciale « musclee » à l'exemple des grands établissements américains. Elle multiplie donc l'édition de ses produits dérivés, commercialise ses catalogues, véritables livres d'art, en librairie, à la grande fureur des éditeurs privés. Multiple boutiques et points de vente, en France et à

l'étranger. Vend par correspondance sur catalogue. S'implique lourdement dans l'édition de CD-ROM.

En même temps, cet établissement, qui n'a pas de capital, n'échappe pas à ses missions de service public. Il assure l'édition (déficiente) des publications scientifiques des musées et la tenue d'expositions qui ne sont pas toutes des succès publics. Il gère des ateliers comme ceux des moulages ou de la chalcographie (tirage des gravures). Si son agence de photos réalise un chiffre d'affaires de 10 millions de francs, elle accuse un déficit de 5 millions de francs, car les clichés tirés sont aussi des outils de travail pour les conservateurs.

Enfin, l'Etat ponctionne lourdement la RMN en lui « empruntant » 47 millions de francs pour la construction et la mise en œuvre du Grand Louvre. Il ne faut pas oublier

que la RMN existe aussi pour subventionner les achats de la DMF (70 millions de francs en 1995, 50 millions de francs en 1996) et que l'établissement draine des fonds venus du mécénat (cette année, 8 millions de francs). Ces sommes sont directement perçues par les musées soit pour acheter des œuvres, soit pour subventionner des travaux. Coïncide entre son appétit commercial et ses missions de service public, la RMN fait le grand écart. Sa situation est d'autant plus inconfortable qu'une partie de ses ressources viennent à manquer à partir de 1993, l'année de tous les triomphes.

A cette date, le Louvre devient un établissement public (Versailles le deviendra en 1995). Le musée, dont la gestion est désormais autonome, ne reverse plus à la RMN l'essentiel de ses droits d'entrée. C'est, pour l'EPIC, un manque à gagner de

60 millions de francs entre 1993 et 1995. De plus, la fréquentation des musées chute de 20 % en 1995 par rapport à 1994. A la fin du mois d'août 1996, la baisse est de 12 % par rapport à 1995, année noire pourtant avec les attentats, le plan Vigipirate et les grèves de décembre.

Aujourd'hui, on ne manque pas de reprocher à la RMN des erreurs stratégiques et un certain flou dans ses choix : en particulier, la ligne de ses produits dérivés qui hésitent entre le luxe, le demi-luxe et le bas de gamme ou la multiplication de ses coûteuses filières étrangères. En dépit de la conjoncture, la direction de la RMN ne change pas de stratégie. Seule note optimiste, la Réunion des musées n'a aucun endettement bancaire et possède des avoirs immobiliers.

Emmanuel de Roux



53 من الامل

## Jean-Louis Murat, entre Belzébuth et Cupidon

« Dolorès », un laboratoire dont l'avenir dira s'il a réussi à faire sortir le chanteur de sa chrysalide

« QU'IL EST DUR de déjaillir en suis K.O. » : un album qui commence par une caricature de soi ne laisse présager d'aucun signe d'imaginaire créatrice. Ce bouquet de poncifs *made in* Jean-Louis Murat, c'est *Fort Alamo*, titre numéro un de *Dolorès*, album « de transition » (la définition est de l'artiste), qu'il est dur d'écouter une première fois sans friser la lassitude, et qu'il est réjouissant d'entendre pour la dixième fois, tant il rattrape le monde enfantin en chacun contenu. Il y a là une sidérante absence de peur du ridicule, une perversité de bon aloi poussée à son paroxysme. Jean-Louis Murat, enfonce le clou avec des airs de crucifié libéré des contingences matérielles, en arrive à nous faire fredonner comme des préadolescents, sans trop comprendre, mais en aboyant comme le chanteur - délicatement, avec des pincettes, en plongeant sous-marine dans les graves - ce dernier vers de la chanson : « Je vis dans la crasse je suis déguilasse/El wloré chien de l'espace dans la glace/N'aboiera plus/Whoo whoo whoo... ».

Murat des champs, Murat des villes, le seul auteur français à glisser des perce-neige, des vaches, des vignes, de l'argile et des renards (peureux), le timon et l'airain dans ses chansons. Trois ans après *Vénus*, exercice en forme de montagnes russes - des twists et des tunnels de mélancolie -, *Dolorès* adopte l'esthétique automobile en vogue : lignes rondes, confort de route, freinage automatique, air-bag et air conditionné. La brisure est évitée, contournée.

Murat est sans aucun doute un terrain fertile pour la chanson (pas seulement française). S'il fait des compromis avec le goût du jour, c'est en les dénonçant. S'il travaille le filon de la lassitude avec une facilité déconcertante à taper sur les nerfs, c'est pour les mettre à vif. Car Murat est un amoureux, un amoureux du plaisir, perçu des fétiches de Cupidon à la moindre occasion, et qui produit de belles chansons-manifestes (ici, *Le Môme éternel*, *Aimer, Dieu n'a pas trouvé mieux*). Il est aussi un éternel moribond, que Belzébuth, niché dans ses reins, oblige à la séduction sans fard, à de brûlants contacts humains. Ainsi écouterons-nous *Dolorès*, entre glace et brasse, entre boublier et laves endurcies. Bercés par le travail en finesse de la guitare de Jean-Louis Murat dans *Le Môme éternel*, perdus dans les mots troubles d'*Aimer* et finalement irrémédiablement séduits par la profession de foi de Murat, général de l'armée des désarmés chroniques : « Mieux que la bouche/Mieux que tes lèvres/Tes amoncelles, les yeux/Mieux que ton coude à ma fenêtre/Non, Dieu n'a pas trouvé mieux... ».

Véronique Mortaigne

\* 1 CD Virgin 8021692-2.

### CLASSIQUE

#### JOHANNES BRAHMS

*Symphonies no 3 et 4 - Sérénade no 1*  
Orchestre philharmonique de Vienne et de Londres, Ivan Kertész (direction).  
Les symphonies ont été enregistrées en 1973, à Vienne, la *Première Sérénade* en 1967, à Londres. Les *Troisième et Quatrième Symphonies* font partie d'une intégrale qui marque son époque et dont cette réédition prouve qu'elle n'a rien perdu de ses attraits musicaux et techniques. La prise de son est d'une qualité que l'on aimerait apprécier plus souvent ; l'interprétation est à citer en exemple pour le naturel avec lequel elle dénoue les tensions du texte, la mise en place est parfaite. Ce que la pochette ne dit pas, c'est que Kertész est mort avant d'avoir enregistré le dernier mouvement de la *Quatrième Symphonie* que les musiciens autrichiens ont enregistré seuls par fidélité à sa mémoire. Splendide, historique et bon marché. Ces deux disques valent le prix d'un seul.  
AL. Lo.  
\* Un album de 2 CD Decca 448 200-2.

#### ANTON BRUCKNER

*Troisième symphonie*  
Orchestre philharmonique de Vienne, Karl Böhm (direction).  
Même si Karl Böhm a choisi la *Troisième Symphonie* dans la version trop corrigée par Nowak éditée en 1989 et non celle de 1878, son interprétation est une leçon prodigieuse. Le vieux chef réussissait à faire sonner ce gigantesque hommage à Wagner comme une lumineuse musique de chambre, phrasant avec une liberté d'allure vraiment impressionnante. Retrouver cette interprétation regroupée à un prix défiant toute concurrence avec celle de la *Quatrième Symphonie*, couronnée par tous les prix imaginables, est une aubaine qu'on ne laissera d'autant pas passer que la prise de son est un modèle.  
AL. Lo.  
\* Un album de 2 CD Decca 448 098-2.

#### FRITZ WUNDERLICH

*Récital de lieder*  
enregistrés au Festival de Salzbourg en 1965  
Lieder de Beethoven, Schubert et Schumann  
Hubert Giesen (piano).  
La pièce de choix de ce récital historique (excellamment enregistré en monophonie) est évi-

#### JERRY GONZALEZ

*Fire Dance*  
Trompettiste et percussionniste résidant dans le Bronx, quartier de New York où se côtoient les sons venus d'Afrique et du monde hispanique, Jerry Gonzalez a fondé, à la fin des années 60, ce *Fort Apache Band*, dont le personnel n'a quasiment pas varié. Une rythmique, deux saxophones et la trompette auxquelles s'ajoutent les percussions qui jouent les rythmes secrets de la *santaria*, ceux de la culture *yoruba*. La forme générale est celle du jazz, hard bop - Art Blakey, Horace Silver -, dynamisée par cet apport qui ne fausse pas la confondue avec tant de banalités « exotiques » du latin jazz. On est dans un autre monde, magique, d'une complexité souterraine. Il y a là des accélérations très fines, des décalages infimes de tempo, des changements harmoniques que l'on perçoit à peine mais qui sont toute la différence.  
S. SL.  
\* 1 CD Milestone MCD 9258-2. Distribué par WEA.

### JAZZ

#### ALBERT AYLER

*My Name is Albert Ayler*  
« Je m'appelle Albert Ayler : je suis saxophoniste ; comme j'étais pauvre, j'ai fait l'armée ; j'ai rencontré des musiciens ; je suis là maintenant ; je me sens libre ; un jour les choses seront ce qu'elles doivent être. » La courte vie d'Albert Ayler est résumée ainsi. La voix est douce, séduisante, elle ouvre ce qui est généralement considéré comme le premier enregistrement d'Albert Ayler, un programme pour la radio danoise le 14 janvier 1963 - il a en fait aussi enregistré en trio en 1962. Le répertoire est constitué de standards, *Bye Bye Blackbird*, *Billie's Bounce*, *Summertime* - déchirant -, *On Green Dolphin Street* et d'une composition, C.T.  
La rythmique est classiquement accompagnatrice. Niels-Henning Ørsted Pedersen tient la contrebasse. Ayler ébauche les thèmes, avance parfois en avance, parfois en retard sur la rythmique parce qu'il pense la musique différemment. Albert Ayler mène la lamentation - spirituelle - et un cri pour la vie qui contraste avec toutes les haines qui lui seront renvoyées ; on entend cette manière de se montrer sur-expressif, ce mélange de puissance et de tendresse qui sont sa force et sa beauté. Il s'appelle Albert Ayler, entier, magnétique déjà.  
S. SL.  
\* 1 CD Black Lion BLC0760211. Distribué par Harmonia Mundi.

### CHANSON

#### MARIANNE FAITHFULL

*20th Century Blues*  
Avec sa voix grave et brisée, ses élan de cœur et ses compréhensions intimes de la misère humaine, Marianne Faithfull vient d'enregistrer un magnifique album de chansons de Kurt Weill. Accompagnée par un pianiste attentif et doué, au jeu énergique, Paul Trueblood, l'ancienne égérie des Rolling Stones, auteur d'une poignée d'albums merveilleux d'inspiration - dont *A Secret Life*, le précédent -, aborde ici son aspect le plus européen.  
Sous les effets conjugués de la poésie et d'un art consommé de la cassure, de la renaissance, Faithfull souligne les biens à l'âme de Weill l'Américain et les velléités voyagieuses du cabaret allemand inventées par le musicien aux côtés de Brecht. L'album, enregistré à Paris et en public (au New Morning, une des salles les plus changées en émotions de la capitale française) débute par un *Alabama Song* magistral, fait un détour par Noël Coward (*20th Century Blues*), retombe sur la version anglaise de *Sarahay Johnny*. Marianne Faithfull est unique.  
S. SL.  
\* 1 CD BMG/RCA 74321386562-2.

#### GIAMMARIA TESTA

*Extra-Muros*  
Chef de gare vissé à sa gare, voyageur par l'esprit et la musique, Giammaria Testa l'Italien commence une carrière professionnelle en France, tout comme Paolo Conte qui fut connu ici avant d'obtenir ses titres de gloire en Italie. Souhaitons à Giammaria Testa, qui a hérité du poète-avocat d'Asi la même irrémédiable nostalgie des amours qui passent, mais qui restent néanmoins inscrits dans les corps, comme autant de secrets intimes. Influencé par le jazz, ce tendre d'apparence bougonne n'a pourtant pas sombré dans le désabusé, le dandyisme écrasé par le poids des ans. S'il a la voix éraillée, parfois basse et murmurée, il tend pourtant vers des luminosités amoureuses inconnues de Paolo Conte. *Extra-Muros* qui fait suite à des concerts prometteurs donnés au printemps affiche ses tendances : le jazz-cool (David Lewis, trompettiste d'Arthur H., en co-signe la direction artistique), le tango léger (Juan José Mosalini Jr. vient y tailler un brin de route au bandonéon), chanson populaire italienne, douceurs de bossa-nova. Les textes sont de jolies pièces de cristal transparent et sonore. V. Mo.  
\* 1 CD Tôt ou Tard/WEA 069015956-2.

### ROCK

#### PET SHOP BOYS

*Bilingual*  
Comme pour chasser la mélancolie qui tenaille sa voix d'Anglais pâle, Neil Tennant, accompagné de son compère Chris Lowe, s'est enfoncé dans les rythmes clinquants de la *dance music*. Les Pet Shop Boys n'ont pourtant jamais réussi à fuir complètement la bruine et le brouillard natal. Au point de faire leur fonds de commerce de cette rencontre entre spleen et boîtes de nuit. Des arrangements trop pompiers avaient abîmé *Very*, leur précédent album. Avec *Bilingual*, ils retrouvent ce juste équilibre entre racolage et existentialisme, disco et finesse mélodique, qui avait fait de *Behaviour* un des grands albums pop de 1990. Le duo réchauffe ici son artillerie électronique à la sensualité de rythmes latins. Mais même en *goguettes* sur la *Costa del Sol*, Neil Tennant n'oublie pas d'être triste. Conscient que les plus belles fêtes cachent un cafard insupportable. Touchants et efficaces, les Pet Shop Boys mêlent vulgarité agaçante, séduction et déprime. Et quand, s'essayant à l'espagnol, Neil demande à un éphèbe s'il y a une discothèque près d'ici ? -, son apparente légèreté résonne d'une gravité métaphysique.  
S. D.  
\* 1 CD Parlophone 7243 853102. Distribué par EMI.

#### KULA SHAKER

*K*  
Difficile de décrypter la part de cynisme, d'humour ou de naïveté qui pousse Kula Shaker à nous refourguer un psychédéisme hindouisant qu'on croyait disparu depuis la dernière descente de LSD.

d'un ancien des Beatles George Harrison. Dans les vapeurs d'encens et sur fond de lampe à huile, ces jeunes Londoniens, équipés de guitares pur cachemire et d'orgue millésimé 1969, convoquent Cream, le Pink Floyd de Syd Barrett, Vanilla Fudge et les New Yardbirds au chevet de la Britpop. Sitar, tabla et mysticisme toc sont de rigueur. Mais au-delà de la parodie plus ou moins volontaire - l'évocation de Grateful Dead avec *When You're Dead/Jerry Was There* -, on peut apprécier le charme d'une arrogance typiquement britannique, quelques chansons incisives (le mantra entonnant de *Hey Dude* et *Knight On The Town*) et une efficacité qui laisse entrevoir un percutant groupe de scène.  
S. D.  
\* 1 CD Columbia 01-484180-13. Distribué par Sony.

### MUSIQUE

#### DU MONDE

#### SERGIO MENDES

*Oceano*  
Après un retour en force de la veine brésilienne, avec détours par la samba-reggae de Salvador de Bahia, lors du précédent album, Sergio Mendes renoue avec des recettes plus habituelles, choros, synthés, basses poussées. Mais l'expérience fut profitable, les rythmes ne sont plus asseptisés, les invités (les Brésiliens Gilberto Gil, Lenine, Simone et Caetano Veloso, l'Américain Brock Walsh, la Belge Claude Mauraune, l'Italien Zucchero) parviennent à y briller sans que le maître ne les écrase. Sergio Mendes le Californien a choisi méticuleusement son répertoire, entre les compositions de Caetano Veloso (*Trilhos Urbanos*), des tubes de Gilberto Gil (*Madalena*), des compositions instrumentales de Hermeto Pascoal. Attentif aux nouvelles vagues, il s'est aussi inspiré du torride maracatu de Fernandinho, qu'il transforme en rap savant avec une déconcertante virtuosité. V. Mo.  
\* 1 CD PolyGram Brasil 532 802-2. Distribué par DAM.

#### HIGH-LIFE

*La musique du gold-coast des années 60*  
Le label américain Original Music avait été pionnier en la matière : en publiant des enregistrements historiques piochés au Ghana, en Sierra Leone, il soulevait un pan entier de la musique africaine moderne, où le jazz prend toute son importance. Son distributeur français a demandé à un DJ africain vivant en France, Ibrahim Clissé, de creuser, avec les spécialistes d'Original Music, ce riche filon, d'où est sorti la *JuJu Music* du Nigérien King Sunny Adé ou le *High-Life* provocateur de Fela. Il faut écouter le soryez du saxophone des Builders Brigade ou le swing « à la cubaine » de la Police Band pour mesurer la fraîcheur et la vivacité de la musique de cette West Coast africaine.  
V. Mo.  
\* 7 coffret de 2 CD Night & Day NDCD 025.

### PALAIS DES SPORTS

Porte de Versailles

PARIS PREMIERE

France Inter

22 au 27 octobre 96

## TOKYO BALLET

DANSE

## BEJART

PETROUCHKA  
LE SACRE DU PRINTEMPS  
BOLERO

Musiques  
STRAVINSKI - RAVEL

(01) 44 68 69 70

Avec l'esprit de l'art.

EUROPEAN  
art  
forum  
BERLIN  
30.10.96-31.10.96

Le marché d'art international des galeries étrangères.  
Pour tous renseignements, contactez : +49 30 20 20-20 57

EUROPEAN GALLERIES. Messe Berlin

Jacques Rebottier

quelques nouvelles  
du facteur  
le 28 septembre à 20 h 30  
le 29 septembre à 16 h 30  
le 30 septembre à 20 h 30  
grande salle  
poésie-théâtre  
lecture  
le 30 septembre à 18 h 30  
petite salle, entrée libre  
poèmes-photos  
exposition  
du 25 septembre au 14 novembre  
oyer, entrée libre  
au 1er-2nd du Centre  
Georges Pompidou, 62 : 44.78.12.33

### DANSE A

#### L'ESPACE MALRAUX

KARIG - CREATION  
Pièce chorégraphique pour 6 danseurs et deux rappelés  
mercredi 2 octobre à 20 h 30  
(séance supplémentaire)  
jeudi 3 octobre à 20 h 30.

#### TROIS BOLEROS

Chorégraphie Odile Duboc  
Centre chorégraphique  
National de Franche-Comté  
mardi 8 octobre à 20 h 30  
mercredi 9 octobre à 19 h 30.

Espace Malraux Seine  
Nationale de Chambéry  
et de la Savoie  
tel. : (16) 79.85.66.43

### OPERA

#### NATIONAL DE LYON

#### CONCERT MOZART

REQUIEM

#### CONCERTO POUR CLARINETTE

Direction musicale :  
Philippe Herreweghe  
Orchestre  
des Champs-Élysées.

7 octobre : 20 h 30

Renseignements : 72.00.45.45  
3615 OPERA DE LYON

### LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

300 000 livres : romans, biographies, essais...  
Le Monde Editions : dessins de Plantu, l'Histoire  
au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.  
La sélection du Monde des livres.  
Recevez les commandes en ligne par Minitel. Recevez les à domicile.

36 15 LEMONDE



## Les artistes reçoivent

Trois jours pour visiter une centaine d'ateliers du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris

A LA BUTTE-AUX-CAILLES, à Maison-Blanche, au Château-des-Rentiers, rue Pascal et rue d'Arcueil, d'innombrables peintres, sculpteurs, photographes ou graveurs ont leurs ateliers. Le 13<sup>e</sup> arrondissement est devenu ce que Montparnasse a cessé d'être, le quartier des artistes, là où les loyers ne sont pas encore inaccessibles, là où se trouvent encore d'anciennes usines, d'anciens garages où travailler au large. Une centaine de ces lieux de création s'ouvrent le temps d'un week-end à l'initiative de l'association 13<sup>e</sup> Art, belle occasion de partir à



l'aventure et à la découverte. Douze galeries parmi les plus jeunes en profitent pour envahir la grande verrière de la gare d'Austerlitz et y présenter quelques-uns des artistes qu'ils défendent, le tout dans un séduisant désordre de tendances et d'esthétique.

★ Point de rencontre : Chrysler, 205-213, boulevard Vincent-Auriol. Organisation : 13<sup>e</sup> Art, 71-73 rue Clisson. Tél. : 45-86-17-67. Et gare d'Austerlitz, quai d'Austerlitz. Tous les jours, de 13 à 20 heures, week-end de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 13 octobre.

## UNE SOIRÉE À PARIS

### Café Éphémère

Le Forum des Halles inaugure son premier Café Éphémère, qui disparaîtra au bout d'une courte durée. Du 27 septembre au 5 octobre, ce bar hétéroclite accueillera, entre autres, une série de concerts parmi lesquels seront représentés la jeune chanson-rock à la parisienne (Lily Margot et Cestafiore Bazzooka), le 27, Les Portugais ensablés et les Voleurs de poules, le 30, Edgar et l'Est et La Grande Sophie, le 5, les symboles du mélange culturel (Sapho et Gnawa Diffusion, le 28), la communauté francophone (le Belge Marka et Red Cardini, le 1<sup>er</sup> octobre) et bon nombre d'originaux de la musique (Frogmouth, Marcel Kanche et Jasmine Bannet, le 2, Boochon et Barons du délire, le 3, Big Mama et Happy Seals, le 4). Des lectures de romans policiers et des défilés de mode sont prévus.

Café Éphémère, Forum des Halles, 25 balcon Saint-Eustache, terrasse niveau - 2, accès porte Lescot. De 10 heures à minuit, du 27 septembre au 5 octobre. Concerts à 17 heures et 20 heures. Relâche dimanche. Tél. : 43-48-03-44. Entrée libre.

### Les Étoiles

Les Étoiles sont l'un des plus anciens groupes de musique brésilienne de Paris, un duo extravagant et sympathique, qui n'a jamais cessé de donner des spectacles depuis bientôt deux décennies, sans négliger le répertoire de la bonne chanson brésilienne, ni l'imagerie, parfois audacieuse, attachée au pays.

Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Panthéon. 20 h 30, le 28. Tél. : 42-00-14-14. 100 F.

The Composer's Workshop Inventé par les saxophonistes Lionel Belmondo et François Théberge, le Composer's Workshop est fondé sur l'idée d'urgence. Chaque répertoire est écrit pour une formation donnée, et une fois joué, il s'agit de passer à de nouveaux thèmes, pour un autre concert, un autre festival. Jazz très large, du bop au free.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

A TOUTE VITESSE  
Film français de Gaël Morel, avec Elodie Bouchez, Pascal Carvo, Stéphane Rideau, Meziiane Bardadi (1 h 20).

UGC Ciné-Club des Halles, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Opéra Impérial, 2<sup>e</sup> (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> ; George-V, 8<sup>e</sup> ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13<sup>e</sup> (47-57-55-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenue Montparnasse, 15<sup>e</sup> (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathe Wepler, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra, 19<sup>e</sup> (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, 19<sup>e</sup> (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, 20<sup>e</sup> (43-43-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 20<sup>e</sup> ; Miramar, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistrail, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17<sup>e</sup> ; Pathe Wepler, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet sur Seine, 19<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

CINQ JOURS, CINQ NUITS  
Film portugais de José Fonseca e Costa, avec Victor Norte, Paulo Pires, Ana Padrao, Carlos e Castro, Teresa Roby, Miguel Guilherme (1 h 40).

VO : Latina, 4<sup>e</sup> (42-78-47-86).

DARKLY NOON  
Film britannique de Philip Ridley, avec Brendan Fraser, Ashley Judd, Viggo Mortensen, Loren Dean, Grace Zabriskie, Lou Myers (1 h 30).

VO : UGC Ciné-Club des Halles, 1<sup>er</sup>. ENCORE  
Film français de Pascal Bonitzer, avec Jackie Berroyer, Valérie Bruni Tedeschi, Natacha Régnier, Laurence Côté, Hélène Fillières, Michel Massé (1 h 35).

UGC Ciné-Club des Halles, 1<sup>er</sup> ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6<sup>e</sup> (42-22-87-23 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> ; La Batzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 13<sup>e</sup> ; 14-Juillet Bastille, 19<sup>e</sup> (43-57-50-81) ; Éclair, 13<sup>e</sup>

(47-70-28-04 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistrail, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Pathe Wepler, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet sur Seine, 19<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

PONETTE  
Film français de Jacques Doillon, avec Victoire Thivisol, Marjane Bureau Caton, Delphine Schütz, Léopoldine Serre, Lucie Royer, Carla Joly (1 h 37).

Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; 14-Juillet Hauteville, 13<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; L'Arlequin, 13<sup>e</sup> (45-44-28-80 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Passier, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, 19<sup>e</sup> (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, 20<sup>e</sup> (43-43-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 20<sup>e</sup> ; Miramar, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistrail, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17<sup>e</sup> ; Pathe Wepler, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet sur Seine, 19<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

LES SABLES MOUVANTS  
Film français de Paul Carpeita, avec Rappé Claudi, Daniel San Pedro, Guy Boileau, Ludovine Vaillant, Philippe Dormoy, Laurence Ragon (1 h 45).

Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; Max Linder Panorama, 9<sup>e</sup> (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

## RÉGION

Une sélection musique, danse, théâtre et art en régions

### MUSIQUE CLASSIQUE

FESTIVAL D'AMBRONAY  
Laurie Colledant (pianoforte)  
Banda : Sonate pour piano, Haydn : Sonate pour piano n<sup>o</sup> 49, Dussak : Sonate pour piano op. 39 n<sup>o</sup> 1, Woelfl : Sonate pour piano op. 33.  
Tour Dauphine, 01 Ambronnay, 11 heures, le 29. Tél. : 74-35-08-70. 130 F.

Al Ayre Espinoza  
Œuvres de Durón, Navas et Torres. Eduardo Lopez-Sanzo (clavécin, direction).  
Abbaye, 01 Ambronnay, 20 heures, le 29. Tél. : 74-35-08-70. De 80 F à 190 F.

BORDEAUX  
Orchestre national bordelais-Aquitaine  
Schubert : Ouverture dans le style italien. Mozart : Symphonie concertante pour hautbois, clarinette, basson cor et orchestre. Moussorgski-Ravel : Les Tableaux d'une exposition. Dominique Descaings (hautbois), Richard Rimbart (clarinette), Jean-Marc Dalmasso (cor), Jean-Marie Lamothe (basson), Armin Jordan (direction).  
Palais des sports, place Férme-de-Nicomède, 33 Bordeaux, 20 h 30, les 2 et 3 octobre. Tél. : 56-48-58-54. De 40 F à 110 F.

Armide  
de Gluck. Mireille Delunsch (Armide), Ewa Podlas (la haine), Nicole Heaton (Sélim), Charles Workman (Renard), Les Musiciens du Louvre, Marc Minkowski (direction).  
Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lescure, 33 Bordeaux, 20 heures, le 4 octobre. Tél. : 56-48-58-54. De 50 F à 250 F.

COLMAR  
Owen Wingrave  
de Britten. Philippe Le Chevalier, Jean-François Loiseau, des Louchechamps (Owen Wingrave), Christian Tréguier (Spencer Ock), Jean-François Monvoisin (Lechmere), Dominique Gless (Miss Wingrave), Raphaële Far-

Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg, 20 heures, le 29 septembre et les 1<sup>er</sup>, 5 et 8 octobre. Tél. : 88-75-49-23. De 70 F à 230 F.

Orchestre du conservatoire de Strasbourg  
Vivaldi : Concerto pour deux orchestres. Concerto pour trois violons et cordes. Fiedler : Profile in eco, Duo en résonance. Olivier Dejourn (direction).  
Palais des fêtes, rue Sellenick, 67 Strasbourg, 20 heures, le 30. Tél. : 88-21-02-90 F.

Quatuor Arditi  
Dusapin : Quatuor à cordes n<sup>o</sup> 1 et 3. Time Zones. Harvey : Quatuor à cordes n<sup>o</sup> 3, création.  
Palais des fêtes, rue Sellenick, 67 Strasbourg, 20 heures, le 1<sup>er</sup> octobre. Tél. : 88-21-02-90 F.

Ensemble Recherche  
Ravel : Trio pour piano, violon et violoncelle. Murail : La Barque mystique, Guézec : Trio à cordes. Grisey : Vortex Temporum I, II et III. Kwamé Ryan (direction).  
Auditorium Franca 3 Alsace, 3, place de Bordeaux, 67 Strasbourg, 20 heures, le 2 octobre. Tél. : 88-21-02-90 F.

Orchestre symphonique du SWF Baden-Baden  
Lachenmann : Schwanenking am Rand. Spahlinger : Und als wir. Globocor : Masse, macht und Individuum. Michael Schröder (guitare), Teodoro Anselotti (accordéon), Stefano Scodanibbio (contrebasse), Jean-Pierre Drouot (saxophone), Lothar Zagrossek (direction).  
Le Wacken (parc des expositions), Hall 20, 67 Strasbourg, 20 heures, le 3 octobre. Tél. : 88-21-02-90 F.

### DANSE

ANGERS  
Compagnie Bouvier-Obadia  
Les Chiers  
Nouvelles Théâtres, place du Rullément, 49 Angers, 19 h 30, le 3 octobre ; 20 h 30, le 4 octobre. Tél. : 41-87-80-80. De 75 F à 130 F.

BORDEAUX  
Christian Tréguier  
Interpellation... Hello Mister.  
Théâtre le Molitor, 33, rue du Temple, 33 Bordeaux, 20 h 30, le 28. Tél. : 56-01-45-67. 850 F.

CHAMBERY  
Käfig  
Pièce chorégraphique pour sept danseurs et deux rappeurs.

(Publicité)

**LES PETITES FUITES**  
Mise en scène Emmanuel AUDIERBERT  
**THEATRE DES SONGES**  
157, rue Pelleport  
75020 PARIS  
Du 21 septembre au 16 novembre 1996  
Métro Télégraphe  
Du mercredi au samedi : 21 h 00 - Le dimanche : 15 h 30  
- Réservation : 46.36.52.12 -

men, Caroline Fèvre (Mrs Coyle), Orchestre symphonique de Mulhouse, Scott Sandmeier (direction), Pierre Barrot (mise en scène).

Théâtre municipal, 3, rue Unterlinden, 68 Colmar, 20 heures, les 3, 5 et 8 octobre, 15 heures, le 6 octobre. Tél. : 88-21-02-90 F.

ROUEN  
Pierre-Laurent Almond (piano)  
Œuvres de Berg, Webern, Schoenberg, Debussy, Takemitsu, Messiaen et Uge-

Hôtel du département, 76 Rouen, 11 heures, le 29. Tél. : 35-70-04-07. 70 F.

Ensemble InterContemporain  
Verdier : Intégrales. Boulez : Dérives 2 et 3. Messiaen : Oiseaux exotiques. Takemitsu : Tōki Line. Schoenberg : Suite op. 29. Florent Boffard (piano), Pierre Boulez (piano).  
Chapelle du lycée Cornille, rue Bourg-l'Abbé, 76 Rouen, 17 h 30, le 29. Tél. : 35-63-30-30. De 90 F à 160 F.

Orchestre de l'Opéra de Paris  
Takemitsu : Cerebral, an Autumn Ode. Prokofiev : Roméo et Juliette, suites. Janacek : Sinfonietta. Mayumi Miyata (hth), James Conlon (direction).  
Chapelle du lycée Cornille, rue Bourg-l'Abbé, 76 Rouen, 20 heures, le 4 octobre. Tél. : 35-70-04-07. De 90 F à 160 F.

Espace André-Malraux, Carré Curial, 73 Chambéry, 20 h 30, le 3 octobre. Tél. : 79-85-55-43. 90 F.

FEYZIN  
Compagnie Castafiore  
Marta Carrilho et Karl Biscuit : Alma-nach brûlé.  
Centre Léonard-de-Vinci, 4, chemin Beauregard, 69 Feyzin, 20 h 30, le 28. Tél. : 72-41-00-00.

GRENOBLE  
Pianissimo Carica  
Boris Vostok Saldanha : Dança de III. Marjô Milhazes : Santa Cruz.  
Le Cargo, 5, avenue Paul-Claudel, 38 Grenoble, 19 h 30, le 28. Tél. : 76-25-91-91. De 80 F à 115 F.

BIENNALE DE LYON  
Ballast Stadium, Opéra de Lyon, 20 h 30 le 28 ; 17 h heures le 29. Tango x 2, Maison de la danse, 15 heures et 20 h 30 le 28 ; 17 heures le 29. Cia Fernando Las, Amphithéâtre de l'Opéra, 18 h 30 le 28. Cia Atores Babilónicos do Rio de Janeiro, Théâtre de la Croix-Rouge, 20 h 30 le 28. Castafiore, Centre Léonard-de-Vinci, 20 h 30, le 28. Grand Bal Spectacle Mibonga Tango, Transbordeur, 22 h 30 le 28.

Renséignements : la Maison de la danse, tél. : 78-75-80-88.

ROUEN  
Carliotta Idela  
Ariadne.  
Hangar 23, boulevard Emile-Duchemin, 76 Rouen, 20 heures, le 29. Tél. : 35-70-04-07. 100 F.

STRASBOURG  
Irvine Arditi (violin)  
Dalbavie : Interludes, extraits. Pauset : La Hef des Jours. Giraud : Envoitement, création. Estrada : Yumohuise. Boulez : Anthèmes. Scarrino : Capriccio. Grande Salle de l'Auditorium, place Kléber, 67 Strasbourg, 21 heures, le 29. Tél. : 88-21-02-90 F.

FESTIVAL INTERNATIONAL  
Dallapiccola : Canti di Liberazione. Fedele : Coram Regem, création. Anna Nogara, Paolo Bessegato (réactants), Gail Gilmore (soprano), Giorgio Surian (ténor), Chœur Avénia de Cluj, Frédéric Chablin (direction).  
Palais des fêtes, rue Sellenick, 67 Strasbourg, 16 heures, le 29. Tél. : 88-21-02-90 F.

EN LIMOUSIN  
Durant onze jours, Limoges sera la porte d'entrée en France des parlers français du monde entier. Sur les treize spectacles programmés, quatre sont des créations et cinq des premières en France. Particulièrement attendus : Arret Tze de Mohamed Benguettaï par le théâtre de la Citadelle (Algérie), L'Enfant-Rat d'Armand Gatti, mis en scène par Hélène Chatelain (France), La Minute anacoustique de Paul Pour-

veur (Belgique), joué par une troupe belgo-suisse-québécoise, Esneur, de et par Robert Lepage, où le comédien canadien joue seul tous les personnages de Hamlet, et les marionnettes géantes (Le Grand Oiseau) ou à fils (Les Méaventures de Beme le phacochère), créations collectives du groupe N50-leh (Côte-d'Ivoire). Outre les concerts, rencontres et débats, le festival a aussi un volet pictural, l'occasion de mesurer combien est réussie l'association des

botchios (sculptures) du Bénin et des toiles du peintre Rebeyrolle, à Eymoutiers. Du 26 septembre au 6 octobre. Tél. : 55-79-40-58. De 70 F à 125 F. Tél. : 55-79-40-58. 7 F et 95 F.

CHAMBERY  
La Princesse de Clèves  
d'Anatole France, mise en scène de Marcel Bozonnet, avec Marcel Bozonnet.  
Théâtre Charles-Dullin, place du Théâtre, 73 Chambéry, 20 h 30, le 3 ; 19 h 30, les 4 et 5. Tél. : 79-33-25-19. Durée : 1 h 20. 110 F.

DUNKERQUE  
Le Voyageur immobile  
de Philippe Genty, mise en scène de l'auteur, avec Béatrice Akhri-Leca, Damien Bouvet, Martin Chaput, Jorge Pico Puchades, Catherine Salvin, Aysa Tashkian et Trond Erik Vessdal.  
Le Bateau de feu, place du Général-de-Gaulle, 59 Dunkerque, 20 h 45, le 4. Tél. : 28-51-40-40. Durée : 1 h 30. De 65 F à 105 F.

GRENOBLE  
La Bourgeois gentilhomme  
de Molière, mise en scène de Jean-Vincent Brita, avec Emmanuelle Amiel, Véroline Bernard-Maugiron, Denis Bernat-Rolland, Mourad Bouziane, Jean-Marc Galera, Valère Bertrand, Léo Ferber, Ali Djilali-Bouziane, Abdou Elaidi, Michel Ferber, Bernard Garnier, Dominique Laidet et Nicole Vautier.  
Théâtre, 4, rue Hector-Berlioz, 38 Grenoble, 20 h 30, du 1 au 5. Tél. : 76-44-03-44. Durée : 2 h 15. De 50 F à 100 F.

LE HAVRE  
Péplum, par Royal de Luxe  
de Jean-Luc Courcoult et Pierre Oréfica, mise en scène de Jean-Luc Courcoult.  
Marie-Léon-Laprange, rue des Martyrs, 76 Le Havre, 16 heures, les 28 et 29 ; 15 heures, le 30. Tél. : 35-19-10-10. Durée : 1 h 10. Entrée libre.

LYON  
L'Amante anglaise  
de Marguerite Duras, mise en scène de Michel Rodière, avec Marie-Françoise Guy, Naigien et Michel Rodière.  
Théâtre le Point-du-Jour, 7, rue des Aiguilles, 69 Lyon, 20 h 30, les 30 et 1<sup>er</sup> ; 19 h 30, les 2 et 3. Tél. : 78-36-67-67. Durée : 1 h 25. 80 F et 100 F. Jusqu'au 30 octobre.

MARTIGUES  
J'accuse, bonjour, bonsoir  
(en russe sous-titré en français)  
d'après Tchekhov, Goumiev et des souvenirs personnels des élèves de l'École du Théâtre d'art de Moscou, mise en scène de Roman Kozak.  
Théâtre des Salins, 18, quai Paul-Doumer, 13 Martigues, 20 h 45, les 4 et 5. Tél. : 42-44-36-00. Durée : 1 h 30. 100 F et 130 F.

ORLÉANS  
Un cœur français  
de Jean-Marie Bessot, mise en scène de Patricia Kerstan, avec Samuel Labarthe, Maïa Simon, Marie Bunel, Judith Magre, Cécile Magnat, Philippe Etessé, Joël Demarty, Jean-François Guillot, François Duncuyer et Jacques Connort.  
Le Carré Saint-Vincent, boulevard Aristide-Briand, 45 Orléans, 20 h 30, les 28 septembre, 1<sup>er</sup>, 3, 4, 5, 8 octobre ; 15 heures et 19 heures, les 29 et 6 ; 19 heures, le 2. Tél. : 38-62-75-30. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 13 octobre.

LA ROCHELLE  
Les Trompettes de la mort  
de Tilly, mise en scène de l'auteur, avec Maryline Even, Josiane Stoleru, Eric Guérin et la voix de Jenny Clève.  
La Courtoise, 4, rue Jean-Jean-de-Patry, 17 La Rochelle, 20 h 30, du 3 au 5. Tél. : 46-51-54-02. Durée : 1 h 15. 125 F.

ART  
CALAIS  
Del Marle, la polychromie dans l'espace, 1945-1952.  
Musée des Beaux-Arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62 Calais. Tél. : 21-46-48-40. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 14 F.

CAMBRAY  
Suzanne Valadon (1865-1938)  
Musée municipal, 15, rue de l'Épée, 59 Cambrai. Tél. : 27-82-27-90. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi, mardi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 20 F.

CHANTILLY  
Jean-Antoine Watteau, 1684-1721, et son cercle  
Musée Condé, château, 60 Chantilly. Tél. : 44-57-08-08. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Du 3 octobre au 6 janvier. 39 F (accès au musée et au parc).

CHATEAURoux  
Claude Viallet  
Couvent des Cordeliers, rue Alain-Fournier, 36 Châteauroux. Tél. : 54-08-33-00. De 14 heures à 18 heures ; samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 17 novembre. Entrée libre.

COLMAR  
Otto Dix et les maîtres anciens  
Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68 Colmar. Tél. : 89-20-15-50.

De 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 30 F.

DIJON  
Agnes et visages de l'Alsie  
Musée des Beaux-Arts, palais des États-de-Bourgogne, 21 Dijon. Tél. : 80-74-52-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 octobre. 20 F.

MORLAIX  
Hommes à l'échelle  
Michel Aubry, Patrice Carré, Hubert Duprat.  
Espace FRAC, 49, rue de Longvic, 21 Dijon. Tél. : 80-67-18-18. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 octobre. Entrée libre.

BOZCHIO : sculptures du Bénin, Afrique  
Espace Paul-Rebeyrolle, route de Nédée, 87 Eymoutiers. Tél. : 55-69-59-88. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre. 20 F.

GRAVELINES  
Félix Del Marle, dessins et gravures, 1911-1952.  
Musée du dessin et de l'estampe originale, Arsenal, place C.-Valentin, 59 Gravelines. Tél. : 28-65-50-60. De 14 heures à 17 heures ; samedi de 15 heures à 18 heures et de 15 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 10 F.

LOUVECIENNE  
Eugène Leroy : peintures 1964-1996  
Centre d'art contemporain, domaine de Karguhenne, Bignan, 56 Louménil. Tél. : 97-60-44-44. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 24 novembre. 25 F.

MARSEILLE  
L'Art au corps  
Musée d'Art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Haifa, 13 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. De 11 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

METZ  
La Cour d'or, Musée de Metz, 2, rue du Haut-Poirier, 57 Metz. Tél. : 87-75-10-18. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 octobre. 30 F.

MONTBÉLIARD  
Alain Clément  
Centre d'art et de plaisanterie, hôtel de Jérome, 24, rue Clemenceau, 25 Montbéliard. Tél. : 81-51-37-71. De 10 heures à 19 heures ; dimanche et jours fériés de 15 heures à 19 heures ; lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre. Entrée libre.

MORLAIX  
Panoramas, 1981-1996,  
la collection du FRAC Bretagne  
Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29 Morlaix. Tél. : 98-80-65-88. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 novembre. 25 F.

MULHOUSE  
Isabel Muñoz : rythmes  
La Filature, la médiathèque, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. Tél. : 89-36-28-28. De 11 heures à 18 h 30 ; dimanche de 14 heures à 18 heures ; les soirs de spectacle jusqu'à 20 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 8 décembre. Entrée libre.

NICE  
Tom Wesselmann : rétrospective 1959-1993  
Musée d'art moderne et d'art contemporain, 1<sup>er</sup> étage, promenade des Arts, 06 Nice. Tél. : 93-61-61-62. De 11 heures à 18 heures. Norme vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Du 28 septembre au 27 janvier. 25 F.

ORLÉANS  
Courbet, l'amour  
Musée Gustave-Courbet, place Robert-Ferré, 25 Orléans. Tél. : 81-62-23-30. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 octobre. 40 F.

RENNES  
Eugène Leroy : les quatre saisons, 1993-1994  
La Crée, Centre d



## Le secrétaire général de la CGT soutient les salariés de la Société française de production

C'EST DANS LES DÉCORS extérieurs des studios de Bry-sur-Marne, dans un coin de village reconstruit, dans un bistrot à l'ancienne appelé Chez Louis, que le secrétaire général de la CGT, Louis Vianney, est venu tenir, jeudi 26 septembre, une mini-conference de presse pour apporter son soutien aux salariés de la Société française de production (SFP). Après avoir visité le site de Bry-sur-Marne, il s'est entretenu avec les élus du comité d'entreprise et a brièvement rencontré le PDG de la SFP, Jacques Bayle.

Selon Louis Vianney, il s'agit d'un dossier qui va prendre de l'ampleur dans les jours et les semaines qui viennent. « Dans l'esprit de ceux qui poussent à la privatisation de la SFP, les échéances approchent », a-t-il déclaré, tandis que ceux qui s'y opposent vont « monter de plusieurs tons dans l'expression de leur volonté ». Cette matinée passée à Bry est pour Louis Vianney « un symbole de la volonté de la CGT de soutenir le personnel ».

La privatisation de la SFP a été engagée depuis le milieu du mois de juillet. Pour le gouvernement, il n'y a pas d'autres solutions. La Commission de Bruxelles a demandé à l'Etat, sous la pression des producteurs privés, d'arrêter les versements à la SFP. Régulièrement, l'Etat comblerait les trous de la SFP à hauteur de 270 millions de francs.

Louis Vianney a résumé l'opposition de la CGT à la privatisation de la société publique, en estimant que la SFP a sa « place dans un pôle audiovisuel public ». Le secrétaire gé-

« On est en présence d'une braderie, pas d'une privatisation »

néral de la CGT a fait remarquer que la SFP ou la RAI avaient gardé dans leur giron des activités de production. Il a également souligné : « Le Parlement européen a voté une résolution incitant le gouvernement à renfermer les moyens publics de l'audiovisuel. » (Le Monde du 25 septembre).

Comme les autres syndicats, la CGT proteste contre « les conditions dans lesquelles le gouvernement prétend faire progresser le dossier de privatisation ». Depuis cet été, les salariés sont venus débouter la seule offre de reprise présentée, celle du financier Walter Butler, qui propose un plan de 50 millions de francs, prévoit plus de 600 suppressions d'emplois et demande à l'Etat une restructuration préalable de 1,2 milliard de francs.

« On est en présence d'une braderie, pas d'une privatisation, a commenté Louis Vianney. Le dossier est lié à la question de l'audiovisuel public. Il est difficile de parler de la SFP sans aborder le scandale des producteurs-animateurs, qui a abouti à la démission de Jean-Pierre Elkabbach. »

A. S.

## M. Desgrées du Lou dirigera « Presse-Océan »

Le successeur d'Yves de Chaisemartin devra préparer le rapprochement entre les trois quotidiens que possède la Socpresse dans l'Ouest

NANTES de notre correspondant Jean-Marie Desgrées du Lou, PDG du Courrier de l'Ouest (Angers), a succédé lors du conseil d'administration extraordinaire du jeudi 26 septembre à Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse (groupe Hersant) à la présidence de Presse-Océan (Nantes). Simultanément, Christian Renet a été écarté de ses fonctions de directeur général du quotidien nantais, et remplacé par Jean-Claude Pizieux. Ce dernier dirigeait Centre-Press (Poitiers) jusqu'à sa vente récente par le groupe Hersant, auquel appartenait toujours Presse-Océan et Le Courrier de l'Ouest (Le Monde du 3 mai).

Moins d'une semaine après avoir reçu la motion de défiance de la rédaction et du nouveau directeur en chef, Hervé Louboutin, à l'égard de Christian Renet, ainsi que le préavis de grève déposé par les syndicats CFDT, SN et CGT (Le Monde du 23 septembre), Yves de Chaisemartin a donc réagi par une double décision.

### Restructuration en Limousin

L'édition de Haute-Vienne du quotidien régional Le Montagne disparaît. Le dernier numéro de la formule inaugurée en janvier 1995 doit être daté du samedi 28 septembre. Sa rédaction - douze journalistes et trois secrétaires - sera ensuite dispersée entre les autres agences de la zone de diffusion et le siège de Clermont-Ferrand (Le Monde du 9 juillet). Le titre restera présent en Haute-Vienne sous forme d'une jaquette d'informations générales, dans laquelle les rubriques régionales et locales seront le fac-similé des pages équivalentes du principal quotidien limousin, Le Populaire du Centre, qui appartient au même groupe, Centre-France. Cette « hybridation » pourrait être une transition de quelques mois avant un retrait pur et simple du titre.

Le Limousin était jusqu'à présent une région où le pluralisme de la presse écrite était particulièrement affirmé. Or, ce retrait intervient à un moment où le troisième quotidien régional, L'Echo du Centre (communiste), aborde une nouvelle zone de turbulences. Une dizaine de suppressions d'emplois devaient y être annoncées et un dépôt de bilan est probable. (Corresp.)

Adrien Favreau

■ **SATELLITE** : « Nous continuons à regarder d'un œil critique l'entrée de BskyB, et partant [du groupe de communication] de Rupert Murdoch, dans la chaîne cryptée Première », a déclaré, jeudi 26 septembre, Elke Zeise, porte-parole de l'Office allemand des cartels. « Si BskyB entre en ligne de compte, c'est comme concurrent potentiel sur le marché allemand, du fait de son implantation en Grande-Bretagne et de son savoir-faire », a-t-elle ajouté. Au cours de l'été, Bertelsmann et Kirch, actionnaires de Première aux côtés de Canal Plus, s'étaient entendus pour ouvrir 25 % du capital de la chaîne à BskyB (Le Monde du 27 septembre).

■ **TELEVISION** : la proposition de résolution du député Jean-Pierre Ponce (UDF, Pas-de-Calais) tendant à constituer une commission d'enquête sur France 2 et France 3 et l'affaire des animateurs-producteurs qui avait débouché sur le départ de Jean-Pierre Elkabbach, au mois de juin, doivent être examinées mercredi 2 octobre par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

■ **PRESSE** : la parution du Monde daté 27 septembre a été retardée jeudi 26, à la suite d'un conflit entre deux catégories du Syndicat général du livre-CGT, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la situation sociale de l'entreprise. La sortie de France-Solr et de Paris-Turf a été également perturbée. Jeudi matin, les rotativistes, qui veulent créer leur propre centre de formation, avaient occupé les locaux d'un centre de formation du syndicat, l'AFPI. Pour protester contre l'attitude des rotativistes dans ce conflit purement interne, les photographes ont déclenché un arrêt dans les ateliers et les imprimeries du Monde et du groupe Hersant.

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal, Météo.  
13.35 Femmes. Magazine.  
13.40 Les Fous de l'Amour. Feuilleton.  
14.35 Dallas. Feuilleton.  
15.30 Hôtel. Feuilleton.  
16.25 Une famille en or. Jeu.  
16.55 Club Dorothée. Série.  
17.40 J'aimais 2 sans toi. Orages mais des espoirs. Série.  
18.05 La Rebellée. Série.  
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.55 et 20.45 Météo.  
20.00 Journal.

20.50 **SACRÉE BRIGITTE !** Documentaire présenté par Jean-Pierre Foucault. Invités : Sylvie Vartan, Pierre Croizeau, Chien et les Cypriels, les Amis Titi, Gilbert Montagné, Dany Brillant, Jorge Ben, Henri Salvador, World Apat (125 min). 44000000

22.55 **BRIGITTE BARDOT, UNE PREMIERE !** Documentaire d'Alain Rougier-Dubourg. Avec les témoignages de Milos Forman, Roger Vadim, Olga Horev, Christine Cousse-Rénaud, Oreste Perroyer, Günter Sachs, Claude Bolling (75 min). 6600447  
Soirée spéciale à l'occasion du 62<sup>e</sup> anniversaire de B.B.  
0.10 Unis pour vaincre. Le point sur « les animaux violent les hommes à vivre ».  
1.10 Journal, Météo.  
1.20 et 3.25, 4.30, 5.05 Horaires nationaux. 2.35 et 3.15, 4.20 TF1 nuit.  
3.25 Les Aventures du jeune Pacha Pacha. 5.00 Musique.

### Les soirées sur le câble et le satellite

**TV 5**  
21.30 Le Carnet du boulangier.  
21.55 Météo des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.50 Ca cartonne. Invité : Andréanne.  
0.30 Soir 3 (France 3).

**Planète**  
20.35 Radioactivité. (12) Pour le meilleur et pour le pire.  
21.25 Trésors des îles Cocos.  
22.20 Mergle, le rapport final.

### France 2

12.45 Spot sécurité routière. 12.55 et 13.40 Météo.  
12.59 Journal, Point route.  
13.30 Secrets de chef.  
13.35 Derrick. Série.  
Une famille unie.  
14.55 Le Renard. Série.  
Boomerang.  
16.00 Le 455 La Chanson aux chaussons.  
16.35 Les Minikins.  
17.10 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.45 Sauvés par le gong. Série.  
18.10 Code Lisa. Série.  
18.40 Qui est qui ? Jeu.  
19.15 Bonne nuit, les petits. Un départ heureux.  
19.20 et 2.05 Studio Gabriel. Invités : Daniel Prévost.  
19.59 Journal. A cheval, Météo, Point route.

20.55 **MAIGRET** Série. Maigret en Finlande, de Polka Parikka (95 min). 3747391  
« Un crime en Hollande », excellent roman, devient, pour les besoins des coproductions, une pièce d'opéra finlandaise.  
22.30 Flash Info, Bourse, Météo.

22.45 **BOUILLON DE CULTURE** Pourquoi les intellectuels se trompent-ils autant ? Invité : Alain Finkielkraut (l'Humanité) ; Jacques Julliard et Michel Winock (l'Espresso) ; Christophe Bourdier (l'Express) ; Christophe Bourdier (l'Espresso) (45 min). 133824  
23.50 The Mists. Film de John Huston avec Marlyn Monroe (1960, N, v.o., 125 min). 2200824  
Un film, où l'on retrouve bien la marque de John Huston, qui distille une angosie profonde.  
2.40 Envois spécial (rediff.). 4.40 Copies. Deuxième série.

### France 3

12.32 Journal. Keno.  
13.40 La Croisière s'amusse. Série. Les amis.  
14.30 Meurtres à San Francisco. Téléfilm de Walter Grauman, (95 min). 2271844  
16.05 Secrets de famille. 16.35 Les Minikins.  
17.45 Le passé à la télé.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.48 Un livre, un jour. Les Trois Grandes. Série.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
19.00 Journal régional.  
19.59 Journal. A cheval, Météo, Point route.

20.50 **THALASSA** Téléfilm de Georges Perraud. Hail, à la grâce de Dieu (60 min). 9237099  
Pour leurs déplacements, les paysans hermites utilisent des bateaux hors d'âge. A chaque traversée, ils risquent leur vie.

21.50 **FAUT PAS RÊVER** Magazine présenté par Sylvain Augier. Invité : Jérôme Deschamps. Grèce : le printemps des bergers ; Inde : yoga le petit quartier ; Venezuela : Chana, le village cano ; 60 min). 5273743  
22.50 Journal, Météo.  
23.15 Comment ça va ? Voyages de la dépression. Invité : le professeur Loo. 0.10 When the Lion Roars. Documentaire (30) de Frank Martin (1994, N, v.o., 100 min). 8754916  
1.00 Caillou. 50 min. Série. Réalisé par 1.05 Miroslav Grubis. Le Ballon, La Tempête, Les Compagnons, Ballet de la belle, chorégraphie de Sofi Edwards, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo (15 min).

### La Cinquième

12.30 Découvertes de France. 12.55 Attention santé. 13.00 La Côte d'Ivoire. 13.30 Demain les tréfilés. 14.00 Nomades. Cartes de routes en Sibirie. 15.00 La Résistance au Drenthe. 16.00 Les Français, histoire d'un combat. Présenté par Claude Haghe. 16.30 Les Grands Châteaux d'Europe. Warwick. 17.00 Le Tour du monde en 80 jours (rediff.). 17.30 ALF. 18.00 Histoire de l'émigration. 18.30 Le Monde des animaux.

20.55 **ESPOIR EN DANGER** Téléfilm de Roger Vercus. Avec Dennis Hopper (105 min). 954783  
Une jeune Berlinnoise rêve de devenir biologiste. Mais, de démons en combines douteuses, elle plonge dans la drogue et la prostitution.

22.20 **GRAND FORMAT : LE COMPLEXE VOLKSWAGEN** Documentaire de Harrold Stansbury (90 min). 2310534  
Au Salon de l'Automobile de 1933, Hitler promet de créer une voiture à la portée de chaque citoyen. Aujourd'hui Volkswagen est l'un des premiers constructeurs automobiles du monde.  
23.50 Les Dénoués des cartes. Magazine (rediff.).  
0.00 Hans Scharoun. Documentaire. Une architecture imaginaire, de Harrold Stansbury (40 min). 83190  
Portrait de l'architecte Hans Scharoun (1893-1972), le principal artisan de la reconstruction de Berlin et de la RFA.  
1.00 Music Planet. Magazine. Pop, Rock, Rap, Jazz, de Rud Dolezal et Hannes Ritscher (rediff.). 1.35 Court-circuit. Comment faire les gens ? Court-métrage français de Nicolas Bailly (1992, rediff., 48 min).

### Cinéma

20.30 Hollywood 26.  
21.00 L'Honneur sans visage. Film de Mel Gibson (1994, 170 min). 2953718  
22.50 Lawrence d'Arabie. Film de David Lean (1962, v.o., 210 min). 9084609

### Série Club

20.45 Commando Garrison. Fais d'armes.  
21.40 et 0.40 Médecins de nuit. Médecins.  
22.30 Colonel March. Le crime voit.  
23.00 Les Anges de la ville. Récompense.  
23.50 Quincy. Documentaire.

### M 6

12.25 Les Routes du paradis. Qu'on est bien chez soi.  
13.25 Méthode antigrav. 18 min.  
14.00 Les Routes du paradis. Avec George Clooney (93 min). 1318973  
15.10 Drôles de dames. Les nouvelles séries. 16.10 Rock express. Spécial Océ. 17.05 Hit Machine. 18.00 Sliders. Un monde au féminin. Série.  
18.55 Highlander. Le samouraï. Série.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Une noume d'enter. Série.  
20.35 Capital 6. Magazine.

20.50 **DOUBLE RISQUE** Téléfilm de Roger Vercus. Avec Dennis Hopper (105 min). 954783  
Un pilote travaillant pour des néo-croisiers occupe, après son arrestation par la police, de coopérer avec les autorités. D'après une histoire vraie.

22.50 **MISSION IMPOSSIBLE, VINGT ANS APRÈS** Série. Belle, fantasque et terroriste, avec Peter Graves (60 min). 802798  
Le dictateur d'une petite ville d'Amérique centrale a réussi à se procurer l'arme nucléaire.  
23.50 Jeu d'amour, jeu de mort. Téléfilm de Piero Schiccioppa, avec Philippe Leroy, Danyel Lussier (85 min). 7274485  
2.30 Best of Growth. Magazine. 3.30 Jazz & Magazine. 4.35 Prévisions. Magazine. L'Orb Payon (30 min).

### Canal +

En clair jusqu'à 13.35.  
12.30 La Grande Famille. 13.35 The Crow. Film d'Alex Proyas (1994, 98 min). 6307447  
15.10 100 ans de bulles (93 min). 8407842  
16.05 Le Journal du cinéma. 16.10 Le monde des animaux. Film d'animation de Philippe Grimond (1989, 77 min). 3287959  
17.30 L'Album télé. Documentaire.  
17.55 Billy the Cat. Dessin animé.  
En clair jusqu'à 20.35.  
18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Hans Kureishi.  
20.30 Le Journal du cinéma.

### Radio

20.30 **France-Culture**  
20.30 Le Banquet. Conversations philosophiques. La conclusion : la mort. 21.35 Black and Blue. Musique : Critiques croisées. A propos de deux pièces inédites de Miles Davis. 22.40 Miroirs magiques. At l'opéra de la mort. 23.00 Du jour au lendemain. Philippe Dreyer (la Guerre, 0.30 Coda. Coup de champagne à l'été. 23.30 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Erwan Lebeche : 1.44. Incompréhension : une famille, des rêves et des secrets. 2.02. Le Bon Plaisir de Sophie Calle. 3.02. Les Philharmoniques, voix de nuit part.

### France-Musique

20.00 Concert. Donné en direct de la salle Pleyel, à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Gidon Kremer : Symphonie n° 10, reconstruction de György Kodály, de Mahler. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Bartók, Chaynes. 23.07 Mélodie du siècle. Œuvres de Schmitt, Jolivet, Saugues. 0.00 Jazz-club. En direct du Petit Capharnaüm, Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Gidon Kremer : 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Solistes de Radio-Classique. Stefan Zweig. L'indivisible-Walter op. 32, de Brahms. Romy, soprano. Omer, mezzo-soprano. Strakos, alto. B. Laryson, Deutscher et Forster, piano : Symphonie n° 10, de Mahler, dir. Gidon Kremer. 23.00 Les Solistes de Radio-Classique. L'indivisible-Walter op. 32, de Brahms. Romy, soprano. Omer, mezzo-soprano. Strakos, alto. B. Laryson, Deutscher et Forster, piano : Symphonie n° 10, de Mahler, dir. Gidon Kremer. 23.00 Les Solistes de Radio-Classique. L'indivisible-Walter op. 32, de Brahms. Romy, soprano. Omer, mezzo-soprano. Strakos, alto. B. Laryson, Deutscher et Forster, piano : Symphonie n° 10, de Mahler, dir. Gidon Kremer.

### Canal +

En clair jusqu'à 13.35.  
12.30 La Grande Famille. 13.35 The Crow. Film d'Alex Proyas (1994, 98 min). 6307447  
15.10 100 ans de bulles (93 min). 8407842  
16.05 Le Journal du cinéma. 16.10 Le monde des animaux. Film d'animation de Philippe Grimond (1989, 77 min). 3287959  
17.30 L'Album télé. Documentaire.  
17.55 Billy the Cat. Dessin animé.  
En clair jusqu'à 20.35.  
18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Hans Kureishi.  
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 **FAUSSE PISTE** Téléfilm de Jim McElreath. Avec Kevin Anderson, Rosanna Arquette (95 min). 962640  
22.20 Le Crépuscule des tiges. Documentaire (85 min). 641911  
22.55 Flash d'information.

23.00 **MAVERICK** Film de Richard Donner avec Mel Gibson, Joie Foster (109 min). 827098  
1.05 Le Voyage fantastique de Sindbad. Film de Gordon Hecker avec John Philip Law (1973, v.o., 101 min). 1052512  
2.50 Les Evénements. Film de Frank Darabont avec Tim Robbins (1995, 137 min). 32834461  
5.05 Plein Soleil. Film de Jean-Claude Cocteau avec Alain Delon (1959, 113 min). 5426468

### Les films sur les chaînes européennes

**RTBF 1**  
21.35 La Petite église. Film d'Yves Hancin (1991, 115 min). Avec Pierre Richard, Dumez.  
**RTL 9**  
22.30 Lady Chatterley. Film d'Alan Roberts (1986, 95 min). Avec Sybil Danning. Controverse. 0.50 La Beauté du diable. Film de René Clément (1949, N, 95 min). Avec Michel Simon, Rosanna Arquette.  
**TSR**  
20.45 Les vacances pour les filles. Film de Herbert Ross (1975, 90 min). Avec Lilli Finckel. Comédie.  
21.40 Chatterley. Film de Alan Roberts (1986, 95 min). Avec Sybil Danning. Controverse. 0.50 La Beauté du diable. Film de René Clément (1949, N, 95 min). Avec Michel Simon, Rosanna Arquette.

### Eurosport

19.55 Football. En direct de Sochaux. En direct de D2 (11e journée). Sochaux - Valenciennes (0-2 min). 2871840  
22.00 Kick-boxing.  
23.00 Tennis (60 min).

### Les films sur les chaînes européennes

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jour. Signification des symboles : ■ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■ ■ Ne pas manquer. ■ ■ En Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-étage spécial pour les sœurs et les malentendants.

46. quand



France  
Océan  
Les films sur les chaînes européennes  
France  
Supervision  
Paris Première  
Planète  
France  
Supervision  
Paris Première  
Planète  
France  
Supervision  
Paris Première  
Planète



# 1944-1946, quand « tout était à refaire »

« Les Dossiers de l'Histoire » présentent « France, années zéro, le grand chantier » ou les difficultés de la remise en marche du pays, entre la Libération et la reconstruction

« C'EST UNE PLUIE de deuils terribles et dévôtés », chante Yves Montand. Et c'est vrai qu'en cet hiver 1944-1945, les difficultés submergent le pays. Il y eut l'Occupation, la Libération. Désormais, il y a l'immense chantier d'une France dévastée. Les survivants des camps rapatriés, chacun doit peletonner, débayer, nettoyer...

Il faut revoir les images des villes dévastées comme Dunkerque ou Saint-Dié pour mesurer l'ampleur des ravages. Pour découvrir ou se remémorer ces cités dévêtues cloaques. La France est debout, mais en haillons. Le quart de ses immeubles sont en ruine, un million de personnes sans abri. Les usines sont par terre, les ponts effondrés, les voies ferrées en charpie.

On imagine ce qu'on peut faire d'un tel sujet : le général de Gaulle marchant tel un géant parmi les débris, de longs plans sur des silhouettes ruisselantes au plus près de leur forge, des extraits de discours enflammés devant l'Assemblée constituante, etc. Dans son documentaire, Jean A. Chérasse évite précisément ces généralisations. En campant ses caméras à Saint-Lô, dans la Manche, à Saint-Dié, dans les Vosges, à Waziers, dans le Nord, il retrouve avec simplicité la mémoire de ces années zéro - ce titre fait référence au film de Roberto Rossellini, *Allemagne année zéro* - les souvenirs de ceux qui en furent les acteurs humbles ou glorieux.

Sous les traits d'une femme mûre transparaît ainsi une jeune fille qui



a subtilisé dans un wagon un rideau de gros drap obturant la vitre pour s'en faire une jupe. « C'était marqué SNCF dessus, mais on n'avait pas grand-chose ! » Telle autre évoque ses escapades en Belgique, d'où l'on ramenait en vrac café, chocolat et bis nylon : les cargos américains déversaient leurs trésors à Anvers.

Dans cette famille de Waziers, on a conservé comme des reliques les carnets de points pour acheter le charbon, les alcools, le textile. Vestiges d'un rationnement sévère dont on n'a plus idée. On vivait

entre système D et marché noir, spéculation et délinquance. On manquait de tout, de lait et de vêtements, de savon et de maisons. Il fallait redessiner des villes et tracer des routes. Saint-Dié, ensanganté et muet, fit venir des baraquements en kit pour revivre. Des quartiers en bois poussèrent alors autour de la ville en cendres, en plein champ. Des « rats gros et gras » prospérèrent.

De temps en temps, Jean Chérasse délaissait ce reportage « sur le terrain ». Ses caméras filmaient alors François Bloch-Lainé, grand commis de l'Etat, Raymond Au-

brac, commissaire de la République à Marseille, puis conseiller au ministère de la reconstruction. Ils offraient une vision plus globale. « Tout était à refaire », résume François Bloch-Lainé. « Heureusement, les Alleux nous ont aidés pour le ravitaillement », se rappelle Raymond Aubrac.

Les côtes et des zones entières étaient lésées de mines meurtrières. « C'était comme si le pays était frappé par la peste », raconte Raymond Aubrac. Des démineurs français volontaires et des prisonniers allemands partirent vaillamment sur le front. Tel un général, Aubrac dirigea les opérations de déminage jusqu'en 1949.

D'autres grandes figures se détachent, grâce aux archives filmées : notamment Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français et ministre d'Etat. N'avait-on pas oublié à quel point le Parti communiste, à sa manière, sut remettre la France au travail ? « Je suis sûr que nous gagnerons la bataille de la production, comme nous avons gagné la bataille de la Libération », lançait alors Thorez à l'adresse d'ouvriers accablés à l'idée de retrouver leurs machines. C'était un moment de grâce. Les mouvements sociaux, avec leurs revendications, ne vinrent qu'après. En 1946 et 1947. Mais c'est une tout autre histoire.

Laurent Greilsamer

\* « France années zéro, le grand chantier », France 3, samedi 28 septembre à 22 h 20.

## Swing

par Agathe Logeart

A L'HEURE du café-tartines, quand l'électeur n'a pas encore réussi à chasser les vapeurs du sommeil, Pierre Mazeaud, le bouillonnant président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, c'est mieux qu'une douche. Il réveille, cet homme-là, il décoiffe, il dégrasse et les idées et les mots usés des unanimistes de façade l'invitent matinal, sur France 2, de l'émission « Les quatre vérités ». Il est allé droit au but. A-t-on vraiment bien entendu ? Est-ce bien un caïque du RPR qui s'exprime ainsi ? Après la macarons, cette danse des canards, mécanique et ridicule à souhait, que les vieux du RPR en pleine crise de jeunesse aigü s'étaient sentis obligés d'exécuter pour complaire à leurs militants, voici venu le temps du swing.

Le projet de réforme du mode de scrutin ? « Aberrant ». Le projet de loi Toubon sur le racisme ? « Complètement absurde » : on ne bâtit pas ainsi la va-vite une loi de circonstance, qui plus est, ad hominem. Les 4 milliards concédés au Crédit lyonnais pour renflouer des caisses qui prennent feu ? Allez expliquer ça aux parents d'élèves pour qui ce gouvernement n'a pas été fichu de trouver le milliard manquant pour l'allocation de rentrée scolaire, ou aux éleveurs sinistrés par la crise de la « vache folle » ! Il tonne, il tempête, Pierre Mazeaud, ne s'embarrasse pas de précautions oratoires - ce n'est pas son genre - et, s'il choisit de s'exprimer ainsi par voie de presse, c'est parce que parler mezzo voce ne sert à rien quand le gouvernement a décidé

de n'en faire qu'à sa tête en comptant bien que la majorité marchera au pas. Que le gouvernement fasse - enfin ! - de la politique au lieu de dégainer à tout bout de champ des projets irrédicibles qui ne mènent nulle part, sinon droit dans le mur : la leçon est rude. Pierre Mazeaud tire les oreilles d'Alain Juppé. Il lui enfonce le bonnet d'âne jusqu'au menton.

Evidemment, ces propos, le ton sur lequel ils sont énoncés, ne peuvent faire plaisir à tout le monde. Elles étaient donc cocasses, ces embrassades pour la galerie sous l'œil des caméras, des parlementaires RPR réunis au Havre quelques heures plus tard, pour tenir conclusive. Le chahut avait gagné les rangs. Il y avait du poignard dans les manches et de petites épinglettes prêtes à s'enfoncer dans la poupée de cire moulée à l'effigie du premier ministre. Grand chambellan de la cérémonie, Michel Péricard, le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, sortait son gros bâton pour cogner les têtes qui s'obstinaient à dépasser. Il faisait part de la colère (censée pourtant rester confidentielle, nous dit-on) du chef de l'Etat devant tant d'indiscipline. Les coupables seraient châtiés. Un peu ahuri, le téléspéctateur assistait à ce grand déballage et à cette tentative de reprise en main politicienne, quand arriva le premier ministre, qui demanda : « Si la majorité ne croit pas au succès de la majorité, qui fera gagner cette majorité ? » S'il ne trouve pas toujours les bonnes réponses, il arrive parfois qu'Alain Juppé pose les bonnes questions.

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
12.52 Journal. Météo.  
13.30 Reportages.  
Voyage au bout de la mine.  
14.05 L'homme qui tombe à pic. Série.  
15.00 Mac Gyver. Série.  
16.00 Melrose Place. Série.  
Vin et vodka.  
16.30 Hercule. Série.  
Le pouvoir.  
17.45 Treize millions d'amis.  
18.25 Vidéo gag.  
19.00 Beverly Hills.  
Un monde idéal. Série.  
19.55 Comme une intuition.  
20.00 Journal. Tiersé, Météo.

### France 2

12.59 Journal.  
13.35 INC. Magazine.  
13.45 Savoir plus santé.  
Médecine, vingt-cinq ans de succès. Invité : docteur Jacques Meslin, cardiologue à Saint-Cloud.  
14.40 La Vie à tout prix. Série.  
15.30 Au cœur de l'Afrique sauvage.  
16.30 Samedi sport.  
Magazine. Tiersé, en direct de Malabo.  
16.50 Cyclisme (95 min).  
18.05 Un privé sous les tropiques. Série.  
19.00 JAG. Série.  
19.30 et 20.45 Tirage du Loto.  
19.59 Journal. A cheval, Météo.

### France 3

12.52 Journal.  
13.00 Keno.  
14.10 Les Quatre Droquaires.  
Tuer pour vivre (45).  
17.45 Montagne. Le toit en haut, pouce la vigne.  
18.15 Expression directe. CGPME.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.48 Un livre, un jour. Déroulement de la vie de Louis-Paul Fargue.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
19.08 Journal régional.  
20.05 Fa si la chaussette. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

### La Cinquième

13.00 Mag 5. 13.30 Va savoir. 14.00 Fête des bébés. 14.30 Les Lions avec Anthony Hopkins.  
15.30 Ozone, cancer du ciel.  
Documentaire.  
16.30 Rêverie sur court. 17.00 Le Portugal. 18.00 Droit d'auteurs. Présenté par Frédéric Farney.  
Invités : Eduardo Manet, Rhapsodie cubaine ; Dominique Sigault, L'Hypothèse du défilé.  
Documentaire.  
19.00 French & Saunders. Série (47) de John Birkin, avec Dawn French, Jennifer Saunders (60 min).  
19.30 Histoire parallèle.  
Semaine du 28 septembre 1946 : le procès de Nuremberg, suite et fin ? Invité : Klaus Wanger (45 min).  
20.15 Le Dessous des cartes.  
Chronique géopolitique. Chine : l'empire éclos ?  
20.30 8 1/2 Journal.

### M 6

12.55 Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. Série.  
13.50 University Hospital. Série.  
15.35 Flash. Alpha. Série.  
16.30 L'Aventurier.  
Le Rembrandt. Série.  
17.05 Chapeau melon et bottes de cuir. Série.  
18.05 Le Saint. Le diamant.  
19.00 Turbo. Magazine.  
19.40 Warning. Magazine.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Hot Forme. Magazine.  
20.35 Plus vite que la musique.  
La tournée de Jane Birkin.

### Canal +

► En clair jusqu'à 14.00.  
12.20 Flash d'information.  
12.30 L'Hebdo de Michel Field.  
13.30 Cyberculture.  
14.00 Basket-ball. En direct. Montpellier-ASVEL.  
16.10 Le Journal du cinéma.  
16.40 Les Superstars du catch.  
► En clair jusqu'à 20.30.  
17.25 Décade pas Bunny.  
18.25 Alien.  
Futurs des insectes. (4/6) A la conquête de la planète Terre (20 min).  
18.45 Flash d'information.  
19.00 TV plus.  
20.00 Les Muppets.  
20.25 ► Pas si vite ! Magazine.

### Radio

**France-Culture**  
20.00 Le Temps de la danse. Spectacles de Nicolas Garnier à Paris au palais Garnier ; le Festival de Biarritz.  
20.30 Photo-reportage. Jean Cal, historien d'art et conservateur du Musée Picasso.  
20.45 Fiction : Nouveau répertoire dramatique. Œuvres de Klaus Pöhl.  
22.35 Musique : L'Air du temps.  
Rencontres musicales : dix des Beux. Avec Catherine Portevin, Alain Lempereur, Mme François-Poncet.  
0.05 Fiction : Tard dans la nuit. Nouvelle de Colette. 0.55 Chronique du bout des heures. L'été des Nuits de France-Culture (jeudi). Vladimir Vekoslavski, 3.35, Le violoncelle au Réminis, 2.59, Chansons inédites, 3.49, L'équilibre du mal, 4.45, Entrez avec Marguerite Duras ; 6.05, Marie Rose Guimard.

### 20.45

**LE JUSTE**  
Série. Les enfants de l'ennemi, de Frank Appréhens.  
(105 min).  
Le deuxième volet des aventures du « Juste » (Claude Brasseur) est plutôt décevant. Beaucoup de bons sentiments, mais pas mal de mauvais acteurs.

### 20.50

**FORT BOYARD**  
Diversions présentées par Patrick Laffont et Catherine Dominguez. Avec Didier Dordick, Marlène, Cécile Jeanson, Emile Normand, Thomas Castaignères, Christian Calixte. Au profit de l'association SAFE.  
(105 min).  
20.55

### 20.50

**DOCTEUR SYLVESTRE**  
Série. D'origine inconnue, de Dominique Tabet, avec Jérôme Anger, Marie Perle.  
(90 min).  
Un secret sépare deux familles, metant en péril l'équilibre d'une jeune adolescente. Un scénario lacébreux.

### 20.45

**LES CONFESSIONS DU CHEVALIER D'INDUSTRIE FELIX KRULL**  
Série (4/5) de Bernard Sichel, d'après le roman de Thomas Mann (60 min).  
21.45 Métropolis. Magazine. Michel-Ange à New York ; Edouard Giscard ; musiques scordées à Paris ; l'abolition de Gilles Deleuze ; P comme professeur (série) (60 min).  
20.40

### 20.50

**► AUX FRONTIÈRES DU RÉEL**  
Série, avec Clément Anderson. Autogestion (60 min).  
1480400  
Muller et Scully se lancent sur la piste d'un évadé, le Pousseur, capable de pénétrer dans l'esprit des gens et d'en prendre le contrôle.  
Cerveau secret (35 min).  
4589848  
Du sable et de l'eau prennent forme humaine pour perpétrer des assassinats.  
Meurtres sur Internet (35 min).  
7105782  
Une jeune femme est retrouvée morte, le corps enveloppé d'une sécrétion visqueuse. Une analyse chimique de la peau de l'assassin, trouvée sous les ongles de la victime, indique une absence d'acides gras.  
23.40 Le Calice de Jade.  
Téléfilm de Leon Scheriff, avec Dorota Pomysl, Steven Scharf (90 min).  
7300998  
1.30 Masochisme. Film franco-italien de Jean-Luc Godard avec Jean-Pierre L  aud, Chantal Goya (1964, N, métré, 100 min). 4480204

### 20.30

**LA FERME DU MAUVAIS SORT**  
Téléfilm de John Schlesinger, avec Kate Beckinsale.  
(90 min).  
480910  
22.10 Flash d'information.  
22.15 Jour de foot. Magazine. Neuvième journée de D 1 (45 min).  
8633022

### France-Musique

19.30 Opéra.  
Salon de l'Opéra. Donnée en direct du palais Garnier    Paris, par l'ensemble vocal et instrumental Les Arts Florissants, de William Christie : Œuvres de Rameau, Mark Padmore (Hippolyte), Anna-Maria Pertinacci (Ar  cie), Laurent Naouri (Théodore), L  ventine Hunt (Ch  r  ), Erhan James (Cl  ante), Minnie Deusch (La Grande Princesse - une ch  mresse), Nathan Berg (Jupiter - Jupiter - Neptune), Patricia Redden (Léonore - une bergère), Cécile Mechaly (une maître - une prêtresse), Christopher Joyce (un salveur - 1   Parquet), Yarn B  rton (A  ce -   t  cur), Robert Karoly (C  n  re), Matthew Leacock (   Parquet), Bertrand Bernou (   Parquet), David Le Monnier (un ch  m  re).  
22.45 Extraits.  
23.05 Le Bel Aujourd'hui. Concert donnée le 20 septembre, au palais de la musique et des concerts, par l'Orchestre de l'Opéra de Frankfurt, de Sylvain Cambreling ; œuvres de Weber, Grieg.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Carl Maria von Weber, Symphonie né 2, de Weber, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Sawallisch ; œuvres de Mozart, Haydn, Weber, Hoffmann, Wagner.  
22.40 Da Capo. Œuvres de Mahler.  
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

## Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

19.30 Journal (cable).  
20.00 Jolie Lescaut : Rumeurs.  
21.30 T  l  cin  ma.  
21.55 Métro.  
des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 P  l  s la r  ce.  
0.30 Soir   3 (France 3).

### Planète

20.35 Y'a un os.  
21.15 ► Dans la lumière de Jean Zay.  
21.45 15 Jours sur Planète.  
22.00 Menace sur les défilants d'Afrique.  
22.35 Radioactivité.  
(10) Pour le meilleur et pour le pire.  
23.45 Th  sons des fées Cocos.

### Paris Première

20.00 Golf en capitale.  
20.30 Théâtre : Une cloche en or. Pièce de Sim. Métro en scène de Sim. Télévisée    Monte-Carlo, en 1995. Avec Sim, Henri Goybet, Florence Bresson (115 min). 3135554

### The ou café ?

de 7h00    7h40.  
Votre rendez-vous matinal avec Catherine CEYLAC tous les samedis et dimanches

### 22.25

Concert : Iggy Pop. Enregistré au festival de Phoenix, en Angleterre, en 1994 (95 min). 30802983

### 23.20

Le court en dix long. Invités : Jean-Claude Dreyfus.

### France Supervision

19.50 L'Hiver des grands créateurs.  
20.30 La Petite Renarde rêvée.  
Opéra de Louis Juraak. Enregistré au théâtre du Château, en juin 1993 (100 min). 11486136  
22.10 Captain Café.  
23.05 World Mosaic.  
23.35 Concert : Conf  d  rate Railroad (31 min). 31098225

### Ciné Cin  fil

20.45 Le Club.  
Invité : Est  re Carlier.  
22.05 Chaplin inconnu. De Reyn Br  nner et David La.  
(35) Trésors cachés.  
23.00 Bombes sur Hong-Kong. Film de Robert Fl  ry (1945, N, v.a., 90 min). 9731374  
0.30 Le Kid. Film. Film muet de Charlie Chaplin (1921, N, 55 min). 11458788

### Ciné Cinémas

20.30 A l'  c  l du Téléfilm de John Lisswell Money (1965, 95 min). 7591022  
22.05 Ciné courts spécial. Invités : Bernard Tavernier.  
23.05 Oublier Palerm  . Film de Francesco Rosi (1969, 105 min). 73450863

### Série Club

20.45 Collection aventures.  
22.10 Jake Court  .  
23.50 Panique aux Caraïbes.  
Canal Jimmy  
21.00 Earth Two.  
21.50 Friends.  
22.10 Chronique californienne.  
22.15 Nonante.  
23.10 Le P  g  f.

### Eurosport

14.30 Tennis. En direct. Tournoi masculin de Bâle : demi-finale (210 min). 28344190  
18.00 et 0.00 Cyclisme.  
19.00 Course de camions.  
19.35 Basket-ball. En direct de Paris. Championnat Pro-A (   Journal) : PSG - Antibes.  
22.00 Football.  
1.00 Boxe (60 min).

## Les films sur les chaînes européennes

### TSR

22.30 Ph  nomena. Film de Don Coscarelli (1978, 90 min). Fantastique.

### ► Sign  l   dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »

■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



# Le respect

par Pierre Georges

IL FAISAIT TOUT. Et je faisais le reste. Saine répartition du travail, fameuse équipe ! Il répondait à l'aimable surnom de « Pit Bull ». C'est dire l'amenité de son caractère et les redoutables colères dont il était capable. Certains jours, certaines heures, il entrait dans des rages insensées, excessives, presque homériques. Pour un rien, une virgule de trop, un mot de guingois. Ou pour un tout, un papier mal bâti, une approche désinvolte, une information non vérifiée.

A lors, comme dans un jeu, une règle d'amitié, venait inévitablement le moment où je lui lançais pour calmer l'orage un couvenu « sage, Pit Bull ! ». Il en restait un instant sans voix. Puis il éclatait de rire, d'un grand rire qui disait à la fois la fin de la tempête et le début d'une plus sereine discussion. Yves Heller éclatait de tout. De fureur, de rire, de vie. Il éclatait de journalisme. Et dans un dernier éclat, de cœur celui-là, il est mort, devant son écran, hier matin, devant son micro-ordinateur, le fameux Coyote. Cela l'aurait sans doute fait éclater de rire ou mis dans une belle rage, cette situation ridicule, la mort de Pit Bull devant son Coyote.

Cela ne nous fait pas rire du tout. Pardonnez à cette chronique son tour trop personnel. Ou ne le pardonnez pas. On s'en moque. N'ayant pas d'autres mots pour dire le vide, le désastre et la peine, dans cette loi du cirque et de la presse réunies qui veut que le spectacle et la vie continuent, on le dit ainsi.

Yves nous a lâché. Trop tôt, trop vite, trop brutalement. La nouvelle, car malheureusement c'en était une, n'est tombée des

sus alors que je participais à un jury d'oral dans une école de journalisme. Et me reviennent, à l'instant, ces envies maintes fois exprimées, dès lors qu'on les autorisait à faire un rêve, par les candidats : « Mon rêve, le vrai rêve, serait d'être un jour grand reporter. » L'un d'eux s'aventura même dans le cliché absolu : « Mon rêve, ce serait d'être Tintin. » Que ne rêvent-ils d'être simplement Yves Heller !

Il fut grand reporter. Longtemps. Vingt ans. A sa manière rigoureuse, intégrée, sans emphase, ne se satisfaisant jamais d'une impression ou d'une explication simpliste. Yves Heller prenait tous les risques et d'abord celui d'aller tout voir pour tout vérifier. Cela, Alain Frachon le rapporte mieux qu'on ne saurait le faire. Il dit le grand reporter et, par pudeur partagée, ne dit pas ce qu'il fut aussi : l'homme capable d'aller récupérer, au risque de sa vie, le confrère en danger.

Et puis Yves Heller avait posé sa tête. Pour faire autre chose. Aussi bien. Le journalisme a ainsi ses facettes, mais toutes relèvent au fond du même art, du même artisanat : l'amour du travail bien fait, ce polissage incessant à l'établi, le fameux « bâton de chaise » d'Hubert Beuve-Méry. Il n'a cessé d'œuvrer à l'œuvre collective, exigeant pour les autres puisqu'il l'était pour lui-même.

Il est assez probable que l'ami disparu aurait encore hurié à voir ainsi parler de lui, trop de lui. Cela lui apprendra à nous abandonner, à nous laisser. Et si ces propos ont quelque utilité, au-delà de la peine, c'est pour dire aux siens, à ses proches, combien Yves méritait le respect. Ce n'est pas donné à tout le monde, dans la presse.

# La mort de notre confrère Yves Heller

De l'AFP au « Monde », qu'il avait rejoint en 1987, il y a peu de guerres de ces dernières années que ce seigneur du grand reportage n'ait couvertes

RESPONSABLE, au côté de Pierre Georges, de la page « Enquête » de la séquence « Horizons » du Monde, Yves Heller, est mort, jeudi 26 septembre, victime d'une défaillance cardio-vasculaire. Il était âgé de cinquante ans. A ce dernier poste, il avait inspiré, souvent choisi, écrit, parfois réécrit, les portraits, enquêtes, reportages qui ont fait le succès d'une page née en janvier 1995, avec la nouvelle formule du journal.

Il y avait dispensé tout son talent, sa générosité au travail, mettant au service de la rubrique une expérience acquise durant plus de vingt années de grands reportages. D'abord pour l'Agence France-Presse, où il fut journaliste puis chef adjoint au service diplomatique, ensuite pour Le Monde, où il entra en 1987. Il y a peu de conflits, guerres, révoltes ou révolutions de ces dernières années qu'Yves n'ait pas « couverts ».

De la Corée de l'Afrique au Tchad, de l'Iran aux guerres du Liban, de l'Afghanistan aux territoires palestiniens de Cisjordanie et Gaza, en passant par l'Algérie, avant de se consacrer, longuement, aux Balkans, il aura été partout, et surtout là où il était le plus difficile, et le plus dangereux, d'exercer son métier. Il était un de ces journalistes - pas si nombreux que cela - toujours prêts à « aller », comme on dit à Paris, à la rédaction. Ses collègues qui l'ont connu dans les bureaux de l'AFP puis envoyé spécial du Monde à Beyrouth ou à Téhéran, à Jérusalem ou à Sarajevo, en témoignent : Yves était presque toujours là les jours de grande tourmente.

Ce n'était pas seulement affaire de courage physique. Ces dernières années, qui l'ont vu absorber par les fureurs de l'ex-Yugoslavie, auront donné la mesure de la richesse de son talent. Habitué des conflits ethnico-religieux, de ces

situations héritées d'une histoire faite de massacres et de haines irréductibles, familier des peuples ou nations qui paraissent avoir, pour toujours, la mémoire du sang versé, il avait, l'un des tout premiers, perçu ce que le démantèlement de la Fédération yougoslave recelait de drames en puissance.

Dès février 1990, il s'était rendu au Kosovo, pour relater la « terreur policière » exercée par les autorités serbes contre la majorité d'origine albanaise. Il voit monter ce nationalisme serbe que fustige cyniquement un Stobodan Mlosevic, aux seules fins d'établir son pouvoir, et qui va semer la guerre, les destructions et les pires violations des droits de l'homme que l'Europe ait connues depuis la fin du deuxième conflit mondial.

Il multiplie alors les séjours sur place, au fil de ces guerres locales qui vont mettre aux prises Bosniaques, Croates et Serbes. Des premiers combats serbo-croates à l'agression et au long calvaire de la Bosnie-Herzégovine, Yves Heller aura regardé, analysé et raconté. Observateur, écrit-il, « de l'impunité » et du « fatalisme des Occidentaux », chroniqueur des premières actions de « purification ethnique », témoin direct des drames de Vukovar, Mostar, puis de l'interminable siège de Sarajevo et de Srebrenica.

Yves avait vécu à Beyrouth certaines des pires journées de bombardement ; il sera dans la capitale bosniaque - qu'il disait « mangée par les cinéastes » - ce jour de février 1994 où un obus, venu s'écraser sur le marché de la ville, fit soixante-six morts et plus de deux cents blessés. De ces moments-là, il savait dire toute la polémique, avec distance, sobriété, mais aussi avec toute l'émotion, la méticulosité, la vérité d'un homme qui est allé « voir » au plus près. Etran-

gère à tout effet de style, sans emphase, toujours précise, la qualité et l'élégance de l'écriture servaient alors chez lui une formidable capacité d'analyse. Les lecteurs du Monde le savent : Yves Heller ne s'est, hélas, guère trompé sur la Yougoslavie.

## DANS TOUS LES CAMPS

Il n'aura entretenu aucune illusion. Ce pessimiste anxieux, à la conscience professionnelle aigüe, vivait dans la hantise de tomber dans l'explication simpliste ou le reportage partisan. Quand il « couvrait » « ses » guerres, Yves voulait toujours gratter plus avant, chercher plus loin, n'omettre aucun détail prétendument indifférent ; il entraînait dans toute la complexité d'une situation pour en relater ensuite toute sa singularité. Il n'était pas un formidable homme de terrain pour le seul art du reportage ; il était homme de terrain d'abord pour les besoins de l'analyse.

Yves était un voyageur documenté, parce qu'il se méfiait de l'impressionnisme, et un reporter qui prenait des risques parce qu'il ne se satisfaisait jamais des premières explications. Décortiqueur de réalités complexes, il en restituait toutes les facettes. C'est cela, ce travail patient, minutieux, de mise à jour d'une situation qu'il enseigna à ses étudiants du Centre de formation des journalistes.

Un de ses compagnons de tournées proche-orientales puis balkaniques parlait de sa « rectitude professionnelle » et d'une « intégrité intellectuelle » qui lui faisaient rapporter avec autant d'attention et de passion les situations les plus diverses. Yves Heller allait dans tous les camps, pour comprendre « l'autre ». S'il passa des nuits de couvre-feu avec des Palestiniens d'un village de Cisjordanie durant l'intifada, il en vint d'autres dans une famille israélienne du quartier

de Tel Aviv le plus visé par les missiles Scud de Saddam Hussein. S'il relata les bombardements serbes sur Dubrovnik, il raconta l'épuration ethnique pratiquée par les Croates.

Pour autant, nulle trace de cynisme chez un homme qui en avait « beaucoup vu ». Yves ne jouait pas les grands reporters ; ni fier-bras de la profession ni beau parleur, il n'allait voir et ne relatait la misère des autres qu'avec beaucoup de pudeur. Une de ses consœurs libanaises, qui couvrit tous les malheurs de Beyrouth, disait : « Yves était avec nous dans les abris, tout de courtoisie et de charité à notre égard, parce qu'il savait que nous étions, nous, condamnés à rester là et qu'il repartirait, lui, pour Paris. » L'élégant bon vivant qu'il était essayait des « coups de bourdon », il avait ses moments noirs - sans doute parce qu'on ne ressort pas indemne de tant de reportages de guerre. Mais c'est justement pour cela aussi, précisément parce qu'il ne trichait pas dans son métier, qu'Yves Heller a été un grand seigneur dans le grand reportage.

Alain Frachon

(D'Yves Heller, dont Alain Frachon, responsable de la séquence « International » et compagnon de plus d'une guerre, a retracé les qualités professionnelles, il nous reste une leçon : celle d'un homme habité par la passion d'un métier qu'il exerçait sans peur et sans reproche, sans jamais donner prise aux flatteries diverses qu'un journaliste rencontre toujours, comme instant de baragins dressés contre sa quête de vérité. Le souvenir qu'il laisse nous accompagne, riche de l'attachement qu'il avait su créer autour de lui, à la mesure des passions qui l'animèrent. Il est mort soudain. Comme il avait vécu : à son poste. Que sa femme, Dominique, et ses enfants, Micaëla et Paul-Arthur, reçoivent ici l'expression de nos condoléances les plus vives et les plus attendries. - J.-M. C.)

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 27 septembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES	
Tokyo Nikkei	21461,40 +0,52 +8,44	Paris CAC 40	2104,14 +0,04 +12,40
Hong Kong Hang Seng	11636,10 +0,28 +14,38	Londres FT 100	— +5,91
Tokyo, Nikkei sur 3 mois		Zurich	1799,23 +1,08 +14,99
		Milan MIB 30	1082 +1,47 +10,84
		Francfort Dax 30	2670,06 +0,42 +18,46
		Bruelles	— +12,41
		Suisse SIB	1426,07 +0,95 +2,02
		Madrid Ibez 35	365,04 +0,30 +14,05
		Amsterdam AEX	387,70 +1,02 +20,59

Tirage du Monde daté vendredi 27 septembre 1996 : 515 036 exemplaires

## CHALLENGES

Spécial

# Chine

Voyage au cœur du capitalisme rouge

**SALAIRES DES CADRES**  
Les secteurs à la hausse en 97

CHALLENGES EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Commerce extérieur : 11 milliards de francs d'excédent en juillet

POUR LA TROISIÈME FOIS depuis le début de l'année, le commerce extérieur a dégagé un solde mensuel positif supérieur à 10 milliards de francs. En juillet, il s'élevait à 11,04 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières (CVS), selon les statistiques publiées vendredi 27 septembre par les douanes, contre 9,781 milliards en juin. Il avait atteint 11,394 milliards en mai et 11,307 milliards en mai. Au mois de juillet, les exportations se sont élevées à 120,299 milliards de francs, contre 118,355 milliards en juin, et les importations à 109,195 milliards de francs contre 108,574 milliards en juin. Si les exportations conservent une bonne tenue, les importations, en revanche, marquent une stagnation, en raison d'un ralentissement des échanges intracommunautaires dû à la faiblesse de la croissance économique des pays de l'Union européenne. Depuis le début de l'année, l'excédent du commerce extérieur de la France se chiffre à 64,448 milliards de francs. Sur les sept premiers mois de l'année précédente, ce solde avait atteint 57,629 milliards, ce qui laisse apparaître, en 1996, une augmentation de 11,8 % par rapport à la période correspondante de 1995.

## Piste sud-africaine pour l'assassinat d'Olof Palme

STOCKHOLM. Les autorités suédoises prennent « au sérieux » les déclarations de l'ancien chef d'une unité de la police secrète sud-africaine, Eugene De Kock, qui a affirmé, jeudi 26 septembre, qu'un agent du régime de l'apartheid, Craig Williamson, était impliqué dans un projet d'assassinat contre le premier ministre suédois, Olof Palme, assassiné le 28 février 1986. Le vice-ministre suédois des affaires étrangères, Pierre Schori, a déclaré : « Les renseignements ne viennent pas de n'importe qui, et nous avons demandé à notre ambassade de rassembler un maximum d'informations sur cette affaire. » L'enquête sur l'assassinat n'a pas abouti, mais Craig Williamson figurait sur la liste des suspects établie par les enquêteurs suédois. Olof Palme, très hostile à l'apartheid, était, parmi les dirigeants occidentaux, celui qui voulait mener le plus loin les sanctions contre l'Afrique du Sud. Eugene De Kock, actuellement jugé à Pretoria pour de nombreux crimes, a lancé récemment de multiples accusations et, jeudi, il n'a pas fourni de précisions sur l'attentat contre Olof Palme. - (AFP)

**DÉPÊCHES**  
■ CROATIE : les deux journalistes croates de l'hebdomadaire satirique Feral Tribune, poursuivis pour diffamation du président Franjo Tudjman, ont été acquittés, jeudi 26 septembre, à l'issue du premier procès pour délit de presse en Croatie. - (AFP)  
■ PRIX LITTÉRAIRES : la commission du Grand Prix du roman de l'Académie française a sélectionné, en vue de l'attribution du Grand Prix du roman qui sera décerné le jeudi 24 octobre, sept titres : Les Hommes perdus, de Calixthe Beyala (Albin Michel) ; Le Coin du voile, de Laurence Cossé (Gallimard) ; Les Derniers jours, de Stéphane Denis (Fayard) ; La Perspective amoureuse, de Claude Mourthé (Rocher) ; Pluim, d'Amélie Nothomb (Albin Michel) ; Bartoldi, le comédien, de Bernard Pingaud (Seuil) ; Rastenberg, de Christiane Singer (Albin Michel).

ET VOICI LA SEULE INFORMATION

# SVM

Science & Vie Micro

NOUVELLE FORMULE

## DOSSIER EXCLUSIF

# Word 97, Excel 97 et Windows passent à Internet

GRATUIT :  
LE CD-ROM D'AUTOFORMATION À INTERNET